





NAZIONALE  
B. Prov.

VI

313  
NAPOLI

VITT. EM. III

BIBLIOTECA PROVINCIALE



radio

11

Palchetto

Num.° d'ordine

2

3 10 7

~~129  
6  
4~~

B. Prev.  
VI  
313





# OEUVRES

COMPLÈTES

DE M. LE COMTE DE SÉGUR.

TOME VII.

## LES OUVRAGES DE M. DE SÉGUR

SE TROUVENT AUSSI

A BRUXELLES, CHEZ BRUNET ET CH. FRUGER, LIBRAIRES,  
RUE DE LA MADEIRAINE, N° 446.

Nonobstant l'édition des Œuvres complètes de M. de SÉGUR, on vend séparément les ouvrages ci-après de cet auteur, dont il reste quelques exemplaires :

|                                                                                                                           |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| HISTOIRES ANCIENNE, ROMAINE et du BAS-EMPIRE, réunies ; 10 vol. in-8°. Prix. . . . .                                      | 65 fr. |
| — Avec l'atlas en noir, très belles épreuves. . . . .                                                                     | 70     |
| — <i>Idem</i> , colorié avec beaucoup de soin. . . . .                                                                    | 80     |
| — L'atlas se vend en noir. . . . .                                                                                        | 10     |
| — <i>Idem</i> , colorié. . . . .                                                                                          | 20     |
| — Le même ouvrage, en 25 vol. in-18, 2 <sup>e</sup> édition, revue et corrigée par l'auteur, avec cartes et grav. . . . . | 50     |
| — Avec figures coloriées. . . . .                                                                                         | 62     |
| HISTOIRE ANCIENNE proprement dite, 2 <sup>e</sup> édition, revue et corrigée, 9 vol. . . . .                              | 18     |
| — Figures coloriées. . . . .                                                                                              | 23     |
| HISTOIRE ROMAINE, 2 <sup>e</sup> édition, 7 vol. . . . .                                                                  | 14     |
| — Figures coloriées. . . . .                                                                                              | 18     |
| HISTOIRE DU BAS-EMPIRE, 9 vol. . . . .                                                                                    | 18     |
| — Figures coloriées. . . . .                                                                                              | 23     |
| HISTOIRE DE FRANCE, par le même. — Il en paraît 11 volumes avec cartes et gravures. . . . .                               | 20     |

On vend également :

|                                                                                                                                                                    |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| HISTOIRE DE CHARLEMAGNE, par le même, 1 vol. in-18, avec cartes et gravures. . . . .                                                                               | 2 50 |
| HISTOIRE DES GAULES, par le même, 2 vol. in-18, avec cartes et figures. . . . .                                                                                    | 5    |
| HISTOIRE DE SAINT LOUIS, 1 vol. in-18, avec grav. et une jolie couverture imprimée. . . . .                                                                        | 2 50 |
| GALERIE MORALE ET POLITIQUE, 3 <sup>e</sup> édit. 3 vol. in-8°. ( <i>Chaque volume se vend à part 6 fr.</i> ) . . . . .                                            | 18   |
| PENSÉES, ou CHOIX DE MAXIMES, SENTENCES, etc., extraites de ses ouvrages, 1 v. in-18, imprimé avec le plus grand soin, sur très beau papier, par P. Didot. . . . . | 2    |
| LES QUATRE AGES DE LA VIE, ou ÉTRENNES A TOUS LES AGES, 1 v. in-12, avec de jol. grav. 4 f. Véliu. . . . .                                                         | 8    |

---

PARIS. — IMPRIMERIE DE CASIMIR, RUE DE LA VIEILLE-MONNAIE, N° 12.

646153

# OEUVRES

COMPLÈTES

DE

M. LE COMTE DE SÉGUR,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, PAIR DE FRANCE,

ORNÉES DE SON PORTRAIT, D'UN FAC-SIMILE DE SON ÉCRITURE,  
ET DE DEUX ATLAS COMPOSÉS DE 32 PLANCHES,  
PAR P. TARDIEU.

---

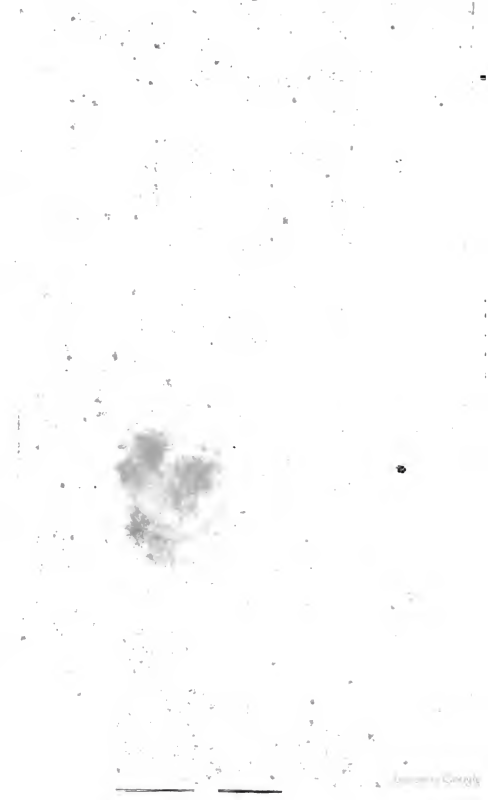
POLITIQUE  
DES CABINETS DE L'EUROPE.  
TOME PREMIER.

---



PARIS,  
ALEXIS EYMERY, LIBRAIRE-ÉDITEUR,  
RUE HAZARINE, n° 30.

M DCCC XXV.



---

## AVIS

### DE L'ÉDITEUR.

---

LA POLITIQUE DE TOUS LES CABINETS DE L'EUROPE parut en deux volumes dans l'année 1793 : comme cet ouvrage contenait des pièces authentiques et jusque-là inconnues, *la correspondance secrète du comte de Broglie, les mémoires de Favier sur la situation de toutes les puissances de l'Europe, et plusieurs mémoires du comte de Vergennes et de M. Turgot*, TOUS MANUSCRITS TROUVÉS DANS LE CABINET DE LOUIS XVI, la curiosité fut vivement excitée en France, comme dans les pays étrangers, et cette première édition s'épuisa en peu de temps.

En 1801 et en 1802, on publia une seconde et une troisième édition de ce livre, qui forma dès-lors trois volumes, parce qu'on y avait ajouté un autre écrit de M. Favier, intitulé : *Doutes et questions sur le traité de 1756*, et parce que tout l'ouvrage était enrichi de commentaires et d'un grand nombre de notes, rédigés par M. le comte de Ségur. Il y avait également joint son *Mémoire sur*

*le pacte de famille et son Examen du système fédératif qui peut le mieux convenir à la France.*

Enfin on y trouvait de plus une table alphabétique des matières, indispensable pour un livre de ce genre.

Nous offrons aujourd'hui au public une quatrième édition de la POLITIQUE DE TOUS LES CABINETS DE L'EUROPE, et nous espérons qu'elle aura le même succès que les précédentes, puisqu'elle ajoute à leur mérite celui d'avoir été récemment revue et corrigée avec soin par M. le comte de Ségur.

A. EYMERY.

---

## PRÉFACE

PAR M. LE COMTE DE SÉGUR.

---

IL n'est point étonnant que les Mémoires politiques de Favier aient eu un si grand succès : leur auteur méritait peut-être une plus grande réputation que celle dont il a joui. Il réunissait deux mérites qui se trouvent trop souvent séparés, beaucoup de mémoire et beaucoup d'esprit. Son érudition était vaste, et son imagination vive. Nul publiciste n'a tracé avec plus de clarté et de rapidité le tableau de la situation politique des diverses puissances de l'Europe. Choisisant avec habileté tous les points de lumière, et omettant avec discernement tous les détails inutiles qui rendent la politique fatigante et l'histoire ennuyeuse, il rassemble artistement les grands événemens, les faits im-

portans et les anecdotes caractéristiques qui peuvent faire connaître les intérêts des différens États, les causes de leur force ou de leur faiblesse, de leur accroissement ou de leur décadence, l'origine de leurs liaisons ou de leurs querelles; et son pinceau anime assez vivement tout ce qu'il touche pour répandre de l'intérêt sur ce chaos d'intrigues diplomatiques, si fastidieux pour le lecteur qui s'y perd, et si obscur pour la plupart des écrivains qui prétendent y porter la lumière.

Cet ouvrage recommandable sera donc, dans tous les temps, agréable à lire et utile à consulter. Mais il est important de mettre en garde, contre ses défauts, les jeunes gens qui veulent s'instruire par sa lecture. Il faut qu'ils distinguent, dans ces Mémoires, la partie instructive de la partie systématique. On ne saurait trop louer l'une, et trop se défier de l'autre, et elles sont tellement fondues ensemble, dans tout le cours de l'ouvrage, qu'il est



nécessaire d'y porter une attention scrupuleuse et une sage méfiance.

On serait tenté de croire, au premier coup d'œil, que la diplomatie, comme les sciences exactes, est soumise à des calculs rigoureux, et que, reposant sur des faits évidens et des événemens publics, elle doit être le domaine du jugement, et non celui d'une imagination capricieuse, qui peut en changer les bases à son gré.

Tout démontre malheureusement le contraire. Les corps politiques, comme les individus, sont plus souvent conduits par les passions que par la raison ; et ces passions, en égarant les hommes qui se mêlent des affaires, les divisent en sectes acharnées à se combattre, les portent à tirer des conséquences outrées des principes les plus sages, à faire de fausses applications des maximes les plus vraies, et à substituer enfin leurs intérêts privés à celui de l'État, leurs systèmes à la vérité, et l'esprit de parti à l'esprit public.

Il arrive même des temps où presque tous les individus d'un peuple sont aveuglés et enflammés par cet esprit de parti, qui enlève toute mesure dans les combinaisons et toute rectitude dans les jugemens. C'est ce qu'on peut observer lorsqu'une nation a été humiliée par les succès d'une nation voisine, ou lorsqu'elle est mécontente de son propre gouvernement.

Alors elle condamne indistinctement tout ce que font ses chefs, et l'opposition à leurs plans est un moyen sûr d'acquérir une grande popularité et une réputation brillante. Cet appât, une fois offert à l'amour-propre, séduit beaucoup d'hommes de talent, et les amène au point que leurs opinions se transforment en passions, et qu'ils finissent par se tromper eux-mêmes en égarant les autres.

Souvent ces erreurs durent quelque temps après la cause qui les a fait naître; et, le mouvement se prolongeant lorsque l'impulsion n'existe plus, ce n'est qu'au bout de quelques années qu'on arrive au

repos qui permet de juger avec impartialité.

Pour lire Favier avec fruit et sans prévention, il faut se rappeler dans quel temps il écrivait, dans quelles circonstances il se trouvait, et quels étaient alors l'esprit national, la situation de la France, et le caractère du prince qui la gouvernait.

En général, le seul moyen de bien juger les hommes, est de se mettre à leur place : c'est en connaissant leurs passions et leurs intérêts qu'on peut presque toujours apprécier avec justesse leurs opinions.

Favier écrivit en 1773. Il était témoin de la fin peu glorieuse du règne de Louis XV. La France, si puissante sous son prédécesseur, voyait son éclat s'évanouir. Les victoires de Louis XIV l'avaient fait accuser d'aspirer à la monarchie universelle. Toute l'Europe, liguée contre lui, n'avait pu lui ravir ses conquêtes ; et son petit-fils, joignant ses forces à

celles de l'Autriche et de la Russie, avait été vaincu par l'électeur de Brandebourg. Les Anglais, après avoir détruit la marine française et conquis le Canada, régnaient impérieusement sur l'Océan, et nous ordonnaient de démolir Dunkerque et de désarmer l'escadre de Toulon. La Pologne partagée, sans notre aveu, par les cours impériales et par la Prusse, attestait notre honte et notre impuissance. Nos finances étaient épuisées, le peuple succombait sous le poids des impôts; et la nation française, indignée de tant de revers, oubliant qu'elle avait accordé avec transport le titre de *bien-aimé* à son roi, avait tellement changé de sentimens, qu'elle le vit, peu de temps après, mourir avec indifférence, et même avec une sorte de joie, espérant que le jeune prince qui montait sur le trône, ferait succéder l'ordre à la prodigalité, la justice à la faveur, l'énergie à l'indolence, et que la victoire lui rendrait enfin le rang et l'influence qu'elle avait perdue.

Il résultait de cette situation des affaires et des esprits, une désapprobation générale de tout le système intérieur et extérieur de l'administration française, et une vive disposition à encourager et applaudir tous les hommes qui la frondaient.

Louis XV, guidé par cette méfiance commune à tous les hommes faibles, avait toujours eu des ministres secrets à l'insu des ministres publics; et, comme on l'aurait pu prévoir, ces agens secrets s'étaient constamment opposés au système du conseil, et avaient attribué à ses plans tous les malheurs de la France.

Le roi de Prusse, ayant renoncé à l'alliance de la France, s'était uni avec l'Angleterre. Cette défection avait changé l'ancienne politique du cabinet de Versailles, qui avait conclu, en 1756, un traité d'alliance défensive avec l'Autriche. Comme un roi faible ne dirige jamais ses alliés, mais se laisse toujours entraîner par eux, Louis XV, au lieu de ne donner que de faibles secours à Marie - Thérèse, pour

employer toutes ses ressources contre les Anglais, s'était laissé engager à porter cent mille hommes au cœur de l'Allemagne, et avait ainsi, très impolitiquement, épuisé ses forces par une double guerre, qui valut à l'Angleterre de glorieux succès, des conquêtes importantes, et une paix humiliante pour la France.

Le duc de Choiseul, cherchant à réparer ces plaies récentes, travaillait, avec le duc de Praslin, à la restauration de la marine à l'ombre d'une paix continentale, que l'alliance de l'Autriche et de l'Espagne rendait durable.

Le roi, dégoûté de la guerre et livré aux voluptés, craignait tout ce qui pouvait troubler son repos, et n'osait opposer aucune digue à l'ambition des autres puissances. La Prusse et la Russie, qui connaissaient son indolence, en profitèrent pour démembrer la Pologne; et l'Autriche, qui savait qu'elle ne pouvait plus compter sur l'énergie de la France, aimait mieux participer à une opération qui

agrandissait sa rivale, que de s'y opposer seule et sans succès.

Le duc d'Aiguillon, en succédant à M. de Choiseul, avait adopté son système; et, loin de vouloir embarquer son prince malgré lui dans une guerre lointaine, il ne s'occupait que des intrigues de cour qui pouvaient assurer son crédit.

Si les ministres secrets avaient été ou plus hardis, ou plus justes, ou moins trompés par cet esprit de parti dont il est difficile de se préserver, ils auraient, sans doute, plus attribué la décadence de la France à la faiblesse de Louis XV, qu'au choix de ses alliances.

Ils auraient vu, ce qui a été fort bien démontré dans un ouvrage récemment publié, que la puissance commerciale de l'Angleterre et l'accroissement de la Russie avaient changé la politique; que la Prusse, en devenant une monarchie respectable, devait nécessairement diminuer l'influence de la France en Allemagne, *parce que tout ce qui se partage*

*s'affaiblit.* Ils auraient senti qu'il n'était plus possible de raisonner comme au temps du traité de Westphalie, puisqu'à cette époque l'Angleterre était presque étrangère aux querelles du continent, que la Russie était ignorée et sans influence, et que la France, unie à la Suède, était le seul appui de la liberté germanique contre la maison d'Autriche. Ils auraient aperçu que cette maison d'Autriche, dépouillée de l'Espagne, de la Hollande et de plusieurs de ses possessions en Italie, pouvant être attaquée tour à tour par la Prusse, la Russie et la Turquie, n'était plus ce colosse redoutable qui avait excité tant de crainte. Enfin, ils en auraient conclu que la politique de la France, sans se subordonner à celle d'aucun de ses voisins, devait être de tenir une balance égale entre Vienne et Berlin, et de s'allier alternativement avec celle de ces deux cours qui se montrerait la plus modérée, contre celle dont l'ambition voudrait troubler le repos général.



Peut-être même, dans la déplorable situation où se trouvaient nos finances et notre marine, ne nous voyant aucun moyen de combattre, auraient-ils pu sentir l'avantage d'une alliance avec l'Autriche et l'Espagne, qui nous valut trente-deux ans de paix, et, malgré les fautes du gouvernement, nous mit enfin à portée d'abaisser l'orgueil britannique par une guerre maritime glorieuse, dont aucune diversion continentale ne troubla les succès.

Mais si les agens secrets avaient su vaincre leurs passions au point de raisonner avec cette modération, leur opposition aurait été nulle et leur rôle peu brillant. Ils envisagèrent donc les objets sous un point de vue tout différent, et ils se déterminèrent, en traçant le tableau politique de l'Europe, à montrer partout l'Autriche comme la seule puissance ambitieuse, comme le seul poids qui menaçait l'Europe, comme l'unique cause de tous les malheurs, de tous les revers, de

tous les dangers et de toutes les humiliations de la France.

Enfin , accusant le système de 1756 de tous nos maux et de la perte de notre influence , ils cherchèrent à démontrer qu'en changeant ce système fédératif , et en améliorant notre administration intérieure , la France reprendrait le rang qu'elle occupait à l'époque brillante du règne de Louis XIV.

C'est précisément cet esprit de système que je me propose de relever dans les notes que je joins à cet ouvrage.

Ce n'est pas , je le déclare , que je préfère l'alliance de l'Autriche à celle de la Prusse , et que je doute plus de l'ambition de la cour de Vienne que de celle de toute autre cour ; mais je condamne tout système tranchant. La politique doit nécessairement varier , suivant les événemens , les temps et les hommes.

Si Favier , en écrivant et en s'efforçant de faire plier tous les faits à ses opinions , fut égaré par sa position et par l'esprit

qui régnait alors, d'autres circonstances concoururent à faire adopter avidement ses idées, lorsqu'on publia, en 1792, ses Mémoires et ceux du comte de Broglie. La guerre était déclarée contre l'Autriche; le feu révolutionnaire embrasait toutes les têtes, et la haine contre l'Autriche était la passion dominante.

Aussi, dès que la première édition de cet ouvrage, trouvé dans les papiers de Louis XVI, parut, elle fut accueillie avec transport. Le nom du comte de Broglie et celui de Favier garantissaient le mérite de ces Mémoires; leur objet était de nature à piquer la curiosité, à exciter l'intérêt général. On était impatient de voir dévoiler les mystères de ce ministère secret, qui avait si vivement alarmé les ministres publics de Louis XV et de Louis XVI, et de comparer la politique connue du cabinet de Versailles avec la politique cachée qui en combattait les principes, et en contrariait la marche.

L'esprit de mécontentement et d'oppo-

sition à la cour, était alors presque universel. Les Français, ne prévoyant pas les malheurs qui accompagnent les grandes révolutions, blâmaient tout ce qui existait, et s'élançaient, sur l'aile légère de l'espérance, dans un abîme dont leurs yeux éblouis ne voyaient pas la profondeur.

Les abus les plus faciles à corriger, quelques fautes en politique, relativement à la Hollande, fautes bien compensées par la gloire de la guerre américaine, un déficit qui effrayait alors, et dont on rirait aujourd'hui, paraissaient, à cette époque, des maux insupportables. On en attribuait la plus grande partie au crédit d'une reine aimable, bienfaisante, dont un peu de légèreté fut peut-être le seul défaut, et qui par là ressemblait peut-être trop à la nation dont la rigueur pour elle fut si barbare.

Comme cette princesse était Autrichienne, tous les Français qui n'aimaient pas la reine, voyaient avec humeur

l'alliance des cours de Versailles et de Vienne. On se rendait populaire en blâmant cette union ; et , comme on savait que Favier et le comte de Broglie , loin de l'approuver , l'avaient toujours combattue , il était facile de prévoir le succès brillant de leurs Mémoires , lorsqu'ils seraient publiés.

Ce succès fut complet ; l'ouvrage fut enlevé. La passion du moment était tellement ardente , qu'il y aurait eu alors de la folie à vouloir se permettre la plus légère observation contre les erreurs échappées à ces politiques.

Lorsque , dans de certaines circonstances , un système quelconque est devenu une espèce de religion , toute critique est regardée comme une hérésie ; et il faut attendre que les premiers feux du fanatisme soient éteints , pour lui opposer , avec quelque succès , les armes de la raison.

Ce temps est arrivé. Actuellement on ne rêve plus que tout l'argent de la

France passe dans les coffres de l'Autriche : aucun comité de recherches n' imagine trouver partout des comités autrichiens. On discute aujourd'hui sans danger les intérêts de la France, et on ne risque plus d'être regardé comme contre-révolutionnaire et comme ennemi de l'État, lorsqu'on pense qu'en politique, tout système inflexible, qui ne souffre aucune modification, et qui ne se plie à aucune circonstance, est un charlatanisme aussi dangereux que celui de ces médecins qui veulent appliquer un même remède à toutes les maladies.

Le comte de Broglie avait trop d'esprit, et Favier trop de connaissances pour croire sincèrement qu'on pût, au milieu de la fluctuation des cabinets de l'Europe, et des variations de leurs forces et de leurs projets, établir un système fédératif permanent; ils devaient savoir qu'il n'existe pour aucune puissance ni ami ni ennemi naturel, que pour un temps plus ou moins long, et que les

amitiés et les rivalités des peuples doivent changer comme leur fortune et les caractères de ceux qui les gouvernent. Ce qu'on doit naturellement penser, c'est que le ministère secret, imaginé par la méfiance du monarque français, voulait, pour se rendre utile, combattre le système du ministère public. Si ce ministère public avait eu pour principe de s'allier avec la Prusse, par le même esprit d'opposition, on aurait peut-être vu les conseillers secrets du roi présenter le tableau politique de l'Europe sous d'autres points de vue, exagérer les inconvéniens de ce système, et développer tous les avantages qu'on pouvait tirer d'une alliance avec l'Autriche pour le maintien de la paix générale.

Quoi qu'il en soit, les Mémoires du comte de Broglie, le tableau politique de Favier, et les doutes de ce même auteur sur le traité de 1756, sont devenus des ouvrages presque classiques aux yeux des nouveaux diplomates : le succès pro-

digieux qu'ils ont obtenu, dans un temps où ils flattaient les préventions et les haines nationales, les a revêtus d'une autorité que je crois utile de combattre et d'affaiblir. Je ne nie point qu'ils n'aient un grand mérite, et qu'ils ne soient propres à avancer rapidement l'instruction des hommes qui se destinent à la carrière diplomatique. Mais, pour qu'ils puissent éclairer, et non égarer, il me semble nécessaire de faire distinguer les vérités qu'ils contiennent des erreurs qui s'y trouvent mêlées, de séparer les paradoxes des principes, et surtout de prémunir les lecteurs contre cet esprit de système et de partialité, qui ne voit les objets que de profil, qui les montre toujours sous la même face, et veut soumettre l'art du gouvernement à l'aveuglement des préjugés et des passions, tandis qu'il ne doit être assujetti qu'à de justes et impartiales combinaisons.

Un politique, à Paris, ne doit se faire ni Espagnol, ni Anglais, ni Autrichien,



ni Prussien , ni Russe , ni Turc ; il doit être Français , et calculer les intérêts de son pays et les alliances qui lui conviennent , selon les temps , la force respective des puissances étrangères , et surtout selon le génie de ceux qui les conduisent.

C'est d'après cette opinion qui me paraît vraie , et dans cet esprit que je crois utile , que j'ai rédigé les notes qu'on va lire. Mon objet , en combattant les assertions trop tranchantes de deux politiques justement estimés , n'est pas , je le répète , de prouver que le système de l'alliance avec l'Autriche soit le meilleur pour nous , mais de démontrer qu'il a été trop légèrement condamné ; que des hommes de différent caractère , tels que le duc de Choiseul , le duc d'Aiguillon , M. de Vergennes et M. de Montmorin , ne l'auraient pas tous suivi , s'il n'avait pas offert à la France quelques avantages ; et qu'on métamorphose les principes les plus sages en erreurs nuisibles , lorsqu'on veut les trop généraliser et les appliquer

à tous les temps, à tous les hommes et à toutes les circonstances.

La France n'est point une frêle chaloupe qui doive se traîner servilement sur la trace d'un bâtiment quelconque : cet immense et noble vaisseau doit avoir sa marche indépendante, et suivre librement les vents qui lui sont le plus favorables. Si la sagesse guide sa force, son heureuse navigation sera toujours respectée.

---

**POLITIQUE**  
DE  
**TOUS LES CABINETS**  
DE L'EUROPE,

PENDANT LES RÈGNES DE LOUIS XV ET DE LOUIS XVI,

COMMENTÉE  
PAR M. LE COMTE DE SÉGUR.

---

**PIÈCES**  
ORIGINALES ET AUTHENTIQUES,

CONCERNANT

LA CORRESPONDANCE SECRÈTE DU COMTE DE BROGLIE  
AVEC LOUIS XV.

---



NOTE HISTORIQUE

ENVOYÉE

PAR LE COMTE DE BROGLIE A LOUIS XVI,  
QUELQUES JOURS APRÈS SON AVÈNEMENT.

---

Mai 1774.

Le comte de Broglie a été nommé ambassadeur de France en Pologne, le 14 mars 1752.

Le surlendemain de sa nomination, M. le

I.

I

prince de Conti lui remit un billet de sa majesté, par lequel elle lui enjoignait de se conformer à tout ce qui lui serait prescrit par ce prince, et de lui en garder le secret.

Le comte de Broglie, novice encore dans les affaires politiques, fit quelque difficulté de recevoir, par une autre voie que celle du ministre, ces ordres du roi, dont l'exécution, d'ailleurs, lui paraissait très difficile.

M. le prince de Conti en rendit compte au roi, qui écrivit un second billet au comte de Broglie, pour lui ordonner de se conformer au premier.

De ce moment, le comte de Broglie obéit \*, et reçut par M. le prince de Conti les ordres secrets de sa majesté, et des instructions relatives à des projets qu'elle avait sur la Pologne, et qu'elle jugeait devoir cacher à ses ministres.

\* « Si les amis du comte de Broglie trouvent ma  
» censure du ministère secret de Louis XV un peu sé-  
» vère dans la suite de ces notes, ils se rappelleront la  
» répugnance qu'il témoigna lui-même, dans les pre-  
» miers momens, pour la correspondance secrète que  
» lui proposait M. le prince de Conti, et à laquelle il ne  
» consentit que d'après l'ordre formel du roi. La résis-  
» tance venait d'un esprit juste, d'une âme élevée. Le  
» refus caractérisait l'homme d'État éclairé, et la con-  
» descendance l'homme de cour soumis. » (SÉGUR.)

Il avait eu le bonheur de les suivre à la satisfaction de sa majesté, et d'en amener les négociations presque au point désiré, lorsqu'en 1756, M. le prince de Conti demanda à sa majesté la permission de ne plus s'occuper des affaires politiques, sur lesquelles il avait l'honneur de travailler avec elle en secret depuis 1740 ou 1741.

Ce prince remit, en conséquence, tous les papiers et chiffres qui y étaient relatifs, au sieur Tercier, alors premier commis des affaires étrangères, qui était admis à ce secret, et à qui le roi ordonna de les garder jusqu'à nouvel ordre \*.

Le comte de Broglie vint, par congé, en France, à la fin de cette même année 1756, et le sieur Tercier eut ordre du roi de lui tout communiquer. Il fut instruit par là d'une correspondance secrète, entretenue ci-devant par le canal de M. le prince de Conti, et alors par celui du sieur Tercier, entre le roi et plusieurs de ses ministres en différentes cours.

\* « Cette confidence oblige Tercier, premier commis, de tromper ou le ministre qui le nomme et peut le révoquer, ou le roi qui lui livre ce secret. Cette immoralité politique est d'un danger trop évident pour qu'on s'attache à en développer les inconvéniens. »

(SÉCUR.)

Cette correspondance, dont la direction principale fut confiée dès-lors au comte de Broglie, a été continuée dans cette forme jusqu'à ce jour.

Quoique plusieurs personnes y aient été employées nécessairement, le fond en était toujours demeuré secret, et le comte de Broglie n'a pas connaissance qu'aucun des ambassadeurs, ministres ou secrétaires qui y ont été admis ou le sont encore, aient manqué à la fidélité qu'ils doivent à leur maître : mais, quelques incidens particuliers ayant donné lieu de soupçonner qu'il existait quelque relation secrète entre le roi et le comte de Broglie, il en est résulté des haines et des jalousies dont celui-ci a eu beaucoup à souffrir.

Quelques années avant la retraite de M. le duc de Choiseul, le comte de Broglie, croyant que son concours était absolument nécessaire au succès de quelques vues que sa majesté paraissait avoir alors, eut l'honneur de proposer au roi de lui découvrir le secret de la correspondance. Sa majesté ne le jugea pas à propos ; et le comte de Broglie crut apercevoir qu'elle « regardait comme nécessaire de se conserver » un moyen d'être instruite, par plus d'un » canal, des affaires politiques, » comme elle disait que Louis XIV l'avait toujours pratiqué. •

Il y a lieu de croire que madame du Barry, peu après son arrivée à la cour, avait découvert cette correspondance, dont elle chercha à avoir l'aveu du comte de Broglie. Sa majesté, à qui il rendit compte que cette dame l'avait assuré avoir vu de ses lettres, lui manda qu'en effet elle en avait vu une, mais de ne pas s'en ouvrir davantage pour cela avec elle.

Le comte de Broglie a lieu de croire que c'est de ce moment que madame du Barry et M. le duc d'Aiguillon lui ont voué une mauvaise volonté, qui s'est d'abord exercée en secret, mais qui a fini par lui être funeste.

Le comte de Broglie avait prévu que l'un et l'autre ne lui pardonneraient pas ses relations secrètes avec le roi; et il avait eu l'honneur de proposer à sa majesté, au moment de la nomination de M. le duc d'Aiguillon aux affaires étrangères, de lui laisser connaître la correspondance secrète; mais sa majesté s'y refusa, comme elle l'avait fait pour M. le duc de Choiseul.

Il a donc fallu se livrer au danger évident qui était attaché au rôle assigné au comte de Broglie, de directeur de cette correspondance, et il n'a pas tardé à en éprouver les effets. Il a d'abord été averti, par un billet de la propre main de sa majesté, du 21 août 1773,

des mauvais services qu'on lui rendait auprès d'elle \*.

Il ignore tous les moyens qui ont été employés depuis pour tâcher de le rendre suspect, ainsi que M. le marquis de Monteynard, avec lequel il n'a eu aucune liaison : mais par tout ce que le comte de Broglie a pu recueillir dans l'éloignement où il est, il paraît que le roi, embarrassé d'avouer la correspondance qu'il tenait et voulait tenir secrète, a regardé comme un moyen d'y parvenir, de saisir la lettre-écrite, le 22 septembre, par le comte de

\* « Est-il rien de plus étrange que cet avis secret, »  
 » donné par le roi, du péril que ses agens ne pourraient »  
 » pas courir sans son ordre? Le prince trompe ses ministres, n'ose avouer ses amis, et se contente de les »  
 » avertir des arrêts qu'on va exiger contre eux de sa »  
 » faiblesse. Au reste, Louis XV était dans l'habitude »  
 » de distinguer deux personnes en lui : l'homme et le »  
 » monarque. C'était lui qui disait un jour, en apprenant »  
 » un accident arrivé à Paris : « Si j'étais lieutenant de »  
 » police, je ne souffrirais pas qu'il y eût de cabriolet »  
 » dans Paris. » Il fit avertir d'Eon qu'un ordre du roi »  
 » devait la faire arrêter. Un jour, ayant gagné une somme »  
 » assez forte, et voulant en faire un emploi solide, »  
 » il dit à l'homme chargé de sa cassette : « Ne placez »  
 » pas cet argent-là sur le roi ; on dit que cela n'est pas »  
 » solide. » L'abbé Terray prouva que Louis avait bien »  
 » jugé le roi. » (SÉGUR.)



Broglie au duc d'Aiguillon, pour le soustraire aux poursuites qu'on faisait indirectement contre lui, en l'impliquant dans une procédure ténébreuse qui s'instruisait à la Bastille, et qui ne tendait à rien moins qu'à le faire regarder comme ayant une correspondance criminelle et des émissaires furtifs dans toutes les cours, pour y discréditer les opérations des ministres du roi, et allumer partout le flambeau de la guerre.

Sa majesté connaissait tout le faux de ces imputations. Le comte de Broglie ne peut donc attribuer à d'autres motifs qu'au désir de sauver son secret, la résolution que prit sa majesté de l'exiler\*, puisqu'en même temps qu'elle lui donnait une marque extérieure de mécontentement, elle n'a pas cessé de l'honorer de sa confiance; qu'elle voulut bien même lui donner quelque connaissance de ce qui se pas-

\* « L'exil, sous Louis XV, terminait la carrière de  
» chaque ministre. Le comte de Broglie, dont l'ambi-  
» tion était d'avoir le département des affaires étran-  
» gères, manqua toujours ce but de tous ses travaux;  
» mais, s'il n'obtint pas la place, il n'en fut pas moins  
» exilé : c'est ce qui fit dire plaisamment au duc de  
» Choiseul, qui voyait passer sa voiture lorsqu'il allait  
» à Ruffec : « Voilà le comte de Broglie qui prend le  
» ministère par la queue. » (SÉCUR.)

sait, et lui permettre d'informer les ambassadeurs et ministres admis à la correspondance secrète, du motif apparent de son exil, et leur faire renouveler l'ordre de la continuer. L'un d'eux ayant témoigné, après ce qui arrivait au comte de Broglie, beaucoup de crainte de se trouver compromis, si sa correspondance, que le ministre soupçonnait, venait à en être totalement découverte, sa majesté daigna elle-même le rassurer, et lui mander, de sa propre main, que ce qui arrivait au comte de Broglie ne devait pas l'effrayer, qu'elle était satisfaite de ses services, et qu'elle désirait qu'il continuât comme par le passé.

Le comte de Broglie doit avoir l'honneur d'observer à sa majesté, que c'est M. d'Ogny qui retirait de la poste et remettait au roi les lettres des ambassadeurs ou ministres admis à la correspondance secrète, et que sa majesté les envoyait au comte de Broglie par Guimard, garçon du château, par les mains de qui sa majesté faisait aussi passer l'argent nécessaire pour les objets de dépense ordonnés par elle, et relatifs à cette correspondance.

Le sieur Dubois-Martin, secrétaire du comte de Broglie, approuvé par sa majesté pour cette partie, recevait et déchiffrait, avec quelques autres commis, toutes les dépêches; les extraits

en étaient faits ensuite et envoyés au roi, ainsi que les déchiffremens, avec les projets de réponses auxquels sa majesté mettait chaque fois son *approuvé*, après y avoir fait les changemens ou corrections qu'elle jugeait à propos.

M. d'Ogny ignorait, à ce qu'on croit, que ces lettres ou paquets fussent remis par le roi au comte de Broglie. Il est probable que cet intendant des postes en a actuellement entre les mains, que la maladie du roi n'aura pas permis de lui remettre. Il paraît convenable que sa majesté veuille bien lui donner l'ordre de les lui remettre à elle-même; elle jugera ensuite ce qu'il lui convient d'en faire.

Il existe vraisemblablement, parmi les papiers du feu roi, des choses relatives à cette correspondance, dont sa majesté trouvera peut-être à propos de s'emparer elle-même, pour pouvoir en prendre connaissance, et se déterminer sur un objet qu'il importe à la mémoire du feu roi de tenir secret, et qui peut intéresser sa majesté.

On suppose que Guimard peut indiquer l'endroit où le roi renfermait ses papiers. S'ils étaient sous des scellés, et que sa majesté ne pût pas les retirer elle-même, on pense qu'elle pourrait ordonner qu'on les lui remit, ou

charger une personne ayant sa confiance, de les recevoir lors de la levée des scellés ; ce qui peut mériter quelque attention de la part de sa majesté, à qui il paraîtra juste d'éviter d'exposer les personnes qui ont eu part au secret du feu roi, et qui pourraient se trouver compromises vis-à-vis des ministres, pour y être restées fidèles.

. Le comte de Broglie supplie sa majesté de lui pardonner la longueur de cette note, devenue indispensable pour lui faire connaître la position où il se trouve depuis vingt-deux ans, et les raisons qui le mettent dans la nécessité de s'adresser directement à elle pour avoir ses ordres, ne pouvant les recevoir par la voie des ministres, sur un objet qui ne leur est pas connu.



## LETTRE

DU

COMTE DE BROGLIE A LOUIS XVI.

---

SIRE,

J'aurais désiré de ne pas fatiguer votre majesté par une trop longue lettre ; mais je réfléchis, en relisant celle que j'ai eu l'honneur de lui écrire hier, que j'ai oublié beaucoup d'objets dont il est nécessaire qu'elle soit instruite, et je lui demande la permission de le réparer.

Je commencerai par ce qui regarde le sieur d'Éon. J'imagine qu'il est possible que votre majesté en ait entendu mal parler, et qu'ainsi elle pourrait être étonnée de le trouver compris dans le nombre des personnes honorées de la confiance du feu roi. Je ne puis donc me dispenser de lui observer qu'il avait été initié à la correspondance secrète du temps que M. le prince de Conti la dirigeait. Il fut envoyé par ce prince à Pétersbourg, en 1756.

Depuis, il fut choisi avec distinction par MM. les ducs de Praslin et de Nivernais, pour la négociation de la paix à Londres, en 1762; et alors le feu roi, ayant des vues importantes sur l'Angleterre, lui ordonna de lui rendre des comptes directs. Il fut ensuite fait ministre plénipotentiaire en Angleterre, dans l'intervalle de l'ambassade de M. le duc de Nivernais à l'arrivée de M. le comte de Guerry.

Il est apparent que c'est cette marque de confiance particulière\* qui lui fit espérer qu'il serait soutenu dans ses démêlés déplacés avec cet ambassadeur, qui, de son côté, y mit peut-être d'abord de la vivacité, et ensuite un peu de maladresse : mais cela n'excuse pas les torts du sieur d'Éon, dont l'extrême vivacité l'emporta outre mesure, et occasiona des éclats peu décens entre des personnes honorées des

\* « D'Éon est célèbre par son audace, son esprit et son activité. Employée publiquement, elle pouvait être utile : mais Louis XV lui donna un rôle aussi équivoque que son sexe, et alors elle crut pouvoir tout oser impunément. Cet exemple aurait dû suffire pour inotrer à la cour les inconvéniens de ce double ministère, qui armait l'inférieur contre son supérieur, et qui rendait ses intrigues excusables, puisque le prince-lui-même, qui aurait dû les punir, en donnait l'exemple contagieux. » (SÉGUR.)

caractères dont ils étaient respectivement revêtus. M. le duc de Praslin employa, dans cette occasion, une sévérité outrée, qui ne ramena pas le sieur d'Eon; et le moment était arrivé où ce dernier, ne pouvant plus revenir en France, allait se livrer au désespoir, et se trouvait dans des embarras capables de le faire manquer à la fidélité qu'il devait à sa majesté, et peut-être de divulguer le secret qui lui était confié; ce qui aurait compromis, d'une manière fort scandaleuse, surtout dans un pays comme l'Angleterre, le nom sacré du feu roi. Je fus long-temps dans les plus grandes transes à cet égard. Je demandai à sa majesté ses ordres, et pris la liberté de lui représenter que tout était préférable à laisser connaître en Angleterre l'objet de la correspondance secrète. J'eus ordre, en conséquence, d'envoyer mon secrétaire à Londres. Il connaissait le sieur d'Eon; il le ramena un peu; et enfin on convint qu'il resterait à Londres chargé de donner des nouvelles; mais il fallut lui assurer, de la propre main du feu roi, un traitement de mille livres par mois, dont il jouit depuis ce temps-là \*.

\* « Comment ne sent-on pas la honte d'un système  
qui oblige le gouvernement à payer des agens cou-

Cet être singulier (puisque le sieur d'Éon est une femme) est, plus que bien d'autres encore, un composé de bonnes qualités et de défauts, et il pousse l'un et l'autre à l'extrême. Il sera nécessaire que j'aie l'honneur d'entrer à ce sujet dans de plus grands détails vis-à-vis de votre majesté, lorsqu'elle aura pris un parti définitif sur la correspondance secrète. J'ose, en attendant, prendre la liberté de la supplier de ne pas se déterminer entièrement sur son compte, sans avoir permis que je misse sous ses yeux mes respectueuses observations à cet égard. Je ne dois pas finir l'article du sieur d'Éon, sans avoir l'honneur d'observer qu'il écrit quelquefois des lettres en clair, signées *Williams Wolff*. C'est apparemment une de ces lettres que votre majesté aura trouvée non chiffrée. Il me semble, du moins, qu'il n'y a que lui et le sieur Desri-vaux, consul à Raguse, qui soient dans le cas de ne pas chiffrer toutes leurs lettres.

Quoiqu'il puisse paraître prématuré, sire, à votre majesté, que je me permette de hasarder des réflexions sur des objets qui ne me

- » pables, dans la crainte qu'ils ne révèlent un secret,
- » dont on avoue que la divulgation serait scandaleuse! »

(SÉCUR.)



regardent pas, je crois cependant que c'est un devoir indispensable pour moi de mettre sous les yeux d'un maître de vingt ans, qui est déjà renommé par l'amour qu'il témoigne pour la vérité, toutes celles qu'il me paraît important de lui découvrir, et je regarderais comme un crime de les lui cacher.

Ce que votre majesté a eu la bonté de me dire de M. d'Ogný, me paraît donc mériter une observation de ma part. Je n'ai aucun reproche à faire à cet intendant des postes, dont je n'ai jamais entendu dire que du bien; et je serais fâché de donner de mauvaises impressions sur son compte : mais je ne dois pas céler qu'il était anciennement créature de M. le prince de Condé; qu'il a paru entièrement voué à madame du Barry, et par conséquent à M. le duc d'Aiguillon; qu'ainsi il n'est pas impossible qu'il ait suivi l'exemple de son prédécesseur et de son oncle, le sieur Janel, qui avait fini par se livrer à M. de Choiseul, ce que le feu roi avait bien su, et ne l'avait gardé qu'à cause de son extrême vieillesse; car, dans une place comme celle-là, il faut absolument un homme qui ne soit qu'à son maître.

Votre majesté pourrait ne pas connaître encore la nature de cette place; elle ne sera peut-être pas fâchée d'en être instruite.

On a, de très ancienne date, établi à l'hôtel des postes un bureau secret. M. d'Ogny en est aujourd'hui le chef, et a une douzaine de commis sous lui, pour ouvrir toutes les lettres, ou du moins celles qu'on suspecte, et en tirer promptement des copies ou des extraits. Cette institution a eu pour principe d'instruire les rois et le gouvernement de tous les objets qui peuvent intéresser l'État, afin de pouvoir prévenir les événemens nuisibles au prince et au public. De ce bon principe, il a résulté, comme il arrive souvent, de très grands inconvéniens pour les particuliers, et de là conséquemment pour le maître. Les ministres ont regardé comme une chose essentielle de mettre dans cette place quelqu'un qui leur fût affidé, afin de profiter des moyens de mettre des copies ou des extraits de lettres sous les yeux du roi, pour servir leurs passions, leur haine ou leur amitié. Il n'est même pas sans exemple, dit-on, que cela ait donné lieu à supposer les lettres entières \*, ou à en faire des extraits

\* \* « On assure que l'exil de M. de Maurepas, qui dura  
» vingt-cinq ans, fut l'effet d'une semblable fausseté ;  
» et qu'un extrait infidèle de lettres interceptées, le fit  
» accuser d'être l'auteur d'une chanson, dont Pont-de-  
» Vèyle était le véritable auteur. Si jamais l'intérêt pu-  
» blic peut excuser la violation du secret des lettres

pour faire des crimes à des gens qui étaient innocens. La pureté du cœur de votre majesté doit se révolter à cet exposé, et lui faire, au premier coup d'œil, regarder comme impossibles des actions si criminelles : mais il n'est pas moins nécessaire qu'elle s'efforce de croire que tout le mal est possible pour le prévenir, et sa pénétration lui fera juger combien il lui importe de mettre dans cette place quelqu'un de la probité et de la fidélité duquel elle soit sûre. Il ne m'appartient pas de désigner personne ; je sais que le feu roi avait eu des vues sur M. Durand, qui a toutes les qualités requises ; et la connaissance qu'il a des affaires politiques le rendrait plus propre à cette place qu'un autre, d'autant qu'il pourrait servir à mettre de l'ordre dans les papiers secrets de votre majesté, et lui procurerait toutes les connaissances qu'elle désirerait d'acquérir. Elle a sous la main un valet de chambre que je ne connais que de nom. C'est M. Thierry, de la probité duquel tout le monde parle bien : elle

» (ce que je suis loin de croire), au moins faudrait-il  
» que le gouvernement vit les lettres dénoncées, en  
» original et en entier : s'il les voit par copie ou par  
» extrait, l'honneur, la vie et la liberté des particuliers  
» dépendent des passions ou même des caprices d'un  
» commis. » (SÉGUR.)

peut savoir s'il est propre à ce poste, et alors il serait facile de donner à M. d'Ogny un dédommagement dans une des premières places de la finance. Si, au contraire, elle croit devoir le garder, j'ose lui observer la nécessité de lui parler en maître, et de lui recommander sérieusement de ne rendre aucun compte à personne, même à des ministres, que par ses ordres, en mettant d'ailleurs de la délicatesse jusqu'au scrupule dans une place où l'on peut disposer du secret de tous les citoyens.

Votre majesté aura vu, dans la première lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire, que je ne lui ai pas caché que je croyais avoir à me méfier beaucoup des mauvais offices de M. d'Aiguillon. J'ose me flatter qu'elle trouvera mes défiances excusables, quand elle aura pris lecture du billet du feu roi, du 21 août 1773, et des autres dont je prends la liberté de mettre ici la copie sous ses yeux, avec quelques notes pour y servir d'explication. Cela me fait espérer qu'elle daignera puiser, dans d'autres sources que celles de ce ministre, les notions qu'elle se propose de prendre sur les causes de mon exil. Si je ne me trompe, la réunion des différens billets du feu roi prouve jusqu'à la démonstration, qu'il n'y en a jamais eu d'autres que le désir qu'a eu sa majesté de cacher

un secret qu'il voyait que son ministre, aidé par madame du Barry, dont il était le conseil et le maître, voulait lui arracher; et certainement ma lettre à ce même ministre, qu'il a plu au feu roi de donner pour raison de ma disgrâce, dans celle qui me l'a annoncée, n'aurait pas été suffisante pour me faire perdre, même ostensiblement, ses bontés. Aussi votre majesté verra qu'à l'exception de mon rappel qu'elle était embarrassée d'effectuer, elle continuait à me donner des marques précieuses de sa confiance, jusqu'à accorder tout ce que j'ai eu l'honneur de lui demander depuis mon exil, quoique mes instances fussent motivées sur la nécessité d'un dédommagement à donner des persécutions que l'honneur d'être admis à sa confiance faisait éprouver\*.

\* « Si les horreurs dont nous avons été témoins et  
» victimes n'avaient pas effacé notre mécontentement  
» des anciens abus, quelle indignation n'éprouverions-  
» nous pas, en voyant un homme d'honneur oublier  
» assez sa fierté, pour se trouver honoré de la confiance  
» secrète d'un roi qui le désavoue et l'exile publique-  
» ment, dans la crainte de déplaire à sa maîtresse et à  
» son ministre? On trouverait la clef de beaucoup de  
» malheurs et de grands événemens, en approfondissant  
» ces petites intrigues, ces étranges faiblesses, et cette  
» habitude de fausseté qui en est inévitablement la  
» suite. » (SÉCUR.)

C'est à la haute sagesse de votre majesté à lui inspirer les moyens bien difficiles de pénétrer la vérité. Je suppose qu'il existe quelques personnes dignes de sa confiance; le public s'était réjoui d'entendre nommer dans ce nombre le vertueux comte du Muy : mais si elle l'avait placée dans quelques-uns des anciens ministres du feu roi, je ne croirais pas manquer de respect à la place qu'ils occupent, en avouant à votre majesté que j'aurais lieu de craindre des préventions de leur part. Ils me soupçonnent tous d'avoir été honoré de la confiance secrète du maître; il n'y a pas de ministres qui pardonnent ce crime-là, d'autant qu'ils craignent qu'on n'en profite pour les desservir. Si elle daigne jeter les yeux sur mes lettres au feu roi, elle verra cependant que je n'en ai jamais fait cet usage. Je désire fort qu'elle me permette de les lui présenter moi-même; car je ne puis les remettre qu'à elle, puisque ces lettres qui sont en grand nombre, ainsi que celles du feu roi, et ses instructions ou ordres, font toute ma sûreté. Elle ne voudra pas que je risque, en les remettant à quelqu'un d'inattentif ou malintentionné, qu'on y suppose des choses qui ne s'y trouvent pas, ce qu'il faut que je sois toujours en état de prouver. C'était, sire, pour assurer ce dépôt,

et constater les objets d'une correspondance multipliée pendant vingt-deux ans, que j'avais pris la liberté de la supplier de me permettre de me rendre à ses pieds : mais, si les preuves que j'ai l'honneur de lui envoyer de ma fidélité, de mon innocence, et de la persuasion même que le feu roi en avait, ne lui paraissent pas suffisantes, j'oserais lui proposer de me rendre de Ruffec à la Bastille, où je resterais jusqu'à ce qu'elle eût pris les éclaircissemens les plus étendus sur ce qui me regarde. Quoiqu'à la Bastille, je serais à portée de recevoir les ordres de votre majesté, et de communiquer toutes les preuves de la pureté de ma conduite à qui il lui plairait d'ordonner. Je n'ai nulles liaisons avec M. de Sartes, qui est le commissaire naturel de la Bastille; mais, si elle a confiance en ce magistrat, cela confirmera la bonté de sa réputation. J'ai de plus été instruit que, dans le temps où M. d'Aiguillon fit mettre à la Bastille les sieurs de Ségur\*,

\* « Le Ségur dont il est question dans cet ouvrage  
» n'était point, comme on l'avait dit; de la famille du  
» maréchal de Ségur, mon père. C'était un pauvre offi-  
» cier, assez intelligent et fort actif, mais plus propre à  
» l'intrigue qu'à la politique: Il fut dans la suite lieu-  
» tenant de roi à Péronne; il alla depuis en Espagne,  
» où quelque démarche inconsidérée le fit mettre en

Favier et Dumourier, sur des soupçons dans lesquels il voulait envelopper M. de Monteynard et moi, ce ministre fit nommer MM. de Marville, conseiller d'État, et de Villevault, maître des requêtes, pour commissaires de cette pitoyable affaire, et M. de Sartines en fut d'abord exclus. Cette exclusion lui fit honneur dans le public, en prouvant qu'on ne le croyait pas propre à servir l'animosité de personne. Cependant il demanda à faire les fonctions de commissaire-né de la Bastille. Sa ma-

» prison. Il refusa long - temps d'en sortir, lorsqu'on  
» voulut lui rendre la liberté. En examinant les carac-  
» tères de la plupart des agens du ministère secret, on  
» voit plus de cerveaux ardents que de têtes sages, plus  
» d'aventuriers que d'hommes d'État; et cela devait  
» être. Les hommes prudents auxquels on confiait ce re-  
» doutable secret, en sentaient tout le poids et le danger,  
» ne le recevaient qu'avec répugnance, et se retiraient  
» dès qu'ils en trouvaient la possibilité. Toute mission  
» qui n'est pas avouée, n'est recherchée que par des  
» hommes qui craignent de n'en pas avoir d'autre, et  
» qui veulent à tout prix satisfaire leur ambition. On a  
» vu plus haut la résistance du comte de Broglie aux  
» instances du prince de Conti : on peut lire, dans la  
» correspondance de Mirabeau, combien il était hon-  
» teux et dégoûté du rôle qu'il jouait, et avec quelle  
» ardeur il désirait d'en sortir et de prendre un carac-  
» tère public. » (SÉGUR.)



jesté l'accorda , et lui dit même que , s'il n'avait pas été nommé d'abord , c'est qu'on avait dit qu'il était malade , et qu'il était chargé de trop d'autres affaires. Votre majesté peut juger par ce détail qu'on n'avait pas envie d'avoir un témoin tel que M. de Sartines. Pour moi , sire , je le désire et je n'en redoute aucun dans l'examen de toute ma vie. Je regarderai même comme une grâce qu'il soit fait , pourvu que sa suprême justice ordonne qu'on me communique les accusations pour que j'y puisse répondre ; et j'ose espérer que cet examen ne pourra que me procurer le bonheur d'être estimé de mon nouveau maître , comme je l'étais de l'ancien ; alors je n'aurai rien à désirer. Si votre majesté craignait de commencer son règne par un acte qui eût l'air de la sévérité , quoique je le recusse comme une faveur , elle pourrait seulement me permettre de me rendre à Paris , sans m'accorder encore la grâce que je désire le plus vivement , qui est de pouvoir aller mettre à ses pieds l'hommage de mon respect et de mon obéissance. J'y serais au moins à portée de recevoir et d'exécuter ses ordres ; je pourrais rassembler tous les papiers et documens de la correspondance secrète que j'ai mis en différens dépôts , de peur qu'on ne les fit enlever chez mon secrétaire.

Je ferais les notes capables de donner à votre majesté une idée de chaque objet ; je mettrais le tableau de tout ce travail sous ses yeux ; enfin je ferais préparer, par le sieur Dubois-Martin, les comptes des dépenses faites par ordre du feu roi. Tout cela ne peut pas être fait en mon absence ; et il sera indispensable qu'elle ait réuni toutes ces notions, pour prendre avec connaissance de cause le parti qu'elle jugera convenable sur cet objet.

Votre majesté voudra bien remarquer que ce n'est pas le désir de sortir de la situation où je suis qui m'engage à prendre la liberté de lui proposer de me rendre à la Bastille, ou de fixer mon exil à Paris : c'est uniquement le bien de son service qui me fait préférer ce changement de position au séjour de ma terre. Je crains seulement que votre majesté ne trouve quelque difficulté à paraître s'occuper de moi, de crainte de faire connaître la correspondance qu'elle m'a permis d'entretenir avec elle. Cette réflexion me fait prendre le parti de prier mon frère de remettre, avant son départ, un mémoire à votre majesté, pour la supplier de mettre fin à ma disgrâce. Elle sera alors autorisée à faire la réponse qu'elle jugera à propos, sans que cela donne aucun soupçon ; et, quelle qu'elle soit, je la rece-

vrai avec le respect et la soumission que je dois.

Je crains, sire, d'abuser de la patience de votre majesté au milieu des occupations importantes dont elle est accablée. J'imaginé cependant qu'elle désire être instruite de tout ; et ce qui m'intéresse personnellement est lié à tant d'autres objets dignes de son attention, que j'ose espérer qu'elle excusera la longueur de cette lettre ; je suis même encore obligé d'y joindre une observation.

J'ai lieu de croire que M. le comte de Mercy, qui me témoignait cependant beaucoup d'amitié, croyant apparemment suivre en cela les intérêts de sa cour, a favorisé les desseins de M. d'Aiguillon contre moi, ce ministre l'ayant assuré que j'employais l'accès que me donnait la correspondance secrète auprès du feu roi, pour rompre l'alliance avec la cour de Vienne ; et j'ai lieu de craindre, comme j'ai déjà eu l'honneur de le marquer à votre majesté, qu'on n'ait donné, par le moyen de cet ambassadeur, les mêmes impressions à la reine. Je dois donc vous faire, sire, les plus respectueuses instances de suspendre votre jugement sur ce qui pourra vous revenir de la part de M. le comte de Mercy, jusqu'à ce que j'aie pu mettre sous vos yeux les preuves évidentes de la fausseté

de cette accusation \*. Si j'étais dans l'opinion qu'il fût utile à vos intérêts de rompre cette alliance, je ne balancerais pas à le dire à votre majesté ; je ne craindrais pas même de le dire à la reine elle-même, qui sûrement n'a rien de plus cher que les intérêts d'une couronne qu'elle porte, sire, si glorieusement avec vous, et qui est d'autant plus sûrement attachée à la France, qu'elle a déjà réuni tous les cœurs de la nation. Elle ne me ferait sûrement pas un crime de dire ce que je pense : mais j'ose espérer que votre majesté voudra bien me servir un jour d'avocat auprès de son auguste épouse,

\* « Ici on doit convenir que la position critique du  
 » comte de Broglie l'empêche d'être sincère. M. de  
 » Mercy ne se trompait pas, en croyant que la corres-  
 » pondance secrète avait pour but de changer le sys-  
 » tème politique de la cour de France, et de l'amener  
 » à renoncer à l'alliance autrichienne. Tout ce qu'on va  
 » lire par la suite le prouve ; et l'ambassadeur faisait  
 » son métier, en cherchant à affaiblir le crédit de ceux  
 » qui combattaient ses vues. Mais il était triste qu'on  
 » se crût obligé de se défendre d'une opinion politique  
 » comme d'un crime. C'était certes un tort de la reine ;  
 » mais, depuis, les hommes qui le lui ont reproché  
 » l'ont imité avec une terrible exagération, et ceux qui  
 » ont contredit leurs opinions politiques ont perdu,  
 » non pas seulement leur crédit, mais leur fortune,  
 » leur liberté et leurs têtes. » (SÉGUR.)

lorsqu'elle connaîtra toute ma conduite. C'est le seul objet de mon ambition , ainsi que de pouvoir la convaincre du zèle ardent que j'aurai toujours pour son service, d'un attachement inviolable pour sa personne sacrée , et du très profond respect avec lequel je suis,

SIRE,

De votre majesté,

Le très humble, très obéissant  
et très fidèle serviteur et sujet,

LE COMTE DE BROGLIE.

A Ruffec, le 30 mai 1774.

*P. S.* Au moment où cette lettre allait partir, j'en reçois, sire, plusieurs de Paris, où l'on me mande, comme une nouvelle publique, que M. d'Aiguillon répand que votre majesté doit aller à Versailles, « pour chercher, » dit-il, une correspondance de dix-huit ans » de M. le comte de Broglie avec le feu roi; » et sur cela, il se répand en plaisanteries sur l'utilité dont elle m'a été. Il paraît que ce ministre veut tâcher d'ébruiter encore cette correspondance, soit pour en dégoûter d'avance votre majesté, soit pour lui persuader que

c'est par moi qu'elle est connue. J'espère qu'elle daignera me rendre justice à ce sujet. J'ai gardé le silence du temps du feu roi, quoique ma justification fût attachée à dévoiler le secret, et je le garderai tant qu'elle l'ordonnera. Quant à ces papiers, j'ignore si sa majesté a gardé dans ses armoires tous les papiers, mémoires, cartes et plans que je lui ai fait passer : il y en a de l'année 1765 ou 1766, sur l'Angleterre, avec des cartes renfermées dans de longues boîtes de fer blanc. Ces objets devraient être renfermés bien précieusement. Si M. le duc d'Aiguillon pouvait les avoir, il les communiquerait peut-être à milord Stormont, pour gagner toutes les cours étrangères, ce dont il est fort occupé. Il y a aussi mon travail de l'année dernière, qui est le commencement d'un système général de politique, dont la troisième partie n'a pas été faite. Le feu roi a gardé les mémoires, et m'a renvoyé seulement les lettres d'accompagnement qui ne devraient pas en être séparées. Si votre majesté trouve tous ces papiers, j'oserais la supplier de me les renvoyer pour les mettre en ordre, et les lui faire ensuite repasser avec les lettres d'accompagnement, qui y sont nécessaires pour connaître l'esprit de tout ce travail.

---

EXTRAIT  
D'UN MÉMOIRE

ENVOYÉ

PAR LE COMTE DE BROGLIE A LOUIS XVI.

---

Le 9 juin 1774.

SA majesté est déjà instruite que M. le prince de Conti a été chargé, le premier, de diriger la correspondance politique secrète que le feu roi a entretenue jusqu'à sa mort. Il n'est pas possible au comte de Broglie d'en indiquer précisément l'origine ; mais il est apparent qu'elle a commencé en 1743 ou 1744.

M. le cardinal de Fleury avait eu la confiance exclusive du feu roi, depuis le commencement de son règne jusqu'à sa mort, arrivée au commencement de l'année 1743. Madame de Châteauroux parut alors prendre beaucoup d'ascendant sur l'esprit du maître, et son premier soin fut vraisemblablement d'empêcher qu'il ne fit un premier ministre. Les départemens restèrent donc indépendans les uns des autres, et celui des affaires étran-

gères était occupé par M. Amelot de Chailou. Il est apparent \* que madame de Châteauroux inspira au feu roi l'idée de consulter sur la politique M. le prince de Conti, avec qui elle était fort liée. Ce qu'on croit de certain, c'est que ce fut à peu près à cette époque qu'on le vit commencer à travailler avec le roi, et y porter, toutes les semaines, des porte-feuilles pleins de papiers dont aucun ministre n'avait connaissance.

Madame de Châteauroux mourut en 1744 ou au commencement de 1745, après avoir été éloignée vers le milieu de l'année 1744, à l'époque de la maladie du feu roi à Metz. Il ne parut pas que cela apportât aucun changement à la faveur de M. le prince de Conti, qui conserva son travail, et eut le commandement de l'armée en Allemagne, en 1745.

Ce fut au commencement de cette année qu'il arriva un certain nombre de seigneurs polonais à Paris, chargés de la procuration de quelques autres, pour offrir à ce prince leur

\* « L'origine de la correspondance secrète en indi-  
» que les motifs et en prouve assez les inconvéniens. La  
» rivalité d'une maîtresse du roi et des ministres la fait  
» naître ; vingt ans après , l'intimité d'une autre maî-  
» tresse et d'un ministre en fait exiler et emprisonner  
» les agens. » (SÉCUR.)



désir pour son élection, éventuelle à la couronne de Pologne. Le roi permit à M. le prince de Conti d'écouter ces propositions, et de faire toutes ses dispositions en conséquence. Il fallait beaucoup de travail pour préparer les moyens de cette élection : c'est ce qui donna lieu à la formation du système général de politique, dont M. le prince de Conti fut l'auteur.

On ne peut pas disconvenir qu'il n'eût été fait conformément aux véritables principes, et selon les intérêts de la France. Il consistait à garder en Europe l'équilibre établi par les traités de Westphalie, à protéger les libertés du corps germanique, dont la France était garante par ses traités ; à lier, par un autre traité perpétuel, la Turquie, la Pologne, la Suède et la Prusse, sous la médiation, et ensuite avec l'accession de la France ; et enfin à séparer, par ce moyen, la maison d'Autriche d'avec la Russie \*, en rejetant cette dernière

\* « Voici un des plus étranges raisonnemens qu'on  
» puisse faire en politique. On veut *séparer* la Russie  
» de l'Autriche ; et, pour opérer cette séparation, on  
» propose l'alliance de la France avec la Turquie, la  
» Prusse, la Pologne et la Suède. Une telle alliance a  
» certainement de grands avantages ; mais il est évident  
» que son premier effet aurait été de forcer l'Angleterre,  
» la Russie et l'Autriche, non pas à se séparer, mais au  
» contraire à s'unir intimement. » (SÉGUR.)

dans ses vastes déserts , et la reléguant , pour les affaires , hors des limites de l'Europe.

M. le prince de Conti , malgré sa faveur et la confiance dont il était honoré , n'étant pas admis au conseil , on sent combien cela devait diminuer son influence dans les affaires d'État , d'autant que M. le maréchal de Noailles , qui y jouait un des principaux rôles , était fort attentif à contrecarrer les idées qu'il pouvait supposer que le roi recevait indirectement. Cela rendit nécessaire à M. le prince de Conti de proposer l'établissement d'une correspondance secrète. Il la présenta apparemment sous le point de vue de « l'utilité que sa majesté re- » tirerait d'être instruite par plusieurs voies » différentes , et d'être , par là , plus sûre de » la vérité. »

Cet établissement se fit à mesure que M. le prince de Conti put contribuer à la nomination des ministres dans les cours étrangères. Il paraît cependant que cette correspondance ne prit une véritable consistance qu'après la paix de 1748 , sous le ministère de M. le marquis de Puisieux , qui avait remplacé M. le marquis d'Argenson , successeur de M. Amelot.

Dans les arrangemens qui se firent dans les différentes missions , M. le prince de Conti fit placer M. le comte Desalleurs à Constantino-

ple, M. le marquis d'Avrincourt en Suède, M. le chevalier de la Touche à Berlin; et il avait précédemment procuré l'ambassade de Pologne à M. le marquis des Issarts, avec qui il avait des liaisons d'amitié dès le collège.

Parvenu à ce point, M. le prince de Conti se trouva le maître de diriger toute la politique du Nord, qui entraînait, pour ainsi dire, celle de toute l'Europe.

Il y trouva d'autant plus de facilité, que M. le marquis de Puisieux, sans avoir en vue la couronne de Pologne, pour M. le prince de Conti, avait d'ailleurs à peu près les mêmes principes politiques qui étaient suivis par ce prince. M. de Puisieux était un ministre parfaitement intentionné, et avait aussi plus de capacité qu'on ne lui en accordait généralement. On lui doit la justice de dire qu'il a rempli sa place avec honneur pour lui, et utilité pour son maître, et qu'en la quittant, il a laissé la France jouissant de la juste considération qui lui appartiendra toujours lorsqu'elle sera bien gouvernée.

Madame de Pompadour, admise à la cour dès 1745, 1746, ne tarda pas à y prendre une influence aussi funeste qu'absolue. Quoiqu'elle eût été présentée par madame la princesse de Conti, de qui le feu roi avait exigé cette mar-

que de soumission, elle ne procura pas à son fils l'amitié de la nouvelle favorite; elle vit avec jalousie le travail de ce prince dont le feu roi lui fit toujours un mystère, et elle ne le pardonna pas à M. le prince de Conti.

Madame de Pompadour mit inutilement tout en usage pour le découvrir; et la résistance que le comte de Broglie, qu'elle soupçonna d'en être instruit, fit à ses volontés, a été la cause de la haine dont elle l'a poursuivi jusqu'à sa mort.

Elle sentit que tant qu'elle n'aurait pas pris, pour ainsi dire, le timon des affaires, en mettant au département des affaires étrangères un de ses favoris, elle n'influerait qu'indirectement sur cette partie.

Pour y parvenir, on lui persuada qu'il fallait faire une révolution générale dans le système de la politique de l'Europe. On a supposé que cette idée lui fut suggérée par M. l'abbé de Bernis. Ce qui est certain, c'est que sa majesté, ennuyée du peu de sûreté et de la *despoticité* qu'elle avait éprouvée de la part du roi de Prusse depuis 1741, qui fut le commencement de l'alliance avec ce prince, adopta sans peine les principes qui tendaient à former des liaisons contre lui, donna ordre à M. l'abbé de Bernis de suivre et de terminer la négociation

qui fut suivie sur cet objet avec M. de Stharremberg; et le traité fut signé à Versailles par M. de Rouillé, qui, précédemment, n'en avait eu aucune connaissance, le 1<sup>er</sup> mai 1756.

Madame de Pompadour se trouva alors au suprême degré de sa puissance; elle joua le rôle de premier ministre, et s'occupa de placer aux affaires étrangères celui qui avait conduit cette révolution.

Il faut avouer que la tournure des affaires générales de l'Europe avait aussi contribué beaucoup à amener cet événement. Le roi de Prusse, entraîné par son caractère, avait cru pouvoir manquer, pour ainsi dire, au roi, en se permettant des plaisanteries déplacées sur madame de Pompadour \*; cela avait influé sur

\* « Il est vrai que l'esprit satirique du grand roi de  
» Prusse, en aigrissant deux femmes contre lui, l'im-  
» pératrice Élisabeth et madame de Pompadour, l'ex-  
» posa à de grands dangers. Jamais on n'a payé plus cher  
» des épigrammes; mais le ressentiment de la maîtresse  
» du roi serait resté sans effet, si Frédéric n'avait pas  
» donné d'autres prétextes pour s'armer contre lui. Il  
» avait deux fois fait la paix avec l'Autriche, sans con-  
» sulter la France, et enfin il s'allia avec les Anglais au  
» moment où Louis XV lui envoyait le duc de Niver-  
» nais, pour lui proposer un nouveau traité d'alliance.  
» Ainsi ce n'est point le traité de 1756 avec la cour  
» de Vienne qui doit étonner; l'ambition de Frédéric,

les affaires, comme il arrive toujours malheureusement. La rupture des Anglais mettant dans la nécessité de se concerter avec ses alliés ou d'en faire de nouveaux, le roi de Prusse croyait qu'on avait besoin de lui, et se rendit très difficile. Enfin, voyant qu'on ne cédait point à ses volontés, il fut le premier à faire un traité avec nos ennemis. Madame de Pompadour ne manqua pas cette occasion, et le traité de Vienne fut conclu.

M. le prince de Conti fut scrupuleusement éloigné de la confiance de cette négociation, qui détruisait en un jour son travail de douze années, qui, ayant été continué avec soin, eût

» ses grands talens et ses liens avec la cour de Londres ,  
» devaient décider la politique française à le surveiller,  
» à le contenir, à l'empêcher de changer la face de l'Europe par de grandes conquêtes. Mais on ne se borna  
» pas à suivre ce but raisonnable ; et , consultant plus  
» la passion que la raison, la France voulut détruire la  
» Prusse , dont l'existence est si nécessaire pour servir  
» de digue à la puissance des Russes et des Autrichiens.  
» Ce fut là la faute capitale. Heureusement le génie de  
» Frédéric la répara. Il sortit vainqueur de cette crise  
» terrible ; et , frappé du danger qu'il avait couru , il  
» eut inutilement pour but , le reste de sa vie , de rompre une alliance qui non-seulement l'avait arrêté  
» dans ses projets , mais qui même avait failli lui faire  
» perdre son royaume. » (SÉGUR.)

eu un succès complet. Les négociations suivies, sous sa direction, dans les cours de Constantinople, Varsovie et Stockholm, avaient parfaitement réussi. Le roi de Prusse avait lui-même concouru à tout ce qu'on désirait de lui pour cette partie. Les événemens des diètes de 1752 et 1754 en Pologne, où le comte de Broglie avait été ambassadeur en 1752, avaient tourné à l'avantage du parti français; et on était au moment de former une confédération propre à assurer l'élection désirée également par les Polonais, et par le roi. La Russie et l'Angleterre avaient perdu tout leur crédit dans cette république, et l'influence de la France y était montée au point le plus désirable.

Dans de pareilles circonstances, M. le prince de Conti paraissait ne devoir pas craindre que la direction de la politique lui fût ôtée. Il dut donc être étonné de l'événement; il espéra de pouvoir en être dédommagé par le commandement des armées, dont il avait eu une ancienne promesse dans les termes les plus formels. Madame de Pompadour trouva encore le moyen de la faire éluder; et ce fut ce dernier coup qui détermina ce prince à remettre à sa majesté la direction de la correspondance secrète, et à renoncer entièrement aux affaires.

## LETTRE

DE LOUIS XVI AU COMTE DE BROGLIE.

Juin 1774.

JE vous ai marqué, monsieur, par ma dernière lettre, la conviction où j'étais de votre innocence par rapport à l'affaire de la Bastille\*.

\* « Il était difficile que Louis XVI conservât le moindre doute sur l'innocence du comte de Broglie; car ce prince avait dû voir deux étranges billets écrits à la fois par Louis XV au même comte, à l'époque de sa disgrâce. Ne les ayant plus sous les yeux, en voici à peu près les termes. Dans le premier, le roi lui disait : *Monsieur le comte de Broglie, au lieu d'attendre ma réponse au pont de Beauvoisin, vous irez l'attendre dans votre terre de Ruffec. Sur ce, etc.* Et dans l'autre : *Vous avez dû être bien étonné, mon cher comte, de la lettre un peu sèche que je viens de vous écrire, mais n'en prenez aucun chagrin. Ma confiance en vous est entière, ainsi que ma satisfaction de votre conduite. Des raisons politiques m'obligent de vous éloigner quelque temps; mais soyez tranquille, et vous reviendrez bientôt, ramené sur le cheval de la nécessité.* » (SÉGUR.)



J'attends de votre soumission et de votre fidélité que vous ne chercherez pas à réveiller une affaire que je veux qui soit oubliée ; en conséquence , j'ai ordonné qu'on me rapportât la procédure et toutes les copies du rapport pour être brûlées ; et, s'il en restait encore , elles doivent être regardées comme de nulle valeur.

Transcrit sur une minute de la main de Louis XVI.

---

NOTA. Il paraît que le roi écrivit au comte de Broglie le 1<sup>er</sup> du même mois , une première lettre par laquelle il lui ordonnait de mettre fin à la correspondance secrète , et où il parlait , comme dans celle-ci , de brûler les procédures de la Bastille. ( *Voyez* la pièce suivante.)

## LETTRE

DU COMTE DE BROGLIE AU ROI.

SIRE,

J'ai reçu la lettre dont il a plu à votre majesté de m'honorer, le 6 de ce mois. Elle daigne prévenir les souhaits que je formais depuis long-temps, en me donnant l'ordre de mettre fin à la correspondance secrète, suivie par celui du feu roi. Je n'aurais pas osé, sire, le solliciter dans ces premiers momens, votre illustre aïeul me l'ayant constamment refusé en différens temps. Mais, en me conformant aux ordres de votre majesté, je crois qu'il est de mon devoir de mettre sous ses yeux les observations respectueuses que je prends la liberté de joindre à cette lettre. J'espère qu'elles lui feront connaître la nécessité qu'un travail aussi long soit examiné dans le silence par quelque ministre d'État, afin d'en rendre compte à votre majesté. Ce sera ensuite à elle à juger de son importance. Le sceau de votre

approbation sacrée, sire, jointe à celle dont le feu roi a toujours honoré ce travail, ne me laissera plus rien à désirer, et c'est la récompense la plus flatteuse que j'ambitionne. Cependant, pour la mériter plus sûrement encore, je crois indispensable que les détails en soient scrupuleusement examinés par des ministres aussi vertueux que ceux que votre majesté vient de choisir. Cela exige du temps, et celui de votre majesté est trop précieux pour que j'ose lui demander d'en prendre la peine. Je la supplierai seulement de trouver bon que j'aie l'honneur de lui présenter moi-même les pouvoirs et les autorisations que j'ai eus de la main du feu roi, tant pour moi que pour ceux qui ont travaillé, sous ma direction, dans cette partie.

Votre majesté, ayant alors une conviction entière de ma fidélité, de mon zèle, et une connaissance parfaite du genre de confiance dont j'étais honoré de la part du feu roi, son auguste aïeul, daignera m'en donner une assurance de sa main, et je recevrai, par cet acte de bonté, la digne récompense et le fruit de mes longs travaux, pour lesquels j'ai constamment sacrifié ce que j'ai de plus cher dans le monde.

Je ne peux me dissimuler que ma réputa-

tion a été cruellement compromise, surtout dans ces derniers temps, par les imputations d'intrigues dont j'ai été accablé. Il m'est impossible de n'en pas trouver la preuve dans la propre lettre dont votre majesté m'a honoré le 6 de ce mois. Je vois qu'elle regarde comme une précaution utile pour moi de brûler tout ce qui a trait à cette correspondance, et qu'elle attache à la sincérité avec laquelle j'exécuterai ses ordres, et au soin que je prendrai de ne me mêler désormais d'aucune affaire, la permission de revenir à la cour.

Pourrais-je, sire, être affligé d'une manière plus sensible par mon maître, et me serait-il possible de résister à un pareil malheur, si je n'étais pas assuré qu'il ne tardera pas à connaître la vérité?

Loin de regarder comme un avantage celui de brûler tous les papiers de la correspondance secrète, je regarderais comme le souverain des malheurs d'y être condamné, malgré la confiance qu'elle daigné me marquer en s'en rapportant à moi seul pour l'exécution de cet ordre. J'ai besoin, sire, de témoins irréprochables de ma conduite passée, qui me mettent en même temps à l'abri d'être accusé à l'avenir d'avoir conservé des traces des objets que votre majesté parait vouloir anéantir. Il m'est

encore plus essentiel que ces mêmes témoins puissent répondre à votre majesté que je ne me suis mêlé d'aucune affaire depuis quarante ans que je suis dans le monde, et qu'il n'y a jamais eu que ce travail que le feu roi m'a ordonné de suivre, qui m'ait donné l'air d'avoir des relations qu'on a dépeintes comme suspectes. Mais, quand votre majesté se sera convaincue qu'en cela je ne faisais qu'un acte d'obéissance vis-à-vis de mon maître, dont je l'ai même supplié plus d'une fois de me dispenser, en me permettant de remettre cette correspondance à ses ministres, j'ose espérer qu'elle ne saurait approuver les menées qui ont été faites contre moi ; que les marques précieuses de son estime serviront de consolation à mes peines ; qu'elle poussera sa bonté infinie jusqu'à détruire elle-même les impressions défavorables qu'on a cherché à donner à sa majesté la reine, et qu'elle voudra bien enfin regarder ces marques de bienfaisance, comme un des actes de justice qui ont déjà caractérisé les premiers momens de son avènement au trône.

Je ne saurais être assez malheureux, sire, pour que le cœur de votre majesté soit inaccessible à mes respectueuses représentations. Elle sentira sans doute qu'en laissant subsister la disgrâce où je gémis depuis tant de temps, elle

me flétrirait aux yeux de toute l'Europe; j'y serais regardé comme un vil intrigant, tandis que ce n'est que par un excès d'amour et d'obéissance pour votre auguste aïeul, que je me suis soumis \* momentanément à en supporter l'apparence. Cette soumission peu commune aurait été au-dessus de mes forces, sans la certitude où j'étais que le feu roi ne m'en estimait que davantage : mais je ne saurais soutenir le moindre doute sur mon compte de la part de votre majesté.

Qu'elle daigne donc commencer par m'ôter le vernis odieux dont la prolongation de ma disgrâce me ternirait, et dont elle regretterait sûrement elle-même d'être la cause, quand elle verra combien peu je l'ai méritée. Faites de moi, sire, tout ce que vous voudrez après

\* « Si quelques ambitieux peuvent jamais être tentés  
» de se charger de missions secrètes, cet exemple doit  
» suffire pour les arrêter. Le comte de Broglie, homme  
» considéré par son rang, sa fortune et ses talens, reste  
» soupçonné, accusé. Il avoue que, par obéissance, il  
» a supporté le chagrin de passer pour un intrigant, et  
» de conserver l'apparence d'une conduite coupable.  
» On le laisse dans l'exil, et on lui demande, pour faire  
» cesser sa disgrâce, qu'il brûle les seuls papiers qui  
» puissent prouver son innocence, par les ordres qu'il  
» avait reçus. » (SÉGUR.)

l'examen de ma conduite ; je dépose à vos pieds les grâces, les honneurs que quarante ans de services m'ont procurés, si votre majesté juge, quand j'aurai le bonheur d'être connu d'elle, que j'en étais indigne. Mais qu'elle daigne ménager ma réputation et mon honneur, dont, j'ose m'en assurer, elle ne voudrait pas disposer. Je la conjure donc de jeter un regard de bonté et de bienfaisance sur le plus pur, le plus zélé de ses sujets, et le plus empressé à lui donner toute sa vie les témoignages de la plus entière soumission et du plus profond respect avec lequel je suis,

SIRE,

De votre majesté,

Le très humble, très obéissant  
et très fidèle serviteur et sujet,

LE COMTE DE BROGLIE.

A Ruffec, le 14 juin 1774.

## OBSERVATIONS

### QUE LE COMTE DE BROGLIE

PREND LA LIBERTÉ DE METTRE SOUS LES YEUX DU ROI,

EN RÉPONSE

A LA LETTRE DONT IL L'A HONORÉ,

LE 6 JUIN 1774.

---

La correspondance secrète que le feu roi a entretenue jusqu'à sa mort, ses deux billets étant, l'un du 24, et l'autre du 26 avril, a toujours été présentée par les ministres et les maitresses qui cherchaient à l'embarrasser et à la détruire, comme une intrigue sourde que le feu roi permettait plutôt qu'il ne l'ordonnait, employant ce moyen pour rendre odieux ceux qu'on soupçonnait de la diriger. C'est ainsi que madame de Pompadour en a usé tout le temps que M. le prince de Conti a été chargé de la suivre. La résistance que le roi a opposée à la curiosité de cette favorite, n'a servi qu'à l'aigrir : elle a cherché à traverser ce prince dans toutes les circonstances, et en multi-



pliant les contrariétés et les dégoûts, elle l'a déterminé à prendre le parti, non-seulement d'abandonner ce travail, mais même de se retirer presque entièrement de la cour, où il n'a paru depuis que très rarement, et dans des occasions indispensables.

Si l'établissement de la correspondance secrète avait été uniquement l'ouvrage des instigations et des conseils de M. le prince de Conti, il est apparent qu'à l'époque de sa retraite le feu roi y aurait mis fin, et se serait débarrassé de toutes les tracasseries intérieures qu'occasionait ce travail, d'autant plus assujettissant qu'il voulut s'en réserver le soin. Il est donc à croire que sa majesté y était attachée, et l'avait supposé utile au bien de son service.

En effet, le feu roi ordonna que tous les chiffres et autres papiers relatifs à cette affaire fussent remis au sieur Tercier, alors premier commis des affaires étrangères, qui avait eu précédemment l'ordre de sa majesté de communiquer à M. le prince de Conti tout ce qui arrivait par la voie directe aux ministres, et de faire passer, par les courriers de ces mêmes ministres, les réponses de la correspondance secrète, quand elles exigeaient de la célérité.

Le sieur Tercier se trouva seul alors à la tête de ce travail; il le suivit pendant quelques

mois avec des ambassadeurs et ministres , en assez grand nombre, qui avaient l'honneur d'y être admis.

Le comte de Broglie était dans ce cas. Il a déjà eu l'honneur d'observer au roi qu'il n'y était entré qu'avec une peine infinie , et que sa résistance ne fut vaincue qu'au second ordre que M. le prince de Conti lui remit de la part du feu roi. Ces deux ordres existent, ainsi que M. le prince de Conti, et prouvent invinciblement que le comte de Broglie n'a point recherché d'être chargé de cette correspondance. Il sentait que son attachement inébranlable pour son maître le rendrait tôt ou tard la victime de sa fidélité constante, et cette crainte ne s'est que trop justifiée.

Le comte de Broglie était à Dresde, à l'époque de la retraite de M. le prince de Conti. La correspondance se suivait toujours par la voie du sieur Tercier, comme si ce prince en était resté le directeur. Le comte de Broglie ne fut donc instruit de ce changement qu'à son arrivée à Paris, au mois de décembre 1756. Le sieur Tercier reçut alors l'ordre du roi de lui en communiquer toutes les branches, et de se conformer à ceux du comte de Broglie, quand celui-ci serait à Paris, dans la même forme ci-devant observée par M. le prince de

Conti. Le comte de Broglie obéit, écouta et lut tout ce qui lui fut présenté par le sieur Tercier : mais, évitant encore de se rendre le chef de la besogne, il continua à ne s'occuper que de ce qui concernait la Pologne et la Saxe, et ne prit la liberté d'entretenir sa majesté que de ces objets.

Il chercha même alors à quitter la carrière politique pour celle militaire, et demanda avec instance à servir à la guerre dès la campagne de 1757. M. Rouillé s'y opposa toujours, et prit un ordre du roi en plein conseil, pour lui enjoindre de retourner en Pologne.

Son obéissance aveugle aux volontés du roi, et sa juste reconnaissance du cordon bleu qu'il venait de lui donner, malgré madame de Pompadour, déjà déclarée son ennemie, ne lui permirent pas de balancer. Fcu madame la dauphine, qui le comblait de bontés, voulut bien aussi le presser elle-même de retourner auprès du roi son père, en lui disant qu'elle lui en aurait personnellement la plus grande obligation.

Il partit le 1<sup>er</sup> mai 1757, passa par Vienne, où il resta près de deux mois, sans autre ordre que celui des circonstances. On l'avait rendu suspect à cette cour, où il avait été dépeint, par madame de Pompadour et M. de Stharc-

berg, comme opposé au traité de Versailles. Mais, au bout de six jours, M. de Kaunitz, ayant reconnu son zèle ardent pour notre alliance avec la maison d'Autriche, lui donna les marques de la plus grande confiance, et leurs majestés impériales ne cessèrent de l'honorer de toutes sortes de bontés et de distinctions.

Le comte de Broglie a déjà eu l'honneur de rendre compte du séjour qu'il y a fait, ainsi que des bontés dont il fut comblé par le feu roi de Pologne, à son arrivée à Varsovie.

Il a observé aussi que ce furent principalement ses succès qui déterminèrent madame de Pompadour à employer toutes sortes de moyens pour le retirer de la carrière politique. Les bontés de leurs majestés impériales et du roi de Pologne ne l'avaient pas entraîné à un abandon total aux vues et aux intérêts de ces puissances. Il les suivait ardemment lorsqu'il était possible de les concilier avec ceux de son maître, qui ont toujours fait son unique loi; et comme dans les alliances, même les plus naturelles et les plus intimes, les intérêts des puissances qu'elles unissent se trouvent souvent croisés, le comte de Broglie a toujours insisté pour que ceux de la France fussent suivis de préférence, et surtout jamais sacrifiés.

La vérité et la force de ses observations ont

quelquefois embarrassé le ministère, et ont toujours déplu à madame de Pompadour. Il en est résulté le parti de le rappeler de l'ambassade de Pologne, où le feu roi voulait, au contraire, le conserver. On ne trouva d'autre moyen pour en venir à bout, que de susciter les représentations des cours de Vienne et de Russie. Madame de Pompadour, qui avait connaissance de toutes les expéditions, communiquait aux ambassadeurs respectifs de ces deux puissances les réflexions contenues dans les dépêches du comte de Broglie, et sans doute leur donnait une tournure propre à les indisposer contre lui. Il aurait, d'ailleurs, suffi qu'ils fussent instruits que c'était une occasion de plaire à la favorite, pour engager ces ministres à se prêter à ses désirs. M. de Stharemberg entra donc en scène pour demander le rappel du comte de Broglie, qui ne faisait, de son côté, aucune résistance; et, dès qu'il jugea que sa présence à Varsovie n'était d'aucune utilité pour le service, il demanda un congé qui lui fut accordé au mois de janvier 1758. Mais, à son arrivée à la cour, sa majesté résista encore, pendant plus de quatre mois, aux demandes pressantes dont on l'obsédait pour nommer à l'ambassade de Pologne. Elle y céda enfin, en donnant au sieur Tercier de nou-

veaux ordres pour continuer à recevoir ceux du comte de Broglie pour la correspondance secrète.

Ils ont toujours été exécutés dans la même forme. L'éloignement du comte de Broglie pendant la guerre, même pendant son exil avec le maréchal, n'y a rien changé. On lui a toujours envoyé, soit à l'armée, soit à Broglie, la copie ou les extraits de la correspondance, et sa majesté lui a demandé très souvent son avis : mais sans chercher à être connu, comme en ayant la direction, par les ministres ou ambassadeurs qui y étaient admis, dont le plus grand nombre ne croyait avoir à répondre qu'au sieur Tercier, et plusieurs ignoraient entièrement par qui les ordres du roi leur parvenaient.

Les choses sont restées dans cet état jusqu'au moment de la mort subite du sieur Tercier. Le comte de Broglie était alors absent, et se rendit promptement à Paris dès qu'il en fut instruit. En arrivant, le roi lui donna ordre de s'emparer de tous les papiers et de suivre la besogne. L'enlèvement des papiers de chez un homme qui avait été long-temps premier commis des affaires étrangères, était une opération délicate et difficile. Son exécution demandait de la célérité pour prévenir M. le duc

de Choiseul. Ce ministre soupçonnait depuis long-temps, avait même la certitude d'une correspondance secrète, à laquelle le sieur Tercier avait part. Il demanda en conséquence au roi l'ordre d'envoyer M. Durand, alors à la tête du dépôt des affaires étrangères, saisir les papiers en question : mais celui-ci, admis au secret depuis 1755, en donna avis au comte de Broglie, et, à la faveur d'un délai prudemment ménagé, donna le temps nécessaire pour soustraire tous les papiers relatifs à la correspondance, ne laissant dans le cabinet du sieur Tercier que quelques mémoires et quelques extraits politiques, que MM. de Choiseul et de Praslin avaient fait faire, pour leur instruction, à cet ancien premier commis. M. de Choiseul, à qui M. Durand rendit compte de l'exécution de ses ordres, voyant qu'on n'avait rien trouvé de ce qu'il cherchait, dit seulement : « On s'est levé avant nous, » et s'en tint là.

Le comte de Broglie reçut alors de nouveaux ordres et la permission de faire part aux ambassadeurs et ministres initiés à la correspondance secrète, de la mort du sieur Tercier, et du nouvel arrangement que sa majesté déterminait, en ne confiant désormais qu'à lui seul, comte de Broglie, la direction en chef de

l'affaire. Les expéditions furent faites en conséquence, et les nouvelles instructions envoyées, toutes approuvées de la main du roi. Il ne fut rien changé d'ailleurs à l'ancienne forme établie par M. le prince de Conti, et suivie par le sieur Tercier. Le comte de Broglie eut seulement l'honneur de proposer au roi de lui donner un homme de confiance pour remplacer ce premier commis, ne pouvant lui-même s'occuper des chiffremens, des déchiffremens, extraits, mémoires, etc. ; étant nécessaire, en outre, d'avoir quelqu'un qui dirigeât la besogne pendant ses absences, qui étaient longues et fréquentes.

Le comte de Broglie, n'ignorant pas qu'il était connu par M. le duc de Choiseul comme ayant part à la confiance du roi, et voulant calmer les inquiétudes de ce ministre, et prévenir tous les mauvais offices qu'on cherchait à lui rendre, avait pris, depuis la guerre, le parti d'aller tous les ans passer six mois à Russec. Il crut devoir continuer ; et, sur l'observation qu'il en fit faire au roi, sa majesté lui permit de chercher quelqu'un de bien sûr pour travailler en second à cette partie. Il n'était pas aisé de trouver une personne qui réunit la capacité à la probité. Heureusement le général Monnet avait été admis au secret du roi, et



il réunissait ces qualités. Le comte de Broglie jeta les yeux sur lui, le proposa : il fut accepté, et on lui doit la justice de dire qu'il a parfaitement justifié l'opinion qui l'avait fait choisir. Le détail pécuniaire, ainsi que la comptabilité de la recette et dépense, fut remis au sieur Dubois-Martin, secrétaire du comte de Broglie pour la correspondance secrète.

Le comte de Broglie ignore quand sa majesté a commencé à remettre des fonds pour cette partie : il sait que dès son premier départ pour la Pologne, M. le prince de Conti lui en fit passer pour être distribués dans cette république, indépendamment de ceux qui étaient envoyés par les ministres des affaires étrangères. Le sieur Tercier a depuis été chargé de cet objet, en en rendant compte, comme du reste, au comte de Broglie, qui mettait un bon aux comptes, et les adressait au roi, pour que sa majesté y mit son *approuvé*. Depuis la mort du sieur Tercier, c'est le sieur Dubois-Martin qui en a été chargé. Les comptes ont été successivement arrêtés par le comte de Broglie, et approuvés par le roi, jusqu'à une époque dont il n'a pas la date présente. Cet article exige une règle et une forme particulières, et ces comptes ne sauraient être brûlés sans avoir été rendus. Sa majesté est trop juste pour ne pas en sen-

tir la conséquence, relativement à la délicatesse et à la tranquillité du comte de Broglie. Ce point seul serait un obstacle insurmontable à l'exécution entière des ordres que sa majesté a donnés dans sa lettre du 6 de ce mois.

D'après cet exposé, le comte de Broglie ose se flatter que sa majesté apercevra qu'il n'est pas question ici d'une correspondance d'intrigue, isolée des affaires, arrachée à la bonté ou à la facilité du feu roi, et qui n'aurait eu d'autre objet que de lui donner des impressions sur les uns ou sur les autres, enfin d'un besoin qui serait plutôt relative aux intérêts de quelques particuliers, que le mouvement de la volonté du maître suivie pendant plus de trente années. Elle sera convaincue que cette correspondance a été entreprise par les ordres de son auguste aïeul. Quel motif plus fort pour la rendre respectable, et pour qu'elle soit digne que son successeur daigne la faire examiner et s'en faire rendre compte par des personnes dont la probité et la vertu l'assurent de la vérité des rapports qui lui en seront faits ! Sa majesté apprendra, par ces rapports, les véritables objets qui ont occupé cette correspondance, qu'on peut dire majeurs par leur nature, par la manière dont ils étaient traités, et qui seraient devenus plus utiles encore peut-

être, s'ils eussent été communiqués aux ministres des affaires étrangères, ce que le comte de Broglie n'a jamais cessé de proposer. Elle y trouvera des projets formés contre la Russie, celui qui a été connu pour assurer la couronne de Pologne, soit à M. le prince de Conti, soit à tout autre prince du sang, ou même de la famille royale de France. Elle saura tout ce qui a été proposé en faveur de l'alliance avec la cour de Vienne ; les projets préparés et suivis pendant trois ans, pour prévenir de nouvelles surprises de la part des Anglais, et se venger des anciennes selon les circonstances. Elle sera instruite de tout ce qui a été représenté pour empêcher la tournure qu'ont prise, au grand détriment des intérêts de la France, les affaires de la Pologne. Enfin, on pourra lui rendre compte du travail commencé pour reprendre en sous-œuvre l'édifice total d'un système de politique générale, dont le but était de procurer les moyens d'établir nos liaisons avec la cour de Vienne, sur un pied qui pût rendre cette alliance aussi stable qu'avantageuse.

Sa majesté pourra prendre, dans l'immensité de toutes ces relations, la connaissance de quelques anecdotes au moins curieuses et propres à faire mieux saisir une partie des détails dont

s'occupait le feu roi. Elle y verra, entr'autres, qu'il paraît que sa majesté avait eu, en 1769 ou 1770, le projet de se remarier, et d'épouser une archiduchesse. Des ordres secrets, envoyés par un courrier à M. Durand, instruiront de ce fait qui eut peu de suite, et dont le comte de Broglie n'avait eu précédemment ni idée, ni connaissance; mais tout cela prouvera que cette correspondance ne ressemblait à rien moins qu'à l'intrigue de quelques particuliers.

C'est cependant le jour sous lequel les maîtresses et les ministres qui leur étaient dévoués, l'ont toujours envisagée ou au moins représentée : mais aucune n'a poussé la hardiesse au même point que madame du Barry; et on ne peut pas dissimuler que M. le duc d'Aiguillon n'ait encouragé ses démarches, ou au moins partagé le désir de détruire cette correspondance.

Le comte de Broglie avait déjà eu l'honneur de rendre compte à sa majesté de tout ce que madame du Barry a fait pour lui faire avouer sa correspondance avec le roi, jusqu'à lui offrir le ministère des affaires étrangères alors vacant. Ne pouvant le séduire, on a cherché les moyens de découvrir son secret, et la familiarité avec laquelle madame du Barry s'avisait de mettre la main sur les papiers de sa majesté, a sûre-

ment procuré quelques notions dont le roi n'est cependant jamais absolument convenu. Enfin, au commencement de 1773, M. le duc d'Aiguillon a redoublé d'efforts pour augmenter les embarras du roi ; et l'obliger d'abandonner sa correspondance. Soit que le hasard lui ait fourni les lettres indiscrètes que s'écrivaient les sieurs Ségur, Dumourier et Favier, soit que l'infidélité de quelqu'un les lui ait procurées, il n'en est pas moins certain que cette découverte fut saisie avec vivacité, et donna une base aux manœuvres subséquentes qui ont été employées.

Le comte de Broglie n'avait aucune part à ce commerce de lettres, et ne connaissait de ces trois personnages que le sieur Favier, employé par lui, avec l'ordre du feu roi, à faire des mémoires politiques, mais point admis au secret de la correspondance du comte de Broglie avec sa majesté. Mais, d'après l'embarras extrême qu'elle a marqué et que tout le monde a vu, il est vraisemblable que M. le duc d'Aiguillon l'aura poussée relativement aux papiers qui furent enlevés chez le sieur Favier deux jours après sa détention, papiers qui contenaient les minutes des mémoires politiques dressés par les ordres de sa majesté, et dont le sieur Dubois-Martin, à qui ils furent remis,

eut l'honneur de rendre compte sur-le-champ.

C'est sans doute sur cette remise que M. le duc d'Aiguillon forma son plan pour impliquer le comte de Broglie dans l'affaire de la Bastille. Il proposa d'abord de faire arrêter le sieur Dubois-Martin, et de faire saisir ses papiers. Le roi n'avait garde d'y consentir, dans la crainte de voir son secret entièrement dévoilé. Cependant M. le duc d'Aiguillon, qui l'avait pénétré, et qui en acquérait une nouvelle conviction par le refus du roi, revint encore plusieurs fois à la charge. Sa majesté lui imposa enfin silence, et, pour se débarrasser de ses importunités trop pressantes, convint que le comte de Broglie lui avait adressé, en différentes occasions, des mémoires sur la politique, ajoutant qu'il ne les lisait pas, et il lui en remit quelques-uns. M. le duc d'Aiguillon vit bien alors qu'il n'avait plus de moyens pour impliquer le comte de Broglie dans l'affaire de la Bastille, où il ne pouvait en effet être pour rien : sur quoi il changea ses batteries; et, suivant toujours son unique plan, celui de détruire le travail secret du roi, il en fit confidence à M. le comte de Mercy, et le lui présenta comme décidément nuisible, et portant atteinte aux intérêts de la cour de Vienne. Cet ambassadeur, séduit par des apparences insidieuses, et alarmé en pro-

portion de son attachement pour le système suivi des deux cours, rendit compte à la sienne de l'état des choses, d'après le dire de M. le duc d'Aiguillon. Il ne tarda pas à recevoir des ordres de M. de Kaunitz pour porter des plaintes au feu roi contre le comte de Broglie, en lui supposant des vues bien contraires à ses sentimens, qui ne sont et ne seront jamais que ceux de son maître; et cependant c'est d'après de pareilles imputations, qu'on peut dire aussi singulières que ténébreuses; que le comte de Broglie gémit encore dans une disgrâce qu'il n'a soutenue que par l'assurance de l'estime et de la continuation des bontés de son maître, qui lui en a donné des témoignages constans jusqu'aux derniers jours qui ont précédé la cruelle maladie dont il est mort. C'est de grand cœur qu'il lui avait sacrifié sa réputation presque compromise, son amour-propre humilié, pour soutenir un secret honorable que sa majesté ne jugeait pas à propos d'abandonner: mais la cessation de la correspondance secrète, et la retraite de M. le duc d'Aiguillon, mettant fin à toutes les tracasseries qu'il avait suscitées au comte de Broglie, il ne peut que s'en remettre, avec autant de soumission que de respect, aux éclaircissemens ultérieurs que sa majesté

jugera à propos d'ordonner sur ces différens objets.

En attendant, elle verra, par l'état ci-joint des ambassadeurs et ministres admis à la correspondance secrète, que MM. de Vergennes, de Breteuil, de Saint-Priest \* et Durand sont de ce nombre. Le choix que le roi vient de faire du premier pour ministre des affaires étrangères, et la réputation excellente et méritée dont jouissent aussi les trois autres, suffiraient seules pour prouver au roi qu'il ne se traitait pas des choses suspectes par ce canal, et qu'ainsi le comte de Broglie n'était pas à

\* « Il est certain que plusieurs ambassadeurs distingués étaient admis au secret de cette correspondance. Elle était moins dangereuse pour eux, puisqu'ils avaient une mission avouée; mais, d'un autre côté, elle les mettait dans la nécessité de se conduire quelquefois avec leur chef d'une manière qui devait coûter à leur délicatesse. Le baron de Breteuil fut envoyé à Pétersbourg comme ministre, lorsque M. de l'Hôpital y était ambassadeur. Ses instructions secrètes ôtaient toute créance à celles de cet ambassadeur : ainsi, il faisait jouer le rôle le plus ridicule à l'homme avec lequel il devait paraître vivre intimement. C'est en suivant de si fausses règles de gouvernement qu'on perd sa considération, et qu'on habitue l'opinion publique, égarée, à confondre l'intrigue et la politique. Ce qui prouve sans réplique



la tête d'une bande de bas et plats intrigans, mais qu'il avait l'honneur de diriger un travail suivi par les ministres les plus capables et les mieux famés qu'on puisse connaître. Il ose même avancer que c'est lui seul qui les a soutenus. M. de Vergennes avait été nommément rappelé de Constantinople, parce que M. de Choiseul avait eu des soupçons de la correspondance qu'il suivait, et il fut, à son arrivée, entièrement mis à l'écart. Le comte de Broglie le recommanda aux bontés du feu roi, fit connaître la perte que le service de sa majesté faisait par l'éloignement auquel on condam-

» le vice de ce système, c'est que chacun des ambassadeurs qui ont eu part à cette correspondance, ignorée de leur chef, auraient, lorsqu'ils ont été ministres, blâmé et poursuivi avec animosité tout homme qui en aurait entretenu quelqu'une à leur insu.

» Cet exemple, donné par Louis XV, fut suivi par Louis XVI, dont le règne eût été sans doute moins malheureux, s'il n'eût pas contracté la funeste habitude d'opposer un conseil à l'autre, de refroidir le zèle en partageant sa confiance. En politique, dans les temps d'orage, la bonne foi courageuse est la véritable habileté; le caractère touche le but que l'esprit manque; la franchise sauve des écueils où la finesse échoue, et la sincérité ferme peut seule donner ou la solidité dans les succès, ou la gloire dans le malheur. » (SÉGUR.)

nait un sujet aussi distingué; et lorsqu'elle daigna lui demander son avis pour le choix d'un ambassadeur en Suède, à l'avènement du feu roi, il la supplia de choisir M. de Vergennes \*, qui fut nommé le lendemain.

Quand madame du Barry voulut également faire ôter l'ambassade de Vienne à M. le baron de Breteuil, le comte de Broglie fit en sa fa-

\* « M. de Vergennes, qu'on a souvent cité comme  
 » opposé au système de l'alliance autrichienne, a pu  
 » quelque temps le paraître; mais, dès qu'il a été mi-  
 » nistre, on l'a vu toujours décidé à la maintenir. Il  
 » combattait avec adresse l'influence de la reine; mais  
 » je lui ai souvent entendu dire que cette alliance dé-  
 » fensive avait le grand avantage d'assurer la tranquil-  
 » lité de la France en la garantissant de toute guerre  
 » de terre. Ce traité a été suivi d'une paix continen-  
 » tale de plus de trente années. On ne peut opposer  
 » que de vagues argumens à un résultat aussi évident.  
 » M. de Vergennes ne croyait pas qu'un traité défensif  
 » nous obligeât à soutenir l'Autriche, si elle atta-  
 » quait; et même il pensait que ce traité n'empêchait  
 » nullement de la combattre, si son ambition voulait  
 » changer la constitution de l'empire et la balance de  
 » l'Europe.

» Rien n'était plus opposé au système du ministère  
 » secret que de favoriser les Russes, et personne n'i-  
 » gnore les services que M. de Saint-Priest rendit à  
 » l'impératrice lorsqu'il fut ambassadeur de France à  
 » la Porte. L'ordre de Saint-André, qu'il porte encorc,

veur des démarches fortes et publiques, qui déplurent beaucoup, et qui ne sauvèrent pas M. de Bréteuil. Il eut aussi l'honneur de représenter à sa majesté combien il importait à son service de ne pas le perdre entièrement, ce qui empêcha au moins qu'il ne fût mis hors de la carrière politique.

Il peut également se flatter d'avoir placé M. le chevalier de Saint-Priest, qui était, à la vérité, porté par M. le duc de Choiseul,

» prouve la reconnaissance de Catherine. Cet ambassa-  
 » deur éclairé croyait sans doute que le vrai moyen  
 » de sauver l'empire ottoman était de l'empêcher de  
 » faire la guerre à une nation dont la tactique triom-  
 » phera toujours de l'indiscipline des Turcs. En cédant,  
 » la Porte ne perd qu'une faible partie de son territoire  
 » européen ; en combattant la Russie, elle s'expose à  
 » une destruction complète..

» Le baron de Breteuil, autre initié, était encore  
 » plus opposé que tous ses collègues au système du mi-  
 » nistère secret. L'alliance autrichienne n'eut jamais  
 » de partisan plus constant et plus dévoué. C'était vé-  
 » ritablement le ministre de la reine.

» L'opposition des principes de ces ambassadeurs à  
 » ceux de Favier et de Dumourier, prouve que le  
 » comte de Broglie ou se trompait dans ses choix, ou  
 » n'était pas bien décidé lui-même à soutenir l'attaque  
 » qu'il avait dirigée contre le système politique de  
 » MM. de Bernis, et de Choiseul. » (SÉGUR.)

mais que le feu roi trouvait jeune, et dont il déterminait la nomination à l'ambassade de la Porte.

Enfin, il a soutenu M. Durand contre tous les assauts qu'il a éprouvés, ayant été soupçonné, sous les deux derniers ministères, d'être dans quelque correspondance avec le comte de Broglie; et, en le soutenant, il a rendu service aux affaires du roi, qu'il a toujours conduites avec autant de sagesse que de fidélité.

Ces différens ambassadeurs ou ministres ont des ordres, des instructions et des lettres de sa majesté, en grande quantité. Les minutes et originaux de ces pièces sont entre les mains du comte de Broglie, ainsi que leurs réponses : c'est ce qui fait leur sûreté réciproque. Comment donc serait-il possible qu'il brûlât tout ce qu'il a chez lui, sans en avoir une décharge? et n'aurait-il pas à craindre, surtout pour les objets envoyés en chiffres, qu'après qu'il aurait tout brûlé, on ne supposât des lettres chiffrées qui n'auraient pas existé, sans qu'il pût donner la preuve du contraire? Il paraît donc indispensable que, lorsque le tout aura été arrangé avec le meilleur ordre, il soit remis par lui au ministre des affaires étrangères, qui lui en donnera une décharge, et qui le gardera jusqu'au temps où chacun des ambassadeurs

ou ministres dans les autres étrangères, aura envoyé, de son côté, tout ce qui a rapport à la correspondance secrète. Alors il pourra être fait un choix de ce que M. de Vergennes jugera devoir être gardé pour l'utilité du service du roi, et le resté sera brûlé par lui avec la sûreté de tout le monde.

Le comte de Broglie supplie sa majesté de trouver bon qu'il ait aussi l'honneur de lui représenter que celui qu'il a eu d'être admis à la confiance du roi pendant vingt-deux ans, pourrait lui faire espérer l'avantage de finir, d'une manière décente, le travail dont il était chargé, et qu'ainsi il paraîtrait que ce serait par son canal que toutes les personnes qui ont été employées sous ses ordres, devraient apprendre qu'à l'avenir ils ne doivent plus correspondre qu'avec le ministre des affaires étrangères; et, comme ils ont servi avec une fidélité, une constance et une exactitude qui ne sont pas sans mérite, vu les dangers qu'ils ont tous courus d'être sacrifiés au crédit et à la puissance des favorites et des ministres, le comte de Broglie oserait proposer à sa majesté de lui permettre de leur témoigner de sa part la satisfaction qu'elle daigne avoir de leurs services dans cette partie, et de leur fidélité à exécuter les ordres de son auguste aïeul; en

quoi ils ont eu d'autant plus de mérite qu'ils en connaissaient tous les risques, ainsi que le comte de Broglie.

Il y a encore la correspondance avec le sieur d'Éon, qui ne peut pas être terminée sans de grands ménagemens, dont les détails seraient trop longs à déduire ici, mais qui doivent être communiqués en secret au ministre qu'il plaira au roi d'indiquer.

Le comte de Broglie n'a pas écrit un mot, depuis la mort du roi, par la correspondance secrète, parce qu'il ne s'est jamais permis, même pendant sa vie, de rien faire par cette voie, sans que cela fût signé ou approuvé par sa majesté : il en usera de même à l'avenir ; mais il supplie le roi de trouver bon que les chiffres, tant anciens que ceux dont on se servait actuellement, ne soient remis qu'à M. de Vergennes, et brûlés par lui.

En attendant son arrivée, il supplie sa majesté de nommer ceux de ses ministres d'État qu'elle jugera à propos pour examiner les différentes parties de cette correspondance, et lui en rendre compte. Il désirerait fort qu'il lui plût de choisir M. le maréchal de Soubise et M. du Muy. Le premier de ces ministres, étant depuis très long-temps dans le conseil, aura peut-être connaissance d'une partie des faits

que cet examen mettra au jour; et comme M. le comte du Muy est également bien instruit de ce qui a trait à la politique et à toutes les matières d'État, il pourra, mieux que personne, juger du travail du comte de Broglie.

Il verrait avec un égal plaisir que M. le comte de Maurepas fût joint à ces deux ministres pour examiner sa conduite, et il ne craindrait pas que ses liaisons de parenté avec M. le duc d'Aiguillon pussent influencer sur l'équité du jugement qu'il en porterait, sur lequel sa probité et ses lumières ne lui laissent aucune inquiétude. Il sera, au contraire, très aise d'avoir pour juges les personnes dont il a le moins l'honneur d'être connu, pour que leur suffrage apprenne à tous ceux qui ont pu être prévenus, la fausseté des accusations que ses ennemis se sont permises contre lui; qu'il n'y a pas une seule des personnes qui aient eu quelque part aux affaires, qui soit aussi exempte du soupçon d'intrigue, la confiance secrète du maître ayant d'ailleurs toujours obligé le comte de Broglie de se tenir éloigné des ministres et des maîtresses, dont il n'ignorait pas la mauvaise volonté pour lui.

Le comte de Broglie ose se flatter que la simple exposition de ces détails, dont il est en état de démontrer la vérité, engagera sa

majesté à daigner mettre fin à sa disgrâce. Cette marque de sa bienveillance lui est nécessaire pour détruire les bruits injurieux répandus sur son compte. La prolongation de son exil, qu'on attribuait à la puissance de ses ennemis, ternirait une réputation intacte, si elle continuait après leur retraite. Le public aurait lieu de soupçonner qu'il a eu des torts réels, dont il ose avancer, avec toute l'assurance de l'innocence, qu'il est exempt. Mais, au cas qu'après l'examen qu'il prend la liberté de solliciter comme une grâce, sa majesté trouvât le plus léger indice qu'il ait manqué à aucun des devoirs que prescrivent la plus scrupuleuse probité et la délicatesse la plus parfaite, elle est d'avance également suppliée par lui de le condamner à un exil éternel, et, ce qui serait plus cruel encore, à la privation de son estime, qui est la récompense la plus flatteuse qu'il se promet d'obtenir d'un travail de vingt-deux ans, très pénible et accompagné de toutes les contrariétés et de tous les dégoûts qu'il ose dire que peu de personnes auraient supportés avec la même constance que lui.

Le rappel du comte de Broglie est également nécessaire pour le rassemblement de tous les papiers qui sont d'un volume énorme, et qu'il avait dispersés dans différens dépôts, dans la



crainte fondée qu'on ne surprit un ordre du feu roi pour faire enlever le sieur Dubois-Martin qui en était le dépositaire, et qui a eu besoin de toute sa fidélité et sa fermeté, pour n'être pas effrayé des projets dangereux qu'on formait contre sa liberté.

Il est également indispensable que le comte de Broglie fasse mettre en règle tous les comptes qui n'ont pas même été arrêtés par le feu roi, et qu'il y joigne l'état de tous ceux qui ont eu des pensions ou des traitemens fixés par feu sa majesté, et auxquels il est apparent que le roi, dont la bienfaisance, la bonté et la justice sont connues, ne voudra pas les retirer. Il est même à observer que des personnes employées dans des affaires de cette importance, et secrètes, ne sauraient être privées des récompenses qui leur ont été accordées, que leur fidélité a méritées, et dont la plupart ne sauraient se passer.

Le feu roi avait destiné dix mille francs par mois pour remplir ces objets. Comme ce qu'il plaira à sa majesté d'en conserver pourra être porté sur les fonds des affaires étrangères, il suffirait peut-être qu'elle voulût bien encore ordonner la remise des dix mille livres pour le 1<sup>er</sup> juillet. D'ici au mois d'août, tous les comptes seront en état; et comme M. de

Vergennes sera alors arrivé, il pourra pourvoir aux paiemens ultérieurs.

Le comte de Broglie finira ses observations en se jetant aux pieds de sa majesté, pour la supplier de suspendre son jugement sur sa conduite jusqu'à ce que le compte impartial lui en ait été rendu. Sa douleur de se voir soupçonné d'intrigues et d'envie de se mêler d'affaires sans y être appelé, serait extrême, s'il n'était aussi sûr que ces soupçons seront détruits, et que, lorsqu'il sera représenté à son maître tel qu'il est et qu'il a toujours été, par des gens vertueux et honnêtes, elle le jugera digne de sa bienveillance et de sa protection.



## ÉTAT

DES AMBASSADEURS, MINISTRES OU RÉSIDENS

QUI

ONT ÉTÉ ADMIS A LA CORRESPONDANCE SECRÈTE,

PAR ORDRE DE LOUIS XV.

( Cet état a été joint à la pièce précédente. )

**M. LE COMTE DE VERGENNES.** Cet ambassadeur a été admis au secret en partant pour l'ambassade de Constantinople, en 1755. C'est par M. le prince de Conti qu'il a reçu les ordres du roi, et depuis par M. le comte de Broglie, partant pour la Suède.

**M. LE BARON DE BRETEUIL.** Il a été admis au secret en 1759. C'est M. le comte de Broglie qui eut l'honneur de le proposer à sa majesté.

**M. LE CHEVALIER DE SAINT-PIERST.** Il a été admis au secret à son départ pour l'ambassade de Constantinople, pour laquelle il a été proposé par M. le comte de Broglie, qui prit la liberté de représenter la nécessité de rempla-

cer M. de Vergennes par quelqu'un de sûr et de capable.

M. DURAND. Il a été admis au secret en 1755, en partant pour la Pologne, où il fut envoyé en qualité de ministre. Il reçut les ordres du roi par M. le prince de Conti.

M. HENNIN. Il a été admis au secret en partant pour la Pologne avec M. le marquis de Paulmy, en qualité de secrétaire d'ambassade, parce que sa majesté ne jugea pas devoir y admettre cet ambassadeur; mais M. le comte de Broglie lui répondit de la fidélité du sieur Hennin, qu'il avait eu pour secrétaire donné par la cour pendant toute son ambassade, mais qui alors n'avait connaissance que des dépêches envoyées directement au ministre des affaires étrangères. Il est actuellement résident à Genève.

M. GÉRAULT. Il a été admis au secret en 1757, en qualité de secrétaire du comte de Broglie. Il est, depuis, resté avec tous les ministres ou ambassadeurs qui ont été en Pologne, où il est demeuré, depuis M. de Paulmy, chargé des affaires, et il est encore à Varsovie, d'où il donnait des nouvelles exactement, et au ministre et au comte de Broglie.

M. DESRIVAUX. Il a été admis au secret com-

me secrétaire de feu M. le marquis d'Avrincourt, qui avait été lui-même admis en partant pour la Suède, et recevait les ordres du roi par M. le prince de Conti. Le sieur Desri-vaux a été placé consul à Raguse, où il est employé à faire passer quelquefois des lettres à Constantinople, et d'où il donnait le peu des lettres qui venaient à sa connaissance.

M. d'ÉON. Le sieur d'Éon avait été mis dans le secret en 1756, par M. le prince de Conti, qui l'avait placé pour la correspondance secrète auprès du chevalier Douglas en Russie. Il a toujours été admis à la correspondance secrète depuis ce temps-là; et, en Angleterre, il a eu des ordres particuliers du roi, qui étaient de nature à mériter les ménagemens qu'on a eus pour lui dans le temps de ses discussions déplacées avec M. le comte de Guernsey. Il sera nécessaire que le comte de Broglie traite en détail ce qui regarde le sieur d'Éon, avec M. le comte de Vergennes, pour qu'il en rende compte à sa majesté.

LE GÉNÉRAL MONNET. Il a été admis au secret quand il a été envoyé en Pologne par M. le duc de Praslin, pour une commission particulière, après la mort du roi Auguste II. Peu de temps après son retour à Paris, le sieur

Tercier étant mort; le comte de Broglie eut l'honneur de proposer à sa majesté de le charger de la direction de la correspondance secrète en son absence; il en a toujours été occupé depuis cette époque.

MADAME LA GÉNÉRALE MONNET: Elle avait eu connaissance du secret à la mort du sieur de la Fayardie, son premier mari, qui y avait été admis par M. le prince de Conti, en partant pour la résidence de Varsovie, en 1753. Elle l'a toujours gardé très fidèlement; elle a eu des grâces particulières du roi, non-seulement par ce motif, mais parce qu'elle était née d'une famille distinguée en Suède, qu'elle s'était faite catholique, et que d'ailleurs sa fortune lui rendait ses bienfaits nécessaires, ainsi qu'à M. le général Monnet. Ils ont l'un et l'autre beaucoup de mérite, sont fort aimés et estimés de M. le comte de Vergennes, et sont très dignes des bontés de sa majesté. Le comte de Broglie aura l'honneur de lui proposer de leur accorder la conservation des bienfaits dont ils jouissent; mais ce travail ne pourra être présenté, ainsi que pour tous ceux qui ont eu part aux bontés du feu roi, que lorsque les comptes seront rendus.

M. DUBOIS-MARTIN. Il a été admis au secret

au mois de juin 1764, lorsqu'il est entré pour secrétaire de la correspondance secrète auprès de M. le comte de Broglie, et il a été chargé, depuis la mort du sieur Tercier, de la recette et de la dépense des fonds envoyés par sa majesté.

**LE GÉNÉRAL MOKRONOSKI.** C'est un célèbre patriote polonais, fort attaché de tous les temps à la France et à son pays; il est du nombre de ceux qui avaient jeté les yeux sur M. le prince de Conti pour lui donner la couronne de Pologne : il a été admis au secret dès les premiers momens de ce projet, et a toujours reçu des bienfaits assez considérables du feu roi, et on ne saurait plus mérités.

**M. LE BRIGADIER JAKUBOSKI.** C'est un autre Polonais d'un ordre inférieur au premier. Il a été au service de France; mais c'est en Pologne qu'on l'a toujours employé. Il a commencé à marquer son attachement dès la seconde élection du feu roi Stanislas. C'est un très bon sujet, plein de zèle, et qui a bien mérité les bienfaits du feu roi Stanislas.

Ce sont là toutes les personnes avec qui le feu roi avait autorisé d'entretenir la correspondance secrète. On présentera les minutes de toutes les autorisations de sa majesté pour leur

admission au secret, ainsi que celles de toutes les lettres qui leur ont été écrites, et des instructions qui leur ont été remises ou envoyées.

Il y a encore plusieurs personnes admises au secret, mais avec lesquelles il n'existe pas de correspondance directe.

De ce nombre sont : M. le baron de Bon, qui, ayant été chargé à l'armée, et depuis, d'objets relatifs à la politique, s'est trouvé dans le cas de procurer des connaissances utiles au service du roi, dans la partie dont le comte de Broglie avait la direction;

M. de la Rozière, brigadier des armées du roi, qui a été chargé par le feu roi de la reconnaissance des côtes d'Angleterre et de France, et a rempli cette commission avec autant d'intelligence que de courage et de fidélité;

Le sieur de Nardin, lieutenant-colonel d'infanterie, qui a accompagné M. de la Rozière dans ce travail, et qui a eu la participation du secret, et a depuis été envoyé par ordre de sa majesté, avec une mission particulière, en Angleterre;

M. le marquis de Bombelles, chargé du détail de la correspondance secrète avec M. le baron de Breteuil;

Et enfin, tous les secrétaires chargés des chiffremens et déchiffremens auprès de tous



les ambassadeurs et ministres qu'il avait plu au roi d'admettre à son secret : les secrétaires ont eu personnellement l'ordre du feu roi de le garder, et reçoivent des traitemens de sa majesté.

Il y a aussi la veuve du sieur Tercier, le fils de ce premier commis, le sieur Drouet, ancien secrétaire du comte de Broglie, et le sieur Rossignol, ci-devant consul en Russie, qui ont des pensions ou des traitemens. Tous ces objets seront présentés en détail, avec les respectueuses observations du comte de Broglie sur le mérite de chacun. Elles seront dictées par la justice et par l'esprit de vérité qu'il doit à son maître, et qui l'a toujours animé.

~~~~~

« **NOTA.** Il est étonnant que, dans cette nomenclature, »  
» le comte de Broglie oublie son neveu, M. de Lameth ;  
» il était initié au secret, et fut enlevé par une mort  
» précoce à de brillantes destinées que lui présageaient,  
» quoiqu'il fût encore jeune, des talens très distingués  
» pour les carrières politique et militaire. Il travaillait  
» à la correspondance secrète. C'était le frère aîné des  
» comtes Théodore, Charles et Alexandre de Lameth. »

(SÉGUR.)

---



## LETTRE

DU

COMTE DE VERGENNES ET DU MARÉCHAL DU MUY

A LOUIS XVI.

---

  
SIRE,

En conformité des ordres de votre majesté, les comtes du Muy et de Vergennes ont eu deux conférences avec M. le comte de Broglie, la première le 27 du mois dernier, et la seconde le 1<sup>er</sup> de celui-ci.

Nous ne pouvons, sire, rendre à votre majesté un compte plus exact des matières qui y ont été traitées, qu'en prenant la liberté de mettre sous ses yeux les mémoires que M. le comte de Broglie nous a présentés pour servir d'introduction à l'examen des matières qui ont fait l'objet de notre travail \*.

\* Les deux mémoires dont il s'agit, sont les deux derniers articles de ce recueil de pièces authentiques concernant la correspondance secrète.

M. le comte de Broglie n'ayant eu d'abord part à la correspondance secrète, et n'ayant été depuis chargé de sa direction, qu'en vertu des ordres secrets et bien constatés du feu roi, il n'est pas dans le cas d'établir sa justification : mais, si votre majesté daigne jeter les yeux sur ses mémoires, nous sommes persuadés qu'elle y remarquera avec satisfaction que sa conduite, loin d'avoir donné lieu aux reproches et aux imputations qu'on a pu lui faire, n'est susceptible que d'éloges. En effet, autant que les vues qu'il était chargé de soigner étaient louables et intéressantes, autant la prévoyance, la dextérité et la sagesse dont il a fait preuve dans l'exécution, semblent devoir lui mériter les bontés de votre majesté.

Nous osons supplier votre majesté de lire avec une attention particulière le numéro coté 2. Il renferme un plan bien combiné de débarquement en Angleterre. Nous souhaitons que votre majesté ne soit jamais dans le cas d'en faire usage; mais, dans le besoin, il pourrait être d'une grande utilité. C'est pour cet effet que, quoique votre majesté nous ait donné l'ordre de brûler tous les monumens de la correspondance secrète, nous la supplions très humblement de nous permettre d'en excepter un travail dont on ne peut pas se flatter

que l'application ne deviendra pas indispensable au moment peut-être où on s'y attendra le moins.

Nous suivrons successivement, et le plus promptement que nos occupations peuvent le permettre, tous les autres objets qui ont trait à la correspondance *secrète*, afin d'en faire rapport à votre majesté, et de pouvoir lui annoncer que ses ordres ont été exécutés avec tout le zèle et l'exactitude qui dépendent de nous. Nous ne pouvons d'ailleurs, sire, que nous louer des facilités que nous éprouvons de la part de M. le comte de Broglie pour l'exécution de ce travail.

Nous sommes avec le plus profond respect, etc.

Transcrit sur une copie de la main de M. de Vergennes.

---

LETTRE

DU COMTE DE BROGLIE A LOUIS XVI.

---

SIRE;

J'ai reçu, avec la plus respectueuse reconnaissance, l'approbation qu'il a plu à votre majesté de donner au compte que j'ai eu l'honneur de lui rendre de ma conduite avec M. le prince de Conti. Je me conformerai, avec mon exactitude ordinaire, à la circonspection qu'elle me prescrit à cet égard.

Dès le premier voyage que j'ai fait à la cour, sire, depuis mon retour de Ruffec, j'ai prié MM. les comtes du Muy et de Vergennes de m'indiquer le moment où je pourrais recommencer les conférences que j'avais eues à Compiègne avec ces ministres. Quelques affaires qu'ils avaient à terminer, et ensuite la maladie de M. le comte du Muy, ont retardé ces conférences jusqu'au 27 du mois dernier, qu'ils m'ont accordé la première : la seconde a eu lieu le 1<sup>er</sup> de ce mois; et ils m'ont assué qu'ils auraient l'honneur d'en rendre compte

à votre majesté, de mettre sous ses yeux les deux mémoires qui contiennent les précis de ces deux conférences, et d'y joindre les assurances de l'approbation qu'ils ont bien voulu donner à ce que je leur ai présenté. Nous continuerons, sire, à en avoir une par semaine, jusqu'à ce que cela soit terminé, ce qui sera vraisemblablement avant la fin du mois. Mais, comme nous approchons du moment où il y aura à examiner le travail politique fait sous ma direction par le sieur Favier, avec l'ordre du feu roi, ainsi que les suites qu'il a eues, je prends la liberté de supplier très humblement votre majesté de vouloir bien donner ordre à M. de Sartines de se joindre, pour ces dernières conférences, à MM. les comtes du Muy et de Vergennes, afin de les mettre en état de mieux juger la nature de cette affaire, dont il est indispensable qu'elle ait connaissance. Je prévient M. de Sartines que j'ai l'honneur d'adresser aujourd'hui à votre majesté *un mémoire* à ce sujet. Si elle juge à propos de le communiquer et de le remettre à ce ministre, il y trouvera l'exposé de la commission dont je me flatte qu'elle voudra bien le charger, ainsi qu'elle a daigné me le faire espérer, à mon arrivée à Paris, au mois de juillet dernier.

Je suis, avec le plus profond respect et la plus parfaite soumission,

SIRE,

De votre majesté,

Le très humble, très obéissant  
et très fidèle serviteur et sujet,

LE COMTE DE BROGLIE.

A Paris, le 9 février 1775.



## MÉMOIRE.

---

LE comte de Broglie a l'honneur de supplier sa majesté de vouloir bien se rappeler que, l'année dernière, à son retour de Ruffec, il prit la liberté de lui exposer la nécessité qu'il y aurait que M. de Sartines fût présent à la révision des papiers que le comte de Broglie a eu l'honneur de communiquer à MM. les comtes du Muy et de Vergennes, et qu'alors elle voulut bien répondre qu'il serait suffisant qu'il y assistât, lorsqu'il serait question de l'affaire de la Bastille.

Ce moment est près d'arriver, le comte de Broglie devant remettre dans peu à ces deux ministres le travail politique qui avait été fait pour le feu roi, et auquel le sieur Favier avait été employé par ses ordres.

C'est ce travail qui a donné lieu à une procédure dans laquelle le comte de Broglie a été grièvement impliqué, et dont le résultat a été de le faire déclarer, en plein conseil, con-



vaincu d'entretenir dans les pays étrangers, à l'insu du ministère, des intelligences clandestines \*, tendant à déranger le système politique de l'État, et à entraîner une guerre générale.

\* « Certainement le comte de Broglie n'avait aucun  
» besoin de justification, puisqu'il n'avait agi que d'a-  
» près les ordres du roi, et l'accusation intentée par  
» M. d'Aiguillon était dictée par un esprit de haine et  
» de mauvaise foi. Il n'ignorait certes pas qu'il existait  
» un ministère secret ; et cet audacieux ministre, pro-  
» fitant de la faiblesse de Louis XV pour perdre un  
» homme dont il redoutait les talens, attaquait réelle-  
» ment le monarque. Dans ce sens, son attaque n'é-  
» tait pas dénuée de fondement ; car les manœuvres,  
» les correspondances des agens secrets, alarmant la  
» cour de Vienne, pouvaient relâcher les liens d'ami-  
» tié, produire des soupçons, faire naître l'aigreur ; et  
» souvent il ne faut pas de plus forte cause pour allu-  
» mer une grande guerre. Une cour qui se voit trom-  
» pée est bien près de se voir attaquée, et prend des  
» mesures qui rompent bientôt la paix. Ainsi, lors-  
» qu'on emprisonnait, lorsqu'on accusait, lorsqu'on  
» interrogeait les agens du ministère secret, c'était  
» Louis XV lui-même, pour ainsi dire, qu'on mettait,  
» par ordre du roi, sur la sellette, et qu'on déclarait  
» coupable de s'être trahi lui-même. Voilà quelles  
» sont les honteuses suites d'une telle faiblesse, et les  
» ridicules conséquences d'une pareille politique. »

(SÉCUR.)

Le comte de Broglie est parvenu à se procurer une copie, qu'il croit exacte, des interrogatoires des accusés, et des conclusions de MM. les commissaires.

Il n'a pu voir sans une surprise mêlée de la plus profonde douleur, combien on avait cherché à en imposer au feu roi et au public (car on a communiqué le tout à un nombre infini de personnes), en le noircissant scandaleusement dans ces conclusions, sans lui avoir préalablement, ni depuis, fait connaître les charges portées contre lui.

M. de Sartines, qui a été un des commissaires de cette procédure, sera plus que personne à portée de rendre raison des irrégularités qui s'y trouvent. Sa réputation de probité et d'équité est trop bien établie pour qu'on puisse croire, quelque part qu'il ait eue à ce travail, qu'il se refuse à l'évidence des raisons que le comte de Broglie mettra sous ses yeux et sous ceux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes, pour en démontrer l'injustice.

M. de Sartines peut seul expliquer à sa majesté le nœud de toute cette affaire. Il est également nécessaire que le roi soit instruit et de l'innocence du comte de Broglie, et des moyens qui ont été employés contre lui. C'est une satisfaction que sa majesté a daigné lui faire es-

pérer, et qu'il ose attendre de sa bonté et de sa justice, avec d'autant plus de confiance que cet examen n'entraîne ni conséquences ni embarras, et n'est sujet à aucune discussion.

---



## LETTRE

DU

COMTE DE VERGENNES ET DU MARÉCHAL DU MUY

A LOUIS XVI.

3 mars 1775.

SIRE,

Les trois mémoires que nous avons l'honneur de mettre sous les yeux de votre majesté, ont fait l'objet des conférences que nous avons eues avec M. le comte de Broglie, le 16 du mois dernier et le 1<sup>er</sup> de celui-ci. Ils renferment un compte aussi exact que sommaire de la suite et de la fin de toutes les matières qui faisaient le sujet de la correspondance politique et secrète, que M. le comte de Broglie dirigeait sous les ordres du feu roi. Si votre majesté daigne prendre lecture de ces mémoires, nous osons croire qu'elle ne pourra qu'applaudir à la sagesse des vues et à la modération des principes qui ont présidé à un travail qui

n'a pu être un sujet de jalousie, d'inquiétudes et de censure, que parce que le fond n'en a jamais été bien connu.

Tout ce qui a rapport à l'objet politique se trouvant épuisé, nous n'aurions plus besoin que d'une séance pour clore les inventaires des papiers dont M. le comte de Broglie doit nous faire la remise, et lui en donner des décharges suffisantes : mais, avant que d'y procéder, il désire, sire, que nous entrions en connaissance des procédures qui ont été faites à la fin de 1773, relativement à certaines correspondances illicites dans le pays étranger \*, dans lesquelles M. le comte de Broglie se plaint qu'on a cherché à l'impliquer, quoiqu'il soit

\* « Il paraît que les agens secrets, qui travaillaient  
» à l'insu du ministère public, avaient fini par tra-  
» vailler aussi à l'insu du ministère secret. Les incon-  
» véniens de cette marche sont évidens ; mais sur  
» quels principes pourrait-on les juger ? Leur chef ne  
» pouvait leur reprocher, à son égard, que le tort  
» qu'il avait lui-même vis-à-vis du ministère avoué.  
» Il faut convenir qu'alors la politique et la justice  
» étaient dans un étrange chaos. En vain certains  
» hommes d'État traiteront mes idées de lieux com-  
» muns et de vues étroites. Séparez la morale de la po-  
» litique, celle-ci n'a plus de base, et se perd dans un  
» abîme sans fond. » (SÉGUR.)

très en état de prouver qu'il n'y a jamais eu aucune part, même la plus indirecte.

Cette révision ne nous ayant pas été ordonnée par votre majesté, nous ne nous croyons pas autorisés à l'entreprendre sans son consentement exprès; c'est pourquoi nous la supplions très humblement de vouloir bien nous faire connaître sa volonté.

Nous sommes, avec le plus profond respect,

SIRE, etc.

Transcrit sur une minute de la main de M. de Vergennes.

## LETTRE

DE LOUIS XVI A M. DE VERGENNES,

RELATIVEMENT AU COMTE DE BROGLIE.

Versailles, 3 mars 1775.

JE réponds, monsieur, à deux de vos lettres en même temps. J'ai gardé les trois mémoires du comte de Broglie, je les lirai avec attention : j'ai été content des autres que vous m'avez envoyés. Pour ce qui regarde l'affaire de la Bastille, il m'a demandé, il y a quelque temps, que M. de Sartines se joignit à vous, lorsqu'il en serait question. Je lui avais écrit à Marly qu'il n'y avait que faire d'en parler, que je la regardais comme finie, et que je ne voulais pas en entendre parler. D'ailleurs, on avait fait un monstre d'une *très petite affaire, et qui ne le regardait en rien* ; vous pouvez lui en parler sur ce ton-là, et je crois qu'il n'y insistera plus. Alors vous finirez les séances. Mais je vous recommande bien de prendre tous les papiers et chiffres. (Vous remettrez à

M. du Muy ce qui regarde la guerre.) Ce n'est pas que je croie que M. le comte de Broglie en fit mauvais usage; mais tout cela doit être au dépôt des affaires étrangères, et non chez des particuliers, après lesquels ils pourraient tomber à des gens malintentionnés.

Transcrit sur l'original de la main de Louis XVI.



## LETTRE

DU COMTE DE BROGLIE \*.

SIRE,

Je suis enfin arrivé au terme auquel j'aspirais depuis l'avènement de votre majesté au trône. J'ai achevé de mettre sous les yeux des ministres qu'il lui a plu de nommer, les preuves incontestables de ma conduite. Ils sont en état de prononcer sur la manière dont j'ai toujours fait usage de l'accès que j'ai eu auprès du trône, pendant vingt-trois ans, pour l'utilité et la gloire de mon maître, et de dire si j'ai jamais profité de la confiance dont j'étais honoré, pour nuire à qui que ce soit, ou pour supplanter personne, ni m'occuper de mes intérêts. J'ose me flatter qu'ils assureront votre majesté que je ne peux pas même être flétri du soupçon d'intrigue. Je me suis dévoué sans

\* Cette lettre est sans date ; mais on voit, par son contenu, qu'elle doit avoir été écrite dans les premiers jours d'avril 1775.

réserve au bien du service de mon maître, en lui consacrant mes travaux et mes veilles dans le silence et même l'obscurité. L'espoir d'être utile m'animait, et les marques d'intérêt et des bontés infinies du feu roi m'ont essentiellement soutenu.

J'aurais désiré, sire, de pouvoir parvenir à ma justification sans accuser personne ; mais il m'a fallu faire connaître à votre majesté le véritable auteur de la trame ourdie pour me perdre, et exposer à ses yeux le détail de toutes les machinations mises en œuvre pour remplir ce but. S'il lui plaît de jeter les yeux sur le *précis* que j'ai l'honneur de lui adresser, elle se convaincra de la nécessité où j'étais d'éclaircir une procédure qui m'a inculpé d'un crime de trahison d'État, tandis que je m'aperçois qu'on ne la lui a représentée que comme une simple tracasserie qu'il était à propos d'étouffer. Votre majesté verra, en daignant y fixer un moment son attention, que cette procédure peut être examinée sans compromettre les secrets de l'État et de l'administration. Elle ne contient rien qui annonce la confiance dont j'étais honoré de la part de feu sa majesté. La forme de cette correspondance peut donc rester ignorée, sans que cela m'empêche de combattre et de détruire les assertions flétrissantes

qui ont été hasardées contre moi ; et puisque , par l'instruction de la Bastille , on n'a pas découvert les détails du secret qu'il plaisait au feu roi de conserver , le mystère n'en serait pas dévoilé par la connaissance que le public acquerrait des causes et des suites de cette inique procédure ; et le jugement qu'il lui plairait d'en porter , prouverait de plus en plus à ses sujets son attachement pour la justice , et l'esprit d'équité qu'elle a déjà manifesté en tant d'occasions depuis son avènement à la couronne.

Votre majesté est déjà instruite des différentes épreuves auxquelles le courage dont j'ai toujours eu besoin , a été exposé depuis vingt-trois ans ; mais je la supplie de me permettre de lui avouer qu'aucune de ces épreuves n'a été comparable à celle que j'ai eue à supporter , lorsque après la mort du feu roi , je me suis vu en butte , vis-à-vis de mon nouveau maître , aux mêmes imputations d'intrigue et d'esprit dangereux dont on m'avait précédemment calomnié ; et quoique la justice , qui lui est naturelle , l'ait engagée à repousser une partie de ces traits envenimés , je n'ai pu me dissimuler qu'ils avaient fait quelque impression , et que je n'avais pas le bonheur d'être connu d'elle comme je l'aurais désiré , et ( qu'elle me

permette de le dire) comme je l'aurais mérité.

Dans une position aussi critique que celle où je suis resté à cette époque, j'ai cru, sire, devoir demander, préalablement à tout, l'examen de ma conduite; j'ai cru qu'il fallait que la nature de l'intime confiance dont feu sa majesté m'avait honoré, ainsi que la manière dont j'y ai répondu, fussent connues par des personnes incapables de prévention, qui en rendissent un compte exempt de toute partialité; j'ai cru enfin qu'il était nécessaire qu'elle fût bien persuadée que ce n'est pas le métier d'espion, ni de rapporteur clandestin, auquel je me serais rabaisé vis-à-vis de votre auguste aïeul, mais que j'ai été appelé par ce monarque, sans l'avoir désiré, et même avec une sorte de résistance, à la *place de ministre secret* \*, dont j'ai rempli le devoir avec honneur et fidélité.

- \* « Le langage noble du comte de Broglie prouve  
« l'élévation de ses sentimens et la pureté de ses vues;  
« il faut, pour l'excuser, se transporter au moment  
« où il vivait. Les mœurs du temps aidaient à le trom-  
« per : il ne croyait pas qu'on pût désobéir; il re-  
« gardait comme honorable toute mission donnée par  
« son prince. Il pouvait penser, avec quelque fonde-  
« ment, que son ambition n'avait rien de blâmable,  
« puisqu'il ne s'était servi de son crédit pour nuire à

Ce n'est donc qu'après avoir eu le bonheur, sire, de paraître à vos yeux tel que je suis, que j'ose prendre la liberté de mettre à vos pieds mes respectueuses instances, pour me permettre de me laver dans le public des soupçons odieux qui ne sont que trop répandus sur mon compte. Je dois à ma famille, à mes amis, autant qu'à moi-même, d'effacer jusqu'à la moindre trace d'une flétrissure consignée aujourd'hui dans les dépôts du gouvernement. Qui pourrait me répondre de l'usage qu'on en ferait un jour contre moi ou mes enfans ? Mais votre majesté ne permettra pas que je sois accablé du poids de cette cruelle inquiétude ; elle daignera m'accorder la liberté de produire ma justification, effacer toutes les traces d'une disgrâce aussi peu méritée, et faire connaître

» personne. Le titre de ministre secret lui semblait  
» très différent de celui d'émissaire et d'intrigant. Mais  
» si sa justification lui conserve l'estime qu'il méritait  
» personnellement, elle démontre par les efforts qu'elle  
» lui coûte, et par les soupçons dont il avait été vic-  
» time, quelle était son erreur. Il faut toujours en re-  
» venir aux principes : jamais la puissance ne peut  
» rendre honorable ce qui ne l'est pas ; et en poli-  
» tique, tout ce qui n'est pas avoué, tout ce qui n'est  
» pas revêtu d'un caractère public, est intrigue. »

(SÉCUR.)

que tel est le jugement qu'elle veut bien elle-même en porter. Qu'elle me permette de lui observer que l'accueil favorable du maître est le premier bienfait qu'un sujet sensible et attaché puisse désirer. Si je suis assez heureux pour l'obtenir, justifié alors à vos yeux, sire, à ceux de votre conseil et du public, des inculpations inouïes et fabuleuses dont je suis noirci, honoré personnellement de votre auguste bienveillance, et marqué au sceau de vos bienfaits, il ne me restera rien à désirer que de pouvoir employer le reste de ma vie à vous témoigner mon éternelle reconnaissance.

Je suis, avec le plus profond respect et la plus parfaite soumission,

SIRE,

De votre majesté,

Le très humble, très obéissant  
et très fidèle serviteur et sujet,

LE COMTE DE BROGLIE.

---



## PRÉCIS DU MÉMOIRE ET DES PIÈCES

MISÉS

PAR LE COMTE DE BROGLIE

Sous les yeux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes, et de  
M. de Sartines, dans la conférence du 27 mars 1775, ordonnée  
par sa majesté, à la très humble prière du comte de Broglie.



• DE l'exposé des faits présentés dans le mémoire, ainsi que du contenu des pièces y jointes, le comte de Broglie ose se flatter qu'il résulte la preuve incontestable des faits suivants :

1<sup>o</sup> Toute l'affaire de la Bastille, en 1773, dans laquelle on a faussement impliqué le comte de Broglie, ainsi que le baron de Bon, n'a eu pour fondement \* que les prétextes les plus frivoles : M. le duc d'Aiguillon en a été le véritable auteur.

\* Le comte de Broglie ne parlera pas ici de M. le marquis de Monteynard, impliqué aussi dans cette affaire ; ils n'ont rien de commun ensemble que la haine de M. d'Aiguillon : ce ministre voulait avoir la place de M. de Monteynard, et il l'a eue.

2° Pour former au moins une ombre de délit, d'après lequel on pût créer un fantôme d'intrigue et de complot, dont le comte de Broglie aurait été le chef, et le sieur Favier un des complices, M. le duc d'Aiguillon accusa d'abord ce dernier, vis-à-vis de feu sa majesté elle-même, d'un crime capital, dont il ne s'est seulement pas trouvé la moindre trace au procès.

3° Cette accusation si grave ne fut qu'un moyen hasardé sans scrupule, pour surprendre l'ordre du roi de faire arrêter le sieur Favier. Il est prouvé que, dans l'instant même où M. le duc d'Aiguillon articulait cette délation contre lui, il avait en main les garans les plus sûrs de son innocence.

4° M. le duc d'Aiguillon n'a eu d'autres pièces à produire dans cette procédure que quelques lettres enlevées, et quelques autres prétendues interceptées. Du tout ensemble, il ne résultait aucune preuve contre le comte de Broglie, ni le baron de Bon; et contre le sieur Favier même, on n'en pouvait rien induire de répréhensible que quelques légèretés et personnalités sur le compte de M. le duc d'Aiguillon.

5° Résolu néanmoins de perdre le comte de Broglie, à quelque prix que ce fût, il se flatta



d'y réussir par les moyens que l'autorité, l'intrigue et la force lui avaient mis en main ; il espéra que, dans le cours d'une procédure extrajudiciaire, secrète et rigoureuse, la crainte d'un côté, et la ruse de l'autre, arracheraient aux prisonniers quelques aveux, dont il pourrait tirer avantage pour impliquer au moins le comte de Broglie dans une affaire louche. C'en était assez, à son gré, pour la rendre criminelle.

6° Ce ministre fit nommer deux commissaires (sur lesquels apparemment il croyait avoir des droits), pour informer ce singulier procès.

7° Il en avait d'abord exclu le commissaire-né de la Bastille, M. de Sartines, alors lieutenant-général de police.

8° Il avait fait arrêter, sur des ordres particuliers émanés des bureaux de M. le duc de la Vrillière, les sieurs Favier et Ségur \*, à l'insu du lieutenant-général de police, et avec défense au gouverneur de la Bastille d'en rendre compte à ce magistrat.

\* Le comte de Broglie ne nomme ici M. de Ségur pour aucun rapport réel, direct ou indirect, qu'il eût avec lui, non plus qu'avec M. le marquis de Monteynard et le sieur Dumouriez, qui ont tous été compris dans cette affaire. Sans se dénier de leur cause, il lui suffit de dire que ce n'est pas la sienne.

9° M. le duc d'Aiguillon a donné pour greffier d'office de cette révoltante commission, le secrétaire particulier d'un sicur Commarioux, créature et instrument de ce ministre. L'exemple est inouï; mais le fait est notoire.

10° Plusieurs des interrogatoires ont été faits avant que M. de Sartines eût été enfin admis à la commission, ou en son absence, et les questions à faire aux prisonniers arrivaient d'ailleurs toutes minutées.

11° Il n'y a eu aucune confrontation entre les prisonniers, ni avec les prétendus témoins, ni aucune communication des charges aux prétendus impliqués : l'une et l'autre ont été demandées inutilement.

12° On a supposé des lettres qui n'ont pas été produites; on en a cité d'autres qui n'ont pas été représentées : on en a produit d'anonymes et prétendues interceptées.

13° On a séduit, au nom de M. le duc d'Aiguillon, un jeune et nouveau secrétaire de M. le baron de Bon, par des espérances de fortune, pour l'engager à écrire des faussetés, des impostures, dont on pût se prévaloir contre ledit baron de Bon, le comte de Broglie et les trois prisonniers. On a supposé des dépositions de ce secrétaire, qui n'ont jamais existé.

14° Malgré tous ces efforts multipliés pour

donner quelque apparence à cette implication, il n'a pu résulter, ni des pièces, ni des interrogatoires des trois prisonniers, aucune preuve, aucun indice contre le comte de Broglie et le baron de Bon, ni du prétendu corps de délit (c'est-à-dire des lettres du sieur Favier), aucune charge sérieuse contre lui-même\*.

15° Dans le rapport fait au feu roi, en présence de son conseil, de toute cette procédure informe et illégale, on en a tiré les conclusions les plus aggravantes contre le comte de Broglie, le baron de Bon et le sieur Favier.

16° Ces conclusions ne tendaient à rien moins qu'à les déclarer coupables de haute trahison, puisqu'ils y ont été dénoncés comme ayant « formé et même commencé d'exécuter » un projet tendant à renverser l'administration, bouleverser le système politique, rompre les alliances, et allumer une guerre générale \*\*.

\* On doit regarder comme un grand bonheur qu'on n'ait pas pu trouver deux faux témoins, ce qui devait être plus aisé à se procurer que de corrompre deux magistrats. Il est vraisemblable que c'est à la présence seule de M. de Sartines, qu'on a l'obligation de n'avoir pas vu ce chef-d'œuvre d'iniquité entièrement consommé.

\*\* « On n'a rien vu de plus singulier que cette accusation. Le roi souffre que son ministre public ac-

17° Ces accusations si graves étaient d'autant plus criminelles de la part de ceux qui les alléguaient, que toutes les preuves indiquées pour les appuyer, servent au contraire à en démontrer évidemment la fausseté. Il n'en est pourtant pas moins vrai que, si le feu roi n'avait opposé à tout ce faux rapport et à toutes les insinuations de l'accusateur un silence obstiné, une résistance constante, accompagnée de beaucoup d'humeur, la France aurait pu voir renouveler les scènes injustes et sanglantes dont quelques règnes antérieurs ont fourni des exemples; et le comte de Broglie, et les prétendus impliqués, pouvaient également perdre et l'honneur et la vie.

Enfin, le roi régnant ayant daigné permettre au comte de Broglie de communiquer aux ministres que sa majesté a nommés, toutes les

» cuse son ministre secret de vouloir changer le système  
» politique de la France, et rompre les alliances existantes : comme si ces alliances pouvaient se rompre  
» sans l'aveu du roi et sans la signature de son ministre!

» Mais ce qui est pour le moins aussi singulier, c'est  
» de nier ce projet qui n'avait rien de criminel, lorsqu'on a sous les yeux les mémoires qu'on va lire, et  
» qui étaient faits par Favier sous la direction du comte  
» de Broglie. » (SÉGUR.)

pièces relatives à cette affaire qu'ils ont entre les mains, il se flatte de leur avoir prouvé combien les suites malheureuses, et presque irréparables, que cette œuvre d'iniquité a nécessairement entraînées, influent encore sur l'existence de ceux qui en sont les victimes. Les bruits les plus injurieux ont été semés et accrédités. Des ministres mêmes ont articulé en conversation\* des faits aussi graves que faux contre le comte de Broglie; il en a la preuve par plusieurs lettres de ce temps-là, et ces lettres sont aussi sous les yeux des trois ministres.

Les conclusions de MM. les commissaires ont été déposées à la Bastille et dans différens bureaux où elles existent, et où elles serviront à jamais de monument à la charge du comte de Broglie, du baron de Bon, et des autres accusés ou impliqués.

On a plus fait : on a répandu à la cour et

\* M. le duc d'Aiguillon a eu la hardiesse de dire au maréchal de Broglie, que l'exil du comte de Broglie était fondé sur des causes qu'il ne lui était pas permis de dire, mais que le comte de Broglie les savait bien. M. de Boynes a parlé plus clairement à madame la comtesse de Lameth, en articulant qu'il avait vu et lu les preuves des accusations portées contre le comte de Broglie. C'est ainsi qu'on voulait le perdre, même dans l'esprit de ses plus proches, en y faisant naître des soupçons capables de suspendre les effets de leur amitié.

dans Paris des extraits, des précis, plus ou moins étendus, mais tous également calomnieux, de ce rapport infidèle, et il en existe différentes copies.

De ces manœuvres diffamatoires contre l'innocence et l'honneur des accusés, il est resté des traces difficiles à effacer; mais plus elles sont encore profondes, plus il est indispensable de les détruire.

Telle est la réunion des faits et des circonstances, dont les preuves les moins équivoques ont été mises sous les yeux des trois ministres désignés par le roi pour cet examen.

Le comte de Broglie met toute sa confiance dans le compte qu'ils en rendront à sa majesté, dans la justice, l'équité qui caractérise également ses actions et ses décisions.

C'est d'elle qu'il attend, avec la soumission la plus respectueuse, ce qu'il plaira au roi d'ordonner pour la justification nécessaire d'un serviteur fidèle, dont la conduite, depuis quarante-deux ans, a été pure et intacte, à qui sa fidélité même et la confiance dont son ancien maître l'a honoré pendant vingt-deux ans, ont attiré de grands malheurs. Sa majesté apprendra sans doute, par MM. les ministres qu'elle a chargés de lui rendre compte de la suite du travail du comte de Broglie pendant

ce long intervalle, s'il les a jamais mérités, et s'ils n'y ont pas reconnu le zèle le plus infatigable, et l'amour le plus pur et le plus désintéressé pour la gloire de son maître.

---

## RAPPORT

DE

MM. LES COMTES DU MUY ET DE VERGENNES,  
ET DE M. DE SARTINES,

SUR LA PROCÉDURE DE LA BASTILLE,

CONTRE

Le comte de Broglie, le baron de Bon, et les sieurs Favier,  
Séguir et Dumouriez.

---

SIRE,

Conformément aux ordres de votre majesté, nous avons examiné avec la plus scrupuleuse exactitude la procédure faite à la Bastille, de l'ordre du feu roi, à l'occasion de certaines correspondances prétendues illicites entre M. le marquis de Monteynard, le sieur Dumouriez et d'autres, dans laquelle on a impliqué M. le comte de Broglie. Comme c'est de légitimer la justification de celui-ci que votre majesté nous a expressément chargés, nous ne nous sommes pas bornés à l'entendre sur ses moyens de défense; nous les avons com-



parés ensuite avec les interrogatoires qu'on a fait subir aux prisonniers, et avec les pièces principales du procès. Il résulte, sire, de l'examen impartial que nous avons fait :

1° Que c'est gratuitement qu'on a voulu faire un crime à M. le marquis de Monteynard de sa correspondance avec un officier au service de votre majesté, qui voyageait dans la Basse-Allemagne, et que l'imputation qu'elle avait pour objet de renverser le système politique de ce royaume, et d'allumer la guerre, est détruite par les lettres mêmes qu'on allègue en preuves. C'est encore avec bien moins de fondement qu'on a entrepris d'impliquer M. le comte de Broglie et M. le baron de Bon dans cette intrigue. Les prétextes dont on a coloré cette supposition sont évidemment mendés, et si frivoles qu'ils ne méritent pas d'être discutés.

2° Comme c'est des lettres du sieur Favier qu'on a emprunté principalement les charges contre M. le comte de Broglie, nous devons dire à votre majesté que ces lettres nous paraissent plus imprudentes que criminelles ; mais, sous quelque point de vue qu'on les considère, il ne s'y trouve rien, et la procédure elle-même n'offre rien qui ait dû en faire partager le reproche ou le blâme à M. le comte

de Broglie et à M. le baron de Bon. Nous nous en sommes convaincus en effet, sire, par l'inspection la plus attentive de toute la procédure, qui ne présente pour corps de délit que des lettres interceptées, dont quelques-unes même peuvent paraître suspectes. Presque toutes ne renferment que des raisonnemens vagues et spéculatifs sur les meilleurs plans de politique à adopter pour la France, une critique assez amère de ceux qu'elle paraissait suivre, des nouvelles d'intrigues et de cabales de cour, des inculpations et des traits de satire contre M. le duc d'Aiguillon, et enfin des vœux pour son éloignement du ministère.

3°. Le dessein d'impliquer M. le comte de Broglie dans une affaire désagréable, est manifesté dans toute la procédure. Cependant nulle preuve acquise contre lui; nulle induction, même tant soit peu probable. Les commissaires du roi, éblouis sans doute par les apparences qu'offraient les lettres interceptées et saisies, et par le sens forcé qu'on a pu chercher à leur donner dans des conversations particulières, ont pu être induits en erreur sur la nature de la correspondance secrète qu'il suivait de l'ordre du feu roi. Il est possible qu'on leur ait donné le change. Nous voyons bien la trace d'une intrigue; mais nous n'aper-

cevons pas bien distinctement la main qui la dirigeait.

Les nuages qu'on avait cherché, sans raison, à élever contre M. le comte de Broglie et contre M. le baron de Bon, étant entièrement dissipés par l'examen le plus exact, comme par les éclaircissemens les plus satisfaisans qu'ils nous ont fournis sur tous les points, il est de notre devoir, sire, d'attester à votre majesté de leur pleine et entière innocence sur tous les chefs d'accusation qu'on a portés contre eux, et en même temps de lui représenter très humblement qu'il est de sa justice, comme de sa bonté, de leur donner des preuves publiques qu'elle les regarde comme de bons et fidèles sujets et de zélés serviteurs, afin que le tort qu'on a cherché à faire à leur réputation par des accusations calomnieuses, en employant une forme inusitée pour les accréditer, soit réparé de manière à n'en laisser aucune trace à la postérité. Nous estimons que votre majesté pourrait, à cet effet, se faire rapporter la procédure originale déposée à la Bastille, et les copies qui en existent, quelque part qu'elles se trouvent, pour en anéantir le souvenir.

Nous osons encore proposer à votre majesté de faire la grâce au comte de Broglie de lui

écrire une lettre, dans laquelle elle daignerait l'assurer, non-seulement qu'elle n'a contre lui aucune impression qui lui soit défavorable, mais, au contraire, qu'elle rend justice au zèle, à la fidélité et à l'intelligence avec lesquels il a servi le feu roi, son aïeul; qu'elle ne doute pas de la persévérance de son attachement pour son service, et qu'il doit compter sur son estime et sur sa bienveillance.

Nous ne donnons pas plus d'étendue à ce rapport, votre majesté ayant sous ses yeux un *précis des faits*, qui lui a été remis par M. le comte de Broglie. L'exactitude avec laquelle il est rédigé nous dispense, sire, de revenir sur les objets qui y sont traités; ils sont mis dans un jour si vrai; que nous sommes persuadés que, maintenant que la prévention est calmée, si les mêmes commissaires qui ont été chargés d'instruire la procédure, la renvoyaient aujourd'hui, ils ne pourraient méconnaître l'illusion dans laquelle ils ont donné, et s'empresseraient vraisemblablement à détruire la surprise qu'un rapport trop peu sévèrement combiné a pu faire au public, et voudraient par là réparer le tort qu'ils peuvent avoir causé à la réputation de citoyens non moins distingués par l'honnêteté de leurs sentimens et la sûreté de leurs principes et de leur

conduite, que par les titres de leur naissance  
et de leurs dignités.

*Signé*, LE MARÉCHAL DU MUY,  
DE SARTINES, DE VERGENNES.

A Versailles, le 24 avril 1775.

Transcrit sur l'original écrit de la main de  
M. de Vergennes, et signé des trois commis-  
saires.

## LETTRE

DU ROI AU COMTE DE BROGLIE.

Versailles, le 1<sup>er</sup> mai 1775.

MONSIEUR le comte de Broglie, après avoir fait examiner et m'être fait rendre le compte le plus exact de la correspondance secrète que vous avez eue pendant dix-huit ans avec le feu roi, mon seigneur et aïeul, j'ai reconnu que vous vous étiez comporté avec tout le zèle et toute la fidélité que vous lui deviez, que les circonstances, quelquefois embarrassantes, où vous vous étiez trouvé, n'avaient jamais ralentie; et qu'en tout, vous vous étiez acquitté de cette commission de la manière la plus sage et la plus conforme aux vues du feu roi. J'ai vu de plus que, pendant la dernière année, vous vous étiez trouvé compromis dans une affaire où vous n'aviez eu aucune part, et que, sur des soupçons qui ne pouvaient exister que dans l'ignorance où l'on était des relations et travaux que vous faisiez, de l'ordre du roi, ce qui ne vous a jamais engagé à

trahir son secret. Je vous fais cette lettre pour vous assurer que je n'ai aucune impression défavorable sur votre compte, et qu'au contraire j'ai reconnu dans toute votre conduite la marche d'un bon et fidèle serviteur; et que, ne doutant pas de la persévérance de votre attachement à mon service, je vous donnerai toujours des preuves de mon estime et de ma bienveillance.

Sur ce, je prie Dieu, monsieur le comte de Broglie, qu'il vous ait en sa sainte garde.

Copie sur la minute de la propre main de Louis XVI, tirée du carton intitulé : *Relations du roi avec sa famille*; chemise : *Projets de réponses du roi à plusieurs particuliers*.

---

## MÉMOIRE

### DU COMTE DE BROGLIE

AUX COMTES DU MUY ET DE VERGENNES,

CONTENANT

UNE NOTICE DES DIFFÉRENS ARTICLES DE LA CORRESPONDANCE  
SECRÈTE.

(16 février 1775.)

---

MM. LES comtes du Muy et de Vergennes ont vu, dans la conférence du 1<sup>er</sup> de ce mois, un travail fait par ordre du feu roi, dont l'objet était de se mettre au moins en mesure vis-à-vis de l'Angleterre \*.

L'approbation entière dont sa majesté avait honoré ce travail, était l'effet d'un sentiment que rien n'avait pu étouffer dans son âme, c'est-à-dire le regret d'avoir été entraîné, par une

\* Ce mémoire sur les moyens de réussir dans une descente en Angleterre, ne se trouve pas dans le dépôt; et, quand il s'y serait trouvé, nous ne l'aurions pas publié. Il est essentiel que les Anglais n'en aient pas connaissance.



longue suite de fautes et de malheurs, à faire une paix aussi humiliante que nécessaire.

La supériorité, l'égalité même perdue pour la France sur toutes les mers, n'était pas le seul désavantage dont le roi fût sensiblement affecté. Il voyait avec douleur combien, depuis l'époque de cette guerre malheureuse, la France perdait tous les jours de son poids dans la balance de l'Europe. Il crut devoir s'occuper principalement des moyens d'arrêter les progrès de cette dégradation si rapide, et se flatta de les trouver dans sa correspondance secrète.

Le comte de Broglie en avait la direction. Il en connaissait les difficultés, et ne se dissimulait point que les circonstances étaient plus propres à les accroître qu'à les aplanir. Son zèle et son obéissance suppléèrent les talens qui pouvaient lui manquer, et l'aidèrent à supporter les dégoûts toujours renaissans et inséparables d'un travail suivi dans le silence, qui fut quelquefois utile, mais dont l'attention la plus suivie et la prévoyance la plus éclairée ne pouvaient pas toujours assurer le succès.

Le comte de Broglie en avait fait la fâcheuse expérience pendant le cours de son ambassade en Pologne : mais alors les dangers de cette confiance secrète ne retombaient que sur son personnel. Il les supporta avec courage, et

n'en retraça l'amertume, pendant tout le temps de sa direction, que pour la sauver ou au moins l'adoucir aux personnes qui avaient l'honneur d'être admises avec lui à ce travail direct.

C'est la justice qu'elles lui rendent, sans doute, et que MM. du Muy et de Vergennes ne lui refuseront pas, quand ils auront parcouru avec un peu d'attention les pièces originales destinées à cette séance.

Elles consistent en une suite d'instructions et de dépêches, toutes approuvées du feu roi, dont plusieurs sont apostillées de sa main, avec des lettres du comte de Broglie à sa majesté.

Les premières démontrent les vues politiques du maître; les autres, l'exactitude dans l'exécution de ses ordres.

La lecture de ces différentes pièces en développera bien mieux les détails qu'aucune espèce d'analyse qu'on en pût faire. Mais, pour rendre cette lecture moins pénible, le comte de Broglie a cru devoir joindre ici une notice divisée en autant d'articles que de cours où le feu roi avait des ambassadeurs, des ministres ou des chargés d'affaires admis à la correspondance secrète.

## GENÈVE,

*Depuis 1767 jusqu'en 1773.*

CETTE correspondance se réduit à une relation des troubles de Genève, à un mémoire relatif à l'établissement de Versoix, et à quelques dépêches écrites au sieur Hennin, résident dans cette république.

Dans une de ces dépêches du 31 août 1769, on verra quelques observations relatives à la liberté de religion que le ministère voulait établir à Versoix, pour y attirer les commerçans étrangers. Cet article important est encore traité dans une autre dépêche du 26 mars 1770 à ce résident. Celle-ci renferme d'ailleurs des points de prévoyance avec une discussion politique sur les prétendus avantages qu'on retirerait du commerce de Versoix. Cette discussion répand le jour le plus clair sur tout ce qui concerne le projet de cet établissement. Sa majesté regardait surtout comme peu convenable à sa gloire et aux intérêts de son royaume, la promesse faite aux Bernois de ne construire aucunes fortifications, et de laisser tous les passages libres à travers son territoire.

## NAPLES,

*Depuis 1772 jusqu'en 1774.*

CETTE correspondance bien succincte renferme cependant quelques pièces qui peuvent exciter l'intérêt et la curiosité.

On y verra d'abord un précis des instructions que M. le duc d'Aiguillon avait données à M. le baron de Breteuil.

Ce précis, adressé au feu roi par le comte de Broglie, lui fut renvoyé avec des apostilles à quelques articles, écrites de la propre main de sa majesté. C'est d'après ces apostilles que le comte de Broglie dressa les instructions secrètes du baron de Breteuil.

Parmi les lettres écrites à ces ambassadeurs, dans cette correspondance, il s'en trouve une du 7 juillet 1772, qu'on croit intéressante à lire, en ce qu'elle présente un tableau général et rapide des affaires de l'Europe, en rapprochant par des transitions naturelles celles du Nord et celles du Sud.

## CONSTANTINOPLE,

*Depuis 1756 jusqu'en 1773.*

On ne rappellera point ici l'ancienne correspondance de M. Desalleurs, sous la direction de M. le prince de Conti; on se bornera aux deux époques des ambassades de MM. le comte de Vergennes et chevalier de Saint-Priest.

Elles développeront le tableau général du système politique que sa majesté avait adopté, et qu'elle a constamment suivi dans les affaires du Nord.

On y verra avec peine, sans doute, la dégradation successive de notre influence à la Porte, malgré les attentions continuelles du roi pour la conserver, les soins et les travaux de ses ambassadeurs pour seconder ses vues. M. le comte de Vergennes en a assuré le succès dans deux circonstances bien intéressantes \* :

\* « Dans la première de ces opérations, M. de Vergennes a suivi les maximes de la saine politique. Le seul moyen de retarder la destruction de l'empire ottoman, c'est de le détourner de la guerre qu'il fait toujours sans succès.

» Dans la seconde, M. de Vergennes fut obligé de

l'une, pendant le cours de la dernière guerre; la seconde, dans le temps des troubles de la Pologne.

Dans la première, cet ambassadeur a eu à combattre sans cesse et à détruire les insinuations et les menées des cours de Londres et de Berlin, dont les ministres et les émissaires, à Constantinople, n'épargnaient rien pour engager les Turcs à déclarer la guerre à l'une ou l'autre des deux impératrices; sa vigilance déconcerta leurs projets. Il parvint

» servir les passions de la cour de France, qui ne par-  
» donnait pas à Catherine II d'avoir donné le trône de  
» Pologne au comte Poniatowski. Loin que ce succès  
» de M. de Vergennes fût honorable pour la France et  
» utile à la Turquie, il ne fit qu'assurer la gloire des ar-  
» mes russes, et qu'augmenter la puissance de l'impé-  
» ratrice. C'est une folie que de faire attaquer le colosse  
» russe, à moins qu'il ne le soit à la fois par les Turcs,  
» les Suédois et les Prussiens; et alors qu'y gagnerait-  
» on, en cas de succès? La puissance qui aurait conquis  
» la Russie, offrirait d'autres dangers pour le maintien  
» de la balance en Europe. Le véritable intérêt de la  
» France est de se servir de son influence et de ses forces  
» pour que chacun garde ce qu'il a et reste comme il  
» est. En ce point, comme en tout autre, n'en déplaie  
» aux hommes à projets, pour qui tout mouvement est  
» bon, pourvu qu'il les élève, la morale et la politique  
» sont parfaitement d'accord. » (SÉCUR.)

à contenir le ministère ottoman, toujours à la veille d'être ébranlé par les intrigues des Anglais et des Prussiens, et sauva l'Autriche et la Russie d'une diversion qui pouvait devenir aussi embarrassante que nuisible à la cause commune.

M. le comte de Vergennes n'a pas été moins heureux à la seconde époque. Il est parvenu à tirer les Turcs de la même apathie où il les avait tenus précédemment. Il les a déterminés à s'opposer aux vues ambitieuses de Catherine II; il a eu la gloire de voir, avant son départ de Constantinople, le ministère ottoman prendre une résolution vigoureuse, et déclarer la guerre à la Russie. Si cette guerre n'a pas empêché le démembrement de la Pologne, on ne peut s'en prendre qu'à l'esprit d'indiscipline et de révolte de la milice turque, et à l'ignorance des généraux ottomans. Les opérations politiques de M. le comte de Vergennes n'en sont pas moins dignes d'éloges, et d'autant plus que, pour remplir l'objet principal d'opposer les Turcs à la Russie, il n'a pas employé les moyens dispendieux dont il était autorisé à faire usage, et qu'il s'est contenté d'éclairer le ministère ottoman sur ses véritables intérêts, d'une manière assez sensible pour le détromper, sans

rendre la France responsable de l'événement. C'est une des occasions où le feu roi a été le plus satisfait du travail politique dont il avait donné la direction au comte de Broglie ; et en effet, les relations particulières de M. le comte de Vergennes suffiraient seules pour prouver l'utilité de cette correspondance, quand elle était maniée avec zèle et dextérité.

M. le chevalier de Saint-Priest, qui a eu le bon esprit et le mérite de sentir tout le prix du modèle qu'il trouvait dans son prédécesseur, s'est conduit d'après les instructions qu'il en a reçues, avec non moins de zèle, pour concourir aux vues de sa majesté. Les premiers instans de son admission à la correspondance secrète furent marqués par une circonstance qui aurait pu décourager un ambassadeur moins pénétré des sentimens d'obéissance et de fidélité à son maître. Il reçut, à la veille de son départ pour Constantinople, une lettre du sieur Gérard, premier commis des affaires étrangères, qui le prévenait, de la part de M. le duc de Choiseul, « de veiller avec » attention à une certaine correspondance » particulière, etc. » M. le chevalier de Saint-Priest, peu affecté des soupçons qu'on le chargeait d'éclaircir, communiqua l'avertissement au comte de Broglie, en le priant d'assurer le



roi de son dévouement sans réserve pour ses volontés.

Cette anecdote, peu importante dans le fond, n'est ici que pour relever la fermeté de la conduite de M. le chevalier de Saint-Priest, qui ne s'est jamais démentie, et prouver en même temps que la crainte sur les persécutions et les dégoûts dont la correspondance secrète fut toujours environnée, n'avait que trop de fondement.

M. le chevalier de Saint-Priest trouva, dans les vices du gouvernement turc et l'incapacité du ministère, des obstacles bien difficiles à vaincre; ils ne le rebutèrent pas. A force de tournures, de patience, il parvint à faire décider la continuation de la guerre, dans le moment où la Porte allait subir les conditions les plus honteuses, les plus contraires à ses propres intérêts, à ceux de la Pologne et de l'Europe entière.

Si cet ambassadeur n'a pas pu s'opposer avec le même succès au dernier traité de paix, on ne doit pas moins applaudir au zèle et à l'intelligence qui ont dirigé toutes ses démarches, constamment honorées de l'approbation de sa majesté.

## VIENNE,

*Depuis 1770 jusqu'en 1772.*

CETTE correspondance confirme l'opinion qu'on doit se former des vues de sa majesté. Elle comprend une période d'autant plus intéressante dans la politique, qu'elle est l'époque du concert formé entre les trois cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, pour le partage de la Pologne, que le comte de Broglie avait prévu et annoncé depuis si longtemps. Nous ne saurions nous dissimuler qu'il n'a été effectué que par notre négligence à en prévenir l'origine, ou par la faiblesse des moyens que nous avons employés pour en arrêter le cours. Ce sont des faits bien clairement développés dans les dépêches adressées à M. Durand, et dans les relations de ce ministre. La position délicate et critique dans laquelle il s'est trouvé à Vienne, n'a besoin d'aucun détail ni de commentaire, pour faire sentir les efforts de son zèle, que la politique du ministère autrichien peut avoir quelquefois trompé, mais jamais altéré. C'est la justice que le feu roi lui a toujours rendue. Et en effet, en parcourant les dépêches de M. Durand, on

n'aura pas de peine à convenir que le silence qu'on a tant reproché à M. de Kaunitz, peut fort bien être imputé à celui de notre ministère. On ose même avancer qu'il a donné lieu \* ou au moins servi de prétexte à la réunion des trois cours copartageantes. Cette assertion n'est point hasardée. MM. les comtes du Muy et de Vergennes s'en convaincront plus facilement encore dans les lettres que le comte de Broglie avait eu l'honneur d'écrire au roi à cette occasion, et dans le compte qu'il eut celui de rendre de deux conversations que M. de Mercy avait eu l'adresse de lier avec lui.

Le comte de Broglie aura encore l'honneur de prévenir MM. les comtes du Muy et de Vergennes d'une commission particulière dont il chargera, par ordre du roi, M. Durand. Il

\* « Je tiens du prince de Kaunitz, du comte de Cobenzel et de M. de Vergennes, un fait qui me paraît certain : c'est que la cour de Vienne, dès qu'il fut question du partage qui devait donner à la Prusse un accroissement qu'elle redoutait, en prévint la France, et fit entendre qu'elle s'y opposerait, si la cour de Versailles voulait la soutenir. Louis XV alors ne s'occupant que de ses plaisirs et M. d'Aiguillon de ses intrigues, le cabinet autrichien ne reçut point de réponse rassurante, et il aima mieux concourir au partage de la Pologne, que de soutenir seul la guerre contre les Prussiens et les Russes réunis. » (SÉGUIER.)

s'agissait de prendre à Vienne des renseignements sur ce qui regardait l'archiduchesse Élisabeth. Le comte de Broglie se borna à écrire en conséquence. M. Durand le mit en état de rendre à sa majesté un compte fidèle de cette commission, selon les vues du roi, sans se permettre d'autres réflexions que celles qui lui étaient suggérées par son respect et son obéissance. MM. les comtes du Muy et de Vergennes en jugeront eux-mêmes par la lecture de l'ordre du roi, de la réponse de M. Durand, et des lettres que le comte de Broglie eut l'honneur d'adresser à sa majesté dans cette circonstance, qui est une nouvelle preuve de la confiance entière que le feu roi avait dans sa discrétion et sa fidélité.

## ANGLETERRE,

*Depuis 1764 jusqu'en 1774.*

CETTE correspondance renferme deux époques. La première présente une suite de lettres du comte de Broglie au sieur d'Éon, avec l'approuvé du roi. Elles roulent sur deux points principaux.

En premier lieu, le désir de sa majesté d'être instruite régulièrement par la voie secrète de tous les détails les plus mystérieux sur les affaires d'Angleterre, et les encouragemens de tous genres donnés au sieur d'Éon sur la conduite qu'il aurait dû tenir en Angleterre, avant et après l'éclat de ses démêlés; quelquefois même les représentations les plus fortes et les réprimandes les plus sévères sur chaque nouvelle scène; enfin des reproches trop bien fondés sur sa légèreté à compromettre dans ses écrits des personnes dont les torts, même prouvés, n'auraient jamais pu autoriser ses écarts: c'est sur quoi le comte de Broglie n'a jamais varié, à commencer de sa dépêche du 10 avril 1764, jusqu'au 10 juin 1766, date des instructions secrètes pour M. Durand allant en Angleterre.

Alors la scène change. On voit le fruit des mesures équitables et sages qui avaient été prises à l'égard du sieur d'Éon, et dont le succès est dû à la prudence et à la dextérité de M. Durand, mais surtout à la confiance qu'il lui inspirait personnellement. Les dangers réels que le sieur d'Éon avait eourus, pouvaient et devaient encore faire excuser ses soupçons et sa défiance de tout émissaire inconnu. La présence d'un ministre du roi qu'il connaissait parfaitement, le rassura, le flatta, et M. Durand sut le rendre aussi docile aux volontés du roi, que désormais tranquille et mesuré dans sa correspondance.

A l'égard de M. Durand, les points d'instruction, qui lui avaient été indiqués par la correspondance secrète, se trouvent parfaitement remplis dans la sienne sur l'Angleterre.

La seconde époque s'étend depuis le retour de ce ministre jusqu'au 11 juillet 1774, date de la dernière lettre du comte de Broglie au sieur d'Éon, approuvée de sa majesté régnante. Cette deuxième époque prouve de plus en plus l'attention continuelle du feu roi sur les affaires d'Angleterre, et sa façon de voir et d'apprécier les différentes idées que le sieur d'Éon lui suggérait d'après ses liaisons, ses découvertes ou ses conjectures. On voit aussi combien le comte

de Broglie s'occupait d'en vérifier la réalité ou le fondement, par les ordres qu'il lui fit donner successivement de les communiquer au sieur Francis, ministre du roi, et au prince de Masseran, ambassadeur d'Espagne.

## HOLLANDE,

*Depuis 1768 jusqu'en 1770.*

IL serait inutile de rappeler ici la correspondance secrète de feu M. le marquis d'Avrincourt pendant son ambassade de Hollande; elle ne renferme rien d'important. On se bornera à communiquer celle de M. le baron de Breteuil qui lui a succédé.

On voit d'abord, dans ses instructions, que feu sa majesté ne bornait pas les soins de cet ambassadeur aux seules relations de sa résidence. Elle lui prescrivait encore de se procurer le plus de moyens possibles pour être instruit de ce qui se passait en Danemarck, en Suède et en Angleterre.

Sa majesté recommandait, en conséquence, à M. le baron de Breteuil, de lier, avant son départ de Paris, la correspondance la plus intime avec M. le comte du Châtelet, qu'elle n'avait pas jugé à propos d'admettre à sa confiance secrète, et d'en envoyer exactement les copiés au comte de Broglie.

On remarquera, dans toutes les dépêches suivantes, le même esprit, les mêmes vues du feu roi, et, dans plusieurs, des témoignages de sa satisfaction.



On ne sera pas fâché de voir, dans deux de ces dépêches, des 27 octobre 1768 et 15 février 1769, la manière dont le feu roi pensait et s'exprimait sur le renouvellement de nos liaisons avec la cour de Berlin, que notre ministère paraissait désirer \*, et que M. le baron de Breteuil était chargé de négocier avec M. le baron de Thurlemeyer, envoyé extraordinaire du roi de Prusse à la Haye.

Les lumières que M. le baron de Breteuil reçut dans cette occasion par la correspondance secrète, lui furent d'un grand secours. Cet ambassadeur s'en servit utilement, et se conduisit dans cette circonstance délicate avec toute la dextérité dont il est capable, en observant les ménagemens qui lui étaient prescrits, pour ne point donner d'ombrage à la cour de Vienne.

\* « M. d'Aiguillon incline pour l'alliance de la  
» Prusse. Alors il est facile de deviner que le ministère  
» secret revient au système autrichien. Ce sera la mar-  
» che nécessaire de tout ministère secret ; s'il n'est pas  
» opposition, il n'est rien. » (SÉCUR.)

## SUÈDE,

*Depuis 1758 jusqu'en 1774.*

## 1° M. d'Avrincourt.

On ne trouve ici que trois notes ou lettres de M. Tercier. Elles ne contiennent que des instructions et des indications sur les moyens pris pour adresser le chiffre secret à cet ambassadeur, et à prendre par lui pour faire passer sûrement les dépêches. On a cru devoir laisser ces pièces, attendu qu'elles sont munies d'un approuvé du feu roi, selon la forme ordinaire.

## 2° M. le baron de Breteuil.

On voit ici, comme dans tout le cours de la correspondance secrète, « l'utilité que le feu » roi se proposait d'en recueillir. C'était, sur- » tout, qu'elle servit de supplément à celle du » ministre des affaires étrangères, en déve- » loppant et interprétant quelquefois les véri- » tables intentions de sa majesté. » Elle avait aussi pour objet « de se faire instruire plus » particulièrement de certains détails sur les » cours voisines, où il n'y avait point de mi- » nistre admis à la correspondance secrète. » C'est dans cet esprit qu'elle ordonnait à M. le baron de Breteuil d'en fier une intime avec ceux qui y résidaient, pour se mettre en état

de la micux informer sur tout ce qui pouvait s'y passer. On s'aperçoit, au reste, de l'attachement du feu roi pour ses anciennes alliances, et surtout pour celle de la Suède, malgré la décadence successive de cette puissance, réduite aujourd'hui à un état si différent de celui où l'avait fixé le traité d'Oliva. Sa majesté voyait très bien que, dans l'état présent, divisée, épuisée et accablée, elle pouvait nous être infiniment plus à charge qu'utile, tant qu'elle resterait isolée dans le Nord et sans aucun appui voisin. Mais le roi ne renonçait pas à l'espoir de la tirer de cet état de solitude et d'abandon, en profitant de quelque circonstance heureuse, pour rétablir enfin son système de barrière entre la Russie et l'Autriche, système antérieur à celui de l'alliance, et avec lequel il ne le regardait point comme incompatible.

C'est par une suite de cet attachement que sa majesté s'intéressait si fort à la diète de 1765, qu'elle en sentit si vivement le mauvais succès, le triomphe du parti opposé à celui que soutenait son ambassadeur, et la douleur qu'elle avait de voir ses soins infructueux. Mais on voit en même temps combien sa majesté était éloignée de lui en imputer l'événement; elle témoignait, au contraire, à M. le baron de

Breteuil, sa satisfaction de son zèle et de ses soins.

3<sup>e</sup> M. le comte de Vergennes.

Cette correspondance, si intéressante par la grande époque de la révolution (dont le succès, disait le roi lui-même dans son instruction secrète, était réservé à cet ambassadeur), le fut, dès son début, par l'avis certain des liaisons intimes et des engagemens secrets entre l'empereur et le roi de Prusse. M. le comte de Vergennes sut se le procurer du roi de Suède par M. de Scheffer, et en rendit compte aussitôt par la voie secrète. Cette découverte était d'autant plus importante, qu'elle avait échappé à la vigilance de M. Durand, et que ses relations y étaient fort opposées. Ainsi on peut assurer que la première notion du traité pour le partage de la Pologne, fut donnée avec certitude par M. le comte de Vergennes.

Toutes les lettres suivantes, relatives à la révolution, contiennent autant d'éloges de la conduite sage et bien combinée, par laquelle M. le comte de Vergennes avait aidé le roi de Suède à préparer de loin ce grand événement. Après la part distinguée qu'il eut au succès, rien ne pouvait mieux lui attirer des marques de la satisfaction du roi, que le compte exact et judicieux qu'il continua de rendre à sa ma-

jesté, des intrigues et des partis à la cour de Suède, ainsi que des qualités plus ou moins louables dans le personnel du nouveau monarque, qui se développaient peu à peu depuis l'établissement de son autorité.

On trouve, dans la suite de cette correspondance, de nouveaux avis d'une convention entre l'empereur et le roi de Prusse, pour exclure la France et le roi de Suède de la garantie, qui leur appartient à si juste titre, de la paix de Westphalie. Elle annonce aussi d'autres engagements projetés au sujet de l'affaire de San-Remo. Ces avis prouvent de plus en plus la vigilance et la pénétration de M. le comte de Vergennes, qui ne se laissait pas renfermer dans les limites de son ambassade. On voit, par ses dépêches, combien il savait prévoir les conséquences de cette convention, non moins dangereuse pour la liberté de l'Italie que pour celle de l'Empire. Il paraît également, par les réponses du roi, que sa majesté savait beaucoup de gré à cet ambassadeur, et de ses avis et de ses réflexions; qu'elle daignait y ajouter les siennes; et que son attachement à l'alliance ne lui a jamais fait perdre de vue ses anciens principes, relativement à l'Empire et à l'Italie, ni les droits et les obligations essentielles à la dignité de sa couronne.

On observera encore dans cette correspondance deux époques personnelles à M. le comte de Vergennes. La première, le désir que sa majesté lui témoigna qu'il ne fit point usage du congé qu'il lui avait accordé, désir d'autant plus flatteur qu'il fut motivé par le besoin que les deux rois avaient de cet ambassadeur à Stockholm, pour ne pas être privés, dans cet intervalle, l'un de ses talens et de ses services, l'autre de ses sages conseils.

La seconde est relative à la circonstance de l'exil du comte de Broglie. La plupart des personnes admises à la correspondance secrète, en furent consternées et peut-être effrayées. M. le comte de Vergennes n'en fut intimidé en aucune manière, et il s'empêssa, au contraire, de témoigner à M. le comte de Broglie que son zèle n'en serait point refroidi.

## POLOGNE,

*Depuis 1758 jusqu'en 1774.*

LES détails traités, dans la séance du 27 janvier, sur les motifs et l'origine de la correspondance secrète, dont le premier objet a été la Pologne, nous dispensent de nous étendre ici sur la première partie de cette correspondance.

La seconde, avec les sieurs Hennin et Gérault, ouvre une nouvelle scène non moins intéressante. C'est l'histoire de l'interrègne après la mort d'Auguste III, de l'élection du comte Poniatowski, des diètes de convocation, d'élection, du couronnement; de celle de 1767 pour changer la forme du gouvernement; enfin de la confédération de Bar, en opposition aux décrets de cette assemblée.

On y verra encore que, d'après les intentions et les ordres du feu roi, le comte de Broglie n'a pas cessé d'indiquer les moyens à prendre pour prévenir la ruine de la république; que, dès 1760, il avait annoncé tout ce qui est arrivé en 1767 et dans les années suivantes, jusqu'au partage de la Pologne.

Ce triste événement de la tragédie du Nord avait également été prédit par le comte de Bro-

glie, dans les instructions, mémoires et lettres dont on met aujourd'hui les originaux sous les yeux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes.

En parcourant ces différentes pièces, ainsi que la correspondance de Vienne avec M. Durand, ces deux ministres éclairés se convaincront aussi combien l'on était occupé des démarches les plus amiables à répéter sans cesse auprès de la cour de Vienne, soit pour l'engager à s'expliquer sur ses vues ultérieures au sujet de la Pologne, soit pour lui faire confidemment des ouvertures qui n'auraient laissé à cette cour aucun prétexte, pas même celui de notre réserve et de notre silence.

On observera également, dans le cours de ces deux correspondances nécessairement liées ensemble, combien de projets et de plans d'opérations politiques et militaires le comte de Broglie avait indiqués pour arrêter le torrent.

On y verra l'usage qu'il proposait de faire des restes du parti français et patriote, pour rassembler et ranimer ce qui restait de citoyens, pour leur suggérer un projet de campagne analogue au genre de guerre propre à la nation.

On y trouvera de même le mobile et l'objet des démarches faites par les confédérés, et



secondées secrètement par le général Mokronoski auprès de notre cour et de celle de Vienne ; les encouragemens donnés , les promesses faites à ce général par notre ministère , et démenties par leur inexécution ; les fautes , au moins d'omission , dont l'enchaînement a rendu inutiles tant de soins et de prévoyance ; tous les obstacles manifestes et les oppositions sourdes que les intentions mêmes du roi ont éprouvées et du dedans et du dehors ; enfin cette fatalité attachée , depuis trop long-temps , à nos opérations les mieux concertées , et qui les a toujours rendues ou imparfaites dans l'exécution , ou tardives et infructueuses.

## RUSSIE,

*Depuis 1757 jusqu'en 1774.*

CETTE branche de correspondance présente successivement plusieurs époques intéressantes.

Le sieur d'Éon était déjà honoré de la confiance du roi avant l'année 1757. M. le prince de Conti l'y avait fait admettre et envoyer à Pétersbourg. Il eut toujours, depuis, l'honneur de correspondre avec sa majesté par la voie du sieur Tercier.

Ce premier commis était aussi, par l'ordre exprès du roi, en commerce réglé avec le comte de Woronzow, vice-chancelier, et puis chancelier de Russie.

Le chevalier Douglas avait reçu, par le même canal, l'ordre du roi de proposer à ce ministre une correspondance secrète et directe entre sa majesté et l'impératrice Élisabeth. Tous ces objets furent remplis : cette correspondance auguste fut établie et suivie par deux intermédiaires, le chancelier et le sieur d'Éon.

Celle entre le roi et le ministre russe mit sa majesté à portée de faire passer à sa cour plusieurs avis intéressans, dont l'objet est mar-

qué, et l'utilité démontrée par les pièces originales. Le comte de Broglie profita de même des moyens qu'elle lui fournit, pour dissuader le ministère russe de quelques démarches violentes et arbitraires. On y voit, par exemple, une réponse du sieur Tercier au comte de Woronzow, *dans le sens du comte de Broglie*, c'est-à-dire d'après ses directions, et dans l'esprit de ses dépêches particulières au roi, comme il paraît par les notes explicatives, également approuvées du roi ensuite de cette minute.

Le point le plus important de la lettre du chancelier Woronzow était le désir, et même le projet que sa cour avait formé de s'emparer de Dantzick. On insiste, dans cette réponse, sur l'injustice de cette entreprise, sur son inutilité pour la cause commune, sur le préjudice qui en résulterait pour la Pologne, en pure perte pour l'alliance. Il paraît que cette opposition du roi à l'occasion de Dantzick, quoique insinuée avec beaucoup de modération et de ménagemens, sauva pour lors cette ville, et détourna de la Prusse polonaise le fléau de la guerre. Il en résulta pour l'alliance un avantage réel, puisqu'elle obligea les Russes à se porter en avant dans les États du roi de Prusse, et à seconder par là de plus près les opérations des armées autrichiennes.

Le comte de Broglie ne peut se dispenser d'observer ici que, pendant le cours de cette correspondance, le sieur d'Éon, qu'il ne connaissait pas encore, reçut toujours des marques de la satisfaction du roi et de sa confiance.

Ce fut toujours dans le même esprit et dans les mêmes vues du roi sur les affaires du Nord, que la correspondance continua, dirigée par le comte de Broglie, avec M. le baron de Breteuil. Il venait d'être admis au secret, lorsqu'il partit pour Pétersbourg. Témoin, dans son premier séjour, de la mort d'Élisabeth et de l'avènement de Pierre III, il revenait en France, lorsqu'il reçut à Varsovie la nouvelle de la révolution, et peu après à Vienne l'ordre de retourner à la cour de Russie\*.

\* « Le baron de Breteuil fut averti de la révolution » qui se préparait en Russie ; Catherine lui fit même » demander une modique somme d'argent qui lui était » nécessaire. Ce ministre, sachant que cette conspira- » tion était conduite par des jeunes gens ardents et peu » discrets, crut qu'elle ne réussirait pas, refusa l'ar- » gent demandé, ne voulut se mêler de rien, et partit » pour revenir en France. En route, il apprit l'avène- » ment de Catherine au trône, la chute et la mort de » Pierre III, et il reçut des dépêches sévères du minis- » tère français, qui lui ordonna de retourner en Rus- » sie. » (Ségur.).

Ces grands événemens, arrivés en moins de six mois, fournirent au roi le sujet de différentes instructions et dépêches dont on met ici les originaux sous les yeux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes. On y verra combien sa majesté fut souvent satisfaite du zèle de M. le baron de Breteuil, de ses talens et de ses services.

Depuis le dernier départ de ce ministre, le sieur Rossignol fut chargé à Pétersbourg de la correspondance secrète. La première pièce que présente cette partie, contient des articles qui peuvent mériter quelque attention.

Une instruction datée de 1765 annonce très distinctement tout ce qui est arrivé deux ans après à la fameuse diète de confédération, et les prédictions y sont motivées. Il paraît, par la suite de cette correspondance, que sa majesté continua de donner la même attention à tout ce qui pouvait se passer, soit dans l'intérieur de la Russie, soit dans les négociations des ministres étrangers à cette cour, soit enfin sur le théâtre de la guerre en Turquie et en Pologne. Le soin d'y veiller exigeait du zèle et des efforts : sa majesté daigna approuver ceux du sieur Rossignol.

La mission de M. Durand à la cour de Russie est trop récente. ( en 1775 ) pour être

susceptible de beaucoup de détails. Tous les objets sont présents à la mémoire du ministre des affaires étrangères, qui était alors avec lui dans une intime correspondance.

On observera seulement dans le cours de celle-ci, que le comte de Broglie avait prévu dès-lors le dénouement de la guerre entre les Russes et les Turcs; qu'il suggérait, en conséquence, quelques négociations éventuelles, et que sa majesté ne s'occupait pas moins d'une entreprise dont la Suède paraissait alors menacée de la part de la Russie, et des précautions à prendre pour en détourner cette dernière puissance.

Dans la lettre du comte de Broglie, en date de Ruffec, le 2 novembre 1773, à M. Durand, au sujet du sieur Marbeau, employé auprès de lui dans la correspondance secrète, on verra combien le feu roi était attaché à cette correspondance, et combien en même temps sa majesté prenait de précautions pour la dérober à son ministre des affaires étrangères.

La suivante et dernière, toujours de Ruffec, le 15 mars 1774, confirme de plus en plus cette volonté décidée du feu roi de continuer, dans les circonstances les plus critiques, la correspondance secrète. M. Durand avait alors témoigné quelque inquiétude sur tout ce qui se

passait, et dont l'exil du comte de Broglie pouvait lui faire craindre qu'il n'en rejaillit quelque chose sur lui.

Peu rassuré par l'ordre ancien qu'il avait à ce sujet, il en désirait un nouveau; et ce fut l'objet de cette lettre, où l'on trouve un double approuvé du roi, sa majesté n'ayant pas dédaigné d'en mettre un second au *post-scriptum* sur un détail au sujet du sieur Marbeau, minutieux en apparence, mais en effet très essentiel dans ces circonstances.

Il serait superflu d'observer ici que ce contre-temps, et même beaucoup d'autres circonstances décourageantes, n'ont jamais rebuté ni ralenti le zèle du comte de Broglie, et qu'au contraire la confiance dont le roi ne cessa point de l'honorer, l'a mis jusqu'au dernier moment en état de défendre et de rassurer, dans ces instans critiques, tous ceux qui avaient part au mérite et au danger de la correspondance.

## CONCLUSION.

D'APRÈS tout ce qui vient d'être communiqué à MM. les comtes du Muy et de Vergennes, il ne reste au comte de Broglie qu'une observation à faire : c'est que, si ce long et immense travail, souvent soupçonné et jamais entièrement découvert, lui a fait presque autant d'ennemis que de gens en place, c'était uniquement parce qu'ils n'étaient pas à portée d'en connaître l'esprit et la manière dont il a été constamment traité.

Loin que le comte de Broglie se soit jamais laissé aller à aucune aigreur contre ceux mêmes dont il recevait sans cesse de mauvais offices, il a, au contraire, évité en toute occasion l'air de la plus légère personnalité. Sans prétendre se faire un mérite de sa modération, il croit cependant pouvoir y attacher quelque prix. Il en reçoit aujourd'hui un bien flatteur, puisqu'il a, dans ce moment, la satisfaction inestimable d'en fournir les preuves les moins équivoques, de se montrer à découvert, et de développer enfin son âme tout entière aux yeux de deux ministres, juges compétens des sentimens et de la délicatesse dont un homme



honoré de la confiance de son maître ne doit jamais s'écarter. Le comte de Broglie a rempli cet important devoir dans toute son étendue.

Si, dans plus d'une circonstance, il n'a pas opéré tout le bien qu'il aurait désiré, il lui reste au moins la consolation d'avoir souvent empêché de plus grands maux, d'avoir toujours cherché et proposé des remèdes, sans avoir été découragé par les désagréments que les affaires éprouvaient en général, et qu'on lui faisait essuyer en particulier. Sa fidélité et son zèle le soutinrent constamment dans les mêmes principes.

Jaloux de mériter de plus en plus la confiance de son maître, et de le servir comme il voulait l'être, le comte de Broglie eut l'honneur de lui proposer un travail étendu, qui présenterait un tableau de l'état politique de l'Europe, d'après lequel il pourrait calculer, pour ainsi dire, la dégradation de notre influence, ce qui nous en restait encore, et enfin les moyens de recouvrer ce que nous en avions perdu. Le feu roi en sentit aussitôt l'utilité. Ce monarque n'avait abandonné qu'avec le plus vif regret les anciennes vues de former et de soutenir, depuis le pôle jusqu'à l'Archipel, une barrière impénétrable entre la Russie et le reste de l'Europe. Il daigna accueillir la

proposition du comte de Broglie, qui fit commencer ce travail aussitôt qu'il en eut reçu l'ordre de sa majesté. Il fera l'objet de la quatrième séance.

---

## IDÉE GÉNÉRALE

## DES MOTIFS

QUI AVAIENT DÉTERMINÉ LE TRAVAIL INTITULÉ :

CONJECTURES RAISONNÉES \*.

## MÉMOIRE

ADRESSÉ

PAR LE COMTE DE BROGLIE

A MM. LES COMTES DU MUY ET DE VERGENNES.

(1<sup>er</sup> mars 1775.)

LA fin du mémoire remis à MM. les comtes du Muy et de Vergennes, le 16 du mois de février, avait annoncé le travail que le comte de Broglie aura l'honneur de communiquer aujourd'hui à ces deux ministres : mais, avant de le présenter, il est nécessaire de rendre compte de ce qui y a donné lieu.

\* Voyez ces *Conjectures*, p. 193 et suiv.

Malgré la vigilance du zèle avec lequel le comte de Broglie avait cherché à prévenir tout ce qui pouvait occasioner un refroidissement de la part de la cour de Vienne, et les soins qui avaient été prescrits à M. Durand sur cet important article qu'il ne perdit jamais de vue, on ne s'aperçoit que trop du peu de succès de ces mesures de prévoyance. M. Durand, sur la fin de sa résidence en cette cour, avait enfin pénétré le secret qu'elle formait à notre insu avec d'autres puissances, soit pour se prémunir contre les dangers qu'elle aurait courus en restant spectatrice des projets qu'on méditait sur la Pologne, soit pour ne pas laisser échapper les avantages qu'on lui offrait en la sollicitant d'y concourir.

A son retour en France, au commencement de 1772, M. Durand communiqua au comte de Broglie ses réflexions sur l'état où il avait laissé les choses à son départ.

Ces réflexions et celles que le comte de Broglie avait faites à mesure sur les progrès des événemens, ouvrirent un champ trop vaste pour de simples lettres, telles qu'il avait l'honneur d'en écrire au roi sur le courant des affaires. Il sentit la nécessité de mettre sous les yeux de sa majesté un mémoire, qui renfermerait en même temps ce qui s'était passé

depuis la mort du roi Auguste III, la situation où se trouvaient alors les affaires dans le Nord et dans l'Empire, les suites fâcheuses qui en devaient résulter, et les remèdes qu'on pourrait employer pour les prévenir.

La lecture de ce mémoire, qu'on croit nécessaire de représenter ici dans toute son étendue, mettra MM. les comtes du Muy et de Vergennes en état de juger de la justesse des réflexions qu'il contient. Le comte de Broglie ne cherchera pas à s'en prévaloir, quoiqu'il se soit trouvé malheureusement prophétique. Il l'envoya au feu roi, le 7 juin 1772.

A son retour de Ruffec, au mois de janvier 1773, le comte de Broglie jugea que, le mal continuant d'empirer dans une progression rapide, il devenait chaque jour plus pressant de former un état de la situation politique non-seulement de la France, mais de l'Europe.

En faisant de nouveau cette observation à sa majesté, le comte de Broglie lui avoua que ce travail était si étendu, qu'il n'oserait l'entreprendre sans le secours de quelqu'un dont l'expérience et les lumières répondissent à l'immensité de l'objet : il proposa, par une lettre du 17 mars 1773, de se servir du sieur Favier, qui n'était pas admis à la correspondance secrète. Le comte de Broglie expliqua

au sieur Favier le plan de cet ouvrage, lui représenta la vérité, la fidélité et l'impartialité qu'exigeait sa destination; et, dès le 17 avril 1773, il eut l'honneur d'adresser à sa majesté les premiers numéros de ces mémoires. Ils se sont succédé au nombre de quatorze, jusqu'à la fin du mois d'août.

On verra, dans l'introduction de l'ouvrage, quel en est le plan. On y a posé pour principe fondamental que la considération, la dignité, la prééminence, le rang enfin de puissance quelconque, est fondé sur sa puissance militaire, sa puissance fédérative et sa puissance pécuniaire. On a examiné ensuite dans quelle position la France se trouvait sous ces trois points de vue, et l'on a été obligé de convenir qu'elle était déchue, depuis l'époque de 1756 jusqu'à celle de ce travail, au point de se trouver en troisième ou quatrième ligne dans l'ordre des puissances de l'Europe.

Après avoir examiné et résolu ces douloureuses questions dans la première section, on a traité dans la deuxième de la position respective des puissances de l'Europe à l'égard de la France, en suivant l'ordre topographique, et commençant par le Nord, pour faire le tour de l'Europe.

On réserve, à la fin de ce mémoire, quel-

ques observations sur la troisième section qui n'a pas été exécutée ; mais il faut auparavant parler de l'objet général de ce travail.

C'était de remettre sous les yeux de sa majesté ce que ses lumières naturelles et acquises ne lui avaient pas permis de se dissimuler, c'est-à-dire les causes et les progrès de la dégradation successive du crédit de la France, de sa considération, de son influence dans le système de l'Europe, depuis 1755, à l'époque de sa rupture forcée avec l'Angleterre, jusqu'en 1773, où ce travail a été commencé.

Si l'on daigne jeter les yeux sur ce qu'il y avait de fait lors de la catastrophe qui l'a interrompu (la mort de Louis XV), on verra que les deux dernières parties n'étaient que préparatoires, et en quelque sorte purement historiques. Elles présentent d'abord un bilan politique de l'état de la France, relativement au système de l'Europe considéré en général : mais il aurait été inutile, et même déplacé, d'articuler seulement de tristes vérités, et dont le résultat ne pouvait qu'affliger en pure perte, si, en ne dissimulant pas toute l'étendue du mal, on n'en avait point développé les causes premières et secondes. La connaissance exacte de son origine et de ses progrès pouvait seule conduire aux moyens de la guérison.

Il a donc été indispensable de retracer dans ce tableau une suite raisonnée des principaux événemens compris dans le vaste intervalle qu'on a parcouru, de suivre pied à pied les vicissitudes, les révolutions de la politique, et les variations apparentes ou cachées que les circonstances publiques ou personnelles ont successivement amenées dans le système général de l'Europe, et dans le système particulier de chaque ministère.

Si, en remplissant une tâche aussi délicate que celle qu'on s'était imposée, des motifs de ménagement ou d'intérêt personnel eussent pu engager à masquer la vérité, cela n'eût servi qu'à s'attirer le mépris du maître, lors même qu'il aurait dédaigné de le marquer.

Quelques apparences trompeuses, et quelquefois trop vraisemblables, ont pu laisser croire au public que le feu roi restait constamment plongé dans l'illusion, qu'il la chérissait, qu'il n'en voulait point sortir; mais les preuves du contraire, qu'on a mises sous les yeux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes, et plus encore les lumières qu'ils avaient déjà par eux-mêmes, les ont sûrement convaincus que cette opinion était mal fondée.

On savait l'attachement que sa majesté avait réellement pour le système d'alliance avec la



cour de Vienne; on n'ignorait pas que ce monarque pacifique la regardait comme son ouvrage favori, et qu'il s'en applaudissait comme du gage le plus précieux de la tranquillité publique.

Mais on était également instruit de l'attention qu'il recommandait de donner à la manière dont ses alliés répondaient à la fidélité avec laquelle sa majesté remplissait ses engagements avec eux, et dont elle désirait, avec raison, qu'ils suivissent l'exemple.

Vainement on aurait tenté de s'écarter, dans ce travail, du vrai point de vue que le roi lui-même avait saisi d'avance. Plus on connaissait les principes d'après lesquels il avait adopté ce système de l'alliance, plus il aurait été dangereux de tracer sous ses yeux une fausse route. Il n'était pas question de savoir si on s'était quelquefois égaré; il ne s'agissait plus que de calculer à quelle distance on était du chemin qu'on aurait toujours dû suivre.

Tel fut l'objet de ce travail. Si, dans le cours d'un grand voyage politique, on s'est cru obligé de tout observer, de tout exposer sans déguisement, il ne s'ensuit pas que le voyageur ait vu avec des yeux prévenus pour ou contre. Tous les objets d'observation existent encore; et c'est devant des connaisseurs éclairés, des

juges compétens, qu'on donne aujourd'hui le premier exemplaire de ces remarques\*. S'il y en a quelques-unes qui pourraient paraître critiques, il n'appartient qu'à eux d'en apprécier la justesse.

On se flatte du moins qu'ils rendront justice à l'esprit qui les a dictées. Ce n'est pas celui de censure ni de personnalité; c'est encore moins un sentiment d'antipathie pour le système établi, mais seulement le désir de se conformer aux principes mêmes et aux vues primitives du feu roi, relativement à ce grand objet. Si l'on a souvent insisté sur la nécessité de former un nouveau système, ou, pour mieux dire, de modifier le système actuel d'une manière plus analogue aux principes qui l'avaient fait adopter, et qui pouvaient le rendre utile, cette restriction toujours ajoutée annonce clairement le but qu'on s'était proposé. Ce ne fut donc jamais de saper, de renverser cet édifice politique, mais uniquement de poser une base sur laquelle il semblait possible, et même indispensable, de

\* Il n'y a que le feu roi qui ait reçu un exemplaire de ces cahiers article par article. On ignore s'il les a communiqués à quelqu'un. Sa majesté régnante doit les avoir trouvés dans les armoires, à l'exception du seul article de la deuxième section, qui n'était pas mis au net lors de l'interruption de ce travail, mais qui se trouve à la fin de cet exemplaire.

(*Note du comte de Broglie.*)

l'affermir et de le consolider. Tel aurait été le sujet de la troisième et dernière section.

( Ici est le sommaire , article par article , des *Conjectures raisonnées sur la situation de la France , dans le système politique de l'Europe , et réciproquement sur la position de l'Europe à l'égard de la France .* )

Pour résumer , en un très court précis , toutes les conclusions de ces différens articles , nous citerons l'exemple même de la cour de Vienne.

En se liant avec la Russie et la Prusse , pour le partage de la Pologne et la ruine des Turcs , elle n'a jamais paru croire que ces traités eussent rien de contraire à l'alliance subsistante entre elle et la France. Elle nous a sans cesse déclaré le contraire , et nous n'avons trouvé nous-mêmes , dans cette démarche , aucun sujet de refroidissement. Si cette conduite respectueuse a été adroite de la part du ministère autrichien , elle est sage de la nôtre , et conforme au principe que le comte de Broglie n'a jamais cessé d'inculquer , celui de maintenir l'alliance\*. Donc , s'il était jugé nécessaire dans

\* « Ici il est permis de douter de la sincérité du comte de Broglie. Comment croire qu'il voulait maintenir l'alliance de 1756, lorsqu'il s'attache à prouver qu'elle est l'époque et la cause de la dé-

le cabinet de Versailles, comme il l'a été dans celui de Vienne, de former, de notre côté, quelques alliances nouvelles, ou de prendre des engagements plus particuliers avec d'autres puissances, cela ne saurait ou ne devrait du moins pas nuire non plus au maintien de l'alliance, ni à l'union et à l'amitié entre les souverains. Quel est donc l'objet indiqué dans tout ce qui a été dit ou annoncé relativement à cette alliance; à laquelle tant de motifs peuvent encore nous attacher? C'est de faire en

» cadence de l'influence française dans la politique  
» européenne?

» Louis XV, jaloux personnellement de l'éclat du  
» grand Frédéric, et aigri par madame de Pompa-  
» dour, était attaché au traité de 1756 comme à son  
» propre ouvrage. Ainsi le comte de Broglie était obligé  
» d'user d'une grande adresse pour attaquer ce sys-  
» tème. Louis XVI étant monté sur le trône, le crédit  
» de Marie-Antoinette le forçait à une circonspection  
» plus nécessaire encore; mais la lecture du mémoire  
» de Favier ne laisse aucun doute sur ses opinions,  
» dont je ne combats que la partie tranchante et systé-  
» matique. L'alliance de l'Autriche offrait de grands  
» avantages; mais l'ambition de cette puissance devait  
» être contenue. Par prudence, le comte de Broglie  
» convenait de ces deux points; mais ses mémoires  
» prouvent qu'il était loin de les adopter franchement  
» comme règle de conduite. » (SÉCUR.)

sorte que, si la France n'y joue pas à l'avenir le premier rôle exclusivement, elle le partage avec la cour de Vienne; qu'elle soit et qu'elle paraisse en toute occasion à sa place naturelle dans l'ordre politique du système de l'Europe, c'est-à-dire en première ligne et toujours de front avec la première puissance en dignité, mais qui ne l'est point en réalité, et qui ne peut jamais le devenir que par un nouvel enchaînement d'erreurs et de fautes auxquelles on ne doit pas s'attendre désormais....

En donnant, au commencement de cette séance, une idée générale des motifs qui avaient déterminé ce travail, nous avons annoncé les observations et éclaircissemens qui vont la terminer.

La seconde section de ce travail était à peine finie, lorsqu'il fut interrompu. MM. les comtes du Muy et de Vergennes sont priés de se rappeler tout ce qui a passé jusqu'ici sous leurs yeux, depuis le commencement des conférences. Le comte de Broglie ose se flatter qu'ils auront pris une juste idée de la carrière épineuse qu'il a remplie depuis vingt-deux ans, ainsi que des principes qui ont toujours dirigé sa conduite et son travail. Il ne leur aura pas échappé que son unique vœu a toujours été de concourir à celui de son maître,

pour le maintien d'une alliance à laquelle il savait mieux que personne combien sa majesté était attachée. Il a dû, par cette raison, lui présenter avec d'autant moins de déguisement quelques abus qui en étaient résultés, qu'il était assuré que le feu roi approuverait tous les moyens de redressement et de restauration de cette même alliance.

C'étaient ces moyens, adaptés à un système général de politique avec toutes les puissances de l'Europe, qui devaient faire *le sujet de la troisième section*. On se proposait d'y indiquer les mesures à prendre pour établir sur de solides fondemens la puissance militaire et la puissance fédérative de la France.

Au sujet de ce plan resté sans exécution, le comte de Broglie tentera de relever l'injustice de ceux qui se sont permis de hasarder contre lui les reproches les plus déplacés. Une réflexion suffira pour en montrer l'illusion. La seule occasion où l'on eût pu avoir prise sur le comte de Broglie, se serait trouvée dans l'examen d'un système politique qu'il eût proposé ; mais ce n'aurait été que dans la troisième section, et elle n'a pas été commencée. On ne peut donc apprécier l'esprit dans lequel cette partie aurait été traitée, que par un seul moyen : c'est de juger ce futur contingent qui n'est pas

arrivé, par le même esprit qui a dicté, depuis 1755, tous les mémoires, lettres et dépêches du comte de Broglie. Il ne craint pas que des ministres éclairés et impartiaux puissent jamais interpréter défavorablement sa vigilance et sa sollicitude. En jetant au hasard les yeux sur plusieurs de ses lettres, ils trouveront dans toutes le même zèle qui l'a animé, et au moment de l'entrée des Prussiens en Saxe, et pendant son séjour à Vienne.

Au surplus, le comte de Broglie se croit dispensé d'aucune apologie. Il ne cherche point à se faire un mérite d'avoir pensé que l'alliance avec la cour de Vienne était nécessaire dans son principe, et pouvait, devait même être utile par ses suites. S'il eût pensé différemment, il l'aurait dit avec la même liberté que le feu roi avait daigné agréer et encourager. C'eût été tout au plus une erreur dont des gens raisonnables ne pourraient pas lui faire un crime. C'est néanmoins ce qui a été entrepris de la manière la plus inouïe, et qui a donné lieu à tous les événemens qui ont fait le sujet de la correspondance que le comte de Broglie a eu l'honneur d'entretenir avec le feu roi pendant les sept derniers mois de son règne. Il en mettra les détails sous les yeux de MM. les comtes du Muy et de Vergennes,

dans la séance qui terminera les conférences ordonnées par sa majesté, et dans laquelle il se flatte de ne rien laisser à désirer de ce qui peut établir la pureté de sa conduite, et détruire jusqu'aux plus légers soupçons d'intrigue et de tracasseries dont on a voulu le noircir.

---





## MÉMOIRE

## DU COMTE DE BROGLIE

SUR LA PAIX DU NORD,

LE DÉMEMBREMENT DE LA POLOGNE,

ET

LES SUITES QUE CES ÉVÉNEMENTS PEUVENT ET DOIVENT AVOIR  
SUR LE SYSTÈME POLITIQUE DE LA FRANCE.

(Ce Mémoire, annoncé dans la pièce précédente, a été remis  
par le comte de Broglie à Louis XVI, le 1<sup>er</sup> mars 1775.)



Dès le premier moment des troubles de la Pologne, dont on pourrait fixer l'époque à la mort d'Auguste III, on a prévu que les Russes profiteraient de ces événemens pour constater leur despotisme dans ce royaume, y décider à leur avantage les contestations qui existaient, depuis long-temps, sur l'affaire des limites entre la Russie et la république de Pologne, et s'emparer de l'Ukraine polonaise.

Les spéculateurs, attentifs à l'effet que l'annonce de pareils projets devait faire sur le roi

de Prusse, ont été quelque temps dans l'incertitude. Elle consistait à juger si ce prince croirait devoir s'y opposer, ou s'il préférerait de les favoriser; et si, en se joignant avec la Russie, il chercherait, pour prix de son concours, à s'emparer, de son côté, des provinces de la Poméranie et de la Warmie, qui lient et arrondissent ses États, et dont la richesse, la fertilité et la population les font regarder comme la meilleure partie de la Pologne.

Il est apparent que sa majesté prussienne s'est déterminée, dès le commencement, à préférer ce second parti, et qu'elle ne s'est depuis occupée qu'à travailler, de concert avec l'impératrice de Russie, à en préparer le succès.

Ces deux puissances n'ont pu s'empêcher de prévoir que presque toute l'Europe verrait avec jalousie de semblables agrandissemens; mais l'excès de leur ambition leur a inspiré le courage nécessaire pour surmonter les obstacles qui pourraient s'y opposer.

Ces obstacles devaient naturellement venir de la Turquie, de la cour de Vienne, de la république de Pologne, soutenue ou au moins dirigée par la France, et enfin des puissances maritimes, qui ne pouvaient voir qu'avec ombrage les établissemens que la Russie et la

Prusse allaient former sur les côtes de la Baltique, et qui assuraient, surtout à cette dernière, le commerce exclusif de la Pologne, dont la Vistule est la clef. Il était évident qu'aucune puissance ne pourrait plus faire ce commerce qu'avec la permission de sa majesté prussienne, puisque après cet événement toutes les rivières qui servent au transport et à l'exportation des denrées de ce royaume, couleraient, à l'avenir, au travers des États prussiens, où elles auraient leurs embouchures dans la mer Baltique.

Dans de pareilles circonstances, l'impératrice de Russie n'a pas craint de donner beaucoup au hasard. Informée de longue main, et avec précision, de la décadence du gouvernement ottoman, de son anarchie, de sa mollesse et de son impéritie en tout genre, elle s'est déterminée à attaquer les Turcs de tous côtés. On a vu les flottes russes porter leurs pavillons dans l'Archipel, et y tenter des expéditions que des intelligences secrètes avec les Grecs de ces contrées y avaient préparées, pendant que les armées de terre, entretenues de tous leurs besoins aux dépens de la Pologne, se sont avancées jusque sur le Danube.

Les succès de ces différentes entreprises, et de celles qui se sont exécutées en même temps

en Moldavie, dans la Valachie, la Crimée et sur le Niester, ont passé les espérances qu'en avait pu concevoir Catherine II, et ont jeté sur les Turcs un vernis de lâcheté et d'impuissance dont ils ne peuvent se relever.

Il n'y avait que deux moyens, dont même la réunion était nécessaire, pour arrêter ce torrent de prospérités.

Le premier, de donner à la partie la plus nombreuse de la nation polonaise, qui restait encore attachée à son indépendance et à ses privilèges, les moyens de former une opposition puissante et respectable. Ils ne pouvaient lui être fournis que par les cours de France et de Vienne, et on ne saurait se dissimuler l'intérêt qu'elles avaient l'une et l'autre à s'y déterminer. Il est certain qu'au moment où a éclaté la confédération de Bar, des secours pécuniaires de la part de la France, distribués avec sagesse, économie et connaissance de cause, auraient mis les Polonais en état de se soulever de tous côtés, et d'opérer la diversion la plus incommode et la plus efficace qui pût être faite en faveur des Turcs. Elle aurait donné aux confédérés une considération vis-à-vis du ministère ottoman, et même du reste de l'Europe, qui vraisemblablement aurait préservé ce malheureux royaume du dé-

membrement presque déjà exécuté, et de l'avilissement dans lequel il est plongé.

M. le duc de Choiseul a senti, à différentes reprises, l'intérêt que la France avait à ne pas laisser accabler un pays dont les liaisons avec la France sont aussi anciennes que naturelles, et dont l'utilité est évidente. Il a été présenté à ce ministre plusieurs projets par M. le général Mokronoski, qui ont tous été accueillis favorablement, mais n'en sont pas moins restés sans exécution. La cour de Vienne, avec qui M. le duc de Choiseul voulait les concerter, y a toujours mis des délais et des obstacles, qu'il n'aurait pas vraisemblablement éprouvés, si, avec un langage ferme, noble et clair, il lui avait déclaré que la France ne pouvait voir avec indifférence ce qui se passait en Pologne; que son éloignement ne la mettait pas à portée d'y agir par elle-même, mais que c'était le cas où une alliance aussi respectable devait se réunir, et annoncer conjointement une volonté fixe de s'opposer à tout projet de démembrement et d'envahissement. Une pareille déclaration devait être communiquée à toutes les cours, avec ordre aux ministres respectifs d'y faire connaître le danger de prolonger une indifférence qui ne pouvait qu'être nuisible à tout le reste de l'Europe, et d'ajouter les pro-

testations les plus solennelles et les plus sincères du plus parfait désintéressement.

Il est indubitable qu'une telle conduite, de la part des cours de France et de Vienne, aurait eu le plus glorieux succès. La France, avec des secours pécuniaires portés seulement à 200,000 livres par mois, aurait mis toute la Pologne en armes; les grands seigneurs, assurés de la protection de deux alliés aussi puissans, se seraient déclarés, et toutes les armées russes n'auraient pas suffi pour dissiper cette multitude de confédérations, qui, dispersées dans toute la Pologne, séparées dans leurs entreprises, mais réunies dans leur esprit, auraient eu un corps représentatif de la république entière, fait pour être respecté et écouté. Les Turcs alors auraient agi avec les Polonais en alliés; on aurait pu même les unir par des traités : la confédération aurait fait recevoir ses ministres dans toutes les cours; elle aurait été sûre d'être admise à la négociation de la paix, et de pouvoir elle-même traiter ses intérêts avec succès.

C'était alors que la cour de Vienne devait se décider à la contenance menaçante qu'elle a prise depuis, trop tard, si elle avait véritablement envie de s'opposer au pillage de la Pologne. On doit croire que, dans les confé-

rences tenues à Neustadt, en 1770, entre l'empereur et le roi de Prusse, et dont M. de Kaunitz n'a fait peut-être que des demi-confidences à M. Durand, il a été question de ce démembrement, et que le ministre autrichien ne s'est occupé depuis qu'à y faire participer leurs majestés impériales avec le plus d'avantages qu'il lui serait possible. L'envahissement du comté de Zips, dans la même année, et l'occupation des territoires des quatre starosties de Nowitang, Sandeck, Bietz et Pitzno, dans le palatinat de Cracovie, où les Autrichiens se sont alors établis, ne permet pas de douter que, dès cette époque, M. de Kaunitz n'eût formé la résolution de les réunir à la Hongrie, et de faire valoir des droits chimériques sur des possessions cédées, en 1238, par Boleslas-le-Chaste, roi de Pologne, en faveur de Béla IV, roi de Hongrie. Mais Boleslas, chassé par ses sujets, n'a jamais été en droit d'aliéner des parties du royaume, qui ne le reconnaissait pas; et en effet, depuis plus de cinq cents ans, ces quatre starosties n'ont pas même été réclamées par les Hongrois, qui ne les ont jamais possédées.

Depuis cette prise de possession, à laquelle M. le prince de Kaunitz a voulu donner l'air d'une simple précaution, protestant même que

sa cour serait toujours prête à tout restituer dès que les autres puissances voisines de la Pologne voudraient en user de même, la cour de Vienne s'est mise en armes, et a toujours cherché à nous persuader qu'elle avait des dispositions moins hostiles que pacifiques; mais le moment est arrivé où la Russie et la Prusse l'ont obligée de se déclarer.

C'est dans ces circonstances que M. le comte de Mercy est venu annoncer à M. le duc d'Aiguillon, que le danger que les forces autrichiennes courraient en s'opposant seules aux armées russe et prussienne réunies, a déterminé leurs majestés impériales à un démembrement de la Pologne, qu'elles ne pouvaient empêcher.

Cet ambassadeur a dit que sa cour en reconnaissait l'injustice, et que, pour la diminuer, elle a cru devoir y participer, imaginant que c'était le seul moyen d'y mettre des bornes, et observant, au surplus, que la portion qui en reviendrait à ses maîtres, était si disproportionnée avec les acquisitions des deux autres puissances, qu'ils ne pourraient voir qu'avec douleur un événement qui faisait pencher la balance à leur désavantage, de la manière la plus sensible.

M. le comte de Mercy a cherché à excuser



le silence qui nous a été gardé, pendant le cours de cette négociation, sur celui que nous avons observé nous-mêmes; il a reproché à M. le duc d'Aiguillon ses liaisons avec les émissaires prussiens, et surtout la déclaration faite à M. de Sandoz, que nous verrions avec indifférence tout ce qui se passerait en Pologne. Il a prétendu que le roi de Prusse avait fait connaître à Vienne l'envie que la France avait de se rapprocher de lui; d'où il a conclu que sa cour, ne pouvant compter invariablement sur nous, avait dû prendre ses précautions contre un orage auquel seule elle ne saurait résister. M. le duc d'Aiguillon a témoigné, de son côté, de la sensibilité à la réticence, et même à la méfiance de la cour de Vienne, d'où il peut résulter un refroidissement entre les deux cours, qui, allant par une gradation naturelle chaque jour en augmentant, peut mener à une dissolution entière et prochaine de toute espèce de liaisons entre les alliés.

Pour résumer le tableau qui vient d'être tracé, et constater la situation politique de l'Europe au moment où la paix entre les Turcs et les Russes sera signée, et où le démembrement de la Pologne sera effectué, il est nécessaire de fixer l'état où se trouvera chaque puissance.

On ne peut disconvenir que la Russie ne termine cette guerre de la manière la plus glorieuse, et qu'elle ne remplisse, par la paix qu'elle est prête à conclure, presque tous les projets de Pierre-le-Grand. Les fruits qu'elle en retirera, sont : le commerce assuré de la mer Noire ; l'affranchissement de la Crimée, de la Moldavie et de la Valachie, sous sa protection ; le levain de révolte et de fanatisme répandu dans tous les sujets grecs de l'empire turc, même dans ceux de cette religion établis dans les pays autrichiens ; la soumission des petits Tartares, par conséquent les bornes de l'empire reculées ; les lignes de la nouvelle Servie devenues superflues, et les troupes qui les gardaient libres d'agir ailleurs ; l'Ukraine polonaise soumise, assurant un point de dépôt pour la guerre sur le Danube et en Pologne ; la civilisation des Cosaques, qui fournissent déjà de bonnes troupes ; la remonte de toute sa cavalerie ; une subsistance facile, et une influence despotique sur la Pologne. Dans une pareille position, on doit prévoir qu'elle sera prête incessamment à recommencer avec avantage, soit pour porter les derniers coups à la Turquie, soit pour attaquer la cour de Vienne, soit pour prendre un parti, à la mort du roi de Prusse, contre le successeur de ce prince.

Sa majesté prussienne, sans avoir essuyé la dépense ni même l'embarras de la guerre, après avoir outrageusement pillé la Pologne, enlevé hommes, chevaux, bestiaux, argent, enrichie des dépouilles de ce malheureux royaume, gagnera encore, pour son lot de médiateur, toute la Prusse polonaise, quelques démembrements de la Grande-Pologne et l'évêché de Warmie; ce qui le rend maître de l'embouchure de la Vistule, et lui assure (comme il a déjà été observé) le commerce exclusif de la Pologne, à qui il imposera la loi la plus dure pour l'exportation et le débit de ses denrées. Cette acquisition est par là de beaucoup supérieure à celle de la Silésie, et donne à la puissance prussienne une consistance et un ensemble qui ne peut que la rendre formidable.

Des trois puissances copartageantes, l'Autriche est la seule dont la part n'est pas proportionnée à celle des deux autres; mais enfin elle acquiert un territoire assez considérable, et cela sans coup férir et sans rien dépenser. Le nombre de ses troupes, déjà très important, augmente encore; et elle fait tout cela, en amassant de l'argent, en éteignant ses dettes, en acquérant un grand crédit et de grands moyens, pour se trouver, au moment de la mort du roi de Prusse, en état de reprendre la

Silésie, ou pour entreprendre, d'ici à peu d'années, telle autre guerre qui conviendra au génie martial de l'empereur. Il n'en manquera pas d'occasions; la succession du roi de Prusse et le recouvrement de la Silésie sur les héritiers de ce prince, celle de la maison de Neubourg, lui en offriront en Allemagne; il en peut rencontrer d'autres, soit en Pologne, en Turquie, peut-être même en Italie.

Il n'est pas possible de passer sous silence la part que le roi de Pologne aura à ces évènements, ou du moins ce qui en résultera pour lui, soit que les puissances voisines croient être intéressées à rendre cette couronne héréditaire, soit qu'elles désirent d'y laisser subsister l'anarchie qui a fait le malheur de cette république. Stanislas-Auguste se trouvera vraisemblablement possesseur assez tranquille du trône où Catherine II l'a fait monter. L'abattement de la noblesse et le renversement des anciennes formes constitutives lui auront aplani tous les obstacles qu'il a jusqu'ici éprouvés; et, s'il parvenait à rendre la couronne héréditaire, il pourrait alors, comme puissance intermédiaire, se faire rechercher de ses voisins et des autres puissances de l'Europe.

Pendant que toutes les puissances gagnent plus ou moins à cet arrangement général du

Nord, la France seule, exclue de la médiation et du partage, ayant perdu toute influence en Pologne, en Suède, reste exposée à perdre encore, par les insinuations de la Russie et de l'Angleterre, son commerce du Levant et son ancien crédit sur les Turcs, qui rejeteront sur elle tous les malheurs de la guerre.

Il faut convenir que cette position, qui n'est ici nullement exagérée, doit faire faire les plus sérieuses réflexions au ministère, et l'engager à prendre sans délai des mesures convenables pour prévenir les malheurs qui en pourraient être la suite.

Le premier de tous les remèdes, sans doute, serait de travailler au redressement des finances. C'est le meilleur moyen de rétablir la considération, sans laquelle une grande puissance est exposée, autant qu'une petite, à éprouver le manquement de ses ennemis et la négligence de ses propres alliés. C'est à l'état fâcheux où les a mises une mauvaise administration, qui dure surtout depuis dix à douze ans, qu'il faut attribuer la décadence sensible de notre crédit en Europe. Mais c'est une matière qui n'entre point dans le plan de ce Mémoire. Contentons-nous donc de jeter les yeux sur le système qu'il convient d'embrasser pour ramener notre politique égarée, et former des

mesures capables de regagner l'influence et la considération dont la France est en droit de jouir en Europe.

Il est d'une sage prévoyance de chercher à lire dans l'avenir, et de supposer les événemens les plus vraisemblables et les plus prochains, pour tâcher de les tourner à son avantage, ou au moins s'assurer de n'être pas pris au dépourvu, lorsqu'ils arriveront. Rien n'est plus humiliant que de se trouver sans alliés, si ce n'est d'en avoir sur lesquels on ne puisse pas compter, et qui ne donnent que des marques de méfiance et d'inconsidération. Quand une conduite maladroite ou inattentive a mis dans cette position, rien n'est plus pressé que d'en sortir; et il faut commencer par examiner de quel côté il convient de tourner ses vues, afin de mettre dans ses démarches l'assurance, la noblesse, et surtout la bonne foi la plus parfaite.

Dans la circonstance délicate où se trouve la France, il serait peut-être naturel, mais il n'en serait pas moins dangereux, de laisser établir avec la cour de Vienne un refroidissement qui ne tarderait pas à dégénérer en brouillerie. Il est beaucoup plus à propos de s'expliquer confidemment avec cette cour. On peut ne lui pas dissimuler qu'on a lieu de se

plaindre, que la délicatesse et l'amitié du roi sont blessées; mais qu'il faut renouer des liens auxquels sa majesté est attachée, et qu'ainsi on désire de reconnaître la nature et l'étendue des vues du ministère autrichien, avec la résolution de coopérer à leur succès, et l'espérance que leurs majestés impériales se prêteront, de leur côté, à ce qui peut être de la convenance du roi.

Il ne semble pas qu'il y ait de temps à perdre pour prendre des mesures à cet égard. Mais, soit qu'elles réussissent ou non, vis-à-vis de la cour de Vienne, il ne faut pas moins se former un plan de conduite avec les autres puissances, nommément avec le roi de Prusse, si l'éloignement de la cour de Vienne nous obligeait à nous rapprocher de ce prince.

Jamais partage ne s'est fait sans être l'occasion de querelles entre les copartageans : il convient de se tenir à portée d'en profiter. Si le roi de Prusse avait la bonne foi et la fidélité dans ses engagements, qui mettraient le comble à ses autres grandes qualités, on pourrait croire qu'il ne se trouverait pas de difficultés à se rapprocher de ce prince, et qu'il sentirait l'avantage que notre alliance lui procurerait et à son successeur, pour la garantie des possessions qu'il lui laissera; et cette liaison serait

peut-être le moyen le plus propre à assurer, à cette époque, la tranquillité de l'Europe.

La même réflexion peut avoir lieu pour la Russie : mais les mêmes difficultés peuvent s'y trouver, et elles doivent encore être augmentées par l'amour-propre et l'orgueil de Catherine II. Il faut cependant s'occuper avec soin de la ramener. La cour de Vienne n'aura que plus d'attention pour nous, lorsqu'elle nous verra dans une posture honnête avec les autres puissances. L'établissement du commerce sur la mer Noire amènera des objets de négociations entre la France et la Russie. Ce motif pourrait servir de prétexte à revenir à un traité de commerce qui a souvent été ébauché, et qui pourrait nous être utile, pour tirer du pays les bois de construction et les matières premières de la marine, au préjudice de l'Angleterre.

On ne doit pas oublier d'observer ici que l'Angleterre est, après la France, la puissance à qui la révolution qui s'opère dans le Nord, doit être le plus désagréable et le plus contraire. Serait-ce un motif suffisant d'espérer qu'elle voulût se joindre à nous, pour en imposer aux puissances qui veulent s'enrichir du démembrement de la Pologne? C'est ce dont il est difficile de se flatter; et, malgré la répu-



gnance avec laquelle les Anglais doivent voir sa majesté prussienne devenir, avec avantage, une puissance maritime sur la Baltique, et la Russie en possession de tout le commerce de la mer Noire, comment serait-il possible de former un concert solide avec l'Angleterre pour s'y opposer? Dans l'ignorance où l'on est des moyens qu'on pourrait y employer, on se contentera de dire qu'il n'y aurait nul inconvénient à traiter cet objet avec le ministère anglais, ne fût-ce que pour pénétrer l'effet que ces événemens ont pu faire, tant sur sa majesté que sur la nation britannique.

Nous n'avons, jusqu'ici, traité que les objets relatifs à la politique du Nord, sur lesquels les solutions que nous avons cherchées ne sont pas plus solides que satisfaisantes. En jetant les yeux sur le Midi, on apercevra encore des sujets d'inquiétude dignes de beaucoup d'attention : le principal, sans doute, est l'établissement précaire de deux branches de la maison de Bourbon en Italie. On doit s'attendre que, si le refroidissement actuel avec Vienne avait des suites, une de ses premières démarches serait d'envahir toutes les possessions de ces deux branches; et rien ne serait plus facile dans l'état actuel des choses. On doit croire aussi que la république de Gènes, qui a des querelles

subsistantes avec l'empereur, au sujet de San-Remo, sans parler des anciennes dont le souvenir ne doit pas être effacé, serait une des premières victimes de notre désunion. Pour parer à ces deux inconvéniens, il serait à propos de faire sentir à la cour d'Espagne la nécessité de mettre sa majesté sicilienne assez en forces pour résister aux premières entreprises qu'elle aurait à essuyer, et pouvoir attendre les secours que la France et l'Espagne lui enverraient.

La même prévoyance doit engager à fournir aux Génois les moyens de se précautionner également contre un premier coup de main. On connaît ceux qui ont été employés avec succès pendant la guerre finie en 1748, et combien l'animosité de ce peuple contre les Autrichiens fournit de ressources en pareille circonstance ; mais encore faut-il les prévoir et les préparer.

Un troisième moyen de parer aux échecs que l'on peut avoir à craindre en Italie, est de ménager la cour de Turin, dont l'alliance, en pareil cas, peut être aussi utile à la France qu'elle est désirable pour elle. Le roi de Sardaigne n'ignore pas l'intérêt qu'il a à se joindre aux puissances à qui l'agrandissement de la maison d'Autriche en Italie peut faire ombrage ; ainsi il sera facile de s'en assurer.

De ce Mémoire, dont l'étendue, quoique grande, n'est pas proportionnée à celle des matières qui y sont traitées, il résulte :

1° Que, dans les circonstances actuelles, il n'y a rien de si pressé que de sortir de la léthargie politique où l'on est, et de chercher à remédier au mal que cette même léthargie a occasionné;

2° Qu'on doit faire l'impossible pour ramener la confiance de la cour de Vienne, et dissiper le refroidissement existant avec elle, dont la suite pourrait être une liaison intime de sa part avec la Russie et la Prusse, qui nous deviendrait funeste, surtout si elle était mise en activité par le génie bouillant et martial qu'on suppose à l'empereur;

3° Que, malgré le désir sincère de resserrer les nœuds avec la cour de Vienne, il faut s'occuper de ce qui se passe à Berlin, et se mettre en mesure avec dextérité et sagesse vis-à-vis du roi de Prusse; de sorte que, si l'éloignement de Vienne devenait invincible, on pût parer aux effets dangereux qu'on aurait à en craindre, en renouvelant nos anciennes alliances avec sa majesté prussienne, ou du moins avec son successeur, que, par cette raison, il convient d'avance de ménager avec suite et avec tout le soin possible;

4° Qu'une conséquence de cette possibilité de rupture avec la cour de Vienne, doit être de mettre, par le moyen de l'Espagne, le roi de Naples en état de résister aux premiers efforts des Autrichiens, et d'attendre nos secours; d'en user de même, de notre part, avec les Génois; et enfin, de se ménager la possibilité, même la facilité, de former une alliance avec le roi de Sardaigne, si les circonstances l'exigeaient.

~~~~~

« Le but du comte de Broglie, dans ce Mémoire, est de prouver que, depuis 1756 jusqu'en 1773, la France avait perdu sa considération en Europe, et que sa puissance militaire, fédérative et pécuniaire, était visiblement en décadence.

« Cette triste vérité n'était que trop évidente, et n'avait aucun besoin d'être si longuement prouvée; personne ne s'avisera de le contredire sur ce point. Mais je crois qu'il se trompe sur les causes du mal et sur les moyens d'y remédier. Quelque tournure que prenne l'auteur pour dissimuler sa véritable opinion, dans la crainte de déplaire à la reine, le courtisan ne peut ici voiler le secret du politique; et, malgré toutes ces protestations d'attachement au système d'alliance avec l'Autriche, on voit, à chaque ligne, que cette alliance lui paraît la seule source des humiliations de la France, et qu'un traité avec la Prusse lui semble le seul moyen de rendre au cabinet de Versailles son ancien crédit.

« Le mot de *considération*, comme celui de *gloire*,  
« est toujours prononcé avec emphase par tous les  
« partis, et n'est presque jamais défini avec justesse.  
« Dans ce siècle surtout, les hommes qui les emploient  
« tombent souvent dans une inconséquence dont ils ne  
« se doutent pas ; et il existe entre leurs idées une con-  
« tradiction qui leur ôte tout moyen de donner une  
« base solide à leur conduite. Je crois utile d'essayer de  
« poser sur ce point des principes clairs, qui aident,  
« pour la suite, à distinguer les maximes saines de la  
« politique, de toutes ces déclamations qu'on applau-  
« dit, parce qu'on ne les comprend pas.

« Dans le sens vulgaire, la gloire et la considération  
« d'un gouvernement consistent à étendre ses posses-  
« sions par des conquêtes, à s'illustrer par des vic-  
« toires, à enrichir son commerce aux dépens de celui  
« de ses rivaux, et à se rendre, par la terreur qu'on  
« inspire, le juge arbitraire des contestations de ses  
« voisins. Cette définition de la considération et de  
« la gloire est, de toutes, la plus fausse, et sera ce-  
« pendant, dans tous les temps, la plus généralement  
« adoptée, parce qu'elle flatte les passions ; et donne  
« aux gouvernemens un éclat dont les peuples sont  
« toujours à la fois dupes et victimes. Un prince qui  
« veut obtenir ce genre de gloire, doit alors entretenir  
« de nombreuses armées, des flottes formidables, ac-  
« cabler ses sujets d'impôts, exciter leur enthousiasme,  
« guider leur vaillance, partager leurs dangers,  
« surveiller attentivement les autres puissances,  
« profiter de leurs querelles et de leurs fautes, diviser  
« leurs forces, s'allier avec l'un pour écraser l'autre,  
« changer souvent d'alliances, se jouer de la bonne foi

» et de la justice, et prendre pour modèles Louis XIV,  
» Charles XII, Frédéric-le-Grand, Catherine II, et le  
» gouvernement anglais actuel : car c'est en suivant  
» ces maximes qu'on a vu l'un s'emparer de la Fran-  
» che-Comté et de l'Alsace; l'autre, momentanément,  
» de la Pologne et de l'Ukraine; Frédéric, de la Silé-  
» sie; Catherine, de la Tartarie et de la Pologne; le  
» gouvernement anglais, de l'Inde et des colonies hol-  
» landaises. C'est ainsi qu'on les a vus agiter toute  
» l'Europe par leurs intrigues, sacrifier leurs alliés à  
» leur ambition, et payer un peu de terrain par des  
» flots de sang, et une place brillante dans l'histoire  
» par le malheur de l'humanité. Il est vrai qu'en sui-  
» vant cette doctrine injuste, et en parcourant cette  
» carrière périlleuse, il faut s'attendre aussi aux écueils  
» dont elle est remplie.

» Louis XIV se vit au moment de perdre ses États,  
» de combattre son petit-fils, et fut obligé de deman-  
» der honteusement la paix à la Hollande, qui la refusa.  
» Charles XII, vaincu, perdit en un jour le fruit de  
» tous ses travaux : fugitif, prisonnier, errant et ruiné,  
» il vit, en mourant, la gloire du rival qu'il avait  
» voulu détrôner. Catherine, plus heureuse, entendit  
» cependant le canon suédois du fond de son palais,  
» vit un instant la Pologne secouer son joug, frémit  
» à l'approche des troupes prussiennes, lorsque les  
» siennes étaient occupées à conquérir des déserts à  
» huit cents lieues de sa capitale. Frédéric-le-Grand,  
» entouré d'ennemis, apprenant la prise de Berlin par  
» les Russes, porta long-temps du poison sur lui,  
» triste preuve des tourmens que lui coûtait son ambi-  
» tion. Enfin le ministère anglais, qui domine les

» mers , et qui prodigue l'or à toute l'Europe pour l'i-  
» nondre de sang , après avoir perdu treize provinces  
» en Amérique , a vu un instant ses flottes révoltées ,  
» l'Irlande soulevée , plusieurs de ses alliés l'abandon-  
» ner , et la puissance qu'il voulait écraser , étendre  
» ses limites jusqu'au Rhin , et porter la gloire de ses  
» armes jusqu'au sein de l'Asie. Le stathouder l'accuse  
» de sa ruine , les princes de l'Empire de leur chute ,  
» l'empereur de la perte de la Belgique et du Milanais ;  
» les puissances maritimes s'indignent de son despo-  
» tisme , et lui font craindre une ligue qui pourrait  
» un jour briser son trident. Enfin la famine vient lui  
» reprocher la guerre : et cependant il craint la paix ;  
» car telles sont les suites de l'injustice : on ne peut ,  
» sans risque , s'arrêter dans le chemin qu'elle trace ,  
» et un précipice est la seule borne qu'elle offre à celui  
» qui le suit.

» Si le comte de Broglie voulait que Louis XV et  
» Louis XVI tendissent à ce genre de gloire et de con-  
» sidération , il se trompait également , et sur le carac-  
» tère de ces deux princes , et sur le véritable intérêt de  
» son pays. Et si , comme j'aime à le croire , il voulait  
» donner à la France la considération prise dans le  
» vrai sens de la morale et de la politique , que les so-  
» phistes seuls prétendent séparer , je ne trouve alors  
» ni clarté dans ses idées , ni justesse dans ses observa-  
» tions. Ses raisonnemens sont vagues , ses principes  
» douteux , ses moyens insuffisans.

» En effet , dans la première hypothèse , en suppo-  
» sant même que Louis XV et Louis XVI eussent réuni  
» les qualités nécessaires aux conquérans , il ne fallait  
» pas leur conseiller de maintenir la balance en Eu-

» rope , de s'opposer simplement à l'agrandissement  
» des cours impériales et de la Prusse : il fallait pren-  
» dre de son côté , tandis qu'elles prenaient du leur ;  
» s'emparer , ou de la Belgique , ou de l'Italie , si les  
» couronnes du Nord s'emparaient de la Pologne ; s'u-  
» nir ensuite à l'une des cours germaniques , pour dé-  
» pouiller l'autre , et atteindre ainsi , au faite de la cé-  
» lébrité et de la puissance aux dépens de la justice ,  
» et en sacrifiant à ce vain éclat le sang , l'or , le bon-  
» heur de leurs sujets , et la tranquillité de l'Europe.

» Si , dans la seconde supposition , le comte de Bro-  
» glie voulait que le roi de France acquit cette gloire  
» véritable ; cette considération solide que si peu de  
» princes ambitionnent , et qui cependant peut seule  
» assurer la félicité de leurs peuples , il fallait , après  
» avoir donné le sage conseil , que tout le monde pro-  
» digue et que personne ne suit , de rétablir l'ordre  
» dans les finances , la sévérité dans les mœurs , l'ac-  
» tivité dans le commerce et la discipline dans les  
» camps ; il fallait , dis-je , non croire tout réparer  
» en s'alliant avec la Prusse , sans rompre le traité  
» de 1756 , qui nous unissait à Vienne , moyen faux et  
» nul , qui ne garantissait d'aucun danger , puisque  
» c'était la Prusse qui voulait le partage de la Pologne ;  
» non recevoir un secours de l'Angleterre ; à qui tout  
» bouleversement sur le continent semble profitable ,  
» pourvu qu'il diminue l'influence de la France et aug-  
» mente celle de ses voisins : mais il fallait , en se mon-  
» trant prêt à combattre pour le faible contre le fort ,  
» déclarer à la Prusse , à la Russie et à l'Autriche ,  
» qu'on soutiendrait contre elles la Pologne , la Suède ,  
» la Turquie et les princes de l'Empire et de l'Italie ,



» qu'on serait le défenseur des attaqués, et l'ennemi  
» des agresseurs. C'est par cette conduite ferme et  
» juste qu'un roi de France aurait bientôt débrouillé  
» le chaos de la politique européenne, et qu'il serait  
» devenu le régulateur respecté de tous ses mouve-  
» mens : car, 1° tous les faibles, le regardant comme  
» leur appui, se seraient rangés sous sa protection ;  
» et 2° celle des grandes puissances qui n'aurait pas eu  
» véritablement des vues d'agrandissement, se serait  
» alliée à la France pour s'opposer à l'ambition des  
» autres.

» Il est évident, par exemple, qu'à l'époque dont il  
» est ici question, si Louis XV avait suivi ce noble sys-  
» tème, l'Autriche qui, selon l'aveu même du comte  
» de Broglie, n'accédait qu'à regret à un partage où la  
» Prusse et la Russie gagnaient plus qu'elle, aurait se-  
» condé la France dans son opposition, et que cette  
» honteuse spoliation de la Pologne n'aurait pas eu  
» lieu. Mais, ce partage fait, le conseil que donne  
» l'auteur du Mémoire paraît vide de sens ; et, cette  
» preuve de faiblesse une fois donnée, une négociation  
» avec la Prusse devenait une intrigue sans objet.

» La cour de Versailles ayant déclaré à M. de Sandoz  
» qu'elle verrait avec indifférence les affaires de Polo-  
» gne, il en devait résulter que l'Autriche, loin de  
» s'exposer à une guerre désavantageuse, devait profi-  
» ter du partage, ce qu'elle fit ; que les cours de  
» Vienne et de Berlin, voyant la timidité du cabinet  
» de Versailles, devaient dédaigner son appui, et se  
» disputer l'alliance de la Russie, dont elles avaient  
» tout à espérer ou à craindre ; et c'est ce qui a fait  
» jouer un rôle si important, et si peu prévu, au cabi-

» net russe. Enfin l'inaction de la France, dans cette  
» circonstance, devait démontrer aux princes de l'Em-  
» pire qu'ils ne devaient pas plus compter que les Po-  
» lonais sur son secours; et, dès ce moment, ils furent  
» obligés de se ranger, les uns sous la protection de  
» l'empereur, les autres sous celle de la Prusse, ce qui  
» détruisit tout le crédit des Français dans l'Empire.  
» Tout ceci prouve, je crois, évidemment, que la  
» chute trop réelle de ce crédit doit être attribuée à  
» la faiblesse du monarque français, au désordre de  
» ses finances, à son amour pour les plaisirs, à son  
» aversion pour les affaires, et non au traité de 1756,  
» traité dont les passions ont abusé dans le principe,  
» mais qui n'avait en lui-même rien d'impolitique,  
» rien de dangereux, et qui, même comme défensif,  
» offrait de grands avantages, puisque trente années de  
» paix continentale en ont été le résultat, et qu'il nous  
» a valu depuis, par la neutralité de l'Autriche, la pos-  
» sibilité d'enlever treize provinces à l'Angleterre, ce  
» qui ne serait peut-être pas arrivé, si une diversion  
» sur le continent eût partagé nos efforts et nos dé-  
» penses. » (SÉGUR.)



## CONJECTURES

RAISONNÉES

SUR LA SITUATION ACTUELLE DE LA FRANCE

DANS

LE SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE,

ET

RÉCIPROQUEMENT SUR LA POSITION RESPECTIVE DE L'EUROPE  
A L'ÉGARD DE LA FRANCE ;

ENFIN

Sur les nouvelles combinaisons qui doivent ou peuvent résulter  
de ces différens rapports, aussi dans le système politique de  
l'Europe.

(16 avril 1773.)

( Ouvrage dirigé par le comte de Broglie, exécuté par M. Favier, et remis  
à Louis XV dans les derniers mois de son règne \*.)

## INTRODUCTION.

POUR se mettre à portée d'apprécier la situa-  
tion actuelle de la France (avril 1773) dans

\* Ce travail a terminé la fameuse correspondance. C'est le seul  
monument qui en reste avec les *Pièces authentiques*, imprimées  
au commencement de ce volume. Toutes les autres pièces ont été  
brûlées par ordre de Louis XVI, après l'examen qui en a été fait  
par MM. du Muy et de Vergennes.

l'ordre des grandes puissances, il faut remonter à la source, et partir d'un point fixe antérieur. Dès-lors on peut tracer la ligne que la France a parcourue depuis dans cette sphère politique.

Ce point antérieur doit être placé à l'époque de 1756. C'est celle de la dernière guerre et du nouveau système, suite nécessaire du traité de Versailles, du 1<sup>er</sup> mai de cette année.

On voudrait en vain se dissimuler la dégradation rapide du crédit de la France dans les cours de l'Europe, de sa considération, de sa dignité même. Enfin, osera-t-on le dire? par un déplacement incroyable, elle semblerait avoir perdu son rang à la tête des grandes puissances, pour ne plus jouer sur la scène politique qu'un rôle passif ou subalterne.

Cependant, *point d'effets sans causes*; il faut donc chercher celles d'une si étonnante révolution.

Ces causes se réduisent à trois principales\*,

\* « Des trois causes énoncées, les deux dernières sont » incontestables, et, par un esprit de parti évident, on » les fait regarder comme des conséquences inévitables » de la première, quoique ce soit précisément la question à discuter. » (SÉGUI.)

dérivées les unes des autres, depuis 1756 jusqu'à la paix.

1° Le changement de système produit par le traité de Versailles;

2° Le faux plan de la guerre, dans lequel, en perdant de vue l'objet principal, on a pris le change, et tourné en guerre de terre une guerre maritime et de colonies, ce qui a été la suite du changement de système;

3° Les malheurs de la guerre qui ont découlé de ce faux plan, et nécessité à une paix aussi désavantageuse qu'elle parut indispensable.

Depuis la paix, trois autres causes principales, pareillement enchainées les unes aux autres, ont amené encore plus rapidement cette dégradation.

1° Le défaut de système politique. L'ancien était détruit, et ce renversement nous avait laissés, à la paix, sans autre allié, en Allemagne, que la cour de Vienne. Nous étions réduits dans le Nord à n'avoir d'autre allié que la Suède, qui, ainsi isolée, ne pouvait nous être qu'à charge. Ceux du Midi ne pouvant avoir aucune influence dans ce système septentrional, ils étaient nuls à cet égard. On avait appuyé et protégé la cour de Vienne; on finit par se persuader qu'elle était notre ap-

pui; du moins ce fut et le langage et l'opinion apparente de notre ministère.

On s'accoutuma à regarder la puissance autrichienne comme un corps avancé qui faisait notre sûreté, et derrière lequel on pouvait s'endormir à l'abri de toute surprise : mais, au lieu de donner l'ordre à cette avant-garde, on le reçut d'elle; et la prééminence de la cour de Vienne s'établit proportionnellement à notre subordination.

2° Cette subordination, suite du défaut de système, est devenue la cause, à son tour, des effets les plus pernicioeux.

Soit que le ministère d'alors ne fût pas assez éclairé, assez réfléchi, pour en prévenir les suites dangereuses, soit que des motifs personnels l'eussent déterminé à suivre le penchant qui semblait l'entraîner dans ce système subalterne, il ne s'occupa plus que d'agir de concert avec la cour de Vienne, ou plutôt sous sa direction.

Point de négociations pour renouer d'anciennes alliances, en former de nouvelles, ou du moins se rapprocher décemment des cours dont on s'était éloigné dans la dernière guerre. Si l'on parut enfin se prêter à quelques démarches d'étiquette, ce fut si lentement, si froidement, qu'on donna à la cour de Vienne le

temps de se rapprocher, avant nous, des puissances avec qui elle avait été ou en guerre ouverte, ou en froideur marquée \*. Il ne parut point qu'on lui eût demandé compte des avances qu'elle faisait et qu'elle nous empêchait de faire. Elle semblait s'être placée comme un point intermédiaire entre nous et ces cours refroidies ou mal réconciliées; mais ce fut bien plutôt un mur de séparation. On la vit régler chaque pas que nous devions faire dans la route oblique qu'elle nous avait tracée. Enfin, sous prétexte de *l'union intime ou de l'intérêt commun*, elle parvint à persuader que nous n'avions aussi qu'une volonté commune, mais toujours suggérée par elle, et variable au gré de la sienne. L'Europe fut accoutumée à regarder la France comme une puissance devenue secondaire dans l'ordre politique; en un mot, un corps de réserve aux ordres de l'Autriche \*\*.

\* Il est impossible de se rapprocher plus maladroitement, et moins noblement en même temps, qu'on le fit du roi de Prusse, au moment de l'envoi de M. de Guines: le moment de la nomination de M. de Pons a cependant été encore plus mal choisi; et il est très apparent que c'est ce qui a donné lieu aux entraves de Neustadt, où on a jeté les fondemens de l'union funeste de l'empereur et du roi de Prusse.

\*\* Jamais notre subordination n'a tant paru que dans l'affaire de Pologne, à laquelle la cour de Vienne n'a jamais voulu permettre qu'on prit part par les seuls moyens qui eussent pu être

A peine cependant la paix était-elle conclue, que la cour de Vienne avait réclamé, à toute rigueur, nos engagemens les plus onéreux. C'était l'exécution d'un traité secret, signé aussi à Versailles, le 30 décembre 1758.

On ne fera pas ici l'énumération des stipulations d'une armée française de cent mille hommes en Allemagne, des subsides à payer par la France aux alliés de l'impératrice, des troupes étrangères à soudoyer aussi par la France dans les armées autrichiennes : tout cela n'avait été que trop scrupuleusement rempli de notre part.

Mais, par l'article III de ce nouveau traité, le secours de vingt-quatre mille hommes, stipulé dans celui de 1756, avait été évalué en argent à 3,336,000 florins d'Empire (8,340,000 livres), payables tous les ans pendant la durée de la guerre. Il en était dû, à la paix, aux environs de 33 à 34 millions, pour les quatre années d'arrérages : il fallut s'arranger. On

efficaces; ce qui a été la cause de ceux qu'on a employés, qui n'ont servi qu'à nous compromettre cruellement, et à nous rendre presque ridicules\*.

\* « Cette observation est contradictoire avec ce qu'on a vu précédemment; la France, par son inaction, avait forcé l'Autriche de consentir au partage. »

(SÉGUR.)



prit, en 1762, des termes pour le paiement, qui fut enfin achevé en 1769.

Avec une somme si considérable, et l'économie que la cour de Vienne perfectionna dans ses finances, elle se trouva presque en meilleur état qu'avant la guerre. Elle remboursa; on fit des réductions; l'argent à la main, elle établit son crédit, pendant que la France achevait de ruiner le sien, pour en avoir abusé au gré de l'Autriche; et, par un effet certain de la *puissance pécuniaire*, celle-ci augmenta graduellement son *crédit de considération*, et la France, à proportion, perdait du sien propre ce que son allié en acquérait à ses dépens.

Cette supériorité, dont on ne fut point frappé alors, mais qui ne laissa pas d'être aperçue par des observateurs instruits, fut le premier degré de celle que l'Autriche a depuis usurpée insensiblement.

Le bon état de ses finances lui permit de rester puissamment armée, tandis que le ministère français, réformant d'un côté et prodiguant de l'autre, laissait la France désarmée, et sa frontière presque ouverte. Dès-lors le *crédit de considération*, fondé sur la puissance militaire, fit pencher de plus en plus la balance politique du côté de la cour de Vienne.

Ce nouveau degré de supériorité on ne fut

pas plus senti, ou fut dissimulé avec le même artifice. On crut ou l'on feignit de croire que, si l'impératrice tenait son état militaire sur un pied si formidable, c'était pour la France autant que pour elle-même; que l'union intime des deux cours tiendrait toujours les forces de l'une à la disposition de l'autre; et que, tout devenant commun entre deux alliés qui allaient encore s'unir plus étroitement par les liens du sang, c'était deux cent mille hommes de plus que le roi aurait à son service\*.

Les prétextes, d'ailleurs, ne manquaient point pour pallier cette espèce de connivence. « Le roi de Prusse restait aussi puissamment » armé; l'impératrice ne pouvait, sans imprudence, désarmer devant lui, et s'exposer » par là à de nouvelles invasions. Celles-ci auraient fait renaître le *casus fœderis*, et nos » secours alors ne pouvaient plus être limités. » Il aurait fallu alors envoyer au fond de l'Allemagne des armées entières, et courir en-

\* Il faut avoir peu de connaissance de l'histoire, pour croire qu'on puisse, en politique, se reposer sur les assurances amicales qu'on se prodigue, ou au moment de la formation d'une alliance, ou à celui d'une union faite ou resserrée par des mariages. La prudence exige de n'y compter qu'autant que les intérêts communs s'y trouvent, et l'expérience de tous les siècles apprend que ces liaisons de parenté sont souvent plus embarrassantes qu'utiles, quand les intérêts sont naturellement opposés.

» core tous les risques d'une guerre qui avait  
» si mal réussi. Il fallait donc un frein à l'am-  
» bition du roi de Prusse, et qui assurât en  
» même temps notre tranquillité. Ce frein ne  
» pouvait être qu'un état de guerre formida-  
» ble : l'Autriche s'en chargeait à ses propres  
» dépens. Elle prévenait par là toutes les ten-  
» tations que ce voisin dangereux aurait pu  
» avoir de troubler encore l'Allemagne et de  
» bouleverser l'Europe. La France, d'ailleurs,  
» tranquille, assurée au Midi, n'avait rien à  
» craindre du Nord, tant qu'elle resterait unie  
» avec la cour de Vienne. Quelle autre puis-  
» sance pouvait l'attaquer de ce côté-là ? Et si  
» quelqu'une l'eût osé, les États autrichiens  
» lui opposaient une barrière insurmontable.  
» Qu'avions-nous donc besoin, en temps de  
» paix, de tenir sur pied de grandes armées ?  
» Celles de l'impératrice veillaient à notre sû-  
» reté ; et cette heureuse position nous ré-  
» pondait, au moins par terre, d'une paix  
» éternelle \*.

Ainsi, de notre aveu, la cour de Vienne se

\* Tel était le langage de notre ministère. Mais comment pouvait-on regarder comme un avantage la faiblesse où la France restait, pendant que l'Autriche et la Prusse demeuraient puissamment armées ? et comment n'a-t-on pas prévu l'avantage que cela leur donnerait sur nous ?

ménageait sur nous tous les avantages de la *puissance militaire*. Il ne manquait plus, pour nous mettre hors d'état de les lui disputer, que d'établir sa *puissance fédérative* sur les ruines de la nôtre.

Le défaut de système avait entraîné la subordination de la France aux vues, aux désirs de la cour de Vienne. Cette seconde cause avait amené son effet nécessaire. Ce fut pour la France de rester abimée de dettes, sans crédit, et presque sans troupes, surtout sans autre alliance, au-delà du Rhin, que celle d'une cour prête à lui échapper, isolée alors, épuisée par une administration de finances monstrueuse. On la crut sans ressources; à quoi aurait servi son alliance?

L'Autriche, cependant, semblait acquérir tous les jours une nouvelle vigueur, un degré de considération et de crédit. Recherchée par les Turcs, caressée par le roi de Prusse, ménagée par la Russie, implorée par la Pologne, elle avait à choisir entre ces quatre alliés. De trois, elle a mis le plus riche à contribution, pour le sacrifier ensuite, et s'est liguée avec les deux plus forts pour dépouiller le plus faible \*.

\* Depuis le moment de la vacance du trône de Pologne, la cour de Vienne a négocié très habilement avec toutes ces cours, pour lesquelles elle n'a cherché en même temps à nous inspirer

3° Cette alliance de l'impératrice avec la Russie, dernière cause et dérivée des deux précédentes, en a donc été l'effet nécessaire; et, en démasquant le système bien combiné de la cour de Vienne, elle a fait le *complément* de notre dégradation.

La puissance *fédérative*, fondée sur le nombre, l'utilité, la solidité des alliances, était le troisième et dernier avantage que l'Autriche avait à prendre sur nous. Ses nouveaux alliés, en le partageant avec elle, ont aussi gagné chacun un rang dans l'ordre politique.

L'Europe, en général, a vu avec surprise la France rangée tout d'un coup en quatrième ligne parmi les puissances du continent; mais cette surprise n'a été que pour le vulgaire, pour les esprits courts, frivoles et inappliqués. Ceux qui, dans la pratique ou la spéculation des affaires, ont réuni les avantages de l'observation et du calcul, avaient pu compter chaque pas rétrograde que nous faisons, pour arriver au point où l'on voulait nous placer.

L'affaire de Pologne et la guerre des Turcs

que de la méfiance pour les unes, de l'indifférence pour les autres. Il n'est pas maladroit d'avoir tiré, en juillet 1771, 12 millions des Turcs, à compte sur un subside de 30 millions, pour après cela, se lier avec leurs ennemis.

ont été les derniers de ces pas si mal mesurés. Il resterait sur tout cela de tristes réflexions à faire.

Comment les choses ont-elles pu en venir, par degrés, à ce point de calamité pour la Pologne et pour la Porte?

Comment une chaîne d'intrigues, ou plutôt de tracasseries prolongées depuis 1765 jusqu'en 1771, n'a-t-elle abouti qu'à la ruine de nos alliés, de nos protégés, et à notre propre humiliation \*?

Comment avait-on commencé si faiblement et si tard ce qu'on aurait pu et dû entamer beaucoup plus tôt avec énergie \*\*?

\* La Pologne est anéantie; la Turquie sera au moins très entamée et fort abaissée; la Suède court les plus grands risques d'éprouver un pareil sort.

\*\* Si on avait donné à la Pologne 2 millions de subsides au moment que la confédération de Bar a éclaté, et qu'en reconnaissant M. de Willorski pour ministre de cette confédération, on eût envoyé auprès de ses chefs un ministre de France, en état de bien faire employer cette somme, toute la Pologne eût été confédérée en trois mois, et il y eût eu plus de cent mille Polonais sur pied, partagés en différens corps, qui auraient désolé l'armée russe, auraient intercepté toutes ses communications, pillé ses convois, ses magasins, ses hôpitaux; et certainement l'utilité dont cette diversion intestine eût été aux Turcs, aurait bien mis en droit de leur demander de payer ce subside. Tout cela a été proposé par des mémoires que M. de Mokronoski a présentés à M. le duc de Choiseul. Ce ministre, de son premier mouvement, commençait par adopter ces idées; mais la cour de Vienne a toujours empêché de les exécuter.

Comment s'est-on laissé jouer si long-temps et si grossièrement par la cour de Vienne?

Comment cette illusion, qui aurait dû finir avec le ministère de M. de Choiseul, s'est-elle soutenue jusqu'au dernier moment?

Comment la France a-t-elle pu, sans le savoir, sans s'en douter, servir jusqu'au bout d'instrument à l'Autriche, pour amener la Russie et le roi de Prusse au point de s'unir avec elle?

Mais il n'est plus temps d'agiter ces douloureuses questions. Il suffit d'avoir remonté aux causes primitives de la situation où se trouve aujourd'hui réduite la première puissance de l'Europe.

Partons à présent d'un autre point fixe; c'est l'état actuel. Tâchons auparavant de le bien apprécier. Il est triste au premier coup d'œil, mais il n'est peut-être pas désespéré.



« Tout ce qu'on vient de lire ne prouve encore rien  
» contre le traité de 1756, mais contre la faiblesse de la  
» cour de France et sa mauvaise administration; car,  
» avec la même faiblesse, si elle avait été alliée de la  
» Prusse, elle n'aurait pas plus empêché le partage de  
» la Pologne, et n'aurait pas mieux protégé la Porte.  
» Louis XV, une fois décidé à ne plus faire la guerre,

» ne pouvait avoir aucune influence en Europe ; et il  
» n'y paraissait qu'en quatrième ligne , parce que les  
» trois autres grandes puissances étaient actives , ambi-  
» tieuses , économes et prêtes à combattre. »

(SÉCUR.)



---

## SÉCTION PREMIÈRE.

---

### DE LA SITUATION ACTUELLE

### DE LA FRANCE

### DANS LE SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

---

On doit regarder comme une maxime fondamentale et un principe incontestable, que le crédit ou la considération d'un prince, d'un État quelconque, sa dignité même et sa prééminence, son rang enfin dans l'ordre politique, est nécessairement fondé sur la puissance; que celle-ci pourrait être envisagée sous deux faces : les troupes et les alliances; puissance militaire et puissance fédérative.

On pourrait ici ajouter un troisième article: c'est la puissance pécuniaire, la base et l'aliment des deux autres; mais cet objet regarde l'administration intérieure, dont on ne discutera pas les détails dans le présent mémoire. Peut-être sera-t-on dans le cas d'y revenir, et

sera-t-il possible de prouver que nos ressources en ce genre ne sont pas épuisées au point que l'Europe le croit. La France aura toujours plus de *numéraire disponible* qu'aucune autre; et le crédit même, tout ruiné qu'il puisse être, renaitra, si l'on veut, des premières mesures sages, bien calculées, et surtout économiques, que l'on voudra prendre.

On n'envisagera donc ici la situation actuelle de la France, dans le système politique de l'Europe, que relativement à la *puissance militaire* et à la *puissance fédérative*.

---

ARTICLE PREMIER.

*De la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe, relativement à la puissance militaire.*

CETTE puissance n'est pas uniquement fondée sur des armées nombreuses. Les moyens d'attaque en sont, il est vrai, le nerf et le mobile ; mais tous les moyens de défense entrent aussi dans sa composition.

A cet égard, la France a conservé ses avantages sur les autres puissances de l'Europe : l'ensemble et l'arrondissement de ses possessions ; la défense naturelle d'une partie de ses frontières, par les montagnes et les mers ; la sûreté artificielle, par un triple cordon de places fortes, quoique très mal entretenues ; l'esprit d'une nation toujours invincible chez elle, ou toujours renaissante même de ses défaites, pour chasser ensuite l'ennemi et recouvrer enfin son territoire.

Mais de ces avantages, tout précieux qu'ils sont, il ne résulte véritablement qu'une force d'inertie, c'est-à-dire la difficulté d'être attaquée, la facilité de se défendre, la possibilité

de recouvrer enfin ce qu'on a perdu. C'est, à proprement parler, la *partie passive*, de la puissance militaire. Elle ne suffit point pour élever un prince, un État quelconque, au premier rang dans l'ordre politique, ni pour l'y maintenir, s'il néglige trop long-temps la *partie active* de la puissance militaire.

C'est donc par l'entretien constant, soutenu et perfectionné d'un état de guerre formidable, qu'un prince ou un État quelconque peut ou s'élever, ou se maintenir au premier rang entre les grandes puissances. La Russie, la Prusse, l'Autriche elle-même ne sont parvenues que par ce moyen à la place qu'elles occupent aujourd'hui; et c'est par le contraire que la France en paraît déchue. Il faut d'ailleurs observer, en passant, que ce n'est que pendant la paix qu'on peut former une bonne armée, et que ce serait le temps où il serait le plus essentiel que les troupes fussent entre les mains de gens capables de décider de leur constitution et de les instruire pour la guerre.

Il est triste sans doute pour un souverain chéri, humain, bienfaisant, d'enlever à l'agriculture, à l'industrie, aux arts utiles, la fleur de sa population : mais, faut-il l'avouer? ce n'est point à la France à se plaindre de cette nécessité. Louis XIV a fait le malheur de

l'Europe, et a porté de rudes atteintes au bonheur de ses peuples, en établissant le premier l'usage des grandes armées. Son exemple et ses entreprises en ont fait un besoin constant pour tous les autres potentats; l'Europe est montée sur ce ton : c'est une maladie épidémique, et la philosophie \* même n'en guérira point les princes qu'elle compte parmi ses sectateurs et ses prosélytes.

Toute force étant relative, comme toute grandeur, la puissance militaire d'un État quelconque existe plus ou moins, en proportion de celle des autres États qui figurent avec lui sur la scène politique. Tant qu'il peut ou sait conserver ce genre de supériorité, il y joue les *premiers rôles*. Réduit à l'égalité, il ne

\* « Si la philosophie seule ne peut pas guérir de cette  
« épidémie, la politique au moins devrait éclairer les  
« gouvernemens. S'ils continuent à entretenir de si for-  
« tes armées aux dépens de leur agriculture, de leur  
« commerce et de leurs finances, ils se ruineront,  
« leurs peuples se révolteront, d'affreuses secousses les  
« menaceront. L'Angleterre et la France seules résiste-  
« ront quelque temps encore à cette commotion, parce  
« qu'elles possèdent plus de richesses réelles et difficiles  
« à épuiser. Mais enfin tous courent le risque de périr,  
« s'ils ne veulent rester assis que sur des baïonnettes et  
« sur des épées, qui tôt ou tard blessent ceux qui n'ont  
« qu'elles pour appuis. » (SÉGUR.)

les a plus *qu'en partage*; s'il tombe au-dessous de cette proportion, il ne doit plus prétendre qu'aux rôles *subalternes*.

C'est à quoi la France devrait désormais s'attendre, si elle persistait à rester désarmée; car on ne peut pas dire que, ne voulant point jouer de ces rôles subordonnés, elle en serait quitte pour n'en jouer aucun.

1° Ce serait une triste et humiliante situation, qui répugnerait à la dignité et à la supériorité primitive de cette monarchie. La maison régnante est la plus illustre comme la plus ancienne de l'univers. La nation a régné jadis sur toute l'Europe connue, et, même après avoir perdu l'empire d'Allemagne, elle a toujours eu, dans la masse générale, une prépondérance qui est devenue, en quelque sorte, le patrimoine de la couronne.

Cette opinion reçue depuis tant de siècles, ce dogme consacré par une prescription plus que millénaire, n'avait jamais souffert aucune altération jusqu'à l'époque trop célèbre du pacte de famille \*. Alors, pour la première

\* On ne prétend pas blâmer l'alliance avec l'Espagne, qu'on regarde comme la plus essentielle et la plus naturelle que la France puisse jamais former : mais on croit qu'il serait facile de prouver que le moment où elle a été faite a été mal choisi ; que, faute de connaître la mauvaise administration intérieure de cette couronne à l'époque de ce traité, et combien elle était peu pré-

fois, la France admit à l'égalité une autre monarchie; et de ce préjugé qu'elle forma contre elle-même, résulta peut-être la première idée du déplacement qu'elle éprouve aujourd'hui. Les puissances, en assez grand nombre, qui ne cédaient point à l'Espagne, commencèrent alors à révoquer en doute notre préséance; et comme, pour toute ambition, l'égalité, une fois obtenue, n'est qu'un pas de plus vers la supériorité, on crut bientôt qu'il ne serait pas impossible de l'usurper sur nous: tant il est dangereux de se laisser entamer sur l'opinion dans tout ce qui tient à la prééminence!

Mais, on ne saurait trop le répéter, cette supériorité *de droit* ne s'acquiert et ne se maintient que par la supériorité *de fait*, c'est-à-dire par la réalité d'une puissance prépondérante.

Ensuite il faut bien observer que tout prince ou État, déchu du premier rôle, n'est pas toujours le maître de *n'en jouer aucun*.

parée aux efforts qu'on attendait d'elle, son concours n'a pas servi à diminuer les désavantages de la paix pour la France, et qu'elle les a seulement fait partager à l'Espagne. Il eût donc été plus utile de faire craindre cette alliance à l'Angleterre, pour la déterminer à la paix, et d'attendre que la tranquillité fût rétablie en Europe, pour contracter des liaisons indissolubles avec l'Espagne. Il aurait surtout fallu ne jamais admettre à l'alternative de la préséance cette monarchie; et c'est une faute irréparable, beaucoup plus à regretter que la perte de plusieurs provinces dont on peut tôt ou tard se réparer.

Dans l'ordre politique, ainsi que dans l'état social, l'infériorité a toujours entraîné de fait la dépendance. La chimère d'un État plus faible, qui resterait indépendant vis-à-vis des plus forts, est démentie par l'histoire et par l'expérience. S'il n'est pas conquis, il est subjugué, et, en attendant d'être englouti à son tour, il est souvent forcé de creuser l'abîme où les autres disparaissent \*.

Tel serait cependant le sort de la France même, si elle pouvait adopter l'idée peu glorieuse de rester, *seule dans son coin*, tranquille spectatrice des grands événemens prêts à bouleverser l'Europe. Une ou deux révolutions dans l'ordre politique pourraient bien ne pas l'affecter encore directement; mais la troisième au plus tard, qui serait très prochaine, transporterait trop près de chez elle le lieu de la scène.

Alors il faudrait bien, de force ou de gré,

\* Le peu d'influence que nous avons eue dans tout ce qui s'est passé dans le Nord, l'exclusion formelle que la Russie avait donnée précédemment à la France dans les négociations entr'elle et les Turcs, enfin la demande qu'on nous a faite de ratifier le démembrement de la Pologne, sur la promesse de renoncer à cette condition à l'agression de la Suède, sont autant de preuves d'infériorité bien humiliantes; et la dernière surtout ne serait propre qu'à déshonorer la France, sans même préserver la Suède du sort dont elle est menacée, et qui ne serait tout au plus que différé de peu de temps.



choisir entre deux partis ; car il n'en resterait pas un troisième : ou de consentir aux projets des puissances armées et prépondérantes contre les princes ou États faibles qui seraient attaqués, et de confirmer, par des accessions et des garanties, les usurpations des plus forts ; dans ce premier cas, que pourrait-on espérer de plus favorable que d'être *dévoré le dernier* ? ou de s'opposer hautement aux mesures prises de concert par les puissances armées et prépondérantes contre les États faibles et désarmés qu'elles voudraient envahir ; mais alors quelle apparence de s'y opposer avec succès, désarmé soi-même et abâtardi par une longue paix ; forcé de prendre en un instant des mesures offensives, sans avoir préparé d'avance les moyens d'attaque, ou même de défense, si l'attaque ne réussissait point, ce qui ne serait que trop vraisemblable dans des circonstances si désavantageuses ?

Ce n'est pas qu'on prétende ici suggérer des idées guerrières et ambitieuses. La paix est, sans doute, l'avantage le plus précieux pour un prince ou un État quelconque, et la postérité bénira toujours la mémoire d'un roi pacifique. Les lumières et la réflexion ont perfectionné, surtout dans ce siècle, la théorie des gouvernemens sages. La guerre est à craindre

pour les petits États, attendu qu'ils peuvent tout perdre; et pour les grands aussi, parce que leur degré d'action et de consommation, tant d'hommes que d'argent, étant toujours en raison de leurs moyens, il n'y a aucune proportion entre ce que leur coûtent ces efforts dispendieux, et ce qu'ils pourraient gagner par le succès même le plus complet.

C'est donc dans un esprit de paix, de conservation et d'humanité, qu'on ose répéter ici cet axiome si connu : *Si vis pacem, para bellum*. Ce n'est, en effet, qu'en se tenant toujours préparé pour la guerre, qu'on peut s'assurer pour long-temps les avantages inestimables d'une solide paix.

On pourrait même retourner ainsi la phrase : *Si vis bellum, para pacem*; et véritablement le moyen le plus sûr d'avoir bientôt la guerre, c'est de se réduire à ce qu'on appelle improprement l'état de paix; c'est de rester avec un pied de troupes si bas, qu'il suffise à peine pour la défense.

L'expérience de tous les temps a prouvé cette vérité : on chercherait vainement quelque exemple du contraire, il n'en existe point. On a vu une fois la France vingt ans de suite en paix (du côté du Nord et de l'Allemagne) sans être précisément armée; mais quel était alors l'état

des puissances rivales? Épuisées toutes pour le moins autant que la France, *par la guerre de succession*, aucune d'elles, après la paix, n'était restée avec un état militaire plus fort que le nôtre.

La Prusse, à cet égard, était encore au berceau; la Russie, à l'école; et nous n'avions encore avec l'une ni l'autre aucun de ces rapports directs ou indirects d'où peut naître la guerre.

Si l'Autriche avait déjà fait une grande figure, c'était au moyen des subsides qu'elle a toujours reçus. Ceux-ci avaient cessé à l'époque de la paix d'Utrecht; et, réduite à ses propres revenus, alors si mal administrés, on sait à quel état son militaire était réduit, lorsqu'en 1733 elle força la France à une rupture.

Il n'est pas surprenant que, dans de telles circonstances, la France, qu'on pouvait regarder alors comme la première puissance de l'Europe, ait pu si long-temps conserver la paix avec ses voisins, tous plus désarmés, plus épuisés qu'elle-même.

On ne doit pas plus s'étonner qu'elle n'ait eu, à cette époque, rien à démêler avec la Prusse et la Russie.

Cet exemple unique est-il applicable à l'espèce présente? Jetons autour de nous un coup d'œil rapide.

A commencer par l'Allemagne, nous y trouverons l'Autriche et la Prusse, qui n'ont pas désarmé à la paix, et dont les deux états militaires, réunis ensemble par la nouvelle alliance, forment une masse de quatre à cinq cent mille hommes.

Dans le Nord, un empire qui véritablement avait toujours pu mettre sur pied des armées aussi nombreuses que mal disciplinées, mais qui réunit aujourd'hui le double avantage du nombre et de la discipline. Ses forces, ajoutées à celles des deux autres copartageans, donnent déjà un total de sept à huit cent mille hommes.

Ce nombre n'est pas exagéré : mais, si les trois puissances continuent d'augmenter leurs forces par des enrôlemens forcés dans leurs nouvelles possessions, ce total pourrait, sans difficulté, se porter, en fort peu de temps, jusqu'à un million d'hommes.

Quelle parité y a-t-il donc entre les circonstances où la France, du même côté, a joui de vingt années de paix, et celles où l'Europe se trouve depuis les traités de Paris et d'Hubertsbourg ?

Encore, dans des circonstances alors si favorables, n'aurait-elle pu la conserver si longtemps, au défaut de la puissance militaire, si

elle n'en eût trouvé les moyens dans sa puissance fédérative.

La France avait, à cette époque, et vers le Nord, et dans l'Empire, des alliés puissans, et d'autant plus utiles, que, ne s'étant livrée exclusivement à aucun, elle les balançait sans cesse les uns par les autres : mais ceci nous ramène à l'objet de l'article suivant, et nous n'anticiperons point ici sur les détails et les discussions dont cette partie essentielle est nécessairement susceptible.

Concluons qu'aujourd'hui la France se trouve réduite à l'état le plus faible, relativement à la puissance militaire, et proportionnellement avec les autres cours, dont les entreprises et les projets, ou formés ou éventuels, doivent le plus exciter son attention et ses précautions.

Que de cet état d'infériorité, il résulte pour elle :

1<sup>o</sup> La possibilité d'être engagée de force ou de gré à des accessions et des garanties d'où naîtraient forcément des mesures offensives et ruineuses, et, par conséquent, l'impossibilité de conserver la paix;

2<sup>o</sup> La même impossibilité, si elle refusait de se prêter à ces accessions et garanties, puisque la faiblesse de son état militaire présent pourrait tôt ou tard tenter ces mêmes cours de

s'en prévaloir, ainsi que de leur supériorité à cet égard, pour exiger de la France, à main armée, ces démarches qu'elle n'aurait pas voulu faire.

Donc la situation actuelle de la France, dans le système politique de l'Europe, relativement à la *puissance militaire*, est désavantageux, précaire, et même dangereux.

Son crédit, sa considération, sa dignité même, tout y est compris; et, en y restant, elle ne saurait espérer de recouvrer son rang à la tête des grandes puissances. Elle ne pourrait pas même se flatter de conserver l'égalité; et, soit pour s'y maintenir, soit pour la rétablir, elle serait forcée enfin de faire ou de soutenir la guerre.

Donc, bien loin de lui assurer la durée et l'affermissement de la paix dont elle jouit encore, cette situation l'expose à tous les inconvéniens d'une guerre entreprise ou soutenue par force et sans préparation.

Donc enfin, l'amour même de la paix et le besoin de l'affermir imposent à la France la nécessité de faire un effort pour sortir de cette situation, et se remettre de niveau avec les autres grandes cours, relativement à la puissance militaire.

\*\*\*\*\*

« Tout l'article I<sup>er</sup> de ce tableau est de la plus grande  
» vérité, et contient le développement des principes de  
» la plus saine politique.

» Les hommes de talent se trompent rarement en  
» présentant des idées générales; c'est dans leur appli-  
» cation seule que les passions ou les préjugés les éga-  
» rent. » (SÉGUR.)

## ARTICLE II.

*De la situation actuelle de la France dans le système politique, relativement à la puissance fédérative.*

On croit avoir prouvé, dans l'article précédent, que la situation actuelle de la France, relativement à la puissance militaire, ne saurait subsister encore quelque temps, sans entraîner pour elle les malheurs d'une guerre directe ou indirecte, offensive ou défensive, et que, dans tous les cas, elle la ferait ou la soutiendrait avec désavantage, parce qu'elle n'y aurait pas été préparée.

Prouvons à présent que la situation de la France, relativement à la puissance fédérative, ne l'expose pas moins aux mêmes inconvénients et aux mêmes désavantages; mais parcourons auparavant ses alliances existantes, et suivant l'ordre topographique.

A commencer par le Nord, nous n'en trouvons qu'une avec l'État le plus faible de cette partie de l'Europe, la plus onéreuse de toutes, et la plus susceptible de compromettre notre tranquillité : c'est l'alliance de la Suède.



Jamais le danger n'en a été si prochain, ni même si inévitable. Les mesures prises, depuis long-temps, pour donner à la Suède quelque degré d'activité et d'utilité, ont été souvent mal conduites, mal dirigées. L'aberration de notre système politique, en 1756, les rompit pour un temps, et en fit prendre d'opposées. On y revint, depuis, avec plus de chaleur et de prodigalité que de combinaisons et de calculs. On fit beaucoup d'éclat, aucun progrès réel; enfin l'instant est arrivé.

Le projet de favoriser la révolution était sans doute noble, grand et digne du roi; l'exécution a fait honneur autant à ses lumières qu'à sa générosité, et l'importance du succès ne peut pas être contestée.

Mais les premiers fruits de cette révolution seront nécessairement tardifs. Loin de songer sitôt à les cueillir, il faudra semer et cultiver encore long-temps. Il faut à présent conjurer l'orage tout formé et tout prêt d'éclater; ainsi le succès même a fait naître, pour le moment, un embarras de plus.

Il ne doit cependant pas nous rebuter: le premier pas est fait, et, dans cette carrière, on ne recule pas impunément. La gloire du roi serait compromise, non-seulement à abandonner le nouveau monarque, qu'il a honoré

d'une amitié personnelle et paternelle, mais encore à le secourir faiblement.

Les moyens indirects seraient sans doute préférables, et leur succès plus certain, si la France n'avait pas laissé déchoir, dans le Nord et en Allemagne, sa puissance fédérative. La voie des négociations aurait suppléé à la force des armes, et du moins la médiation, l'intervention de notre unique alliée en Allemagne aurait dû nous tenir lieu de tous ces moyens. L'a-t-on demandée, exigée à temps? aurait-on osé nous la refuser \*?

Des conjectures là-dessus seraient trop vagues et trop incertaines. Nous traiterons dans la *troisième section* des moyens qui pourraient nous rester à cet égard, ou de ceux qui devraient bientôt résulter des nouvelles combinaisons du système politique : suivons à présent l'ordre que nous nous sommes prescrit.

En Allemagne, nous avons (nous avons encore si l'on veut) la cour de Vienne. Ce serait aussi un sujet de conjectures où l'on ne peut que s'égarer, lorsque l'on n'est pas au courant

\* On ne saurait se dissimuler qu'après le mystère que la cour de Vienne nous avait fait de son alliance avec la Russie et la Prusse, elle a comblé la mesure de sa négligence pour la France, en ne s'occupant pas d'éloigner l'orage qui menace la Suède, quand même nous ne l'aurions pas sollicitée de le faire : que serait-ce si elle nous l'avait refusé?

des affaires. C'est à ceux qui en tiennent le fil, à juger si désormais nos liaisons les plus intimes avec cette cour pourront s'appeler une *alliance*.

Il semble, du moins au premier coup d'œil, que ce serait un abus des termes. Une alliance suppose une communauté d'intérêts, ou du moins de rapports entr'eux, qui les concilie, les unit et les rend les mêmes. Les objets, il est vrai, peuvent en être différens, relativement à chacun des alliés, mais non pas séparés, encore moins contradictoires.

On laisse à penser si, du moins à présent, tel est le cas de notre alliance avec la cour de Vienne.

Elle aurait beau nous protester \* « que ses » sentimens sont toujours les mêmes à notre » égard; que sa ligue atroce avec la Russie et » le roi de Prusse n'est qu'une *déviati*on pas- » sagère, où elle a été entraînée par les cir- » constances, un courant qui l'emporte, mais » qui nous la ramènera, pour se livrer désor- » mais uniquement à l'amitié, à la confiance » qu'elle nous a vouées; que cette union forcée

\* Tel est le langage de M. le prince de Kaunitz et celui de M. le comte de Mérey; mais il faut convenir que ces raisonnemens sont plus spécieux que fondés en raisons, et il n'y aurait rien de plus aisé que de les détruire.

» n'a eu d'autre objet que de prévenir une  
» guerre générale, dans laquelle nous aurions  
» été entraînés nous-mêmes nécessairement ;  
» que si nous eussions voulu nous engager  
» plus avant et plus ouvertement dans les af-  
» faires de Pologne, elle n'y aurait agi que de  
» concert avec nous ; mais qu'elle ne pouvait  
» s'en mêler toute seule, sans se mettre à dos  
» deux grandes puissances, déjà pour ainsi  
» dire en possession de ce royaume \* ; que,  
» voyant éclore les projets d'agrandissement  
» formés par le roi de Prusse, elle n'avait eu  
» d'autre parti à prendre que d'accepter les  
» offres qu'on lui faisait pour le sien propre ;  
» que c'était l'unique moyen de maintenir l'é-

\* M. le comte de Mercy a répandu dans le public que tout ce que sa cour a fait avec la Russie et la Prusse avait été communiqué d'avance à notre ministère, et que ce n'est qu'à notre refus de nous mêler des affaires de Pologne, que la cour de Vienne a été obligée de céder aux propositions de deux autres puissances auxquelles elle n'était pas en état de résister. Il a dit plus ; car il a prétendu que le roi de Prusse avait communiqué au ministère autrichien des réponses de M. le duc d'Aiguillon, par lesquelles ce ministre assurait sa majesté prussienne que la France était indifférente à tout ce qui se faisait en Pologne, et ne regarderait même pas comme le *casus fœderis* tout ce qui pourrait arriver à ce sujet entre les cours de Vienne et de Berlin. On ne saurait regarder ces allégations de M. de Mercy que comme une manière de disculper sa cour, étant impossible que M. le duc d'Aiguillon ait commis des fautes aussi capitales, et d'où proviendrait tout l'embarras où il se trouve aujourd'hui.

» quilibre, de conserver la paix, et de gagner  
» du temps, pour remettre à loisir toutes cho-  
» ses sur l'ancien pied d'une communauté  
» d'intérêts et de volontés entre les deux fa-  
» milles si étroitement unies par les liens du  
» sang. » Enfin toutes les autres phrases de  
protocole et d'étiquette, lorsque après avoir  
trompé un allié, on veut se ménager les moyens  
de le tromper encore. Il n'en serait pas moins  
vrai que, par cette nouvelle alliance, la Po-  
logne resterait démembrée, l'empire ottoman  
écrasé, le roi de Suède peut-être détrôné; toute  
l'Allemagne n'existerait plus qu'à la discrétion  
et sous le bon plaisir de l'empereur et du  
roi de Prusse, en attendant les occasions de  
dépouiller chacun de ses princes, l'un après  
l'autre.

L'Italie menacée et de l'oppression et de la  
tyrannie, sous le prétexte spécieux des droits  
de l'*empire romain*, et l'Europe entière soumise  
à l'influence de trois potentats réunis pour la  
subjuguier ou la bouleverser, on demande si  
c'est pour la France cette perspective d'*intérêts  
communs*, sans laquelle, nous l'avons dit, il  
ne peut exister d'alliance solide et durable.

La France, il est vrai, conserve au midi ses  
alliés naturels, le roi d'Espagne, et, du moins  
encore, le roi des Deux-Siciles. Les mêmes

liens du sang et d'intérêt commun peuvent lui acquérir un jour le roi de Sardaigne : Venise, Gènes, et peut-être les Suisses, pourraient également être jetés dans ses bras par la crainte de l'empereur ; mais cette même crainte pourrait aussi les retenir ; c'est le génie des républiques. Enfin tous ces alliés du Midi, présens ou futurs, ne sauraient influencer, du moins de sitôt, dans le système du Nord. Nous parlerons ailleurs des motifs qui pourraient un jour et les y entraîner, et les y rendre utiles. Mais, dans la crise actuelle, on l'a déjà dit, ces alliés sont nuls. Ils sont pour le Nord et pour l'Allemagne, comme s'ils n'existaient pas.

Le seul donc de nos alliés méridionaux qui se trouve engagé dans la querelle du Nord, et qui aurait pu nous aider à y tenir la balance, *c'est la Porte*. On sait où elle en est réduite ; et, à cet égard, elle s'est presque mise au même point que la Suède, c'est-à-dire de nous embarrasser pour le moment, et de ne pouvoir nous être utile.

La France, cependant, n'en est pas moins obligée, engagée d'honneur à soutenir le roi de Suède, à favoriser les Turcs, au moins indirectement, et dans la négociation de la paix, puisque la guerre leur a si mal réussi ; enfin à éviter, s'il se peut, qu'on ose exiger d'elle de

ratifier \* par son accession et sa garantie la destruction de la Pologne; et dans cette crise, qui ne souffre plus de retard, elle n'a plus d'allié que l'Autriche. Quel fond pour tout cela nous reste-t-il à faire sur la cour de Vienne, ligüée comme elle l'est avec la Russie, *connivente* avec elle contre la Porte, et copartageante de la Pologne?

Qu'est-ce, d'ailleurs, qu'un allié unique, exclusif, exigeant, et qu'on ne peut pas contre-balancer par d'autres alliances? Veut-il la guerre, il vous y entraîne contre ceux qu'il opprime; ou il vous la fera, si vous osez vous refuser à ses projets les plus despotiques. Il faut opter alors entre l'offensive ou la défensive.

Nous l'avons avancé dans l'article précé-

\* On a répandu dans le public que la Prusse et la Russie avaient déclaré qu'au prix de cette honteuse accession, elles consentiraient à assurer la tranquillité de la Suède. Il est fort à désirer que la proposition n'en ait pas été faite, de peur qu'elle n'eût été acceptée, pour sortir momentanément d'embarras. Rien ne serait plus affligeant que d'être réduit au point qu'on osât faire une pareille proposition à la France. Outre la honte qui en résulterait en l'acceptant, n'est-il pas facile de prévoir que ce ne serait qu'une suspension d'hostilités que la Russie accorderait à la Suède; qu'en attendant elle fomenterait dans l'intérieur de ce royaume des divisions qui lui fourniraient le prétexte de s'en mêler par la voie des armes, et de remplir le même objet du renversement de la constitution actuelle, et peut-être du démembrement de la Livonie et de la Poméranie, par des voies encore plus odieuses?

dent : si la France a joui une fois dans ce siècle d'une paix de vingt ans avec le Nord et l'Allemagne, c'est en partie à sa puissance fédérative qu'elle a dû ce rare avantage. Elle n'était pas alors réduite à un seul allié. Ménagée et recherchée par toutes les puissances, elle ne se livrait qu'autant et pour aussi long-temps qu'elle l'éprouvait fidèle à son amitié, surtout à l'intérêt commun. Ce lien (on l'a dit ailleurs, on ne peut trop le répéter) est le seul qui doive unir ou réunir deux puissances. S'il se relâche ou s'il se rompt, l'alliance ne subsiste plus de fait, quand même elle subsisterait encore de nom. Ce n'est plus alors qu'un contrat insidieux, frauduleux, dans lequel tous les avantages se trouvent d'un côté, et toutes les charges de l'autre. Ajoutons que l'honneur, la dignité, la gloire, la sûreté même de l'une des deux puissances alliées souffriraient trop de la dépendance où elle se trouverait par là des volontés de l'autre; que celle-ci garderait pour elle-même le profit, l'agrandissement, la domination, et ne laisserait à celle-là que l'épuisement, l'avilissement et la servitude.

Le traité de Londres\*, la quadruple alliance\*\* avaient assuré à la France la paix et la tran-

\* 1716. \*\* 1718.



quillité dont elle jouit pendant les premières années du règne du roi. L'influence prépondérante de l'Angleterre, dans cette alliance, fut le lien qui tint si long-temps ensemble la France et l'Autriche. Dès que celle-ci entreprit de le rompre par le traité de Vienne \*, celui d'Hanovre \*\* en fit aussitôt la balance. Le traité de Séville \*\*\* fut un nouveau contre-poids : mais enfin tous ces balancemens soutenaient l'équilibre, et conservaient la paix. La France, réduite et livrée à l'alliance exclusive de l'Autriche, a-t-elle aujourd'hui de pareils moyens d'assurer sa propre tranquillité ?

Au contraire, il paraît que, depuis la ligue *copartageante*, cette alliance ne peut plus qu'entraîner la France dans des guerres directes ou indirectes, offensives ou défensives, mais toujours désavantageuses pour sa sûreté, parce qu'elle n'y serait point préparée, et pour sa dignité, parce qu'elle n'y jouerait qu'un rôle ou forcé, ou passif, ou subalterne.

Donc la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe, relativement à la puissance fédérative, est désavantageuse, précaire, et même dangereuse.

Donc le crédit de cette première puissance de

\* 1725. \*\* 1726. \*\*\* 1729.

l'Europe, sa considération, sa dignité, sa tranquillité, sa sûreté même y sont compromis.

Donc, loin de pouvoir conserver la paix en restant davantage dans cette situation, elle s'y trouverait de plus en plus exposée au malheur de faire la guerre ou au cas forcé de la soutenir.

Donc enfin, l'amour de la paix et le besoin de l'affermir par des alliances puissantes, solides, et réciproquement utiles, impose à la France la nécessité d'un nouveau système politique. C'est l'unique moyen de sortir enfin de la situation désavantageuse, périlleuse et critique où elle se trouve réduite, relativement à la puissance fédérative.

## RÉCAPITULATION

## DE LA SECTION PREMIÈRE.

IL est à peu près démontré que, si la France a éprouvé, surtout depuis la dernière paix, une dégradation rapide de son crédit dans les cours de l'Europe, de sa considération, de sa dignité même; si, par un déplacement inouï, elle semble avoir perdu son rang à la tête des grandes puissances, pour ne plus jouer sur la scène politique qu'un rôle passif et subalterne, cette dégradation, ce déplacement a été l'effet de deux causes principales :

L'affaiblissement de la puissance militaire ;

La réduction de sa puissance fédérative en Allemagne et dans le Nord à deux alliances, l'une ancienne et l'autre nouvelle, dont la première lui est à charge, et la seconde, après lui avoir été long-temps onéreuse et ruineuse, lui est enfin devenue dangereuse.

Que pour sortir de ce danger actuel, imminent, pour se mettre en état de conserver la paix et de l'affermir, pour rétablir son crédit dans les cours de l'Europe, sa considération,

sa dignité même et sa prééminence, il ne reste à la France qu'un seul moyen :

Ce serait de former et réduire en pratique un autre système de puissance militaire et de puissance fédérative.

On se propose de chercher, d'indiquer et de discuter, dans la suite de ce travail \*, les mesures à prendre pour ce nouveau plan. Mais, pour y procéder avec ordre et méthode, il faut premièrement jeter un coup d'œil sur la position respective des autres puissances à l'égard de la France. De leurs différens rapports avec nous et entr'elles-mêmes, doivent nécessairement résulter de nouvelles combinaisons; et de celles-ci, les possibilités et les facilités dans la formation, ou du moins dans le rétablissement de notre système politique.

~~~~~

» Ex examinant avec attention le tableau qu'on vient  
» de tracer, il est facile de voir qu'il est fait avec plus  
» d'art que de vérité, et les raisonnemens de l'auteur  
» sont plus spécieux que solides. Il dit que l'alliance des  
» deux cours impériales et de la Prusse menace la li-  
» berté de l'Allemagne, et l'existence de la Pologne, de  
» la Suède et de la Turquie, ainsi que la sûreté des  
» princes d'Italie. La source de ce malheur est, dit-il,

\* Section troisième.

» notre système militaire et fédératif, et le remède se-  
» rait d'en adopter un nouveau. Quant au système mi-  
» litaire, il a raison ; car il n'est point de puissance sans  
» force : mais, relativement au système fédératif, il ne  
» prouve rien. Le cabinet de Berlin était celui qui sen-  
» tait le plus le besoin et le désir de s'agrandir ; c'était  
» celui qui avait conçu l'idée du partage de la Pologne :  
» ainsi une alliance de la France et de la Prusse, dans  
» ce cas, était non - seulement sans objet, mais elle  
» était absurde. L'alliance avec l'Autriche, au contraire,  
» aurait pu empêcher ce partage ; 1° parce que la cour  
» de Vienne ne s'en souciait pas ; 2° parce qu'en mena-  
» çant le Brabant, nous pouvions la forcer à s'unir à  
» nous pour s'y opposer efficacement : mais, quand on  
» est faible de caractère et de moyens, tout système fé-  
» dératif est nul.

» L'auteur trouve la triple alliance monstrueuse, et  
» dès-lors il devait prévoir ce qui est arrivé, qu'elle  
» ne durerait pas, et que la Pologne seule, qui en était  
» l'objet, en serait la victime. S'il avait été possible  
» qu'elle durât, ce n'aurait pas été alors l'absurde idée  
» d'une alliance avec une des trois puissances qui au-  
» rait sauvé l'Europe ; il aurait fallu prodiguer l'or et  
» les hommes, rassurer les faibles par une contenance  
» hardie, et se mettre à la tête d'une ligue composée de  
» la Suède, de la Turquie, de la Pologne, de la Hol-  
» lande et des royaumes de Naples, de Sardaigne et  
» d'Espagne, pour résister à ce torrent. Mais cette sup-  
» position était sans fondement. Les trois puissances  
» qui partageaient la Pologne, n'étaient unies que pour  
» cet objet ; sur tout autre point leur rivalité subsistait.  
» L'expérience prouvera toujours que, toutes les fois

« que la Russie voudra détruire la Suède et la Turquie,  
« entreprise difficile lorsque ces deux nations s'enten-  
« dent pour résister, elle sera toujours arrêtée dans sa  
« marche, ou par l'Autriche ou par la Prusse. J'ex-  
« cepte de cette prédiction le cas où les trônes de Vienne  
« et de Berlin seraient occupés par des princes sans lû-  
« mières et sans caractère. La faiblesse trompe tous les  
« calculs de la politique. Placez un homme de génie sur  
« le plus petit trône de l'Europe, et des princes faibles  
« sur tous les autres, il les dominera et fera une révo-  
« lution totale. C'est ainsi qu'un électeur de Brande-  
« bourg est parvenu à élever son pays au rang des pre-  
« mières puissances du monde; et peut-être même, sans  
« l'alliance de 1756, ajoutant les États de la maison  
« d'Autriche aux siens, il serait devenu le monarque de  
« la Germanie. Cette supposition semble un paradoxe;  
« cependant on ne peut savoir ce que Frédéric, qui a  
« vaincu trois monarques réunis, aurait pu faire s'ils  
« avaient été divisés. Comment peut-on prendre un  
« langage si tranchant, en traitant une matière si con-  
« jecturale? » (SÉGUR.)

---



## SECTION II.

DE LA POSITION RESPECTIVE

DES PUISSANCES DE L'EUROPE

A L'ÉGARD DE LA FRANCE.

SUIVONS toujours l'ordre topographique, et commençons par le Nord, pour faire de là le tour de l'Europe.

### ARTICLE PREMIER.

DE LA SUÈDE.

On a déjà traité, dans la section précédente, de l'alliance de cette couronne. Il ne serait pas difficile de démontrer que, depuis Gustave-Adolphe, elle ne fut jamais utile à la France, même dans le temps des plus grandes prospérités des armées suédoises, et que, dans les adversités dont cette nation a été accablée de-

puis, son alliance nous fut toujours onéreuse.

Les progrès de Gustave-Adolphe, qui s'avança comme un torrent jusqu'à nos frontières, nous l'avaient rendue formidable. Sa mort nous la rendit plus coûteuse et plus épineuse; et la politique du chancelier Oxens tiern embarrassa souvent celle du cardinal de Richelieu.

Les négociations de la paix de Westphalie ne traînèrent si long-temps que par l'opposition où se trouvaient presque toujours les intérêts et les prétentions de la Suède avec les nôtres.

Vingt ans après, sans aucun motif apparent qu'une basse jalousie, elle se laissa engager dans la triple alliance (en 1668), et osa partager avec l'Angleterre et la Hollande la gloire d'avoir arraché les *Pays-Bas* à la France.

Dans la guerre qui précéda le traité de Nimègue, la Suède, il est vrai, était revenue à l'ancien système d'union avec la France; mais le malheur de ses armes, et les fautes de son gouvernement, lui firent perdre, en deux campagnes, tous ses États dans l'Empire, et les plus belles provinces de son territoire propre. Elle allait perdre tout le reste; Louis XIV le sauva, en portant ses armes victorieuses dans la Basse-Allemagne, pour faire restituer à la



Suède tout ce qu'on lui avait pris. Le grand électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, attaqué par elle, et conquérant à juste titre de la Poméranie, fut trop heureux de recevoir la paix à cette condition. Le roi de Danemark s'y soumit aussi par le même traité de Saint-Germain, en 1679.

Il en coûta sans doute à la France, pour le rétablissement de la Suède dans toutes ses possessions. Quelque avantageuses qu'eussent été pour la première les conditions de la paix de Nimègue (en 1678), elles l'auraient été encore davantage, si Louis XIV n'avait préféré à ses intérêts particuliers la gloire de protéger une puissance alliée, quoiqu'il en eût éprouvé, dix ans avant, une espèce d'infidélité qu'il lui avait pardonnée.

Relevée par la France au plus haut degré de prospérité, la Suède n'en fut guère plus reconnaissante. Au fort d'une guerre où tous ses ennemis naturels étaient engagés contre la France, elle ne lui offrit que sa médiation; et, pendant les négociations de la paix de Riswick (en 1697), cette médiation fut toujours partielle pour les alliés, et désavantageuse pour la France.

Les victoires de Charles XII auraient été pour Louis XIV un sujet de consolation dans ses pro-

pres malheurs, une ressource même pour la France, si ce conquérant n'eût pas méconnu et ses intérêts et ceux de l'Europe entière. Il pouvait lui rendre la paix, et devenir le bienfaiteur de la France et de l'humanité. Il alla se perdre en Ukraine. Réduit à chercher un asile en Turquie, et rentré enfin dans ses États pour les perdre pièce à pièce, il y reçut toujours les bienfaits de Louis XIV, qu'il n'avait pas voulu secourir, et qui était lui-même accablé d'infortunes.

Depuis cette époque jusqu'à la guerre malheureuse de la Suède, en 1742, cette puissance, toujours à charge à la France, le devint encore davantage par ce mauvais succès.

Si, dans la guerre de 1757, la Suède fut engagée avec nous dans la même cause, ce ne fut que pour son malheur, et sans nous être d'aucune utilité. Le parti russe s'était trouvé momentanément réuni avec le nôtre par les circonstances bizarres de ce temps-là. Il ne fallut donc pas de grands efforts d'intrigue ou d'éloquence pour engager des gens accoutumés à la corruption, à se faire payer fort cher pour une chose à laquelle tous les partis étaient, d'ailleurs, déterminés.

La convention de Stockholm fut conclue en 1757 ; les subsides promis devaient être

payés, moitié par la France, et moitié par la cour de Vienne : mais l'article IV du *traité secret* conclu à Versailles, le 30 décembre 1758, entre le roi et l'impératrice-reine, la soulagea de ce fardeau. Il retomba tout entier à la charge de la France, même à compter du 1<sup>er</sup> juin précédent. Ainsi, tout bien considéré, on exagéra beaucoup, dans cette occasion, les services de notre parti en Suède, et son attachement pour nous. On n'avait pas moins grossi la part qu'on nous donnait aux révolutions arrivées dans ce royaume. A bien apprécier ces événemens, la France n'y fut que pour son argent.

On a vu comment la Suède l'a gagné et employé dans cette guerre. On sait ce qu'il en a coûté depuis, jusqu'à l'année dernière, pour nourrir sans effet la corruption, toujours évaluée trop haut, de gens qui n'y étaient que trop accoutumés. Quelques avantages obtenus (en 1769) pour notre commerce, quelques succès d'intrigues que la cour de Suède eut en même temps, présentèrent, pour le moment, une perspective plus riante : mais elle disparaissait déjà, lorsque la révolution est enfin arrivée.

Le plus grand avantage que la France, pour le présent, en puisse retirer, sera celui d'avoir affaire uniquement et directement au nouveau

monarque; de ne plus jeter son argent en dépenses secrètes, ou, si l'on avait encore malheureusement besoin de corruption, d'en laisser le détail et le maniement à celui qui y est le plus intéressé. Elle peut et doit s'assurer par là d'un emploi utile, clair et régulier, des secours pécuniaires qu'elle continuerait d'accorder au roi de Suède personnellement, ainsi que des subsides promis à sa couronne.

Mais, on l'a déjà dit \*, ce n'est encore que semer; on n'est pas près de recueillir. Puisque cependant on se trouve engagé, depuis cent cinquante ans, dans cette culture, il ne faut pas l'abandonner aujourd'hui, quelque ingrate qu'elle ait été jusqu'à présent.

Il nous faut, dit-on sans cesse, un allié dans le Nord. On a raison : mais il en faudrait deux pour se soutenir réciproquement, et balancer, dans la Baltique, la puissance énorme de la Russie. C'est ce que nous discuterons dans l'article suivant : revenons à l'état présent de la Suède.

Il doit nous occuper, non-seulement par la crainte d'une attaque de la Russie, qui peut tout au plus être retardée, mais encore par le besoin de tenir ensemble le parti du nouveau

\* Section première, article II.

monarque, et de le garantir des effets funestes d'une division intestine.

Le parti même des *bonnets* ne peut pas être regardé comme anéanti. La force a étouffé sa réclamation : la force peut la faire élever de nouveau. La Russie et le Danemarck auraient beau protester de leurs intentions pacifiques; tant que ces deux puissances resteront armées dans la Baltique, on ne peut compter sur rien.

C'est ce qu'on examinera dans les articles de ces deux puissances. Résumons cependant sur la *position respective de la Suède à l'égard de la France*.

Le vœu du roi de Suède est certainement de conserver l'amitié, et de se prêter à toutes les mesures qui pourront lui mériter et lui assurer la protection de la France : mais, pour ne pas perdre celle dont le roi l'honore personnellement, il doit se gouverner d'après les directions de la seule cour qui ait pris son parti. Il faut qu'il soit absolument impartial entre les cabales qui peuvent diviser son royaume; qu'il mette toute son industrie, non à les fomenter et les balancer l'une par l'autre, ce qui est et fut toujours un misérable expédient, mais à les réunir dans l'intérêt commun de son service et du bien public, qui ne doit jamais en être séparé. Il aurait dû conséquemment se livrer moins à l'in-

fluence de M. Scheffer, et en même temps ne pas dégoûter M. le comte de Fersen.

Les circonstances dans lesquelles ce chef du parti soi-disant *patriotique* s'était réuni à celui de la cour, n'annonçaient, de sa part, que l'impossibilité de maintenir le sien. Celle de le relever un jour n'est pas aussi décidée. La retraite de ce chef, qui, par les circonstances, peut paraître équivoque, mérite beaucoup d'attention \*.

En vain se laisserait-on endormir par les assurances de la Russie : son ministre à Stockholm \*\* restera toujours à la tête du parti des *bonnets* qu'il connaît, qu'il manie à son gré,

\* On ne parle pas ici du général Pechlin. Il a été long-temps le Wilkes de la Suède ; mais il a le désavantage d'une vénalité connue et scandaleuse, même dans un pays où elle a été universelle. Il finira de même, si l'on veut, malgré l'importance qu'il a voulu se donner aussi par sa retraite. Il y a la même différence de M. de Fersen à lui, que de milord Chatam à M. Wilkes.

\*\* M. le comte d'Ostermann, caractère profond \*\*\*, sombre et mélancolique, né dans les conjurations, élevé, depuis la disgrâce de son père, entre la Sibérie et l'échafaud. Il a joué et jouera encore en Suède un rôle analogue à ce caractère.

\*\*\* « Loin que le comte d'Ostermann eût un caractère » profond, c'était un homme très doux et très ordi-  
» naire ; et, tout le temps qu'il a été vice-chancelier,  
» Catherine ne lui a laissé que la représentation de sa  
» place. Besborodko seul avait sa confiance et le secret

et qu'il réunira facilement, surtout si M. de Fersen se concertait avec lui. Dans cette position, l'intrigue au dedans pourrait rendre inutiles toutes les mesures qu'on aurait prises au dehors.

Si la fermentation était une fois portée, par les intrigues de la Russie, au point de l'explosion, ce serait en vain qu'on voudrait se prévaloir de ses assurances et de ses protestations. Toute portée pour soutenir immédiatement le parti qui aurait éclaté, ou forcé la cour à le prévenir, elle ne lui refuserait point sa protection, et se tirerait d'affaire par une distinction aisée à trouver. Elle n'attaquerait point le roi, mais elle défendrait la nation opprimée.

Pour prévenir ce coup, toujours inévitable s'il n'est pas bien prévu, on cherchera, dans la suite de cet ouvrage, les moyens de donner au nouveau monarque une consistance fixe et permanente, qui puisse en même temps nous rendre son alliance moins inutile et moins onéreuse.

« de sa politique. Lorsque je proposai à cette princesse  
« de négocier un traité de commerce, j'avais sa réponse un mois avant d'avoir donné une note officielle  
« au vice-chancelier, qui jusque-là n'était instruit de  
« rien. » (SÉGUR.)

Concluons seulement ici que la position respective de la Suède à l'égard de la France, est celle d'un État sans moyens, sans ressources de son propre fond, encore divisé, déchiré au dedans, menacé au dehors, exposé à l'attaque de plusieurs ennemis puissans et voisins, et qui n'a pour appui qu'un allié unique, puissant aussi, mais éloigné, sans communication avec lui par terre, et dans des circonstances où il est, dit-on, difficile, peut-être impossible de le secourir par mer.



« PLUSIEURS des faits énoncés par Favier sont exacts ;  
» il n'en est pas de même de ses raisonnemens. On ne  
» peut pas avancer que l'alliance de la Suède nous ait été  
» inutile. Avant l'élévation de la Prusse, le secours des  
» Suédois seuls nous avait aidés à opposer une digue à la  
» puissance autrichienne, qui était alors véritablement  
» redoutable, n'étant balancée ni par les Russes, ni  
» par les Prussiens ; et ce fut l'assistance de la valeur  
» suédoise qui contribua à donner aux Français les  
» moyens d'établir une balance en Europe. Il est vrai  
» que le cabinet de Stockholm, par ses prétentions, a  
» retardé la conclusion de la paix de Westphalie ; il  
» est vrai que, par inconstance, ou plutôt par la crainte  
» qu'inspirait l'ambition de Louis XIV, il s'est momentanément joint aux ennemis de la France. Il est  
» encore vrai que, dans la guerre de sept ans, il nous  
» a servis sans succès. Mais on peut citer de semblables



» faits en parlant de tous les gouvernemens et de toutes  
» les liguees. Il n'en est pas moins certain que l'union de  
» la France et de la Suède est nécessaire pour l'équi-  
» libre du Nord , lorsque le roi de Suède n'est pas am-  
» bitieux , et lorsque les Français ont une marine capa-  
» ble de donner quelque efficacité à cette alliance. »

(SÉGUR.)

## ARTICLE II.

## DU DANEMARCK.

CHACUN sait et l'état intérieur de cette cour, et ses ménagemens forcés pour l'Angleterre et pour la Russie.

A l'égard de la première, sa position est délicate. Peu s'en est fallu que l'affront fait à la reine n'ait entraîné la nation anglaise dans une guerre contre le Danemarck. Celui-ci ne l'a évitée qu'en se prêtant à toutes les conditions qu'on en a exigées, c'est-à-dire la liberté de la reine, la conservation de son titre, et le paiement régulier des intérêts, tant de sa dot que de son douaire.

On a parlé d'un second mariage du roi de Danemarck : cela seul pourrait constater le divorce et le rendre authentique aux yeux de toute l'Europe. Il serait à souhaiter pour la France que ce mariage eût lieu. L'Angleterre, vraisemblablement, ne le verrait pas d'un œil tranquille, et il pourrait en résulter entr'elle et la cour de Copenhague au moins une cessation de correspondance; car un ministre an-

glais ne pourrait pas décemment faire sa cour à la nouvelle reine, et la reconnaître ainsi pour femme légitime au nom du roi son maître.

Mais il y a peu d'apparence que ce bruit soit jamais fondé. Outre la crainte d'une rupture avec l'Angleterre, la reine douairière, qui gouverne aujourd'hui, aurait de trop bonnes raisons pour empêcher ce mariage. Il romprait tous ses projets pour l'élévation du prince son fils, et lui ferait perdre le fruit de sa révolution.

Il ne faudrait donc pas compter sur cet événement, qui cependant serait le seul moyen de faire cesser tout d'un coup les ménagemens forcés du Danemarck pour l'Angleterre : tant qu'ils subsisteront, et que les liens d'intimité entre celle-ci et la Russie ne se relâcheront point, le Danemarck n'en restera que plus subordonné à ces deux puissances.

L'influence de la Russie, et son ascendant sur la cour de Copenhague, après avoir commencé sous Pierre I<sup>er</sup>, s'affaiblit sur la fin de son règne. On sait les démarches éclatantes qu'il fit en faveur de la maison de Holstein-Gottorp ; le mariage de sa fille aînée avec le chef de cette branche, et tout ce qui s'ensuivit sous le règne de Catherine I<sup>re</sup>, allaient séparer pour jamais les intérêts du Danemarck de ceux de la

Russie. Sa mort les rapprocha sous Pierre II, et les réunit sous l'impératrice Anne, contre les vues de la maison de Holstein.

L'avènement d'Élisabeth, et l'adoption du jeune duc pour son successeur, semblaient devoir rompre ces liens qui attachaient depuis si long-temps le Danemarck à la Russie, et ceux de la confiance fondée sur l'intérêt commun. Cet événement en fit succéder de nouveaux, peut-être plus forts et plus durables; ce sont ceux de la crainte.

La longue et fameuse querelle entre la maison régnante et celle de Holstein-Gottorp, n'était qu'assoupie par l'impuissance de celle-ci, et par l'abandon général et absolu où elle était tombée. L'héritier des prétentions sur le Sleswick, l'était devenu du trône de Russie; le Danemarck tremblait : heureusement pour lui, le ministère russe regardait d'un œil de mépris les petits intérêts domestiques de ce jeune prince. L'orgueil national les laissait apercevoir à peine comme un point dans la carte de l'Europe, et ce point disparut à côté d'un si vaste empire. On cherchait même à détacher le grand-duc de toute affection, de tout penchant, de tout intérêt étranger à la nation qu'il avait adoptée : on n'y réussit point.

On ne s'en embarrassa guère; et pendant

tout le règne d'Élisabeth, on fit avec la cour de Copenhague, sur l'affaire de Sleswick, différentes conventions, dont la multiplicité même prouvait l'insuffisance et l'invalidité : mais le ministère russe n'en remplit que mieux son objet ; c'était de tenir par la crainte le Danemarck dans la dépendance de la Russie. Dès lors elle acheva d'écraser la Suède, ou par la force de ses armes, ou par les cabales et les divisions intestines qui y entretenaient l'anarchie, et parvint à établir dans le Nord un despotisme de couronne à couronne, dont l'histoire moderne n'offrait aucun exemple.

Outre cet intérêt réel et politique, les ministres en eurent un personnel à soutenir ce système. Ce fut le bénéfice qui résultait pour eux de toutes ces négociations et conventions accumulées. Un usage asiatique, reste des mœurs anciennes, leur permettait de recevoir, pour chaque traité, une certaine somme fixée par le chancelier, et pour les autres ministres, à proportion ; mais cette espèce de corruption autorisée ne formait que le plus petit objet des dépenses secrètes que la cour de Copenhague était obligée de faire en Russie.

Outre des douceurs plus cachées et plus considérables pour les chefs de l'administration, les favoris et les sous-ordres vendaient aussi

leurs bons offices, ou jusqu'à leur silence ou leur indifférence \*; et ce fut en grande partie l'origine des dettes dont le Danemarck se trouva accablé.

La mort d'Élisabeth dérangerait tout ce système de la cour de Copenhague, qui, au fond, n'en était pas un, mais seulement un tissu de petits expédiens et de remèdes palliatifs, pour vivre au jour la journée, et conserver, en payant, une possession toujours précaire. L'avènement de Pierre III jeta le Danemarck dans la crise de 1762, dont il n'échappa que par une espèce de miracle.

Cet événement dut lui démontrer combien jusqu'alors sa méthode avait été defectueuse et ruineuse. A peine eut-il commencé à respirer, qu'il aurait dû chercher à se faire des appuis solides contre la Russie, pour le cas éventuel et très vraisemblable du retour des mêmes circonstances. Il ne parait pas cependant que la cour de Copenhague ait rien changé à cette méthode vicieuse et dangereuse. On y a continué de ménager la Russie, de négocier avec elle seule sur le même pied, et d'acheter la

\* MM. de Schouvaloff, surtout le comte Alexandre, *grand-maître* du grand-duc; MM. de Nariskin, de Sievers, etc., recevaient beaucoup d'argent. MM. Wolkoff et Olzewieff étaient pensionnés; ces deux derniers pourraient bien l'être encore.

tranquillité par la dépendance et la soumission. Le despotisme de la Russie, sous lequel on n'avait pas cessé de plier, s'est fait sentir encore plus durement lors de la dernière commission de M. Saldern à Copenhague; et le ministère danois n'a pas pu s'empêcher d'en laisser échapper des plaintes amères : mais la crainte, ce grand mobile des gouvernemens faibles, a bientôt étouffé ces murmures impuissans.

La révolution de la Suède semblait offrir au Danemarck une occasion et des moyens de sortir de cette servitude, si son gouvernement connaissait ses vrais intérêts, ou qu'il eût le courage d'y conformer ses mesures. Loin d'armer contre la Suède, l'objet de ses préparatifs devrait être, sans doute, de la soutenir contre la Russie \*. Les alarmes du Danemarck, son état incertain relativement à la possession du

\* « Favier a raison ; mais les passions parlent plus haut que le véritable intérêt. Il existe une haine nationale aussi vive et aussi invétérée entre les Danois et les Suédois, qu'entre les Prussiens et les Autrichiens, les Anglais et les Français, les Turcs et les Russes. C'est l'effet du voisinage et d'une longue rivalité. Or, en politique, il faut, pour voir juste, calculer d'après les passions des hommes peut-être plus que d'après leurs intérêts réels ; et, quelque dangereuse que soit pour le Nord la puissance colossale des

Sleswick, le despotisme de la Russie à son égard, fondé sur cette incertitude, subsisteront toujours tant qu'il n'aura point d'appui dans le Nord contre cette puissance, dont le poids énorme accable également le Danemarck et la Suède. Celle-ci, rendue à ses vrais principes, et recouvrant peu à peu son activité, pourrait, une fois de concert avec la cour de Copenhague, et peut-être bientôt avec d'autres puissances voisines, l'aider à secouer enfin le joug de la Russie. Il ne serait pas absolument impossible que ce fût aussi le véritable objet des armemens du Danemarck, s'il pouvait s'assurer d'être puissamment secondé par la France, et que l'Angleterre voulût du moins rester neutre de fait comme de nom ; et le succès de cette manœuvre pourrait être d'autant plus sûr, que l'objet en serait moins prévu : mais on ne fait

- » Russes, je doute que jamais la crainte d'en être écrasé
- » puisse établir une intimité solide entre le Danemarck
- » et la Suède. Nous avons vu Louis XIV s'unir à Char-
- » les II ; les Prussiens et les Autrichiens se sont alliés
- » pour démembrer la Pologne et combattre la révolu-
- » tion française ; enfin Paul I<sup>er</sup>, le grand-seigneur et le
- » pape se sont réunis contre la France ; mais ce sont des
- » liens d'un moment. Ces phénomènes politiques sont
- » si rares et si courts, qu'ils ne peuvent entrer dans les
- » combinaisons ordinaires de la diplomatie. » (SÉGUR.)



pas toujours, on fait même très rarement ce qu'on pourrait et devrait faire. Il arrive le plus souvent qu'on se laisse entraîner par la crainte et par la force de l'habitude.

Si ces deux mobiles sont encore ceux du ministère danois, il est très apparent que, bien loin de se concerter avec nous sur aucun objet particulier, la cour de Copenhague va se laisser emporter dans un tourbillon de projets fort opposés à tous les nôtres.

En partant de cette supposition, qui n'est que trop vraisemblable, il nous reste à examiner quelle est la position respective du Danemarck à l'égard de la France.

Si l'on veut remonter à l'origine des alliances du Danemarck avec la France, on la trouvera très ancienne; mais on reconnaitra qu'elles lui ont toujours été également inutiles et onéreuses.

François I<sup>er</sup>, par un de ces traits de chevalerie analogues à son caractère, fournit à Christiern II, roi de Danemarck, un corps de six mille hommes, qui se trouva au siège de Stockholm. C'était à Charles V à secourir son beau-frère : son rival s'en chargea. Les frimas du Nord détruisirent ce secours, dont il ne revint pas en France la dixième partie. Charles V, cependant, s'occupait d'affermir en Espagne

son autorité mal établie, et préparait en Italie les coups qu'il devait porter à François I<sup>er</sup>.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, le Danemarck a souvent fait avec nous des alliances défensives et des traités de subsides, dont le montant accumulé ferait aujourd'hui une somme immense : mais, dans le vrai, il ne nous a jamais été d'aucun secours. Il s'était même entièrement livré à nos ennemis dans la guerre de la succession ; et peut-être à cet égard n'était-il pas sans excuse, attendu la partialité que nous avions montrée pour la Suède. Mais, après la ruine de celle-ci, les intérêts de George I<sup>er</sup>, comme électeur d'Hanovre, l'engagèrent à nous entraîner dans son alliance avec cette couronne, et à lui faire garantir par la France la possession du Sleswick. Pour cela et pour notre argent, elle ne nous a jamais fourni aucune valeur.

On a sagement fait de lui retrancher des subsides qui ne paraissaient avoir aucun objet réel, ni même vraisemblable. Ses affinités, son intimité avec l'Angleterre, son assujettissement à la Russie et ses préjugés d'habitude contre la Suède, excluaient les trois cas seulement où son alliance aurait pu nous être utile, et notre argent bien employé.

Le changement de système arrivé en 1756,

acheva de rompre tous les liens que le Danemarck aurait pu espérer de renouer avec la France. Celle-ci, livrée à la cour de Vienne, fut aussitôt brouillée avec le roi de Prusse. Elle est restée depuis séparée, pour le moins, d'intérêts avec ce monarque. C'était par son alliance seule qu'elle aurait pu conserver avec le Danemarck, ainsi qu'avec la Suède, une communication libre et sûre par la Basse-Allemagne. Ce chemin une fois fermé, les puissances du Nord ne pouvaient plus ni espérer quelques secours de notre part, ni se prêter à aucune diversion en notre faveur. Celle qui eût osé l'entreprendre était et serait encore sûre d'être écrasée avant que la France eût pu lui donner la main; et c'est en effet ce changement de système qui a isolé de nous tout le Nord et la plus grande partie de l'Empire. Chacun s'est retourné du côté du plus fort : les uns ont plié devant la cour de Vienne; les autres ont fléchi sous le pouvoir de la Russie : tous enfin ont craint, ménagé, flatté le roi de Prusse.

Si, à l'époque de la convention de Closter-Seven, le Danemarck parut un moment se prêter à nos vues, ce fut premièrement pour nous éloigner de ses frontières, auxquelles nous touchions déjà, et détourner le torrent

d'un autre côté; de plus, pour faire sa cour au feu roi d'Angleterre, en sauvant du moins son armée; ensuite, pour plaire aux cours de Vienne et de Pétersbourg, en rejetant sur le roi de Prusse tout l'effort de nos armées; enfin, parce qu'alors la situation de ce prince paraissait absolument désespérée. Mais depuis, lorsqu'elle l'a vu relevé, victorieux, tranquille, réuni avec les deux puissances autrefois conjurées contre lui, quel parti restait-il à prendre que de les ménager toutes trois, et de s'unir avec elles, ou pour y gagner quelque chose, ou, au pis aller, pour ne rien perdre?

Quel secours en effet aurait pu attendre le Danemarck, s'il avait voulu ou osé se déclarer pour la Suède, secouer le joug de la Russie, et braver la proximité comme la puissance du roi de Prusse? Aurait-ce été de la cour de Vienne? celle-ci est ligüée avec les deux autres. De la France? eh! que pourrait-elle, que voudrait-elle entreprendre contre deux des copartageans, tant que le lien qui l'unit au troisième \* lui tient aussi les mains liées? De l'An-

\* « Remarquez que l'auteur aurait eu la même observation à faire, si la France, à cette époque, au lieu d'être l'alliée de l'Autriche, avait été celle de la Prusse. » (SÉGUR.)

gleterre? cette cour a des mécontentemens personnels contre celle de Copènhague; et malheureusement, loin de la secourir elle-même, il est trop apparent qu'elle ne voudrait pas nous le permettre. Avions-nous préparé les voies pour nous faire demander ce secours, ou pour le faire accepter d'avance en cas de besoin? Nos mesures étaient-elles prises, pour nous assurer que du moins l'Angleterre ne s'y opposerait pas? Avions-nous enfin médité, combiné, concerté, tenté quelques moyens de communiquer par mer avec le Nord, puisqu'il nous était devenu physiquement impossible d'y pénétrer par terre?

Si, contre toute attente et toute vraisemblance, rien de tout cela n'avait été prévu ni calculé; si depuis on avait vécu au jour la journée, et compté pour toute ressource sur le chapitre des événemens; si l'on avait sans cesse espéré ou promis, tantôt une dissension et une rupture entre les trois copartageans, tantôt une révolution, ou dans le gouvernement, ou le ministère de Russie; si l'on s'était laissé séduire par des assurances de celle-ci, des promesses vagues de la cour de Vienne, des complimens de celle de Londres, faudrait-il s'étonner, lorsque l'orage crevera, de voir le Danemark fondre de son côté sur la Suède?

Cela serait dans l'ordre essentiel et nécessaire des événemens politiques.

Concluons donc que la position respective du Danemarck à l'égard de la France est actuellement celle d'une puissance peu assurée dans son intérieur, gênée par l'Angleterre, alarmée par le roi de Prusse, subjuguée par la Russie, animée contre la Suède par les préjugés invétérés d'une haine nationale, isolée de la France, de ses intérêts, de ses alliances, de ses secours, médiocrement intentionnée pour nous, et, le fût-elle beaucoup mieux, nécessitée à suivre l'impulsion la plus contraire à nos vues, à nos projets, à nos entreprises.

Mais de ce penchant qui l'entraîne par la force des circonstances, des événemens vraisemblables et peut-être prochains qui doivent en résulter, il naîtra de nouveaux rapports entre le Danemarck et nous, et respectivement avec d'autres puissances : ceux-ci amèneront de nouvelles combinaisons ou de nouveaux motifs de rapprochement ou d'éloignement réciproque; de là aussi des changemens combinés ou nécessités dans le système politique entre les puissances septentrionales, et de celles-ci à l'égard de la France, et peut-être des occasions favorables pour celle-ci de recouvrer son influence dans le Nord. A cette influence tenaient

en partie sa considération, sa dignité et sa prééminence dans l'ordre des grandes puissances \*.

Ce sera un des principaux objets de nos conjectures dans la suite de cet ouvrage \*\*. Continuons à présent notre tournée d'observations.

\* « La fin de cet article semble tellement amphigou-  
rique, qu'elle ne mérite nulle observation; loin de  
conclure, l'auteur embrouille la question, et il est  
inutile de critiquer ce qui ne peut se comprendre.

» M. de Bernstorff a mieux conclu; il a senti que,  
d'après la position du Danemarck, il devait fonder  
son bonheur sur sa neutralité. Le succès a couronné  
sa conduite, et le cabinet danois est resté seul sage  
au milieu de l'ivresse universelle. » (SÉGUR.)

\*\* Section troisième.

## ARTICLE III.

## DE LA PRUSSE.

AVANT la paix de Westphalie, l'Europe ne comptait dans le Nord que trois puissances : la Suède et le Danemark, dont nous venons d'examiner la position respective à l'égard de la France, et la Pologne, dont nous parlerons bientôt. La Russie était encore inconnue, et le duché de Prusse, fief de la Pologne, comme la Courlande, était obscur et ignoré comme elle. Mais, dès que le grand électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, eut secoué, par le traité de Velhau (en 1657), le joug de la vassalité, après surtout que ce duché, revêtu depuis du titre royal, fut devenu celui de la maison de Brandebourg, elle a tenu dans le Nord un rang si considérable, qu'elle seule aujourd'hui serait en état d'y balancer l'autre puissance nouvelle, qui a pris l'ascendant sur cette partie de l'Europe.

Pour continuer donc notre tournée de proche en proche, et ne pas quitter le Nord sans en avoir parcouru tous les États, nous trouvons, en sortant de ceux du Danemark, la



domination prussienne qui n'en est séparée que par le Mecklenbourg ; on pourrait dire même qu'elle y est contiguë , et par les hypothèques de la maison de Brandebourg sur ce pays, dont elle a plusieurs bailliages en engagement , et par le droit du plus fort , qu'elle y exerce à toute rigueur.

De là jusqu'à la Courlande et la Samogitie , depuis l'embouchure de la Pehne jusqu'à celle du Niémen , le roi de Prusse est aujourd'hui souverain de fait et dominateur absolu des bords de la Baltique. La basse Vistule ne coule plus que sous ses lois ; Dantzick n'existe encore que sous son bon plaisir ; et , s'il daigne lui laisser le nom de ville libre , elle le paiera bien cher , ou viendra elle-même lui demander le titre de sujette.

En effet , ce monarque , dont l'esprit fiscal n'a jamais eu une si belle occasion de se déployer , réduirait bientôt à rien cette ville , si elle s'obstinait à jouer encore *la république*. Il achèverait , comme il l'a commencé , de lui enlever le commerce des grains et de toutes les autres productions de la Pologne.

Il en est quatre moyens certains , et dont il a déjà fait l'essai :

Les droits exorbitans qu'il a mis et mettra sur la navigation de la Vistule ;

Le monopole, à son profit, de la traite des grains, de la cire, des sels, et de toutes les autres denrées, dont l'entrepôt forcé et le marché exclusif étaient autrefois à Dantzick ;

La prétention de droit, et l'occupation de fait du port de cette ville ;

La nouvelle direction de tout le commerce de la Pologne et de la navigation de la Vistule détournée dans l'Oder, par le nouveau canal projeté et commencé, pour en établir à Stettin l'entrepôt et le débouché.

Il ne serait pas même hors du caractère de ce monarque de mettre en usage ces quatre moyens ensemble. Jusqu'à présent, loin d'en abandonner aucun, il semble vouloir en tirer à la fois tous les avantages dont chacun n'est susceptible qu'en particulier. Il a pu et dû observer qu'en fait de perception, trop de moyens différens se trouvent nécessairement opposés entr'eux, qu'ils se nuisent réciproquement et se croisent les uns les autres. Mais le juif *Éphraïm* et le financier *Delatre*, surtout cette fiscalité avide et précipitée qui a toujours séduit le roi de Prusse, égarent encore ses vues, et l'empêchent de les fixer. L'acquisition même de la nouvelle Prusse a rendu plus malheureux le sort de l'ancienne, par l'extension des nouveaux monopoles du sel, de la cire et au-

tres denrées au port de Königsberg, où jusqu'alors il n'était pas établi.

Mais ces moyens, tout forcés, tout inconsistans et contradictoires qu'ils puissent être, remplissent l'objet momentané. C'est de l'argent, et les monopolistes en fournissent d'avance \*. Le temps et l'expérience feront connaître les erreurs; on les corrigera : mais, en attendant, on jouit, on entreprend, on envahit, on réussit, et les dépouilles d'un pays fournissent à leur tour des moyens pour en usurper un autre.

Ce n'est pas un portrait flatté de l'administration prussienne dans ses nouvelles acquisitions, il est ressemblant : mais, on le répète, la force réelle et actuelle de l'usurpateur, en un mot le nerf de la guerre, est le produit et le résultat de ses opérations, même les plus mal combinées. Il ne s'agit point à présent pour le

\* On ne croira pas aisément que le roi de Prusse, qui a un trésor plus considérable qu'aucun autre souverain de l'Europe, prenne de l'argent d'avance (ce qui est et sera toujours, pour un souverain comme pour un particulier, une *affaire de fils de famille*). Mais la crainte de toucher à ce trésor, qu'il réserve pour les dernières extrémités, lui fait tous les jours essayer des pertes réelles dans ses opérations de finances. Ceux avec qui il traite n'ont ni fortune ni crédit. On peut juger de là ce que l'argent leur coûte, et ce qu'ils le lui font payer. Cependant il se fait illusion là-dessus, parce que, dans tous ces marchés, il n'y a point d'intérêts stipulés. Ses ministres mêmes ont reconnu ce faiblé, et ne peuvent s'empêcher de le remarquer.

roi de Prusse de former un plan solide et durable. Il lui fallait dans le moment des ressources abondantes en hommes ou en argent, pour soutenir l'ouvrage de l'injustice : il les trouve dans la violence; la possession s'établit, elle s'accroît encore; et, une fois fixée, elle n'aura plus besoin, pour se maintenir, que d'un certain courant, dans lequel on peut rétablir à loisir la proportion et l'harmonie entre les différentes branches de perception.

Le roi de Prusse peut donc être regardé aujourd'hui comme jouissant du plus haut degré de puissance en Europe. Son trésor, auquel il ne touche point pour les conquêtes d'un genre nouveau qu'il fait en Pologne, est toujours prêt à faire face au premier moment d'une grande crise, et ce moment est encore loin. Son armée est, dit-on, de deux cent cinquante mille hommes, et ce nombre ne paraît pas exagéré, en y comprenant les recrues qu'il a faites et fait encore tous les jours, tant dans ses nouvelles acquisitions que dans les palatinats voisins. Son autorité n'est pas moins établie dans ceux-ci par la force, que dans les autres par un droit fabuleux; mais de grandes réalités, beaucoup d'hommes et d'argent sont le résultat de toutes ces chimères.

Premier moteur et instigateur des troubles

de la Pologne, il a su, presque sans paraître et sans y mettre rien du sien, amener les choses au point d'engager les cours de Vienne et de Pétersbourg à partager avec lui ce royaume. Il a séduit un jeune prince ambitieux par l'enthousiasme de la guerre, et une princesse bel-esprit par celui de la philosophie et de la législation; il s'est établi entr'eux l'arbitre et le lien de cette union nouvelle, pour les faire servir tous deux d'instrumens à ses vues et à ses projets. Il a prévu les circonstances qui pourraient produire la défiance et le refroidissement des deux autres alliés à son égard et entr'eux réciproquement : mais il a vu en même temps tous les obstacles qui les empêcheraient de s'unir contre lui, et il s'est ménagé d'avance la certitude d'être recherché par celui des deux qui serait tenté ou forcé de rompre avec l'autre.

Telle est la position actuelle du roi de Prusse. Elle réunit tous les avantages de la *puissance pécuniaire*, de la *puissance militaire* et de la *puissance fédérative*.

Voyons à présent tout ce qui en résulte pour lui, relativement au *crédit* et à la *considération*.

Dans l'Empire, il avait balancé long-temps la cour de Vienne; et tant que notre ancien système avait duré, cet équilibre, maintenu par notre impartialité, assurait la tranquillité

et la liberté du corps germanique, ainsi que le crédit, la considération de la France, et par conséquent sa dignité et sa prééminence dans l'ordre politique.

Notre alliance exclusive avec l'impératrice, et la guerre qui la suivit, firent éclore un autre système. Le roi de Prusse ne vit plus la France que comme un instrument de la cour de Vienne. Il sentit qu'appuyé par nous, le chef de l'Empire y serait toujours le maître, et que dès-lors il fallait renoncer à l'idée d'un équilibre qui ne pouvait plus subsister. Il se contenta de guetter le moment favorable pour l'exécution de ses projets, relativement à la Pologne. Une alliance entre lui et la cour de Vienne en devait être le moyen. Cette même alliance, cimentée par l'intérêt et par le succès, devait amener de nouveaux projets d'agrandissement et de domination en Allemagne, par le trait naturel de l'ambition et de la cupidité. Ces projets, tant de l'empereur que du roi de Prusse, ne pouvaient réussir que par l'union et le concert les plus intimes. Dès-lors la France, déjà devenue une puissance secondaire, relativement à l'Empire, deviendrait étrangère, nulle dans les affaires d'Allemagne. Les deux cours de Vienne et de Berlin les arrangeraient à leur gré, et chacun des membres du corps

germanique n'aurait plus d'appui ni d'espoir que dans l'intereession réciproque de ces deux cours dominantes. Elles réserveraient entr'elles ceux qu'on devrait conserver, et proscriraient de concert ceux qu'on voudrait détruire; et la France, ou toujours séduite par l'Autriche, ou dessillée trop tard, et dans l'impuissance de s'opposer au torrent, serait réduite à une contemplation purement passive \*.

C'est cette perspective qui assure aujourd'hui au roi de Prusse, dans l'Empire, le plus grand crédit et la plus haute considération. Elle est fondée sur la terreur\*\* ; et ce moyen, s'il n'est pas le plus agréable, est au moins toujours le plus sûr :

\* Ce tableau de l'effet que produit, relativement à l'Allemagne, l'alliance de l'empereur et du roi de Prusse, n'est nullement chargé. Le rôle de la France est celui qu'elle joue réellement depuis cet événement, et les conséquences funestes s'en feront sentir tous les jours.

\*\* « Fontenelle disait que, s'il avait la main pleine de vérités, il se garderait bien de l'ouvrir. Il voulait parler sans doute de ce genre de vérités dangereuses qui échappent dans cet article à la politique de Favier; et je crains bien que ce passage, en tombant sous les yeux du comité de salut public en 1794, n'ait beaucoup contribué à nos malheurs. Souvent la plume est aussi dangereuse que l'épée.

» Au reste, Favier vient de peindre le roi de Prusse

Le roi de Prusse n'influe pas moins dans le Nord par son alliance avec la Russie ; et celle-ci, le craignant toujours, l'en ménagera davantage. Ses intrigues à la Porte, encouragées par la Russie même, lui ont donné un nouveau degré d'importance dans les négociations de la paix ; et, s'il peut y servir, on ne doute pas qu'il ne se soit mis à portée d'y nuire. Il est encore plus en état de faire à son choix l'un ou l'autre dans les démêlés de la Russie avec la Suède, et, selon l'occasion, avec le Danemarck. Enfin le partage de la Pologne en a donné au roi de Prusse la seule portion qui puisse intéresser les puissances maritimes et commerçantes. Maître des côtes et des ports qui étaient restés à ce royaume, il devient un objet de la plus grande attention pour l'Angleterre, pour la Hollande.

Cette attention peut-être exigerait des pré-

» comme le prince le plus puissant, le plus ambitieux  
» et le mieux armé de l'Europe : comment voulait-il  
» donc que la France, dont le but était de maintenir  
» la balance en Europe, et de s'opposer à tout boule-  
» versement, s'alliât précisément au prince qui avait le  
» plus de désir et de moyens de faire des conquêtes ?  
» Est-ce en s'unissant à la puissance ambitieuse et con-  
» quérante, est-ce en s'alliant au monarque qui do-  
» minait, dit Favier, par la *terreur*, que la France au-  
» rait repris sa dignité et sa prépondérance ? » (SÉGUR.)



cautions promptes et efficaces, et des mesures vigoureuses de la part de ces deux puissances; mais on oserait assurer qu'elles n'en prendront point de concert, et que toutes les démarches de chacune en particulier seront officieuses et pacifiques.

L'Angleterre, il est vrai, serait toujours en état de donner aux siennes un poids d'autant plus considérable, que le roi de Prusse a aujourd'hui plus de ports et de côtes sur la Baltique. Toute puissance sans marine est plus faible en proportion de celle qui en a, selon qu'elle lui offre plus de surface et de circonférence maritime. Ce sont autant de points d'attaque pour l'ennemi fort en vaisseaux; et les ports et les côtes, qui ne sont pas soutenus par des escadres en station, peuvent être comparés à des remparts qui n'ont ni flancs ni ouvrages extérieurs. A cet égard donc, le roi de Prusse est et serait encore long-temps commandé et vu à revers par le roi d'Angleterre; mais, d'un autre côté, il a bien supérieurement les avantages sur l'électeur d'Hanovre, dont les possessions, entourées des siennes, lui sont ouvertes de tous côtés et absolument sans défense.

De ces deux désavantages, balancés et combinés ensemble, il doit de part et d'autre résulter un esprit de conciliation.

Il faut s'attendre cependant que celui qui est déjà en train de gagner et qui ne craint pas de perdre autant, ni de perdre sitôt, sera un peu avantageux dans la négociation. Celui, au contraire, qui ne gagne ni ne peut gagner, mais qui peut perdre beaucoup et tout à l'heure, doit nécessairement être beaucoup moins difficile.

De là on peut conjecturer que, l'électeur d'Hanovre étant responsable des démarches du roi d'Angleterre, celui-ci mettra dans les siennes beaucoup de modération et d'insinuation, malgré le peu de goût et de penchant naturel qu'il a pour le roi de Prusse. Cette attention même, qu'a dû exciter, de la part des puissances maritimes, la nouvelle position de ce monarque sur la Baltique, semble devoir lui être un garant de plus d'un nouveau degré de considération, sinon de la nation anglaise, du moins de George III et de son ministère.

A l'égard de la Hollande, on connaît, en général, la constitution faible et tremblante de cette république. Elle a peur de tout, souffre tout, se plaint de tout, et ne se garantit de rien. Lorsque nous parlerons de ce gouvernement vicieux dans son principe, et vicié dans ses conséquences, nous dirons pourquoi la Hollande sera et doit être quelquefois plai-

gnante, mais toujours passive dans les différends qui peuvent résulter des nouvelles propriétés que le roi de Prusse s'est acquises sur la Baltique.

Voilà donc l'Allemagne, le Nord, le roi d'Angleterre, les états-généraux, dont ce monarque n'a rien à craindre, qui ont tout à redouter de sa part, et à qui la terreur et l'intérêt tiennent et tiendront long-temps encore les mains liées. Les siennes cependant restent libres, et aucun scrupule ne le retient sur l'usage qu'il pourrait en faire, selon les circonstances. Ceci nous conduit à chercher quelle est sa position actuelle à l'égard de la France.

On ne remontera point aux époques de nos deux alliances avec le roi de Prusse. On a dit, on le répète encore, qu'il nous a trompés. C'est trop souvent la phrase de ceux qui se sont trompés eux-mêmes \*. On se récrie sans cesse qu'il ne connaît que ses intérêts : on a raison,

\* On ne peut pas disconvenir que la France n'ait été la dupe de son alliance avec le roi de Prusse; mais il s'agit de savoir si l'alliance était en elle-même vicieuse, ou si les désavantages qui en ont résulté ne doivent pas être attribués à la maladresse de notre ministère; on croit pouvoir les lui reprocher. C'est une véritable absurdité de dire qu'un prince, qu'un État ne connaît que son intérêt. Il en doit être ainsi quand il est bien gouverné; mais une alliance n'est bonne et ne peut être solide que quand les deux partis y trouvent leur intérêt réciproque; et lorsqu'ils ne veulent point le chercher aux dépens l'un de l'autre.

sans doute, et quel autre motif pourrait le décider ? Mais cet intérêt n'est pas circonscrit dans un seul parti, dans une seule alliance ; il n'est pas renfermé dans le présent seulement ; il embrasse l'avenir, et il flotte toujours entre les probabilités du plus ou du moins grand avantage. Les circonstances plus ou moins favorables qui peuvent résulter de la disposition des cours avec qui il aurait à traiter, la solidité de leurs plans et de leurs systèmes, ou la légèreté, la faiblesse ou la fluctuation de leur conduite, tout cela fait naître autant de combinaisons différentes de ce même intérêt, qu'on croit avec raison être le principe invariable de sa politique ; et, par une suite de ce principe, le roi de Prusse aurait pu céder, comme il céderait toujours, à la conviction qui lui aurait montré un plus grand avantage dans un autre parti quelconque.

D'après cette règle, nous avons déjà discuté la position respective du roi de Prusse à l'égard des autres puissances. Partons à présent du même principe, pour chercher quelle est et doit être actuellement la position respective de ce monarque à l'égard de la France.

L'éloignement qui a régné entre les deux cours, depuis l'année 1756 jusqu'à la paix, a dû nécessairement causer une méfiance ; et tout

ce qui s'est passé depuis cette époque jusqu'en 1771, et qu'on a indiqué dans le commencement de cet ouvrage, n'a pu servir qu'à la confirmer. On doit donc convenir que, pendant tout ce temps, le roi de Prusse a eu et dû conserver peu d'espoir de renouer avec la France.

On ajoutera qu'alors il s'est flatté de la voir revenir à son ancien système, ou du moins que le nouveau recevrait beaucoup de modifications.

Si le désir qu'il en témoignait pouvait absolument n'être pas sincère, au moins n'était-il pas sans vraisemblance : la position topographique du roi de Prusse, et dans l'Empire et dans le Nord, le mettait dans le cas d'avoir peu à craindre de nous, mais beaucoup à en espérer ; on ne risquait rien de se prêter pour le moins aux insinuations qui ont dû être tentées de sa part, à laisser entrevoir qu'on pouvait revenir d'un éloignement fondé sur des causes étrangères à la France, personnelles peut-être à des individus qui n'y pouvaient plus influencer ; enfin à se laisser tâter et à tâter réciproquement. L'a-t-on fait ? c'est encore le sujet de conjectures.

Concluons seulement que la position du roi de Prusse, à l'égard de la France, est celle d'un prince autrefois allié, qu'on a traité comme en-

nemi, qu'on a voulu anéantir, et qui n'existe que par des prodiges;

Que, sorti de cette crise, il n'a peut-être pas dû nous aimer beaucoup \*, mais qu'il n'en aurait pas été moins disposé à se lier encore avec nous, dès qu'il y aurait pu trouver son avantage;

Que notre alliance exclusive avec la cour de Vienne lui en a ôté l'espoir, et l'a réduit à la nécessité de se lier avec cette même cour qui avait lâché sur lui la France pour le détruire;

Qu'engagé trop avant, il serait difficile, mais non pas impossible, de le ramener par intérêt au point d'où il était parti par nécessité \*\*.

Et enfin, tant qu'on restera aux termes où on en est avec la cour de Vienne, il suffira au roi de Prusse de rester lié avec elle, sans craindre notre inimitié, ni rechercher notre alliance.

\* D'après les réflexions contenues dans les notes précédentes, on peut établir pour certain que le roi de Prusse n'aime ni ne hait aucune puissance, et qu'il se lie de préférence avec celle qui peut lui procurer le plus d'avantage.

\*\* L'alliance de la France avec la cour de Vienne, dont le roi de Prusse a été instruit long-temps avant qu'elle n'ait été publique, est la véritable cause de l'éloignement de ce prince; et c'est avec raison qu'on a établi ici que c'est *par nécessité* qu'il s'est lié avec nos ennemis, plutôt que *par humeur et fantaisie*, comme on a voulu le supposer.

» Dans tout l'article III, qu'on vient de lire, on doit  
» admirer le talent de Favier. Il fait nettement et par-  
» faitement connaître, en peu de mots, l'état d'une  
» puissance qui n'était rien le siècle dernier, et que le  
» génie d'un grand homme a rendue dominante en Eu-  
» rope. Mais, si le tableau qu'il fait de la position, des  
» forces, de l'ambition et des relations du roi de Prusse,  
» est très fidèlement et très habilement présenté, il me  
» semble qu'on en devait tirer d'autres conséquences  
» que celles qu'indique Favier dans tout le cours de cet  
» ouvrage. Frédéric II avait profité de la rivalité de  
» Marie-Thérèse et de l'électeur de Bavière, pour  
» s'emparer de la Silésie, et la France l'avait favorisé  
» dans cette entreprise. Elle avait alors suivi son véri-  
» table intérêt, puisqu'elle avait par là donné à la  
» Prusse, qui n'était qu'une puissance militaire et fac-  
» tice, une base solide, et qu'elle en avait fait un contre-  
» poids utile contre la puissance autrichienne. Mais Fré-  
» déric ne se contentait pas de balancer l'Autriche, il  
» voulait l'écraser, et y serait parvenu probablement,  
» s'il n'avait pas été arrêté dans ses projets par l'al-  
» liance de Vienne et de Versailles. Ce prince savait  
» bien que le gouvernement français voulait mettre des  
» bornes à son ambition. Ce fut ce qui le porta à nous  
» tromper, à s'allier avec l'Angleterre notre ennemie, et  
» à rechercher, depuis, l'alliance de la Russie, qui vou-  
» lait, comme lui, s'agrandir. La faiblesse de Louis XV  
» fit le succès des plans du cabinet prussien; et l'Au-  
» triche, sûre de n'être point appuyée par la France,

» aima mieux concourir au partage de la Pologne que  
» de s'y opposer seule. Voilà toute la vérité.

» Il est vrai que, dans la guerre de sept ans, Louis XV  
» avait commis une autre faute : au lieu de se borner à  
» défendre l'Autriche contre une nouvelle invasion des  
» Prussiens, il avait tellement été aveuglé par sa ja-  
» lousie contre Frédéric, qu'il avait voulu, de concert  
» avec les deux cours impériales, détruire totalement  
» la monarchie prussienne ; ce qui aurait entièrement  
» brisé la balance en Europe. Aussi Caraccioli disait,  
» avec vérité, que *c'était le bon génie de la France qui*  
» *lui avait fait perdre la bataille de Rosback.* Ce qu'on  
» peut conclure de tout ceci, c'est que Louis XV, dans  
» la guerre de sept ans, fit une faute par passion, et  
» que, lors du partage de la Pologne, il en commit  
» une autre dans le sens contraire, par faiblesse.  
» Mais il n'en est pas moins vrai que, Frédéric II voulant  
» toujours faire la guerre et s'agrandir, et la France  
» voulant maintenir la paix et empêcher qu'aucune  
» puissance n'empiétât sur l'autre, il était impossible  
» que les cabinets de Versailles et de Berlin pussent  
» s'entendre et s'allier. A la fin du règne de Frédéric,  
» tout changea : ce prince célèbre, accablé par l'âge,  
» voulait jouir en paix de ses lauriers. Joseph II, au  
» contraire, inquiet et remuant, tourmentait la Hol-  
» lande et menaçait la Bavière. Ce changement dans la  
» politique germanique influa promptement sur la po-  
» litique française ; et, quoique le caractère pacifique  
» de Louis XVI l'empêchât de rompre encore formel-  
» lement avec l'Autriche, les nœuds de l'alliance se re-  
» lâchèrent, la France et la Prusse se rapprochèrent ;  
» et il est plus que probable qu'elles se seraient in-



» timentement unies , si l'avènement de Frédéric-Guil-  
» laume II au trône, l'ardeur de son ministre, le comte  
» de Hertzberg, son dévouement à l'Angleterre et la ré-  
» volution de Hollande, n'avaient pas renversé tout à  
» coup ces nouvelles combinaisons. » (SÉGUR.)

## ARTICLE IV.

## DE LA POLOGNE.

On ne remontera point ici à l'origine de nos alliances avec ce royaume. La France n'en a jamais eu, à proprement parler, avec la république, et n'avait contracté avec elle, en 1669, que l'engagement gratuit de la protéger, comme garante et médiatrice du traité d'Oliva. Cependant elle s'est souvent beaucoup mêlée des affaires de la Pologne, mais jamais avec les moyens qu'elle aurait dû y employer.

Le premier plan sage et raisonné d'un système à l'égard de cette république, fut celui qui a été commencé en 1752. On avait réussi à donner quelque consistance au parti patriotique dans la diète de cette année et dans celle de 1754; et depuis 1756 jusqu'en 1758, on proposa plusieurs fois de la rendre utile en la rendant considérable; dans l'alliance entre la France, la cour de Vienne et la Russie.

Cette alliance une fois adoptée, et n'étant pas encore permis alors d'en apprécier ni les motifs ni les conséquences, il ne fut plus ques-

tion que d'en diminuer le danger et les inconvéniens.

Le danger était que la Russie ne prit le prétexte de la guerre contre le roi de Prusse, pour prendre de force, sur le territoire de la Pologne, le passage, les subsistances, et même les quartiers d'hiver. En lui permettant d'employer de nouveau ces moyens arbitraires, on livrait ce vaste pays à l'avidité des généraux russes, au despotisme de leur cour, et à tous les projets d'usurpations futures qu'elle serait tentée de former, par la facilité d'exercer toutes sortes de vexations sur une nation divisée, isolée et abandonnée.

Ces inconvéniens étaient encore plus fâcheux pour la France, puisqu'en permettant ces vexations, elle laissait porter atteinte à son crédit, à sa considération; à sa prééminence.

Cette faiblesse de sa part semblait d'autant moins excusable que, s'étant alliée sans aucun intérêt avec la cour de Vienne, et par elle avec la Russie contre le roi de Prusse, elle était en droit de faire la loi, et point du tout dans le cas de la recevoir \*.

\* « Ici Favier a pleinement raison ; cet alinéa et le » suivant sont remarquables ; ils réfutent tout le reste » de l'ouvrage , prouvent le parti qu'on aurait pu tirer

La France alors aurait donc pu et dû se prévaloir du besoin qu'on avait d'elle dans cette alliance, pour y présider, la diriger et en être l'arbitre. Elle se laissa entraîner dans des mesures si précipitées, qu'on eût dit, à voir ses démarches, que sa grandeur ou son salut dépendait de cette même alliance.

Dans la pente rapide que nous suivions alors, il était difficile de nous arrêter; mais il aurait été possible de modérer cette chaleur, de conserver au moins la dignité et la supériorité que nous n'avions pas encore laissé entamer.

Par ce système tempéré, l'objet de l'alliance en général se trouvait rempli, autant que nos engagements mettaient nos alliés en droit de l'exiger, et que la prudence pouvait le permettre; et l'objet réel, important pour nous, n'aurait pas été négligé, sacrifié, c'est-à-dire notre prépondérance et notre droit de protection ou de médiation dans le Nord, aussi bien que dans l'Empire. On l'a déjà dit, ce droit nous était acquis, dans l'un, par le traité d'Oliva, comme dans l'autre, par la paix de Westphalie.

A ce titre, la France pouvait et devait exi-

» de l'alliance autrichienne, et sont complètement dans  
» l'esprit du système que nos notes précédentes ont dé-  
» veloppé. » (SÉGUR.)

ger que toutes les demandes et réquisitions que les deux impératrices auraient à faire, soit au roi, soit à la république de Pologne, fussent préalablement communiquées au cabinet de Versailles pour avoir son approbation, et qu'ensuite elles fussent portées, sous ses auspices, à un *senatus-consultum*, ou même à une diète extraordinaire et confédérée.

La France, en même temps qu'elle aurait appuyé les sollicitations de ses alliés, se serait rendue garante de l'exécution de leurs promesses. La république n'aurait cédé qu'à la prépondérance de cette couronne; et ses alliés l'auraient également respectée, en n'entreprenant rien au-delà de ce qu'elle aurait obtenu ou garanti. La Pologne l'aurait dès-lors regardée comme son unique appui. Le Nord, l'Europe entière aurait continué de rechercher ou sa protection ou son amitié; et cette conduite soutenue, de la part de la France, aurait préservé la Pologne de tous les malheurs qui l'ont accablée et anéantie.

Ce plan fut proposé : il ne fut pas adopté \*.

\* M. le comte de Broglie, ambassadeur en Pologne, proposa ce plan, avec beaucoup plus de détails, en septembre 1757. Il demandait qu'on fit alors une confédération de neutralité d'abord, et avec laquelle, quand elle aurait eu pris toute sa consistance, les trois cours alliées auraient fait un traité, dont l'objet primitif

Les auteurs du nouveau système, toujours entraînés par la cour de Vienne, se livrèrent à l'impatience qu'elle avait d'effacer le roi de Prusse en une campagne, et à l'animosité moins intéressée, mais aussi vive, de la Russie contre ce monarque. On laissa celle-ci prendre de force sur la Pologne tout ce qu'elle aurait pu en obtenir légalement par l'intervention de la France. Le roi-électeur, chassé de ses États héréditaires, se flatta d'y rentrer plus tôt, en connivant à ces violences, sous prétexte de ne pouvoir les empêcher.

La nation polonaise ne vit plus dès-lors la France que comme un instrument de celles de Vienne et de Pétersbourg. Elle perdit bientôt l'opinion qui subsistait encore, et de notre amitié, et de notre protection. Elle se divisa en différens partis, dont les uns s'abandonnèrent à la Russie, les autres aux cabales, aux séditions, à la guerre intestine. La France ne

devait être tournée contre le roi de Prusse, à qui cinquante mille hommes de troupes légères à cheval auraient été bien incommodes, depuis la Poméranie jusqu'à la frontière orientale de la Silésie. On demandait que la même confédération à laquelle le roi de Pologne aurait accédé, eût travaillé à assurer la succession au trône de Pologne à un prince cadet de la maison de Saxe, ce qui aurait prévenu tous les malheurs que la république éprouve aujourd'hui, et dont les contre-coups peuvent et doivent s'étendre beaucoup plus loin.

fut plus comptée pour rien , et le Nord entier suivit l'exemple de la Pologne. Voilà l'origine de notre discrédit, de notre nullité, lors de l'élection du comte Poniatowski, et du mauvais succès de tout ce que nous avons tenté ou favorisé depuis cette époque.

Il serait inutile et désagréable de rappeler ici tout ce qui s'en est suivi, jusqu'au traité de partage et à la prise de possession des trois copartageans.

C'est de ce point qu'il faut partir pour apprécier la position respective de la Pologne à l'égard de la France.

Tout est dit là-dessus : il n'y a plus de république ; le royaume est démembré. Il y reste un roi, tant qu'il plaira à Dieu ou aux trois puissances copartageantes ; et les choses sont venues au point que, s'il leur était plus commode de le chasser pour partager encore ce qu'on lui a laissé, la France, ainsi que tout le reste de l'Europe, ne chercherait point à les en empêcher. Les efforts des Turcs n'ont abouti qu'à leur propre ruine ; et, pour sauver au moins quelques débris de leur naufrage, ils consentiront à laisser mettre désormais entr'eux et ce royaume une barrière impénétrable.

Qu'il reste donc un roi au nom de la Pologne, ou qu'elle soit entièrement démembrée

et partagée; ce pays n'aura plus ni relation ni connexion avec la France, ni avec aucune autre puissance de l'Europe, à moins de quelque prompte révolution qu'il n'est pas permis de prévoir.

Dans le premier cas, elle restera, relativement aux trois copartageans, ce qu'étaient la Lorraine et le comtat Venaissin à l'égard de la France; il n'y aura d'autre différence que le plus ou moins d'étendue entre des États également entourés et subjugués.

Dans le second, les trois portions n'étant plus que de nouvelles provinces de trois grandes dominations, elles n'auront rien de commun avec les puissances étrangères; et tous leurs rapports, même entr'elles, dépendront de la bonne ou mauvaise intelligence entre les trois souverains qui auront achevé de les usurper.

La position respective de la Pologne à l'égard de la France et de toutes les autres puissances de l'Europe, est donc celle d'un membre retranché de la société, d'un citoyen privé de ses droits naturels, réduit à l'esclavage, mort civilement, et par conséquent n'ayant plus dans l'ordre moral ni propriété ni personnalité. Tel est, en effet, dans l'ordre politique, le sort d'une nation autrefois appelée illustre, qui avait fait proclamer czar le fils de son roi dans



Moscow \*, reçu dans Varsovie l'hommage de la Prusse \*\*, et sauvé sous les murs de Vienne l'Autriche orgueilleuse et humiliée \*\*\*.



« FAVIER n'a eu que trop complètement raison dans  
 » tout ce qu'il a dit et prédit sur la Pologne. Aujourd'hui  
 » d'hui ce pays n'existe plus ; mais , en politique , tout  
 » regret sur le passé est inutile. Il faut à présent réfléchir  
 » aux rapports qui résulteront de ce nouvel ordre  
 » de choses. Tant qu'il est resté un seul morceau de la  
 » Pologne , il pouvait devenir un objet de partage et un  
 » motif d'alliance entre les deux cours impériales et la  
 » Prusse : actuellement ces trois puissances , ayant tout  
 » partagé , sont devenues voisines , et probablement seront  
 » souvent en querelle ; la France pourra profiter  
 » des événemens que fera naître cette rivalité pour re-

\* Sigismund III, roi de Suède et de Pologne, fit proclamer Ladislas IV, frère de Jean-Casimir, czar à Moscow, en 1626.

\*\* En 1525, Albert II, cadet de la maison de Brandebourg, prêta foi et hommage à Varsovie, entre les mains de Sigismund I<sup>er</sup>, roi de Pologne, pour la partie orientale du duché de Prusse. Ses successeurs ont tenu ce même pays à titre de fief, en relevant du roi et de la république de Pologne, jusqu'en 1657, que l'électeur Frédéric-Guillaume, profitant de la détresse où se trouva Jean-Casimir au commencement de son règne, s'affranchit de cette vassalité, en vertu du traité de Velhau.

\*\*\* Sobieski, roi de Pologne, défit les Turcs sous les murs de Vienne, délivra cette ville assiégée par deux cent mille infidèles, sauva l'Autriche et l'Empire en 1683, sous le règne de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>, qui, sous prétexte de difficultés d'étiquette, refusa de le voir.

» prendre son influence. Pour y parvenir, il est évident  
» qu'elle doit s'unir étroitement à celle des trois cou-  
» ronnées qui montrera le moins d'ambition, et ren-  
» forcer cette alliance par celle des Turcs et des Sué-  
» dois. » (SÉCUR.)

## ARTICLE V.

## DE LA RUSSIE.

Nous voici parvenus au foyer des troubles du Nord; depuis le commencement de ce siècle jusqu'à la crise actuelle des affaires.

Le génie brut, mais sublime de Pierre I<sup>er</sup>, enfanta le projet inconnu à ses prédécesseurs, de prendre son rang parmi les grandes puissances de l'Europe; et, par l'effet toujours certain d'une volonté forte et décidée quand les moyens ne manquent pas, et qu'on sait les mettre à profit \*, il parvint aussitôt à remplir ce grand et glorieux objet.

A peine échappé de l'obscurité et de la barbarie, il avait senti que, pour se donner une existence en Europe, il fallait d'abord s'ouvrir un débouché dans la Baltique pour les immenses productions de son vaste empire; que le commerce, en attirant les étrangers, ferait connaître ses ressources et sa puissance réelles,

\* C'est une heureuse et constante vérité pour une grande puissance, et qui est digne d'une grande attention.

fondées sur cet excédant de richesses naturelles propres à l'exportation; que dès-lors son crédit, sa considération s'établiraient par la renommée; qu'il les soutiendrait et les augmenterait par l'établissement d'une marine redoutable; et qu'enfin il donnerait la loi au Nord, et se ferait bientôt rechercher de tout le reste de l'Europe.

Le czar avait deviné ou appris du Gènevois Le Fort ce qu'on a depuis érigé en système dogmatique, revêtu d'un jargon mystérieux, et publié avec l'emphase de la plus rare découverte. C'est que *la supériorité en population et en productions du sol, fait la seule puissance et les seules richesses réelles*. La France était alors le seul État qui pût ou égaler ou surpasser la Russie à ces deux égards, et peut-être l'est-elle encore. Infiniment moins étendue que les États du czar, elle fournissait, depuis soixante ans, un aliment inépuisable à la grandeur et à l'ambition de Louis XIV\*. Cet exemple était plus

\* Quand on lit l'histoire de ce règne pendant lequel ce monarque a eu souvent la guerre seul contre une partie de l'Europe, sans que cela l'ait empêché de laisser les plus beaux et les plus dispendieux monumens; et de régner avec un éclat qu'on oserait presque dire outré, peut-on se lasser d'admirer la ressource et l'habileté des ministres qui ont fourni à toutes ces dépenses, et d'être étonné qu'avec des moyens infiniment plus multipliés, on paraisse aujourd'hui embarrassé de fournir au nécessaire?

frappant, plus démonstratif que tous les calculs si vantés de la science économique.

La ligue du Nord contre Charles XII fournit à Pierre I<sup>er</sup> l'occasion désirée de s'établir sur la Baltique, et le prétexte heureux de se mêler des affaires de la Pologne.

Les malheurs d'Auguste II le jetèrent entre les bras de ce voisin terrible. Pendant que le czar soufflait en Pologne le feu de la guerre intestine, le roi de Suède, enivré de gloire et de vengeance, ravageait ce royaume pour faire reconnaître Stanislas, et laissait la Livonie en proie aux armées russes, toujours battues et toujours renaissantes ; leurs progrès étaient lents, mais sûrs. Le czar, en trois campagnes, avait rempli son premier objet : il avait pénétré à travers l'Ingrie jusqu'au golfe de Finlande, et l'année 1703 vit sortir Pétersbourg des marais de la Néva, pour dominer bientôt sur toute la Baltique.

On ne parcourra point ici cette chaîne d'événemens qui, en écrasant la Suède et bouleversant la Pologne, ont élevé si rapidement la Russie au point de grandeur et d'éclat où elle brille aujourd'hui.

Au milieu des conjurations et des révolutions, elle n'a rien perdu de sa puissance, parce que ces secousses violentes et passagères

n'ont pas même ébranlé le trône, en y plaçant successivement plusieurs souverains différens. Le pouvoir a passé en d'autres mains : il est resté toujours le même. Il n'y a pas eu de guerre civile : tout a été, dans Pétersbourg comme dans Constantinople, l'ouvrage d'un jour ou d'une nuit ; et toute la nation s'est réveillée ou couchée tranquille, en apprenant qu'elle avait changé de maître.

Le système n'a pas changé non plus. On pourrait ajouter qu'il ne changera pas, quand même il arriverait encore à Pétersbourg une révolution, ce qui n'est guère vraisemblable.

Elle ne saurait avoir lieu que par les Orloff, ou par M. de Panin.

L'ancien favori et toute sa famille auraient trop à craindre d'un changement quelconque, trop à risquer, peu à gagner.

Ils ne sont pas même en disgrâce, et n'ont aucun motif raisonnable de désirer un changement. Tout rit de nouveau à leur parti, et le prince Orloff n'a peut-être perdu de sa faveur que le degré d'intimité qui pouvait lui être devenu à charge.

L'assiduité même de simple courtisan lui a toujours paru gênante au plus fort de cette intimité ; et souvent dès-lors il allait passer loin de la cour des semaines entières à différentes

chasses, surtout en hiver à celle de l'ours, son divertissement favori.

Libre donc du joug de l'amour, il peut goûter en paix les fruits de l'amitié, jouir du sentiment qui lui attachera toujours sa souveraine par les nœuds, les gages les plus tendres; conserver, augmenter peut-être sa considération, son pouvoir, sa fortune; et ne point envier le reste à un rival jeune, isolé, sans consistance, et qui, vraisemblablement, lui restera toujours ou subordonné ou peu redoutable.

Les Orloff pourraient trembler, il est vrai, à l'avènement du grand-duc au trône : mais ce moment peut être fort éloigné; et, pour le prévenir, s'ils attentaient ouvertement à la vie de ce jeune prince, quel fruit en recueilleraient-ils? ce ne serait pas la couronne; ils se perdraient, et l'impératrice avec eux.

Au contraire, en se tenant tranquilles, ils ont pour eux toutes les chances que le temps, le hasard ou un peu d'adresse peuvent et doivent amener dans ce long intervalle. Ils sont jeunes, et M. de Panin ne l'est plus. Le grand-duc peut être bientôt marié, avoir des enfans, mais aussi il peut mourir après. M. de Panin n'étant plus, les Orloff peuvent s'emparer des enfans qu'aurait laissés le grand-duc, se rendre maîtres de leur éducation, les former; les

tourner à leur gré, et peut-être un jour régner encore sous le nom de ces pupilles. Le projet n'en est pas inouï, et la perspective pour les Orloff n'en est pas effrayante.

M. de Panin est encore moins dans le cas de faire une révolution; fût-il assuré du grand-duc, sollicité même par lui d'en faire la tentative, il n'en courrait jamais les risques volontairement et de propos délibéré; car il est entré le dernier, et pour ainsi dire par force, dans la conjuration contre Pierre III. Il a fallu le tromper pour l'y engager, et il craindrait de l'être encore.

Il n'a ni l'audace et l'intrépidité des Orloff, ni les mêmes motifs qu'ils eurent alors pour tout tenter et tout risquer. Sans ressources et presque sans état, ces conjurés n'avaient rien à perdre. Ils espéraient de tout gagner, et ils ont réussi. M. de Panin jouit, au contraire, d'un sort heureux, tranquille, de la plus grande considération, de tout l'éclat du ministère, des charges et des dignités, ainsi que d'une représentation importante dans les affaires, et d'une opulence à laquelle sa modération seule a pu mettre des bornes.

Son organisation est faible, sa constitution délicate, son imagination froide, son âme peu élevée; son caractère au fond est doux et pai-



sible, quoique par boutades sujet à l'humeur et à l'entêtement; son tempérament attaqué de vapeurs et d'affections nerveuses, et sa mélancolie n'est pas celle d'un conjuré. Ce n'est point cette fermentation sombre, lente et profonde, qui, dans un cerveau grec ou romain, enfantait et les plus grands crimes et les actions les plus héroïques; c'est le vide apathique d'une âme triste qui cherche et craint la solitude, d'un esprit paresseux et point cultivé, qui croit se livrer aux affaires pour se dérober à l'ennui, et qui s'en échappe aussitôt pour retomber dans l'indolence.

Avec cet assemblage de qualités ou de *privations*, dont il ne résulte qu'un génie et un courage très médiocres, on ne croira pas aisément que M. de Panin ait le goût ni l'étoffe d'une conjuration dont il faudrait qu'il fût l'auteur et le chef. Il n'y entrerait pas non plus en second. Il a été trompé dans la dernière, et, on le répète, il craindrait de l'être encore.

Après tout, nous venons de voir ce qu'il pourrait y perdre, si elle échouait; ajoutons-y *la vie*, et cherchons à présent ce qu'il pourrait y gagner. Serait-ce le titre de chancelier qui manque seul à ses honneurs, à ses prérogatives? et, pour ce titre vain, M. de Panin voudrait-il compromettre tant de réalités com-

modes, agréables, honorables, et risquer l'échafaud, ou tout au moins la Sibérie?

Serait-ce le crédit, la considération, la prépondérance? Il en jouit au sein du repos, et de la retraite qu'il s'est faite par goût au milieu de la cour. Il ne pourrait pas en acquérir davantage, même sous le règne de son pupille, qu'il aurait mis sur le trône au péril de sa vie.

Voilà donc et le ministre et les favoris, tous intéressés, pour la conservation de leur bien-être, à vivre politiquement ensemble, et que le sens commun doit également éloigner de courir en pure perte les risques d'une nouvelle conjuration; l'impératrice, obligée de ménager les uns et les autres, bien aise peut-être de les balancer réciproquement, de rester l'arbitre, la conciliatrice de leurs différends, enfin de les contenir par là dans les bornes qu'elle leur a prescrites\*.

Donc il n'est point du tout apparent qu'aucun des deux partis qui divisent aujourd'hui

\* Telle doit être la politique d'une souveraine despote, dans un pays accoutumé aux révolutions. Elle a besoin de ces ménagemens qui sont inutiles, et peut-être nuisibles dans un État dont la constitution est solide, et fondée sur des principes qui doivent attacher le prince à ses sujets, et réciproquement les sujets au souverain.

la cour de Russie, y fasse, du moins de fort long-temps, une révolution.

On s'est peut-être trop étendu là-dessus ; mais il n'était pas inutile de développer ici les caractères et les intérêts des chefs des deux partis, et de calculer les degrés de probabilité d'un événement qui a pu être annoncé comme certain et prochain. Il résulte de tout ceci que cet événement entre à peine dans l'ordre des futurs contingens.

Mais il n'est que trop ordinaire que les exemples du passé nous en imposent sur l'avenir ; que, s'il est arrivé dans un État, dans une cour, de fréquentes révolutions, on conclut de là qu'il en doit arriver encore incessamment ; on en flatte les autres, on se le persuade à soi-même, et on se laisse bercer d'un espoir commode, parce qu'il endort sur le présent, mais dangereux, parce qu'il empêche de prendre des précautions pour l'avenir. On ne saurait trop se tenir en garde contre cette sorte d'illusion ; c'est celle d'un joueur qui, dans un jeu de calculs et de combinaisons, donnerait tout au hasard et à l'espérance.

Prouvons à présent ce que nous avons avancé, que le système de la Russie ne changerait pas, quand même il y arriverait une révolution.

Nous avons d'abord établi qu'elle ne pourrait arriver que par deux cabales, des Orloff ou de M. de Panin.

Dans le premier cas, on connaît l'audace de ces quatre frères \*, leur inclination pour la guerre et pour les entreprises; ajoutons le besoin qu'ils auraient d'en faire de nouvelles, s'il n'y en avait pas déjà de commencées; le grand-duc, une fois écarté du chemin, l'impératrice elle-même subjuguée par eux sous prétexte de la défendre; la nation étonnée, et peut-être soumise, mais la fermentation subsistante encore dans les esprits; les régimens des gardes, ces janissaires de l'empire russe, déclarés pour les Orloff, mais toujours exigeans, remuans et dangereux : croira-t-on que le parti dominant ferait la paix avec les Turcs, renoncerait à tous projets contre la Suède, abandonnerait la portion usurpée sur la Pologne, ou même voudrait bien s'en contenter?

Non assurément; la personnalité du prince Orloff contre le roi de Pologne est trop connue, et l'on a pu s'apercevoir combien elle influe à la cour de Pétersbourg sur les affaires

\* Il y en a cinq; mais l'aîné de tous, homme paisible et sans ambition, ne se mêle de rien, vit dans ses terres, et paraît très rarement à la cour, pour y faire son service de chambellan.

de ce royaume. On sait, on voit tous les jours, que les procédés ou favorables ou durs de cette cour à l'égard de Stanislas-Auguste, dépendent des degrés de faveur ou de discrédit des Orloff, et c'est un thermomètre de leur situation auquel il n'est plus permis de se tromper.

Si donc ils étaient une fois les maîtres absolus, ils ne manqueraient pas, et par politique et par goût, de souffler le feu de la guerre et de la discorde, de tout tenter pour achever de dépouiller le roi de Pologne, de le détrôner même et de lui donner un successeur, ou de partager encore avec l'empereur et le roi de Prusse ce qui lui aurait été réservé.

Ils ne traiteraient pas mieux le roi de Suède; loin de dissimuler ou de désavouer, comme fait M. de Panin, le projet de détruire ce nouveau monarque, ils en feraient parade, et ce serait leur jeu. Le respect que le ministère, le sénat de Russie conservent pour le vieux système d'écraser la Suède et de l'empêcher de se relever jamais de ses ruines, la haine invétérée de la nation contre un peuple vaincu, qui l'a mise jadis à deux doigts de sa perte, tout ferait aux Orloff une loi de se déclarer hautement, et d'entreprendre avec chaleur la guerre contre le roi de Suède. Par là ils seraient sûrs de captiver la nation russe, peut-être même une

partie de la nation suédoise; ils ne poseraient pas les armes qu'ils n'eussent au moins remis ce royaume au point où il était à la mort d'Adolphe-Frédéric, en 1771. Ils iraient peut-être plus loin : ou ils le réduiraient en république sous la protection de la Russie, où même ils en feraient une nouvelle province de ce vaste empire; l'un ou l'autre de ces projets ne serait pas nouveau. Le premier avait été imaginé par mylord Carteret, le second par le colonel Guidickens, l'un ambassadeur, et l'autre ministre d'Angleterre en Suède; et l'alternative en a été quelquefois agitée pendant et depuis la guerre de 1744, entre les Français et l'Angleterre.

À l'égard des Turcs, le système de la Russie pourrait encore moins changer sous les Orloff; ils sont déjà violemment soupçonnés d'avoir été guidés dans la guerre présente et dans la négociation de la paix par des intérêts personnels, et leurs ennemis s'en sont prévalu pour rendre leur ambition suspecte à l'impératrice même. La Moldavie, la Valachie et les autres conquêtes de la Russie au midi, semblaient en effet bien propres à tenter cette ambition par l'espoir de former des établissemens en souveraineté pour une famille nombreuse, audacieuse, et qui, dès long-temps, a

prévu qu'elle pourrait avoir besoin d'un asile assuré.

Si les Orloff étaient les maîtres, ils trouveraient tous ces avantages dans la continuation de la guerre contre les Turcs, et dans les conditions de la paix qu'ils se flatteraient de prescrire, et cet espoir ne serait pas mal fondé. Ils feraient trouver à la cour de Vienne ses avantages aussi dans cet arrangement; et celle-ci ne serait point fâchée de placer entre ses frontières et celles de la Russie, vers le Danube, quelques États intermédiaires. Ils auraient tôt ou tard besoin de sa protection, et contre les Turcs et contre les Russes. Ce serait pour l'empereur autant de moyens de se faire valoir auprès de la Russie et de la Porte, et de contenir la première dans les limites que la saine politique exige toujours qu'on prescrive à un voisin trop puissant.

Donc, s'il arrivait en Russie une révolution par les Orloff, elle ne changerait point le système actuel, et, loin de le modifier ou de l'adoucir, elle lui donnerait un degré de plus de chaleur et d'activité. La guerre même deviendrait alors plus nécessaire au parti dominant pour flatter l'orgueil national, les passions, les préventions populaires, détourner au dehors l'explosion des esprits qui ferment-

tent au dedans, occuper les troupes, employer la noblesse, faire des promotions, des créations, et fixer l'opinion publique par des choses de grand éclat; enfin tout ce qu'on se propose d'obtenir par la guerre dans un gouvernement ou un ministère mal affermi.

Voyons à présent si le système changerait dans le cas d'une autre révolution opérée par M. de Panin.

Ce ne serait pas, du moins, à l'égard de la Suède. Ce ministre ne s'est jamais tant occupé ni échauffé d'aucune affaire que de celles de ce royaume. La raison en est simple; ce sont les seules dont il puisse se flatter d'avoir acquis sur les lieux mêmes une connaissance exacte et profonde, les seules auxquelles il se soit trouvé à portée de prendre un intérêt vif et personnel.

Il était jeune encore, et d'une belle figure qui avait fait sur l'impératrice Élisabeth une impression passagère : son règne fut très court. On prétend que ce fut sa faute, pour avoir mal soutenu l'opinion que cette princesse en avait conçue. Une intrigue de cour le fit exiler honorablement, sous prétexte de l'employer en pays étranger. Un séjour à Stockholm, de dix ou douze années, l'avait presque naturalisé en Suède; mais tout aussi contribue à faire de



ce ministre le prosélyte et l'instrument d'un parti.

Sa cour soutenait celui des *bonnets*, par le principe destructif qu'elle avait adopté à l'égard de la Suède, pour le rendre plus fort et dévoué à la Russie. M. de Panin eut tous les moyens qu'il pouvait désirer; l'argent surtout ne lui manqua point; et l'influence métallique, jointe à la terreur d'une puissance si grande et si voisine, donnait à son ministre la plus haute considération.

L'intrigue, la vénalité et la flatterie entouraient M. de Panin; les femmes s'en mêlèrent : il fut subjugué par celle d'un sénateur \*. Elle sut tirer parti de cet amant diplomatique, et pour sa cabale, et pour elle-même, pendant que le ministre russe croyait avoir trouvé dans cet attachement un grand ressort de sa politique, et faire un coup d'État toutes les fois qu'il se livrait à un penchant si naturel. Né avec peu d'énergie, il a eu plutôt des goûts d'habitude que des passions ardentes; mais ces habitudes étaient nécessaires pour le dérober à la mélancolie où il retombait aussitôt qu'il restait livré à lui-même. Tel est encore son ca-

\* Madame de Cederbiclin ou Cedernereütz, ou Lovenhielm, je ne me souviens plus laquelle; on doit trouver son nom dans les dépêches de M. d'Avrincourt.

ractère, ou plutôt sa constitution; il se plaint sans cesse de sa mauvaise santé, et craint, évite tant qu'il peut toutes sortes de fatigues. Son penchant paraît être de rester enfermé dans un intérieur oisif et commode, mais il s'y ennuie bientôt; aussi a-t-il eu besoin toute sa vie d'être bercé, pour ainsi dire, par des femmes. Il trouvait cette douceur dans la société de la sénatrice.

De ce long enchainement de caresses et de séductions, il s'était formé dans l'esprit et dans le cœur de M. de Panin un système complet de préjugés et d'affections pour ou contre, auquel il tient bien plus, sans s'en apercevoir, qu'au système politique de sa cour : mais celui-ci se trouvant d'accord en général avec cet autre système personnel, ce ministre les a fondus ensemble. Ils n'en font plus qu'un seul auquel il s'est attaché jusqu'au fanatisme \*.

A l'égard de la Pologne, il est vrai que, dans les commencemens, il n'avait pas mis dans les affaires de ce royaume le même degré de chaleur qu'il a montré depuis : mais les réclamations continuelles de la nation polonaise contre

\* Lors de l'élection du comte Poniatowski, des ministres de Russie dans les cours étrangères faisaient, en plaisantant, parler ainsi M. de Panin à l'impératrice : *Passes-moi la Suède, je vous passerai la Pologne.*

le ministère de Russie, les expressions que le désespoir arrachait à tant d'opprimés infortunés, et qu'ils n'osaient pourtant se permettre contre l'impératrice, mais qu'ils n'épargnaient point à ce ministère oppresseur; les plaintes surtout contre l'ambassadeur prince Repnin, neveu de M. de Panin, et qui ont nécessité son rappel, tout a contribué à aigrir ce ministre. La hauteur, qui dès-lors a caractérisé tout ce qui partait de sa chancellerie, avait manifesté en lui cette disposition; et les violences atroces qui ont suivi ses menaces, n'ont que trop justifié les déclamations des confédérés.

D'ailleurs, le partage de la Pologne est regardé par les trois puissances copartageantes comme une affaire consommée, et les pays usurpés, comme des provinces réunies à leurs couronnes : et la nation russe a de plus un motif de religion pour regarder cette réunion comme l'acte le plus juste et le plus louable : c'est que par là tant de milliers de chrétiens grecs opprimés respirent enfin sous la domination de l'empire orthodoxe; que tant d'autres, égarés du bercail, sous le nom d'*unis* \*, y sont aussitôt rentrés pour n'en plus jamais sortir.

\* C'est le nom qu'avaient en Pologne ceux qui, en conservant une partie de leurs rites, s'étaient soumis aux dogmes et à la discipline de la religion catholique.

Ces motifs, personnellement si indifférens à l'impératrice, ne le sont point du tout à sa politique, à son ministère, à ses peuples; et, comme elle a su les faire valoir pour autoriser cette usurpation, son successeur ne s'en servirait pas moins utilement pour la consacrer; peut-être même ne serait-il pas en son pouvoir de remettre les choses en leur premier état : ou s'il l'entreprenait par une générosité qui ne lui sera point conseillée, il courrait, dans cette entreprise, le plus grand risque en pure perte.

Les Turcs peut-être, dira-t-on, trouveraient plus de facilité auprès de M. de Panin devenu tout-puissant sous Paul I<sup>er</sup>, que sous Catherine II, sur laquelle il n'a pas le même ascendant : la réponse est aisée.

Cela pourrait être vrai, si la guerre contre les Turcs était une guerre d'intrigue, une guerre personnelle à un ministre, à sa cabale, comme il arrive trop souvent dans d'autres cours de l'Europe : mais ici ce n'est point le cas; c'est une guerre nationale et d'intérêts réels, autant que de gloire et de vengeance.

Il y a plus : c'est une guerre de commerce, et l'on sait qu'aujourd'hui ce sont les plus animées. L'esprit de gain a succédé à celui de conquête, qui avait remplacé l'esprit de che-

valerie. Le commerce de la mer Noire est aussi précieux à la Russie que celui de l'Amérique l'était à la France, à l'Espagne ou à l'Angleterre, avec la différence que, pour elle, c'est un commerce naturel, et, pour ainsi dire, à sa porte.

Depuis Pierre I<sup>er</sup>, qui débuta par la prise d'Azof, ni lui ni ses successeurs n'ont jamais perdu de vue cet objet capital; et si la cour de Vienne avait secondé celle de Pétersbourg, dans la guerre terminée par la paix de Belgrade, en 1739, si la France alors n'avait pas adroitement saisi un moment de détresse et d'humiliation pour détacher l'Autriche de la Russie, celle-ci n'aurait jamais posé les armes, sans avoir obtenu pour ce commerce un débouché dans la mer de Zabache.

La cour de Pétersbourg se trouve aujourd'hui dans une position aussi favorable, aussi victorieuse. Elle n'a plus à craindre ni la jalousie assez bien fondée que la cour de Vienne avait conçue de ses progrès et de ses prétentions, ni l'influence prépondérante que la France conservait alors. Cette influence la mit en état de donner la loi aux deux cours alliées, sous le titre de médiatrice \*.

\* C'eût été le même rôle qu'il eût convenu de faire jouer à la France en 1769, au lieu de se laisser nommément et ouvertement

L'union intime \* de ces deux cours entre elles et avec le roi de Prusse, relativement aux objets d'intérêts dont elles sont occupées, mais surtout notre alliance avec l'Autriche \*\*, a bien changé tout l'ancien système de leurs

exclure de la médiation par la Russie, et tacitement par la cour de Vienne. M. le duc de Choiseul en a senti un moment l'indécence; mais, pour en imposer, il faut avoir préparé les moyens, soit militairement, soit fédérativement, de nuire ou de servir; et nous n'avions fait ni l'un ni l'autre; peut-être les avions-nous détruits. Ce n'est pas avec des traits momentanés de lumière, c'est avec un esprit de suite et très réfléchi, qu'on sait amener les événemens heureux et en profiter, ou prévenir les malheureux et s'y opposer.

\* « Favier regarde toujours comme durable l'union  
» des deux cours impériales et de la Prusse. Comment  
» un politique éclairé pouvait-il croire qu'une alliance  
» si monstrueuse fût durable? Heureusement pour l'Eu-  
» rope, l'union des grandes puissances pour conquérir  
» est aussi chimérique que l'union désirable et paci-  
» fique de l'abbé de Saint-Pierre. On ne dira rien ici  
» de tous les raisonnemens de Favier sur les révolutions  
» possibles en Russie : l'expérience a prouvé l'inanité  
» de toutes ces conjectures; et puisque l'auteur n'y  
» croyait pas, il aurait pu s'épargner un travail inu-  
» tile. » (SÉGUR.)

\*\* C'est surtout la forme dans laquelle elle a été formée et suivie qui a causé tous les embarras où nous nous trouvons : il eût été possible de la rendre utile au moins pour le moment, et peut-être durable, en ne la faisant pas exclusive, et en ne mettant pas tous les avantages d'un côté et les inconvéniens de l'autre.

**liaisons avec nous et des nôtres avec la Porte.** C'était de ces dernières et de l'usage que nous avions la liberté et l'habileté d'en faire, que dépendait notre ancienne considération dans cette partie de l'Europe.

Elle est bien diminuée aujourd'hui; c'est une triste vérité, mais on ne peut plus se la dissimuler; et si, contre toute attente, M. de Pannin faisait une révolution, il ne chercherait ou respecterait pas plus que les Orloff la médiation de la France. Il se ferait, sans doute, un point capital de détruire à la Porte les restes de son influence, et il serait secondé dans ce projet par la cour de Vienne. Jamais celle-ci n'eut une si belle occasion de réussir dans un projet qu'elle a toujours suivi depuis deux cent cinquante ans : c'est d'annuler la France à Constantinople, comme dans le Nord, et de l'exclure de toute négociation, relativement à la Porte.

D'après cet exposé, dont on ne craint pas que les faits puissent être contestés, concluons :

1<sup>o</sup> Qu'une révolution en Russie ne paraît ni certaine, ni prochaine, ni vraisemblable;

2<sup>o</sup> Que, s'il en arrivait une par des circonstances subites, imprévues, incalculables, elle ne changerait rien au système de cet empire.

Mais il faut toujours partir d'où l'on est.

Cherchons à présent quelle est, dans l'état actuel, la position respective de la Russie à l'égard de la France.

On dit *respective*, parce que ce mot ne signifie pas seulement les rapports directs entre la France et la Russie, mais aussi les rapports indirects qui résultent de la position où cette puissance se trouve relativement à d'autres États de l'Europe, et ceux-ci réciproquement avec elle. De cette situation plus ou moins avantageuse, résulte, pour un État quelconque, la supériorité ou du moins l'influence que lui donnent ses moyens, ses ressources, et l'usage qu'il en peut faire pour ou contre d'autres puissances. De là aussi dépend, pour ces mêmes puissances, le degré de possibilité et la probabilité du succès dans l'attaque, ou dans la défense, ou dans la diversion. Ce dernier moyen est souvent le seul praticable, lorsqu'on est séparé par une trop grande distance ou par des obstacles intermédiaires.

C'est donc de tous ces différens rapports d'un État quelconque, non-seulement avec un seul, mais aussi avec d'autres États voisins ou alliés; des motifs d'intérêt, de crainte ou d'espérance qui peuvent en faire autant d'instrumens ou d'obstacles à son système politique, que se forme la position respective de cet État à l'égard



de tout autre ; et c'est ainsi qu'on doit et qu'on a dû l'entendre dans les articles précédens. C'est aussi dans ce sens que nous allons examiner la position respective de la Russie à l'égard de la France.

Il faut se rappeler d'abord ce qui a déjà été dit plus d'une fois dans ces mémoires sur les deux genres de *puissance militaire* et *fédérative*.

Depuis que la Russie a commencé de jouer un rôle sur la scène de l'Europe, sa puissance militaire, fondée autrefois sur une multitude lâche et indisciplinée, s'est établie peu à peu sur tous les autres avantages de l'art et de la discipline, qu'elle partage aujourd'hui avec toutes les nations guerrières policées. L'espèce du soldat y est devenue très bonne ; et, s'il y a encore quelque chose à désirer sur celle de l'officier, le mélange des étrangers pourra un jour y suppléer. L'émulation, les récompenses doivent en accélérer l'époque ; et il faut bien croire qu'à ces deux égards, le service russe n'est plus si loin de la perfection, puisque, dans une guerre contre le roi de Prusse, les armées d'Élisabeth ont eu des avantages fréquens, et que celles de Catherine en ont encore de plus signalés dans la guerre présente. Cette puissance a donc fait des progrès dans tous les gen-

res, et a conservé l'avantage du nombre qui lui est resté jusqu'à présent \*.

Ce n'est pas qu'on croie aux hyperboles politiques de la Russie sur sa population, ni aux adulations de quelques écrivains gagés pour étourdir l'Europe de dénombrements aussi exagérés que leurs panégyriques. On sait, malgré tout le mystère de l'administration russe, qu'à la fin de la dernière guerre, elle était réduite à lever le quatorzième homme depuis dix-huit jusqu'à quarante ans; et au milieu de ses succès rapides contre l'empire ottoman, de ses victoires romanesques par le peu qu'elles ont coûté (s'il en faut croire les gazettes russes, car les Turcs n'en font pas), on peut assurer

\* Il manque encore des généraux, et même de bons officiers particuliers aux armées russes; car il ne faut pas se laisser aveugler par les succès: en les considérant avec des yeux attentifs et militaires, on s'apercevra que ceux que les armées russes ont remportés contre le roi de Prusse, n'ont été dus qu'à la supériorité du nombre et à la nécessité où ce prince était de les attaquer dans des époques fixes et dans telle bonne position où il les trouvait, n'ayant pas le temps de manœuvrer avec elles, par l'obligation où il était de revenir avec toutes ses forces contre les Autrichiens. Il lui suffisait de donner contre elles un coup de collier qui les rendit, même étant victorieuses, inutiles à l'alliance pour le reste de la campagne.

Quant aux victoires des Russes contre les Turcs, tout le monde sait qu'elles n'ont pas le mérite que les gazettes leur ont donné, et qu'elles ne sont dues qu'à la pusillanimité, à l'ineptie des généraux ottomans et au désordre qui règne dans les armées turques.

hardiment que le taux des recrues est aujourd'hui au même point qu'à l'époque de 1761.

La rupture du congrès de Bucharest exigera encore de plus grands efforts ; l'armée de Finlande , et la flotte destinée à la seconder , en ont déjà fait faire de nouveaux. Ils sont lents , pénibles , et apparemment encore insuffisans ; car il est très vraisemblable que les assurances de la cour de Russie jusqu'à présent , même les déclarations pacifiques qu'elle ne cesse de donner au sujet du roi de Suède , n'ont d'autre vrai motif que cette insuffisance ; si le coup avait été prêt , il serait déjà porté.

On doit savoir depuis long-temps la juste valeur de tous ces complimens et verbiages politiques. Ce fut ainsi que , pendant les deux ou trois premières années de ce siècle , toute l'Europe reconnut le nouveau roi d'Espagne , et s'unit ensuite pour le renverser du trône. Tel fut encore le manège de l'Angleterre à l'égard de la France , avant de commencer la dernière guerre ; mille autres exemples s'offrent en foule dans l'histoire moderne. Il est triste de l'avouer : mais , de part ni d'autre , on ne peut plus guère compter sur la sincérité des déclarations , même les plus formelles , qu'autant qu'on en a pour garant l'impuissance de les violer.

Si donc la Russie n'a pas encore attaqué la

Suède, c'est, en effet, parce qu'elle ne l'a pas pu \*. Les équipages de sa flotte du nord sont à peine au tiers du complet; et celles du midi, dans la mer Noire et dans l'Archipel, ont absorbé ses matelots. La dernière n'a pas été recrutée depuis long-temps, et ne se soutient, à grands frais, que par ceux qu'elle engage dans la Méditerranée.

Il faut cependant l'avouer : tous ces inconvéniens sont momentanés; les matelots et les soldats viennent de loin et peu à peu, mais ils arriveront; ils seront neufs au métier, mais ils s'y feront. Ces levées épuisent la population dans l'intérieur de ce vaste empire; mais elle peut être réparée. Un peuple d'esclaves qui ne manquent point de subsistance, et qui n'ont au-

\* « La Russie n'a jamais fait entrer la conquête de la  
» Suède dans son système; l'auteur se trompe totale-  
» ment sur ce point. Toutes les intrigues russes dans ce  
» pays n'ont eu pour objet que d'y semer la division,  
» pour n'avoir point à en craindre de diversion dans le  
» cas d'une guerre contre les Turcs. Ainsi Catherine sui-  
» vait son véritable intérêt en y favorisant le parti du  
» séuat, et la cour de Versailles se conduisait très poli-  
» tiquement en secondant Gustave lorsqu'il travaillait  
» à y augmenter la force du pouvoir exécutif. La posses-  
» sion de la Finlande seule pouvait tenter l'ambition  
» russe, parce qu'elle importait à la sécurité de la ca-  
» pitale de l'empire. » (SÉGUR.)

cun souci du lendemain, se reproduit plus vite que des nations d'hommes soi-disant libres, pour qui la liberté sans propriété est un supplice, et la propriété même trop souvent un fardeau\*.

Pierre I<sup>er</sup> avait sacrifié des millions d'hommes dans ses guerres et dans ses travaux publics; ses successeurs en ont prodigué autant dans les provinces malsaines qu'il avait conquises au nord de la Perse, et dans les campagnes destructives du maréchal de Munich contre les Turcs et les Tartares. Il n'y paraissait plus sous le règne d'Élisabeth, lorsqu'elle s'engagea dans la guerre contre le roi de Prusse.

Ainsi l'épuisement réel de la population ne fera pas encore une diminution apparente à la puissance militaire de la Russie, au moins de deux ou trois campagnes; et c'est plus qu'il n'en faut pour remplir tous les objets de la cour de Pétersbourg. Ses acquisitions en Lithuanie, quoique dans la partie la moins peuplée de ce vaste pays, lui donnent un moyen de soulager son intérieur par les recrues qu'elle y lèvera; et la proportion y est au moins la même entre la population et l'étendue, que

\* Ce tableau, quoique triste, n'est pas imaginaire: mais il n'est ressemblant que par le défaut d'administration; et en France, plus qu'en aucun pays, on pourrait facilement le réduire à un songe.

dans les anciennes provinces de son empire.

La Russie peut donc être regardée comme étant aussi considérable qu'elle l'ait jamais été par sa puissance militaire. Ajoutons que ses succès dans la dernière guerre contre le roi de Prusse, et dans celle-ci contre les Turcs, ont dû porter l'esprit de ses troupes au plus haut degré de confiance et d'audace. Les hommes ne sont que ce qu'ils croient être; et plus ils sont simples et grossiers, plus il est facile de leur donner une haute opinion d'eux-mêmes. C'est en cela peut-être que consiste aujourd'hui le plus grand avantage de la Russie.

Il ne lui manquait, pour tirer parti de ses forces réelles, et même de cette supériorité idéale, que d'y réunir toutes les utilités de la puissance fédérative. Elle s'en était acquis une partie bien importante par les liaisons qu'on lui a laissé former à loisir, depuis la dernière paix avec le roi de Prusse\*.

Mais ce n'était pas encore assez pour elle. Attaquée par les Turcs, contrariée, harcelée par les confédérés, elle n'aurait jamais pu sou-

\* C'est peut-être une des plus grandes fautes qu'on ait faites depuis la paix de 1762, que de laisser former ces liaisons, et surtout de ne pas prévenir la réunion de la cour de Vienne à ces deux puissances, en parlant au ministère autrichien avec ouverture, franchise et fermeté.

mettre seule la Pologne; elle était réduite à la ravager; et ces ravages mêmes détruisaient les ressources qu'elle en tirait sans cesse pour la guerre contre les Turcs. Le roi de Prusse avait déjà calculé tout ce qu'il pourrait tirer du nord de ce royaume; il ne voulait ni le détruire ni le laisser en proie.

La cour de Vienne, spectatrice des malheurs de la Pologne et des pertes des Turcs, pouvait seule en arrêter le cours; mais, appuyée par notre alliance, elle s'en est servie pour augmenter sa considération et son importance. Elle s'est fait également rechercher par les deux puissances, dont l'une avait envahi la Pologne, et l'autre guettait le moment d'en joindre à ses États la plus belle partie.

Ce fut le moment qu'on saisit pour engager la cour de Vienne à partager la dépouille. Elle y a été entraînée, forcée même, s'il faut l'en croire. Elle a pu s'en faire prier, et sa conduite en a été d'autant plus adroite; mais enfin cette douce violence a rempli son objet, autant que ceux de la Russie et du roi de Prusse. Il s'agissait pour eux d'achever tranquillement leur partage inique, et pour elle d'en avoir sa part: elle a réussi; et chacune des trois cours copartageantes a augmenté, cimenté par là sa puissance fédérative.

La Russie est des trois celle qui va en recueillir les plus grands avantages. L'alliance de l'Autriche la met en état et de ne plus craindre que celle-ci arrête ses progrès dans sa guerre contre les Turcs, et de redouter encore moins les restes du crédit que la France avait eu jadis à la Porte. Ce crédit, quoique bien affaibli par le traité de 1756, aurait pu renaître et reprendre toute sa prépondérance, si la cour de Vienne eût agi de bonne foi et dans un concert intime avec celle de Versailles.

Voilà donc la Porte à sa discrétion, objet bien plus intéressant pour nous que la Pologne et la Suède. Nous voilà témoins de l'abaissement, et peut-être de la destruction de cet empire, qui seul, au nord-est de l'Europe, pouvait balancer l'Autriche et la Russie, les tenir en respect, et par notre influence, et par la crainte des diversions que nous pouvions toujours ou faire en sa faveur, ou nous ménager de sa part.

Ce n'est pas là tout ce qui résulte d'avantages pour la Russie, et de désavantages pour nous, de cette alliance foudroyante entre elle et la cour de Vienne : maîtresse par là d'imposer à la Porte les conditions de paix, celle de Pétersbourg va porter un coup fatal à notre commerce du Levant.



Il est menacé de déchoir en proportion des avantages que la Russie veut obtenir, et qu'elle arrachera vraisemblablement pour le sien dans la mer Noire. Elle ne se bornera point à ce commerce intérieur, qui cependant deviendra pour elle un objet de cabotage et d'échange fort lucratif, aux dépens du trafic qui se fait à Smyrne par les caravanes d'Angora, de Sinope, de Trébisonde, d'Amasie, et de toutes les côtes de la mer Noire, au nord de la Turquie asiatique. Elle extorquera au moins des *octrois* et des privilèges pour un certain nombre de *vaisseaux de registre*. Ils porteront dans les Échelles les productions de la Russie, de l'Angleterre même et de ses colonies ; ils enlèveront leur part de celle de l'Anatolie, de la Syrie et de la Perse ; et, par cette nouvelle concurrence, ils en feront hausser le prix pour nos marchands, comme ils feront baisser celui de nos manufactures.

Mais continuons, et voyons si la Russie a quelque chose à craindre, dans l'exécution de ses projets, de la part de quelque autre puissance.

Les deux qui auraient pu l'arrêter dans ses opérations de terre, sont l'Autriche et le roi de Prusse. Elle est ligüée avec l'une et l'autre, et, par conséquent, elle n'a plus rien à redou-

ter de leur part, tant qu'elle restera étroitement unie avec elles \*.

L'intérêt commun semble être un garant sûr de la durée de cette union, au moins jusqu'à l'entier accomplissement du désir commun, c'est-à-dire de prendre et de partager ensemble tout ce qui leur conviendra.

Il y a de l'étoffe de reste, elle ne manquera pas sitôt; et les apparences de quelques démêlés, relativement au partage actuel, semblent encore fort éloignées.

Les réclamations de la république de Pologne sont également méprisées des trois puissances copartageantes, et ne peuvent former entr'elles aucun sujet de dispute.

Les plaintes amères du magistrat de Dantzick, de Thorn, et l'intercession en leur faveur des autres villes anséatiques, semblent avoir touché la cour de Russie, ou plutôt celle de Londres, qui a sollicité la première d'inter-

\* « Favier persiste toujours dans son inconcevable  
» erreur sur la durée possible de l'union des trois mo-  
» narchies rivales. Il n'y avait que la puissance colos-  
» sale de Napoléon et la crainte de l'esprit du siècle,  
» c'est-à-dire des révolutions, qui pût faire renouveler  
» cette alliance entre des puissances naturellement ri-  
» vales, et, comme cette alliance est contre nature,  
» elle ne peut être durable. » (SÉCUR.)

poser ses bons offices auprès du roi de Prusse. Il est question, en conséquence, d'un congrès à Dantzick, et l'impératrice de Russie y a déjà nommé son ministre \* ; mais on trouvera, dans l'entêtement du magistrat de ces deux villes, des prétextes pour ne leur accorder qu'une légère protection.

Celui de Dantzick a déjà manqué de confiance et d'égards pour le consul anglais, qui avait offert ses bons offices. Il ne se comportera peut-être pas mieux avec le comte Golowkin. Le roi de Prusse voulant tout avoir, et le magistrat tout garder, il en résulterait vraisemblablement la rupture du congrès (supposé même qu'il soit assemblé); les cours médiatrices ou protectrices ne rompraient point pour cela avec le roi de Prusse. L'impératrice de Russie, *justement indignée* du peu d'égards que la ville de Dantzick aura marqué pour sa médiation, l'abandonnerait au ressentiment tout aussi juste de ce monarque. Il ferait in-

\* Le comte Iwan Golowkin, fils de celui qui a été si longtemps ambassadeur en Hollande, où il est mort, et où presque toute sa famille s'est établie. Le comte Iwan y est marié lui-même; mais le dérangement de ses affaires l'a obligé de se retirer en Russie, où il est entré, seul de tous ses frères, au service de cette cour, en qualité de conseiller d'État. C'est un bon et galant homme, mais si peu capable, que le choix du plénipotentiaire ferait soupçonner le futur congrès d'être encore une farce politique.

sulter un *ouvrage extérieur*; et, au premier coup de fusil, la ville tremblante offrirait de l'argent; on en demanderait davantage; il faudrait bien le donner, et le roi de Prusse le partagerait avec l'impératrice de Russie.

Ainsi l'affaire de Dantzick ne serait point un germe de discorde entre les cours copartageantes (car celle de Vienne n'a ni prétexte ni intérêt de s'en mêler, à moins que ce ne fût pour partager aussi). De ce côté donc, la Russie ne faisant point d'obstacle réel aux vues du roi de Prusse, il n'en fera point aux projets de la Russie, ni sur la mer Noire, ni sur la Baltique.

La Suède, sans doute, n'est pas sans intérêt à la guerre contre les Turcs, ni au traité de paix qui doit nécessairement les réduire si bas. L'ancien système de cette couronne faisait partie du nôtre; et par son alliance avec les Turcs, depuis Charles XII, elle s'était flattée de balancer la puissance énorme de la Russie. Ce système a prévalu toutes les fois que la France et les *chapeaux* ont eu la supériorité dans l'*anarchie oligarchique* qui avait succédé au pouvoir absolu; mais la Suède, toujours divisée, déchirée, n'en avait recueilli aucun avantage réel.

Elle aurait cependant pu espérer, après la révolution, de ressusciter, pour ainsi dire, ce système par un nouveau traité avec la Porte.

Il en a été question, du moins par les bruits publics : mais dans quelles circonstances entamerait-on cette négociation ?

Les Turcs, battus de tous côtés, poursuivis par les Russes au-delà du Danube, désolés dans la mer Noire, bloqués dans l'Archipel, renfermés dans les Dardanelles, trahis, et peut-être bientôt attaqués par les Autrichiens, abandonnés de la France, ou faiblement secourus par de bons offices, qui n'en imposent point par deux raisons : l'une, que la France ne s'est pas mise en mesure pour secourir la Porte plus efficacement \* ; l'autre, qu'elle paraît le vouloir encore moins que le pouvoir, tant que son alliance subsistera de nom avec la cour de Vienne, quoique, *de fait*, on ose dire qu'elle ne subsiste plus depuis le traité de partage : mais enfin le prétexte d'alliance, en n'empêchant point les Autrichiens de faire tout ce qu'il leur plait, paraît tenir à la France les mains liées.

\* Il aurait été très facile de la secourir par mer, en coulant à fond la flotte russe à son arrivée dans l'Archipel. Il le serait encore, surtout avant l'arrivée de l'escadre danoise, qu'on annonce devoir joindre la première, et opérer conjointement contre les Turcs. Rien ne serait plus instant que de prendre un parti à cet égard ; car la destruction de l'empire ottoman est le coup le plus funeste qui puisse arriver à la France, et bien plus important encore à parer que l'attaque de la Suède, d'autant que cette attaque ne sera que retardée, pour être faite avec beaucoup plus de succès après l'anéantissement des Turcs.

Dans cette position, de quoi pourrait servir à la Suède un traité avec la Porte ? Divisée encore au dedans, menacée au dehors, ira-t-elle seule attaquer le colosse formidable de la puissance russe, étayé par celle des deux autres cours copartageantes ? c'est ce qui n'est pas vraisemblable. Se bornera-t-elle à une ligue défensive ? mais qu'en résulterait-il pour les Turcs, que l'obligation de secourir la Suède, si elle est attaquée, sans tirer d'elle aucun secours dans leur détresse actuelle ? Et comment pourraient-ils désormais tenter en sa faveur une diversion, lorsqu'ils seront séparés de la Pologne par une barrière impénétrable, et relégués vraisemblablement au-delà du Danube ?

Ce triste tableau n'est que trop fidèle ; et, d'après cet exposé, on ne voit pas que la Suède puisse seulement songer à croiser les projets de la Russie sur la mer Noire.

Ce serait bien assez pour elle de pouvoir arrêter ceux de cette puissance sur la Baltique, en l'empêchant de l'attaquer incessamment ; et malheureusement elle n'en est que trop menacée. Loin de trouver aucun appui dans son voisinage, elle en a tout à craindre (comme on croit l'avoir démontré aux chapitres de cette puissance) par l'alliance du roi de Prusse avec la Russie, et l'assujettissement du Danemarck à cette dernière.

Par la même raison, la cour de Copenhague n'aurait garde de s'opposer aux projets de la Russie contre la Porte \*. Ainsi, de tout le Nord, la cour de Pétersbourg n'a plus à craindre aucun obstacle à l'accomplissement de ses vastes desseins.

Il est, jusqu'à présent, d'accord avec la cour de Vienne, et le sera long-temps encore, quoi qu'on puisse espérer d'une division entre les trois copartageans. On a déjà observé, et peut-être prouvé, qu'il ne faudrait pas se laisser éblouir de cette flatteuse perspective.

Le Midi, on l'a déjà dit, est nul, quant à présent, à cet égard. Ces obstacles donc ne sauraient plus naître que de la part de l'Angleterre ou de la France.

La première, sans doute, semblerait avoir le même intérêt que l'autre à prévenir la ruine totale de l'empire ottoman : cet empire est pour

\* On a toujours dû croire que le Danemarck concourra ; au contraire, au succès des projets russes ; et si l'escadre danoise vient dans l'Archipel, à la solde de Catherine II, cela sera démontré \*\*.

\*\* « Comment Favier peut-il croire que le Danemarck, » dont l'intérêt constant est la neutralité, se serait dé- » garni de ses vaisseaux pour les envoyer dans l'Ar- » chipel, en s'exposant sans défense aux attaques des » Suédois ? L'esprit de parti fait faire des rêves bien » étranges. » (SÉGUR.)

elle le siège d'un commerce riche et florissant. Elle n'en partage presque le bénéfice qu'avec nous ; et il paraît , au premier coup d'œil , qu'elle aurait également à craindre l'établissement de celui de la Russie au Levant par la mer Noire : mais , si l'on veut examiner et combiner d'autres rapports existans entre la Russie et l'Angleterre , on reconnaitra que sa position et ses intérêts , à cet égard , sont bien différens des nôtres. Mais ce sera l'objet d'un mémoire séparé , dans lequel nous discuterons les motifs qui pourraient faire envisager à l'Angleterre , comme avantageuses pour elle , les concessions que la Russie aurait arrachées de la Porte , relativement au commerce de la mer Noire.

Si l'on avait entrepris de les apprécier ici , on se serait trop livré à des discussions commerciales et topographiques. Ces détails cependant , loin d'être trop étendus dans ce mémoire , pourront à peine y être effleurés.

Il était nécessaire de bien constater l'espèce d'intérêt que l'Angleterre pourrait prendre à la guerre présente entre la Porte et la Russie. Il fallait aussi calculer le degré de chaleur que la première pourrait mettre dans ses démarches à Pétersbourg et à Constantinople , pour amener par son crédit une conciliation. On a



dû enfin développer et apprécier au juste les motifs généralement peu connus, qui peuvent nourrir dans le cabinet de Saint-James une partialité secrète en faveur de la Russie. Il en existe une publique dans la cité de Londres. Les bruits, quoique peu vraisemblables, d'une alliance entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, n'y avaient donné l'alarme que par la crainte des négocians que le commerce avec la Russie ne fût troublé ou compromis par cette alliance.

Un peuple, animé par l'amour du gain, est toujours éclairé par l'esprit mercantile. Libre de réclamer contre les fausses mesures de l'administration, celui de l'Angleterre s'y laisse rarement tromper, ou l'illusion ne dure pas long-temps. L'administration alors devient responsable des résultats en perte pour le commerce britannique, ou en gain pour celui des nations rivales. C'est le point le plus délicat, et sur lequel le ministre a le plus de ménagemens à garder.

En partant donc et des principes et des intérêts de l'Angleterre, comme puissance maritime et commerçante, du vœu de la nation et de la clameur populaire contre tout engagement désagréable à la Russie, on ne peut guère supposer que celle-ci ait quelque chose à craindre

de la cour de Londres, pour l'accomplissement de ses projets dans la guerre contre les Turcs. Elle n'a pas non plus à se garantir de son influence dans la négociation de la paix. L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople y est, pour ainsi dire, le chargé d'affaires de la Russie \*. Voilà donc la Russie dans une position brillante, victorieuse, assurée de tous côtés, réunissant et recueillant déjà les plus grands avantages de la puissance militaire et de la puissance fédérative. Il ne reste, dans l'ordre des grandes puissances, que la France seule qui soit véritablement intéressée à troubler, s'il se peut, son triomphe, et à tendre aux infortunés Ottomans une main secourable ; car, pour la Pologne, c'est une affaire faite, il n'en est plus question ; et s'il y arrivait quelque changement, ce ne serait pas en mieux pour les restes de la république.

\* Il peut arriver qu'un ambassadeur d'Angleterre suive momentanément une autre marche, comme l'a fait M. Murray en 1772, au premier instant de la ligue de la cour de Vienne avec celles de Berlin et de Pétersbourg ; mais il ne tarda pas à être redressé par milord Rochefort, qui lui dévoila le véritable secret de la cour de Londres, en lui mandant que, dès qu'un arrangement ou événement quelconque contrariait les intérêts de la France et son système politique, il ne pouvait manquer d'être agréable à sa majesté britannique, lors même que, sous un certain point de vue et à d'autres égards, il était accompagné de circonstances qui, en elles-mêmes, ne seraient pas agréables à l'Angleterre.

Mais, avant de conclure sur la position respective de la Russie à l'égard de la France, relativement à la puissance militaire et à la puissance fédérative, jetons encore un coup d'œil sur ce vaste empire, et cherchons s'il joint ou peut joindre à ce double avantage celui de la puissance pécuniaire.

C'est, dit-on, son endroit faible. On sait que tous ses revenus ordinaires ne s'élèvent pas au-dessus de seize millions de roubles (quatre-vingt millions de France); et, n'ayant point d'autres ressources que d'en augmenter quelques branches en forçant l'impôt d'un cinquième au plus, il n'est pas possible que ses plus grands efforts l'aient porté ou soutenu à cent vingt millions de notre monnaie. Comment, avec des moyens si bornés, la Russie a-t-elle et pourrait-elle encore long-temps soutenir le poids de ses entreprises, pousser la guerre contre les Turcs, la commencer contre la Suède, achever à main armée la dissolution de la Pologne; et, pour remplir ces grands objets, entretenir et recruter trois flottes et quatre armées; faire en même temps des acquisitions de galeries, de cabinets, de bibliothèques; donner des commissions dans toute l'Europe pour des articles de luxe et de magnificence, et bien payer le tout; enfin prêter

journellement de grosses sommes aux seigneurs et grands propriétaires, pour n'en recevoir le remboursement qu'en plusieurs termes éloignés? Cela n'est pas concevable. « Elle n'a » point, ajoutera-t-on, les autres ressources » connues des autres États de l'Europe; c'est » de se soutenir dans un état forcé de guerre ou » de dépense par des emprunts continuels. La » nation entière n'étant composée que de Nobles et d'esclaves, et ceux-ci faisant toute » la richesse de ceux-là, l'État peut à peine » tirer des propriétaires quelques nouveaux » secours par un surcroît de capitation et par » une augmentation de recrues : mais, le numéraire étant aussi rare qu'il l'est dans l'intérieur du pays, l'industrie languissante et la » circulation presque nulle; la Russie n'ayant » pas de corps représentatifs ou municipaux, » parce qu'elle n'a point de tiers-état; point » de compagnies de financiers, ressource toujours onéreuse, mais quelquefois utile, quand » elle est bien administrée; et les gros négocians qu'elle a dans ses États, y étant presque tous étrangers, isolés, sans aucun intérêt » à la chose publique, comment pourrait-elle » suppléer par des emprunts à l'excédant de » sa dépense? Il faut donc qu'à la fin elle soit » épuisée, ruinée, sans crédit, sans ressource.

» ces, et qu'une impuissance totale lui fasse  
» tomber les armes des mains. »

Oui, sans doute, à la fin, c'est-à-dire lorsqu'en effet elle n'aurait plus de ressources, et ce moment peut-être arriverait au bout de deux ou trois campagnes; mais, on l'a déjà dit, il ne lui en faut pas tant pour achever l'exécution de tous ses projets.

Celle-ci contre les Turcs sera vraisemblablement la dernière. Il faudra bien par force que la Porte, accablée par la Russie et menacée par la cour de Vienne, sans appui, sans espoir du côté de la France, plie sous le faix de l'adversité, et se soumette aux conditions qu'on voudra lui imposer\*.

Il ne faudrait aussi qu'une campagne à la Russie, de concert avec le Danemarck, pour écraser la Suède, et la remettre, par une nouvelle révolution, sur le même pied qu'elle était sous le feu roi Adolphe-Frédéric, ou en chas-

\* On croit pouvoir supposer que la cour de Vienne commencera par aider sous main les Russes cette année, et que, si les Turcs ne succombent pas, elle ira plus loin l'année prochaine, en joignant réellement ses troupes à celles des Russes. On suppose également que la France laissera les flottes danoises, réunies à celles que Catherine II a déjà dans l'Archipel, attaquer vigoureusement les Dardanelles. Il serait fort à désirer que ces suppositions fussent fausses, par les raisons qui ont souvent été répétées.

ser Gustave III (car on ne pourrait plus se fier à lui, et il ne voudrait lui-même se fier ni au sénat ni à la cour de Pétersbourg), et peut-être, pour abrégé, mettre ce royaume en république \*.

A l'égard de la Pologne, la force achevera encore plus tôt ce qu'elle a commencé; et puisque les trois copartageans s'obstinent à vouloir y mettre de la forme, il est très apparent qu'ils auront aussi cette satisfaction. Peut-être en ce moment l'ouvrage est consommé. On a pris pour cela le meilleur moyen, c'est-à-dire de former la diète en confédération; les nonces en petit nombre qui s'y trouvent, enfermés, entourés d'une triple armée, et gardés à vue jusque dans leurs maisons, sont ou gagnés d'avance, ou forcés de céder à la violence pour sauver leur vie ou leur liberté. La pluralité se conformera aux vues des trois puissances; et dans une diète tenue *sub vinculo confæderationis*, la pluralité décide. Les trois copartageans n'auront plus qu'à faire publier, chacun de son côté, les décrets de cette diète jugulée. Ils sont exécutés d'avance; le partage

\* Si cette entreprise ne peut avoir lieu pendant la guerre avec la Turquie, on ne doit pas moins en prévoir la possibilité, et s'attendre qu'elle sera exécutée aussitôt après la conclusion de la paix avec la Porte.

est fait, et chacun des trois est en possession. Alors, armés du droit pour soutenir le fait, ils traiteraient de rebelle quiconque oserait réclamer contre le partage, et refuser l'hommage ou le serment de fidélité : son procès lui serait fait ; et s'il était pris, il pourrait bien servir d'exemple. (La diète de Hongrie, et les échafauds d'Épéries, en 1687, en sont de terribles pour toute nation qu'un voisin puissant veut subjuguér.) S'il était en fuite, ses biens confisqués, sa famille à l'aumône, et lui-même errant et mendiant dans les cours étrangères, apprendraient au reste de la Pologne à plier sous le joug. Tout cela, on le répète, est presque fait, et, dans six mois au plus tard, il n'y aura rien à faire.

Alors la Russie n'aura plus besoin de tenir une armée en Pologne. La paix avec les Turcs, ou déjà faite, ou bien avancée, la mettra aussi en état de retirer beaucoup de troupes de cette frontière, et de les faire marcher en Livonie et en Esthonie, pour faire à Revel un embarquement parallèle à celui de Cronstadt, si même elle attend tout cela pour attaquer la Suède, qui serait alors sans ressource.

Mais, pour l'exécution entière de ce grand plan de la Russie, il lui reste encore plus de moyens et de ressources pécuniaires que ne

lui en supposent peut-être des gens intéressés à se flatter là-dessus.

Elle en a déjà trouvé, elle en trouvera encore ; c'est ce qu'il serait aisé de prouver ici. On renvoie cette discussion à un second mémoire séparé. Il servira de réponse aux objections qu'on s'est faites d'avance, et qu'on a promis de résoudre. Cette réponse établira en même temps que la Russie, dans l'état actuel, et pour deux ou trois années encore, jouit à certains égards de tous les avantages de la puissance pécuniaire, ou du moins qu'elle peut les puiser dans une proportion suffisante à ceux de la puissance militaire et de la puissance fédérative.

Dans cette supposition, il ne nous reste plus qu'à bien apprécier les rapports directs qui forment actuellement la position respective de la Russie avec la France.

S'il en fallait juger par les apparences flatteuses que présente toujours, après une longue froideur, le rapprochement de deux grandes cours, par les complimens, les égards réciproques de cérémonie et d'étiquette, par l'envoi d'un ministre et la nomination d'un autre, il semblerait peut-être que la France et la Russie ne seraient pas éloignées de se réunir : mais si, d'un autre côté, on réfléchit sur l'op-



position des vues équitables et pacifiques du roi avec les projets ambitieux et injustes de l'impératrice de Russie, si l'on considère qu'elle en a déjà exécuté une bonne partie, et que les circonstances lui présentent de toutes parts les plus grandes facilités pour achever de les remplir, on verra bientôt disparaître cette espérance.

L'impératrice de Russie ne trouve pas moins dans les faiblesses de l'amour-propre que dans les calculs de l'ambition, des raisons de chérir ses vastes projets, et d'en presser l'entière exécution. Persuadée que la gloire, l'éclat, la célébrité, c'est la même chose, elle n'a rien épargné pour en confondre les idées aux yeux de l'univers; et il lui est arrivé ce qui arrive presque toujours, c'est-à-dire de partager elle-même l'illusion.

Avec tous ces motifs d'intérêt et de persuasion, il paraît difficile que toute l'éloquence et la dextérité d'un ministre étranger puissent amener cette princesse à reconnaître la monarchie de Suède, encore moins à rétablir la république de Pologne, ou à modérer, dans les négociations de la paix, ses prétentions sur la dépouille de l'empire ottoman.

Son orgueil, sans doute, a dû être flatté d'une démarche à laquelle peut-être elle ne

s'attendait plus de la part de la France \*; mais on ne doit pas présumer qu'elle en ait été fort touchée : les complimens se paient en complimens, et il est à croire qu'on ne nous les aura pas épargnés. L'ivresse du système de 1756 nous avait fait faire une pareille avance dans un temps où du moins les mesures et les sentimens qu'on avait adoptés étaient précisément les mêmes à Vienne et à Pétersbourg. Le succès de cette démarche n'était pas douteux, parce qu'on n'allait rien proposer à l'impératrice Elisabeth que ce qu'elle désirait de tout son cœur, aussi bien que Marie-Thérèse; c'était d'écraser le roi de Prusse. Ici nous avons à combattre, dans le cabinet de Pétersbourg, et cet ennemi mal réconcilié qui s'y est acquis une si grande influence, et notre ancienne alliée qui nous a presque quittés, et l'impératrice de Russie, et son ministère, et toute la nation. Échouer contre tant d'obstacles, c'est l'ordre naturel; les surmonter tous serait un miracle.

Nous n'avons cependant que la voie de la

\* On croit que le moment d'envoyer un ministre en Russie aurait pu être différé; mais, le choix étant tombé sur un homme sage et éclairé, on en tirera toujours l'avantage d'être mieux instruit des projets de cette puissance, et peut-être en découvrira-t-on qu'il serait très utile de pénétrer.

persuasion. Celle de la force n'était praticable que par une puissante et prompte diversion ; elle ne pourrait avoir lieu que par mer. On ignore les raisons qui apparemment ont empêché de tenter ce moyen, et plus tôt, et plus à propos, c'est-à-dire lors des premières hostilités des Russes dans l'Archipel, ou même auparavant, par un traité de neutralité pour la Méditerranée, dont on aurait proposé à la cour de Londres d'être arbitre et garante \*.

Si la partialité déclarée de l'Angleterre en faveur de la Russie l'avait engagée dès-lors à rejeter cet expédient, on n'a pas dû se flatter depuis qu'elle changerait de principes, d'affections, d'intérêts au gré de nos desirs. Au contraire, on a dû s'attendre que toute démonstration de notre côté, tendante à exécuter cette diversion tardive, serait aussitôt suivie d'une contre-démonstration de la part de l'Angleterre. C'est ce que nous discuterons à l'article de cette puissance. Résumons à présent la position respective de la Russie à l'égard de la France.

\* On prétend que ce traité a été proposé depuis peu, et qu'il a été refusé par l'Angleterre. Si cela est, et que cette puissance permette à toutes les autres nations d'envoyer leurs flottes dans toutes les mers, et en interdise la liberté à la France seule, que ne doit-on pas craindre de cette despoticité à notre égard ?

De tout ce qu'on vient d'exposer et d'analyser, il résulte :

1° Qu'il y a peu ou point d'apparence d'une révolution en Russie ;

2° Que si, contre toute attente, il en arrivait une, elle ne changerait rien au système de cette cour ;

3° Que la Russie, victorieuse et menaçante de tous côtés, est en état de soutenir encore quelque temps ce pied formidable de puissance militaire ;

4° Que son alliance avec la cour de Vienne et le roi de Prusse l'a mise au plus haut point de la puissance fédérative ;

5° Que des trois grandes puissances qui auraient pu arrêter ses progrès contre les Turcs, elle n'a rien à craindre de l'Autriche ni du roi de Prusse ligués avec elle, et fort peu de la France, qui paraît au contraire la ménager et la rechercher ;

6° Qu'elle trouvera, par conséquent, peu ou point d'obstacles à l'accomplissement de ses projets particuliers dans la négociation de la paix avec la Porte ; qu'il est même très apparent qu'elle en dictera les conditions, et que l'influence de la France, autrefois si prépondérante, sera ou faible ou nulle dans cette pacification ;

7° Que si la Russie cherche ses avantages dans l'exécution de ces mêmes projets, les deux autres copartageans ont aussi leurs raisons pour y conniver ; que l'intérêt commun et présent semble être un garant trop sûr de leur union, du moins jusqu'à l'entier accomplissement de leurs desseins respectifs ; et que, par conséquent, l'espoir d'une dissension prochaine entre ces trois puissances ne semble fondé que sur le désir qu'on en a conçu ;

8° Que la Suède, bien loin de pouvoir mettre un poids dans la balance entre la Russie et la Porte, ne prendrait avec celle-ci que des engagemens dangereux à former, impossibles à remplir, et que, de son côté, l'empire ottoman, isolé désormais de la Pologne, n'aurait plus avec la Suède aucune ligne de communication ; que celle-ci aurait assez à faire de se garantir de l'attaque dont elle est menacée ; enfin que toutes les assurances et les déclarations de la Russie à cet égard, données ou à donner, ne signifient rien du tout, tant qu'elle restera puissamment armée sur la Baltique ;

9° Que, loin de s'opposer aux projets de la Russie, la cour de Copenhague, assujettie depuis long-temps à son influence, ne sera vraisemblablement qu'un instrument de plus pour leur exécution ;

10° Que l'Angleterre, considérée comme première puissance maritime et commerçante, n'a aucun intérêt réel à croiser les desseins de la Russie sur la mer Noire et sur la liberté du commerce du Levant; que même elle a peut-être des motifs assez bien fondés pour les favoriser sous main, puisqu'il n'en résulterait aucun détriment pour elle, qui ne fût balancé par un accroissement, et qu'au contraire tout le préjudice en retomberait sans compensation sur le commerce de la France dans la même partie;

11° Qu'en partant des mêmes principes et intérêts de l'Angleterre, de la partialité qu'elle a montrée jusqu'à présent pour la Russie, du vœu de la nation et de la clameur populaire, il ne paraît pas possible, ni même vraisemblable, que le ministère anglais puisse entrer dans aucune mesure contraire aux vues de la Russie, et moins encore contracter des engagements qui s'y trouveraient diamétralement opposés;

12° Que, si la Russie n'a pas des revenus proportionnés à son étendue, ni la faculté des moyens extraordinaires usités par d'autres puissances, elle a su et saura se faire encore des ressources, au moins pour une ou deux campagnes, et qu'à cet égard elle jouit aussi, dans

l'état actuel, de tous les avantages de la *puissance pécuniaire*;

13° Qu'il ne faut, en effet, à la Russie qu'une ou deux campagnes pour remplir toute l'étendue de son plan actuel, même beaucoup moins pour l'accomplissement de ses desseins sur la Pologne; que, dès à présent, ceux qu'elle a daigné avouer, de concert avec les deux autres copartageans, peuvent et doivent être regardés comme exécutés; enfin que, si la Russie, toujours d'accord avec ses deux alliés, avait des projets ultérieurs, même pour la dissolution entière de la république, son objet serait aussitôt rempli;

14° Qu'avec tant d'avantages réunis pour pousser ses opérations guerrières et politiques, on doit peu se flatter de réussir à l'en détourner par la persuasion;

15° Que la voie des négociations avec l'Angleterre aurait pu et dû être tentée, dès le commencement, pour en arrêter le cours, au moins dans la Méditerranée; que, si la tentative en fut faite alors sans succès, on n'a pas dû, dans ces derniers temps, s'en promettre davantage;

16° Que la voie de la force, par une puissante et prompte diversion, aurait été le moyen le plus sûr ou le plus praticable d'arrêter ce

torrent ou d'en modérer l'impétuosité ; mais que, cette diversion ne pouvant avoir lieu que par mer, elle n'aurait pu réussir qu'autant qu'elle aurait été imprévue, subite et vigoureuse ; que, si, pour la tenter, on avait attendu le consentement ou le concours de l'Angleterre, on se serait beaucoup trop flatté ; enfin que, par cette raison, on n'aurait peut-être pas dû faire une démonstration ; dès qu'on n'était pas déterminé à la réaliser.

« LE résumé de Favier est tout-à-fait défectueux ,  
» parce qu'il pose sur une base fausse, c'est-à-dire le  
» consentement de l'Autriche et de la Prusse à la des-  
» truction de l'empire ottoman. Si on admettait cette  
» hypothèse, la conséquence qu'il en tire serait encore  
» fausse ; car les forces terrestres de la France ne pour-  
» raient pas, dans ce cas, soutenir les Ottomans, et le  
» gouvernement français n'aurait d'autres ressources,  
» dans cette malheureuse circonstance, que de profiter  
» de ses forces navales, et de s'emparer de l'Archipel et  
» de Candie. La dernière guerre, au reste, a prouvé  
» avec évidence combien la Russie était loin de pou-  
» voir s'emparer de la Turquie, puisque, malgré l'as-  
» sistance de l'Autriche, l'ignorance militaire des Turcs  
» et l'inaction de la France, la diversion des Suédois et  
» les menaces de la Prusse l'ont forcée à borner son am-  
» bition à la conquête d'Oczakow. » (SÉGUR.)





## PREMIER MÉMOIRE SÉPARÉ

POUR SERVIR

DE SUPPLÉMENT A L'ARTICLE DE LA RUSSIE.

ON a promis de discuter ici, dans un plus grand détail, les motifs qui pourraient faire envisager à l'Angleterre, comme avantageuses pour elle-même, les concessions que la Russie aurait arrachées de la Porte, relativement à la mer Noire.

Commençons par établir les motifs de la Russie pour désirer et pour extorquer ces concessions, et les regarder même comme le fruit le plus précieux de sa victoire.

On l'a déjà dit : la guerre actuelle de la Russie contre les Turcs est, à cet égard, une guerre de commerce. Il s'agit d'exécuter enfin le premier objet de Pierre-le-Grand, ce projet favori, qu'il fut forcé d'abandonner pour un temps, en 1711, par le traité de Pruth, mais que lui ni ses successeurs n'ont jamais perdu de vue : c'est de s'ouvrir par la mer de Zabache

un débouché dans la mer Noire, et de là avec les nations franques, parmi lesquelles la Russie n'avait jamais été comptée.

Ce commerce même pouvait et devait, en fort peu de temps, devenir un prétexte et un acheminement à de plus grands desseins; mais une fois d'un port dans la mer Noire, les Russes y pouvaient faire des armemens redoutables, et y former une marine militaire, dès qu'il se serait élevé entre la Porte et la cour de Pétersbourg de nouveaux démêlés, auxquels le commerce même aurait donné lieu. Celle-ci n'aurait pas manqué de prévenir les Turcs, toujours mal préparés par terre et par mer. Une flotte russe, chargée de troupes de débarquement, aurait paru sur la mer Noire, et, grâce à l'ignorance, à l'indolence des Ottomans, aurait devancé le bruit même de son départ. Elle aurait bloqué, peut-être forcé le canal de la mer Noire, qui fait, de ce côté, la seule défense de Constantinople. Dans le premier cas, elle aurait réduit cette capitale aux plus grandes extrémités de la disette et de la révolte; dans le second, rien ne l'aurait empêché d'écraser et de brûler le sérail même. Le divan n'aurait eu, dans les deux cas, d'autre ressource que de racheter la capitale par des contributions immenses, et par toutes les au-

tres conditions qu'il aurait plu à la Russie de lui imposer. Tous les différens intérêts de l'ambition se trouvaient donc réunis, pour la Russie, dans ses vues sur le commerce de la mer Noire.

La cour de Pétersbourg a toujours été si attachée à ce projet, qu'en 1750 elle avait tenté de le faire réussir par l'entremise de la France; et voici comment elle s'y prit.

Au plus fort de l'alliance et de l'intimité entre la France et la Russie, un des appâts qu'elle nous présenta pour prolonger l'erreur et l'illusion, fut celui d'un traité de commerce entre les deux puissances. La négociation en avait été entamée plus d'une fois. On la reprit alors, ou, pour mieux dire, on fit semblant de la renouer; car, au fond, elle n'a jamais été ni pu alors être sérieuse. Peut-être s'en est-on laissé flatter de nouveau; et, avec ce projet, on aura, si l'on veut, de quoi s'amuser encore long-temps; mais le ministère de Pétersbourg avait un objet réel et solide.

Il chercha donc à se prévaloir de la négociation d'un traité de commerce, pour nous insinuer *que nous pourrions en établir une branche considérable, par Constantinople et la mer Noire, avec les provinces méridionales de la Russie.*

Il fallait pour cela le consentement de la

Porte, et c'était à nous à le demander. Le piège était grossier ; car , si nous avions réussi contre toute attente, ce n'aurait pas été pour nous, mais pour la Russie. Elle ne cherchait qu'un moyen d'accoutumer les Turcs à voir un pavillon étranger passer et repasser le canal de la mer Noire, et, sous le prétexte du commerce avec la France, c'était sa propre navigation qu'elle aurait établie sur cette mer. Si, au contraire, nous avions été refusés, comme il y avait lieu de le croire, nous aurions fait en pure perte, auprès de la Porte, une démarche qu'elle aurait regardée comme une preuve de partialité en faveur de la Russie, et de connivence à ses projets sur la mer Noire. Les Turcs en étaient si jaloux ; que cet office de notre part nous en aurait rendu auprès d'eux le plus mauvais possible ; et, à ce *pis aller*, la Russie n'aurait pas perdu ses peines, elle aurait du moins rempli un de ses grands objets ; c'était de saper d'autant notre crédit à la Porte.

Tout est changé depuis, et ces artifices ne lui sont plus nécessaires à notre égard. Le sort des armes a décidé : elle exige hautement ce qu'elle avait besoin alors d'obtenir par surprise. Nous parlerons ailleurs d'une autre puissance qui n'est pas non plus sans projets sur le même commerce de la mer Noire. Il est vraisemblable

que, pour en obtenir le concours dans toutes ses mesures, la cour de Pétersbourg se prêtera, de son côté, aux désirs d'un voisin et d'un allié si puissant, et cette nouvelle concurrence avec notre commerce du Levant, en diminuera encore la masse et le produit.

Mais l'Angleterre ne peut pas avoir les mêmes craintes. Elle a aussi des raisons particulières de ménager la Russie, qui n'ont rien de commun avec les intérêts de son commerce du Levant, et qui portent sur un objet encore plus intéressant pour elle, comme puissance maritime\*.

La France a le commerce du Levant; elle n'a point celui du Nord, puisqu'il n'existe plus pour elle de navigation directe dans la Baltique, et que l'exportation de ses denrées ou manufactures pour cette mer se fait par les navires hollandais, suédois, danois, hambourgeois, anglais même, ainsi que l'importation de toutes les marchandises qu'elle tire du Nord.

\* C'est ce qu'on demande la permission de développer dans une certaine étendue. Ces détails roulent sur des faits généralement peu connus, du moins dans les différentes branches de notre administration, relatives au commerce extérieur, soit par mer, soit par terre. C'est une partie d'un corps d'observations et de recherches faites sur les lieux, tant en Russie qu'en Angleterre, et appuyées sur des documens puisés aux sources les plus pures, qui n'ont pas été également accessibles pour tout le monde.

L'Angleterre, au contraire, a le commerce du Levant et celui du Nord. Ce dernier est à peu près libre à toute la nation, quoiqu'en partie il se fasse encore sous le nom de la compagnie de Russie. Celle-ci n'embrasse que l'étendue de ce grand empire : la Suède et le Danemarck ne sont point compris dans son octroi; mais, quoique les Anglais fassent aussi dans ces deux pays un trafic avantageux et considérable, la branche la plus importante de leur navigation au Nord, est celle qu'ils ont établie en Russie depuis deux cents ans.

Ce commerce ne se faisait autrefois que dans le port d'Archangel, les Russes n'ayant point encore percé dans la Baltique. Il était déjà très considérable, malgré l'inconvénient de faire un grand tour pour doubler le cap Nord, et s'élever jusque dans les mers glacées vers le pôle arctique : mais, depuis que Pierre I<sup>er</sup> eut fondé Pétersbourg et conquis la Livonie, cette nouvelle capitale et les ports de Riga, Revel et Nerva, furent pour les Anglais autant d'échelles dans cette vaste domination, où ils firent bientôt un commerce plus grand, plus lucratif que celui du Levant, et surtout plus utile, plus analogue à la constitution maritime de leur puissance nationale.

Ils importent en Russie les produits du sol

et des manufactures des trois royaumes, des colonies anglaises et du commerce des deux Indes. Ils y joignent les denrées du crû de toute l'Europe, et surtout de la France, qu'ils viennent chercher jusque dans nos ports, et sur lesquelles ils gagnent le bénéfice du fret et du commerce d'économie.

Ce qu'ils tirent de Russie en retour de ces importations, consiste principalement en marchandises et munitions navales, comme bois de construction, mâtures, fers, chanvre, goudron, etc. Ils font même fabriquer dans le pays une partie des matières premières à deux tiers moins de frais que ne leur coûterait la main-d'œuvre en Angleterre; ils ont, dans l'intérieur de la Russie, des maisons établies à Moskow, à Wologda, à Tula, à Jaroslaw, à Casan, dans Astracan même, d'où ils poussent leur commerce jusque dans la mer Caspienne; des fabriques régies par des facteurs et des commis anglais, de voiles, de cordages, d'ancres et de toutes sortes de gros ouvrages en fer fondu, battu, et même en cuivre, pour l'usage de leurs arsenaux, de leurs chantiers et de leurs propres manufactures.

Le bénéfice de l'Angleterre sur tous ces objets est immense; mais le plus grand avantage qu'elle en recueille, c'est d'avoir en Russie, à

sa disposition, la source inépuisable de tout ce qui peut servir à la création, à la reproduction et à l'augmentation d'une marine, tant militaire que marchande. C'est ce commerce de Russie qui fournit à l'Angleterre l'aliment et le véhicule de tous les autres ; c'est lui qui la met en état d'entretenir et de renouveler sans cesse une masse de navigation la plus considérable qui ait jamais existé.

Ajoutons que ce grand et riche commerce est tout actif pour l'Angleterre, et purement passif pour la Russie, et qu'ainsi la première a pour elle tout le bénéfice net de la commission, du fret, du change, et même en partie de la main-d'œuvre, comme on l'a expliqué ci-dessus.

Il faut prévoir toute objection et y répondre d'avance d'après ce principe ; nous en discuterons une qui se présente : la voici.

Malgré tous les désavantages d'un commerce passif, la Russie tire tous les ans de l'Angleterre une balance en espèces ou matières d'or ou d'argent, évaluée à un million de roubles (cinq millions de France) en temps de paix, et de sept millions et demi de notre argent en temps de guerre. Par conséquent, si ce commerce est précieux pour l'Angleterre, il ne l'est pas moins pour la Russie, et celle-ci doit,



par cette raison, ménager autant l'autre, et avoir pour elle beaucoup de déférence.

La réponse est aisée. Le commerce entre la Russie et l'Angleterre est un de ces marchés où les deux parties gagnent chacune des deux côtés; ce sont les bons, et, à la longue, les seuls qui tiennent. La balance paraît forte en faveur de la Russie; mais voici la compensation.

Avec les matières et marchandises navales tirées de la Russie, qui servent à la construction, aux agrès et à l'armement des vaisseaux marchands, l'Angleterre gagne un bénéfice de fret du double plus fort que ce qu'il lui en coûte pour faire en espèces, ou matières, la balance en question; et ce fret n'est pas pris sur elle-même, mais sur l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la France, l'Allemagne et le Nord, et la Russie même, avec qui l'Angleterre fait un commerce actif et un commerce d'économie.

Celle-ci donc gagne autant et plus que la Russie, à la continuation et à l'affermissement de ce commerce. Il est donc encore plus précieux pour elle que pour la patrie passive qui gagne en apparence, mais qui perd en effet, comparativement et relativement, en ce qu'elle gagne beaucoup moins qu'elle ne ferait, si son commerce était actif, ou du moins réciproque.

Observons de plus que la Russie pourrait faire, avec toute autre nation commerçante, ce gain apparent, et qu'elle est dans le même cas avec la Hollande et les villes anseatiques, qui n'y perdent pas dans leur proportion plus que l'Angleterre, mais celle-ci absorbe au moins les trois quarts de ce bénéfice. Elle a, par conséquent, autant d'intérêt pour le moins à ménager la Russie, que celle-ci à vivre avec l'Angleterre en bonne intelligence.

D'après cet exposé, il est clair que cet intérêt, comme tous ceux de cette nation, ne peut dériver que de son commerce.

Elle a, comme nous, celui du Levant; elle en partage avec la France la plus grande portion; et celle-ci, malgré ses malheurs et ses pertes dans les deux dernières guerres, en tire encore la plus grosse part du bénéfice: mais elle n'a point le commerce du Nord, et au contraire, l'Angleterre fait pour les trois quarts celui de Russie. Ce dernier lui est donc plus précieux que l'autre; elle a un intérêt plus fort, plus prochain, à le conserver; à l'augmenter même par des octrois, des privilèges qui seraient le prix de quelques nouvelles complaisances de sa part, relativement, par exemple, aux projets de la Russie sur la mer Noire.

Si donc il devait résulter de leur exécution

quelque désavantage pour la compagnie anglaise de Turquie, il en reviendrait aussitôt quelque avantage à celle de Russie. Nous en avons déjà indiqué un moyen, lorsque nous avons avancé que la Russie, une fois admise à la navigation de la mer Noire, pourrait importer au Levant, outre ses propres marchandises, celles d'Angleterre et des colonies. Sans doute cette concurrence porterait à la compagnie de Turquie un préjudice considérable, mais aucun réel à la nation, à la masse de son commerce; ce que cette compagnie perdrait d'un côté, la compagnie de Russie le gagnerait de l'autre.

Et de ce bénéfice sur les marchandises d'Angleterre et des colonies, qui seraient importées au Levant par la Russie et la mer Noire, il ne faut pas croire qu'il en restât beaucoup à la Russie; les Anglais établis dans ce pays-là, y ont leurs factoreries, leurs comptoirs, leurs magasins, et, comme on l'a dit, leurs fabriques. Ils ne laisseraient gagner aux nationaux que le fret au plus de quelques bateaux pour la navigation intérieure; encore sauraient-ils faire construire et naviguer, pour leur propre compte, de meilleurs bâtimens jusque sur la mer Noire; peut-être, que sait-on? obtenir de la Russie, sur cette mer, un entrepôt dans les conquêtes

ou dans la Crimée, restée indépendante (comme autrefois les Génois avaient su s'emparer de Caffa, et s'y maintenir sous les empereurs grecs), et de la donner la main, sous le pavillon de Saint-George, à leurs compatriotes du Levant; car alors, pour prévenir ou terminer les différends qui pourraient s'élever entre les deux compagnies anglaises, le moyen le plus sûr serait d'en faire une *coalition* \*.

Ce ne serait pas la première fois qu'on aurait vu des facteurs anglais arborer le pavillon national sur des mers intérieures et séparées de l'Océan par un continent immense.

Pendant la guerre de 1744, entre la France et l'Angleterre, celle-ci profita de ses liaisons étroites avec la Russie pour en obtenir la permission d'établir un commerce direct et une navigation anglaise en Perse par la mer Caspienne; elle y fit la traite des scies et des autres marchandises précieuses du Gilan, du Mazanderan, et de tout le nord de ce royaume. Elle y avait formé une factorerie à Meschec, et poussé des caravanes jusque dans la grande Tartarie, à Bolkara et à Samarcande.

Les capitaines Elton et Woodrofe firent construire, dans le Wolga, des navires plus forts

\* C'est ainsi que, d'après un mot latin, les Anglais appellent la réunion de deux corps ou de deux partis en un seul.

que les Russes n'avaient osé en imaginer ; ils les firent manœuvrer avec une légèreté jusqu'alors inconnue à cette nation encore demi-barbare en son intérieur. Ils déployèrent sur cette mer le pavillon anglais, et le rendirent redoutable à Nadir-Schach ou Thamas-Koulikan. Ils se firent rechercher de ce conquérant habile, qui avait aussi de grandes vues pour le commerce et pour la marine. Il prit à son service le capitaine Elton, et lui fit lever, avec le capitaine Woodrose, la seule bonne carte qu'on ait de la mer Caspienne.

Ces progrès, il est vrai, furent poussés trop loin ou trop rapidement, et les Anglais en abusèrent. Elton construisit pour Schach une flotte sur mer, et en fut l'amiral. La cour de Pétersbourg en prit de la jalousie, et l'impératrice Elisabeth révoqua l'octroi qu'elle avait accordé ; mais, sous Catherine II, par le renouvellement du traité de commerce, la compagnie anglaise a obtenu de nouveau, à peu de chose près, les mêmes avantages. Si elle n'en a pas beaucoup profité, les troubles de la Perse, qui en ont dévasté les provinces septentrionales, ont été jusqu'à présent la seule cause de cette négligence apparente. Supposons seulement ( ce qui est très vraisemblable ) que, pour le prix de sa déférence aux désirs de la Russie,

l'Angleterre en obtienne pour la mer Noire les mêmes privilèges qui lui avaient été accordés pour la mer Caspienne; alors, bien loin de perdre à l'abaissement des Turcs, elle aurait beaucoup gagné. La compagnie anglaise pourrait faire sur le Don les mêmes constructions qu'elle avait faites sur le Wolga. Elle y trouverait, à la paix, grand nombre d'ouvriers, de matelots, et même d'officiers anglais\*, tous portés pour l'établissement de cette navigation; et, sans beaucoup de frais, cette branche de commerce pourrait être mise, dans peu, en pleine activité.

D'après cet exposé, on doit juger si réellement les intérêts de l'Angleterre sont les mêmes que les nôtres dans le commerce du Levant, relativement à l'entrée des Russes dans la mer Noire, et à la liberté de naviguer et trafiquer, soit dans les ports de cette mer, soit dans les Échelles, par le canal de Constantinople.

On peut même en déduire une triste conséquence; c'est que la France y perdrait seule et beaucoup, mais que l'Angleterre pourrait y gagner considérablement. Elle s'ouvrirait, sous

\* C'est à Azof, à Woronetz, à Taganrok, dans le Don et sur la mer de Zabache, qu'on arme la flotte dont l'amiral anglais Knowles est allé prendre le commandement. Loïn d'être en disgrâce pour cette espèce de défection, il a été comblé de grâces en Angleterre, et sa fille nommée fille d'honneur de la reine.

le nom de la Russie, ou même sous son propre pavillon, un nouveau débouché moins coûteux pour ses draps, ses quincailleries, les productions de ses colonies, et tout ce qu'elle tire, par la voie de Cadix, de l'Amérique espagnole. La navigation d'Angleterre à Pétersbourg est regardée par les Anglais comme une promenade. Celle qui se fait intérieurement de cette capitale par les grands fleuves jusqu'aux deux mers Noire et Caspienne, est longue, mais facile, sûre, et le fret en est à bas prix. Les marchandises, déclarées pour transit par cette voie, seraient exemptes de tous droits, ou n'en paieraient que de très modiques, comme celles destinées pour la Perse. Ainsi tout inviterait le commerce anglais à se porter dans ce nouveau canal, tandis que tout en rejette celui de la France. « Peut-être, dira-t-on, le commerce » de la mer Noire étant une fois ouvert aux » Russes, il serait alors de la politique turque » de l'ouvrir également à toutes les nations » franques déjà établies au Levant, et alors les » Français en recueilleraient les mêmes avantages que les Anglais; ils conserveraient la » même supériorité en nombre de vaisseaux, et » en masse d'envois et de retours qu'ils ont depuis long-temps sur toutes les autres nations » dans le commerce du Levant, et l'épargne

» sur le fret, qui résulte de la proximité: donc,  
» au lieu de perdre à la liberté générale du  
» commerce de la mer Noire, la France y ga-  
» gnerait, et plus que l'Angleterre. »

Oui, *peut-être*, et c'est fort bien dit; car assurément ce *peut-être* doit avoir été prévu et par la Russie et par l'Angleterre; l'une et l'autre se sont arrangées pour qu'il ne puisse pas avoir lieu. On voit trop que ces deux puissances agissent parfaitement d'accord, et l'on sent trop dès à présent qu'elles donnent la loi. Ce serait par un privilège exclusif qu'elles se feraient admettre, l'une explicitement, et l'autre au moins implicitement, au commerce de la mer Noire. Il faut bien supposer ce but à une partialité aussi déclarée, aussi soutenue que celle de l'Angleterre pour la Russie.

En partant de cette supposition plus que vraisemblable, l'énigme est devinée; et l'on découvre clairement le motif de la connivence de l'Angleterre aux mesures et aux prétentions de la Russie, relativement à la liberté de navigation et de commerce dans la mer Noire.

« IL est certain que l'admission du pavillon russe  
» dans la mer Noire est utile à l'Angleterre, puisqu'elle  
» est nuisible à la France; mais on ne pouvait empê-



» cher cette admission, que la crainte des armes autri-  
» chiennes et russes arrachait à la Porte. Ce que devait  
» faire la France, et ce qu'elle n'a jamais fait, c'était de  
» contraindre les Turcs, qui ne cèdent jamais qu'à la  
» force, à suivre leur véritable intérêt, en accordant à  
» leurs alliés la même faveur qu'exigeaient leurs enne-  
» mis. Par ce moyen, on aurait obvié à tous les inconvé-  
» niens ; et, les préjugés musulmans s'affaiblissant peu  
» à peu, les Français se seraient vus à portée de leur  
» donner les secours dont ils ont si souvent besoin con-  
» tre leurs redoutables voisins. On croit inutile de rien  
» dire ici sur le commerce des Anglais en Russie ; le  
» traité de 1787 a dû prouver qu'on avait ouvert enfin  
» les yeux au gouvernement russe sur ses vrais inté-  
» rêts commerciaux, sur la nécessité de secouer le joug  
» britannique ; et d'appeler en concurrence, dans ses  
» ports, les marchands et les navires de toutes les puis-  
» sances maritimes. » (SÉGUR.)



## SECOND MÉMOIRE SÉPARÉ

POUR SERVIR

DE SUPPLÉMENT A L'ARTICLE DE LA RUSSIE.



ON s'est engagé à prouver que, pour continuer et pousser la guerre en Pologne et contre les Turcs, la Russie a eu plus de moyens et de ressources pécuniaires qu'on ne lui en suppose communément ; que, pour achever la dernière, et même pour en commencer peut-être une autre contre la Suède, elle en a encore et peut s'en procurer du moins assez pour les besoins d'une ou deux campagnes.

Il faut premièrement répondre à l'objection qu'on s'est faite d'avance : elle porte sur l'insuffisance des revenus de la Russie. Voici cette réponse divisée, comme l'objet, en plusieurs articles.

Les revenus fixes de la Russie ont été augmentés dans toutes leurs branches.

La capitation générale, portée de 70 à 90

copecks \*, et l'extension qu'on y a donnée d'ailleurs, a poussé le produit de cet impôt environ à un tiers en sus.

Les biens de l'Église ont été réunis au domaine impérial, et leur revenu, bien administré, a fait une addition considérable aux revenus de la couronne.

Les revenus casuels ont fait des progrès encore plus rapides. Les mines de cuivre et même d'argent, dans la Sibérie, qui appartenaient à l'impératrice, ont été et sont encore exploitées avec beaucoup plus de chaleur et de succès; leur produit augmente considérablement. La réunion de plusieurs autres qu'on a retirées des mains des particuliers, en a doublé aussi le revenu; et, par une administration économique, il entre tout entier dans le trésor public.

Tous les monopoles accordés à des ministres et à des favoris, sous le règne prodigue d'Élisabeth \*\*, ont été également réunis à la couronne.

Le prix du sel, de l'eau-de-vie, du tabac et de quelques autres branches de ces monopoles, a été aussi augmenté.

\* De 3 liv. 10 s. à 4 liv. 10 s. par tête de paysan. Les femmes n'y ont jamais été comprises, les enfans ne l'étaient pas non plus; mais à présent on paie pour tous les mâles indistinctement.

\*\* Le comte Pierre Schouwaloff en avait seul pour trois ou quatre millions de revenu.

Les douanes ont rendu davantage par une régie plus exacte, et par quelques augmentations de droits, distribuées de manière qu'elles n'ont pas nui à la consommation \*.

Les dépenses de la cour ont été réglées avec une économie inconnue aux administrations précédentes, sans que la dignité et l'éclat même en ait souffert : cela est et sera partout quand on le voudra bien.

De l'énumération ci-dessus, on oserait conclure que les revenus de la Russie pris en masse ont été augmentés d'un tiers environ sous le règne présent. Quelques-uns des moyens de cette augmentation peuvent être vicieux, forcés, mal combinés; mais enfin ils ont rempli l'objet, et ils le rempliront encore, comme on l'a avancé, pour le courant d'une ou deux années de guerre.

Il reste à réfuter une suite de la même objection. Elle est tirée des acquisitions mobilières,

\* C'est le grand art de l'administration des finances, qui a été rarement saisi dans l'augmentation des impôts. On se laisse ordinairement éblouir par l'espérance de doubler une branche de revenu en y mettant un double droit, et souvent cela diminue même le premier droit en diminuant la consommation. Le roi de Prusse n'a pas échappé à cette erreur; son avidité l'en a empêché. Celle des ministres des finances dans d'autres États, et l'envie de faire leur cour à leurs maîtres et de faire valoir leurs services et leur habileté, y ont souvent produit le même effet.

commissions, emplettes continuelles de l'impératrice régnante, et des prêts considérables que la couronne fait journellement aux seigneurs et grands propriétaires, enfin des dépenses extraordinaires de la guerre.

Les acquisitions et emplettes en tout genre ont fait beaucoup de bruit, et c'était bien l'intention de l'impératrice ; mais le montant en est facile à calculer, et ce ne fut jamais la ruine d'aucune puissance.

A l'égard des prêts faits aux grands seigneurs, c'est une ancienne méthode de la cour de Russie pour se défaire d'une quantité immense de monnaie de cuivre, sur laquelle il y aurait cinquante pour cent à perdre dans le change étranger, et pour se procurer en troc des ducats, des piastres, des reichthalers, des matières d'or et d'argent, ou des lettres de change sur Amsterdam. C'est ordinairement pour six ans que se font ces prêts de la couronne et sans intérêts, mais à payer un sixième, chaque année, en espèces, matières ou lettres de change, comme ci-dessus. Loïn donc que le gouvernement épuise par là son numéraire, c'est pour lui un moyen d'en faire rentrer de l'étranger une quantité considérable.

Ces espèces ou matières fournissent aux finances de l'impératrice un aliment pour la

refonte et la fabrication des monnaies. Celles-ci, à la vérité, sont fort altérées, et la Russie en fait même fabriquer exprès qui le sont encore davantage, pour les répandre en Pologne à l'envi du roi de Prusse. Ce moyen forcé a ses inconvéniens réels et irréparables : mais il a aussi ses avantages momentanés ; et c'est une des ressources qui ont fourni jusqu'à présent aux dépenses extraordinaires de la guerre contre les Turcs. Ces dépenses, d'ailleurs, n'ont pas été aussi énormes qu'on se l'imagine. On part trop souvent de ce qu'on voit chez soi, pour juger et apprécier ce qui se passe chez autrui. La méthode russe, pour les vivres et les fourrages, ne ressemble point du tout à la nôtre. Au même prix, il est trop vrai que la Russie n'aurait pas pu faire seulement une campagne.

Mais la Pologne lui a fourni abondamment de quoi subsister dans les deux ou trois premières ; la Volhinie, la Russie polonaise et la Podolie ont été taxées, en différentes fois, à plus de soixante mille chevaux et de vingt mille chariots attelés de quatre bœufs chacun, pour le transport des équipages ainsi que des vivres et des fourrages qu'elles avaient fournis. Point de munitionnaires ni de boulangers, chacun fait ce qu'il peut de sa ration de farine ; point

d'entrepreneurs de boucheries; très peu d'employés en tout genre. Ces chariots se vident à mesure, on en distribue les bœufs par divisions aux troupes, qui les tuent et les partagent entr'elles. Les chariots vides servent à faire du feu. On n'est arrêté en marche ni par le besoin de magasins ou de fours, ni par l'attente des convois. On avance toujours, et le soldat est nourri.

Il en est de même pour les fourrages, dont on ne connaît dans les armées russes ni entrepreneurs ni régisseurs. On fourrage au vert tant qu'on peut; et l'on garde le sec qu'on voiturer avec soin pour la traversée des déserts brûlés, ou pour les positions serrées où l'on ne peut plus aller au fourrage.

Les campagnes suivantes ont encore moins coûté à la Russie : son armée a trouvé la Moldavie dévastée par les Turcs et par les Tartares dans leur retraite : mais les terres y ont été de nouveau cultivées, et ont fourni des subsistances. La Valachie a peu souffert, et ce pays est généralement bon jusque dans les montagnes.

L'armée destinée pour Bender, pour le Niéper et pour la Crimée, n'a pas trouvé les mêmes ressources; mais l'Ukraine polonaise et russe y a suppléé, et il n'a fallu payer ni en argent, ni en reçus, d'un côté ni de l'autre. Les Ukrai-

niens polonais ont fourni comme ennemis, et les Ulkraiïniens russes comme sujets libres; c'est-à-dire, que n'étant à aucun seigneur particulier, ils appartiennent à la couronne \*. Chevaux, voitures, ouvriers, valets, et tout ce que les frontières de Pologne pouvaient fournir aux besoins, ou même à la commodité des officiers et généraux russes, tout a marché, tout a servi, et il n'en est jamais rien rentré à leurs propriétaires.

Quant à la guerre de Pologne contre les confédérés, elle n'a pas non plus épuisé le numéraire de la Russie. Outre la facilité de payer par force, en fausse monnaie, ce qu'elle se faisait fournir au commencement de gré à gré, elle a trouvé depuis une méthode plus aisée; c'est de tout exiger, à titre de contribution, des palatinats confédérés ou neutres, et de s'emparer, à titre de séquestre ou de confiscation, des revenus des biens des plus grands propriétaires; de faire vivre dans leurs terres ses troupes à discrétion, et de les faire passer

\* L'Ukraine russe, ou Petite-Russie, n'est libre que de nom. Les habitans, il est vrai, ne sont point esclaves, comme les Russes, de tels ou tels seigneurs; ils connaissent la propriété et sont exempts de beaucoup d'impôts: mais ils n'ont plus de *hetman* ou chef de leur nation. La cour en tire arbitrairement, surtout en temps de guerre, toutes les livraisons en nature que ce pays peut fournir, et ce pays est excellent.



et repasser sans cesse d'un endroit où les subsistances manquaient, dans un autre où elles étaient encore en abondance.

Ainsi, pour ses opérations par terre, la Russie n'a pas eu besoin, en six ans, d'autant de moyens et de ressources pécuniaires qu'il en faut, par exemple, à la France seulement pour faire une campagne.

Mais, dira-t-on, les flottes russes dans l'Archipel, sur la mer Noire, et celles qu'on prépare à Cronstadt, avec quoi la Russie a-t-elle pu les construire, les armer, les équiper, les entretenir? ou du moins, comment pourra-t-elle soutenir encore cette dépense, celle surtout qu'a dû et doit lui coûter dans la Méditerranée une flotte, une armée si loin de chez elle, et, pour ainsi dire, à l'auberge? Cet article seul d'extraordinaire a dû la ruiner; et si elle ne s'empresse point de faire la paix, où prendra-t-elle des fonds pour continuer cette guerre maritime éloignée, et pour en commencer une autre dans la Baltique contre la Suède?

Premièrement, il ne faut pas croire que la construction, l'armement, l'équipement, ni le premier approvisionnement d'une flotte coûtent à la Russie autant qu'à la France ou à l'Angleterre. L'amirauté de Pétersbourg tire tout du crû de l'empire et des domaines de la couronne;

les matières premières y sont en abondance, ainsi que les vivres et beaucoup d'autres provisions; la main-d'œuvre, en partie, ne coûte rien, et ce qu'on en paie est à très bon marché.

Il est vrai, d'ailleurs, que la flotte russe de l'Archipel a été à l'auberge dans ses relâches en Angleterre, en Italie, et au commencement de sa première campagne. Il fallait alors capter la bienveillance des Grecs, sur lesquels la cour de Pétersbourg avait beaucoup trop compté; mais elle a été bientôt désabusée de la chimère dont elle s'était laissé bercer, c'est-à-dire une révolte générale de la nation grecque dans l'empire ottoman. Dès-lors, et même avant d'évacuer la Morée, les généraux russes ont adopté dans l'Archipel la même méthode qu'en Pologne. Enfin les Grecs ont payé et paient encore aussi cher leurs libérateurs, que les Polonais leurs instituteurs et leurs réformateurs.

De plus, l'impératrice s'est procuré des ressources par les emprunts qu'elle a faits; elle en fera encore.

Un seul négociant de Venise \* lui a fait trouver en Italie trente-cinq millions, sans comp-

\* Le marquis Maruzzi, banquier, d'une famille de Corfou, et de la religion grecque. Cet homme avait été attiré et caressé à Pétersbourg. On a flatté sa vanité par le cordon de Sainte-Anne et par le titre de ministre de Russie à Venise. Il s'est en-

ter les emprunts faits à Gènes, à Lucques et à Livourne.

Les négociations d'argent, entamées à Amsterdam, ont d'abord été difficiles, et les premiers emprunts très modiques \*. Les capitalistes de Hollande avaient alors chez l'étranger, pour le superflu de leurs fonds, d'autres débouchés trop avantageux, et ils s'y livraient par la cupidité d'un bénéfice triple, au moins, de l'intérêt ordinaire au taux du pays. Les réductions arrivées alors en France les dégoûtèrent de ces placemens hasardeux.

La Russie profita de ce dégoût, et leur offrit l'avantage d'une hypothèque spéciale sur les douanes de Pétersbourg, de Riga, et sur d'autres branches de revenus les plus à portée et les mieux connues des négocians hollandais. Les intérêts furent payés exactement. Les succès de la guerre, et les apparences, chaque année, d'une paix avantageuse, animèrent la

gagé lui, ses frères, ses parens, ses amis, à fournir des fonds et du crédit au comte Alexis Orloff, pour son expédition de l'Archipel.

\* Les négocians d'Amsterdam étaient encore fort indisposés contre la Russie, par une suite du projet de l'Anglais Gom\* banquier de la cour de Pétersbourg. Celui-ci avait voulu établir le change direct entre la Russie et l'Angleterre, au préjudice de la place d'Amsterdam. Il avait échoué, et on l'avait fait manquer, en laissant protester en un seul jour 300,000 florins de ses lettres non acceptées.

confiance : les banquiers d'Amsterdam commencèrent à goûter les offres d'une commission lucrative, et se firent les apôtres du crédit de la Russie. Les emprunts devinrent dès-lors et plus faciles et plus considérables; et ces mêmes succès, continués, augmentés, soutiendront bien encore ce crédit pour l'extraordinaire d'une ou deux campagnes.

On croit avoir prouvé qu'il n'en faudrait pas davantage à la Russie pour remplir tous ces objets présens ou prochains.

On en conclura donc qu'à cet égard, c'est-à-dire en proportion de ses besoins, elle jouit de tous les avantages de la puissance pécuniaire, et qu'elle peut les réunir, au moins pour une ou deux années, à ceux de la puissance militaire et de la puissance fédérative.

---

« EN 1789, on pouvait estimer à peu près les revenus  
» de l'impératrice à 200 millions de livres, et ses dé-  
» penses à 180 millions. L'excédant de cette recette était  
» employé, pendant la paix, à éteindre les dettes con-  
» tractées pendant la guerre. On en doit conclure que  
» la Russie ne peut combattre sans emprunter, consi-  
» dération importante pour rassurer sur son ambition.  
» La position du souverain de la Russie est très avan-  
» tageuse; lorsqu'il veut être pacifique, ses États sont  
» presque inattaquables; et les Turcs, ainsi que les Sué-

» dois, sont plus occupés de conserver que d'acquérir.  
» La Prusse et l'Autriche briguent son alliance, pour  
» se l'enlever réciproquement. Les puissances mari-  
» times, ayant un besoin indispensable de ses chanvres  
» et de ses mâtures, recherchent à l'envi son amitié,  
» et, si le cabinet de Pétersbourg, renonçant à toute  
» ambition, voulait s'entendre avec le gouvernement  
» français, pour conserver la paix en Europe, personne  
» n'oserait y renuer, et ces deux puissans contre-poids  
» tiendraient la balance de la politique dans un équil-  
» bre constant et parfait. » (SÉGUR.)

~~~~~

» Depuis l'époque où cette note a été rédigée, tout  
» a pris en Europe une face nouvelle : la Russie est  
» devenue une puissance colossale ; son poids dans la  
» balance politique est immense. La Pologne presque  
» tout entière est soumise au sceptre du souverain de  
» cet empire. Nos innombrables légions, arrêtées dans  
» leurs triomphes par l'incendie de Moscow, ont péri  
» dans les glaces de la Moscovie. Les armes russes ont  
» traversé l'Allemagne, parcouru la Hollande, la Suisse,  
» l'Italie ; enfin, secondées par l'Europe soulevée, elles  
» ont pénétré jusque dans la capitale de notre monar-  
» chie si long-temps victorieuse. La Russie est à la tête  
» d'un nouveau système fédératif ; elle préside, pour  
» ainsi dire, la sainte-alliance, ligue imprévue dans la-  
» quelle les intérêts jusque-là les plus opposés paraissent  
» momentanément confondus et oubliés. La crainte des  
» révolutions sert de ciment à cette alliance sans exem-  
» ple. Aujourd'hui son but est pacifique ; mais qui  
» pourrait prévoir quels seront dans l'avenir les résul-

» tats de la réunion des forces d'un directoire ou trium-  
 » virat si formidable , dont jusqu'ici l'Angleterre seule  
 » s'est maintenue indépendante ? Serait-il contre la  
 » vraisemblance de prédire qu'un jour, par la nature  
 » même des choses , un nouveau système fédératif nat-  
 » tra, et qu'on verra se former une alliance des gou-  
 » vernemens représentatifs pour servir de contre-poids  
 » à la fédération des gouvernemens absolus ? »

(SÉGUR.)

FIN DU TOME PREMIER.

616153



# TABLE DES MATIÈRES

## CONTENUES DANS CE VOLUME.

### POLITIQUE DES CABINETS DE L'EUROPE.

#### TOME PREMIER.

|                                                                                                                                                                         | Pag.       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <u>AVIS DE L'ÉDITEUR. . . . .</u>                                                                                                                                       | <u>v</u>   |
| <u>Préface par M. le comte de Ségur. . . . .</u>                                                                                                                        | <u>vij</u> |
| <u>PIÈCES ORIGINALES de la correspondance secrète. . . . .</u>                                                                                                          | <u>1</u>   |
| <u>Note historique envoyée par le comte de Broglie à Louis XVI quelques jours après son avènement (mai 1774). . . . .</u>                                               | <u>ib.</u> |
| <u>Lettre du comte de Broglie à Louis XVI. . . . .</u>                                                                                                                  | <u>11</u>  |
| <u>Extrait d'un Mémoire envoyé par le comte de Broglie à Louis XVI, le 9 juin 1774. . . . .</u>                                                                         | <u>29</u>  |
| <u>Lettre de Louis XVI au comte de Broglie (juin 1774). . . . .</u>                                                                                                     | <u>38</u>  |
| <u>Lettre du comte de Broglie au roi. . . . .</u>                                                                                                                       | <u>40</u>  |
| <u>Observations que le comte de Broglie prend la liberté de mettre sous les yeux du roi, en réponse à la lettre dont il l'a honoré, en date du 6 juin 1774. . . . .</u> | <u>46</u>  |

|                                                                                                                                                                                                                                                            | Pag. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| <u>État des ambassadeurs, ministres ou résidens qui ont été admis à la correspondance secrète, par ordre de Louis XV. (Cet État a été joint à la pièce précédente. ) . . . . .</u>                                                                         | 73   |
| <u>Lettre du comte de Vergennes et du maréchal du Muy à Louis XVI. . . . .</u>                                                                                                                                                                             | 80   |
| <u>Lettre du comte de Broglie à Louis XVI. . . . .</u>                                                                                                                                                                                                     | 83   |
| <u>Mémoire. . . . .</u>                                                                                                                                                                                                                                    | 86   |
| <u>Lettre du comte de Vergennes et de M. le maréchal du Muy à Louis XVI ( 3 mars 1775 ). . . . .</u>                                                                                                                                                       | 90   |
| Lettre de Louis XVI à M. de Vergennes, sur le comte de Broglie. . . . .                                                                                                                                                                                    | 93   |
| Lettre du comte de Broglie. . . . .                                                                                                                                                                                                                        | 95   |
| Précis du Mémoire et des pièces mises par le comte de Broglie sous les yeux de MM. les comtes du Muy, de Vergennes et de M. de Sartines, dans la conférence du 27 mars 1775, ordonnée par sa majesté, à la très humble prière du comte de Broglie. . . . . | 101  |
| <u>Rapport de MM. les comtes du Muy et de Vergennes, et de M. de Sartines, sur la procédure de la Bastille contre le comte de Broglie, le baron de Bon, et les sieurs Favier, Ségur et Dumouriez. . . . .</u>                                              | 110  |
| <u>Lettre du roi au comte de Broglie. . . . .</u>                                                                                                                                                                                                          | 116  |
| Mémoire du comte de Broglie aux comtes du Muy et de Vergennes, contenant une Notice des diffé-                                                                                                                                                             |      |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| rens articles de la correspondance secrète ( 16 février 1775 ). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                       | 118        |
| <i>Conclusion.</i> . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 150        |
| <i>Idee générale des motifs qui avaient déterminé le travail intitulé : Conjectures raisonnées.</i> . . . .                                                                                                                                                                                                                   | 153        |
| Mémoire adressé par le comte de Broglie à MM. les comtes du Muy et de Vergennes ( 1 <sup>er</sup> mars 1775 ).                                                                                                                                                                                                                | <i>ib.</i> |
| Mémoire du comte de Broglie , sur la paix du Nord , le démembrement de la Pologne et les suites que ces événemens peuvent et doivent avoir sur le système politique de la France. ( Ce Mémoire , annoncé dans la pièce précédente , a été remis par le comte de Broglie à Louis XVI , le 1 <sup>er</sup> mars 1775 ). . . . . | 167        |
| CONJECTURES RAISONNÉES sur la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe , et réciproquement sur la position respective de l'Europe à l'égard de la France , etc.                                                                                                                                  | 193        |
| Introduction. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <i>ib.</i> |

## SECTION PREMIÈRE.

|                                                                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>De la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe.</i> . . . .                                                          | 207 |
| <i>ARTICLE PREMIER. De la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe , relativement à la puissance militaire.</i> . . . . | 209 |
| <i>ART. II. De la situation actuelle de la France dans le système politique , relativement à la puissance fédérative.</i> . . . .                    | 222 |

|                                                | Pag. |
|------------------------------------------------|------|
| Récapitulation de la section première. . . . . | 233  |

## SECTION II.

|                                                                                         |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| De la position respective des puissances de l'Europe<br>à l'égard de la France. . . . . | 237        |
| ARTICLE PREMIER. De la Suède. . . . .                                                   | <i>ib.</i> |
| ART. II. Du Danemarck. . . . .                                                          | 248        |
| ART. III. De la Prusse. . . . .                                                         | 262        |
| ART. IV. De la Pologne. . . . .                                                         | 280        |
| ART. V. De la Russie. . . . .                                                           | 289        |
| Premier Mémoire séparé, pour servir de Supplément<br>à l'article de la Russie. . . . .  | 343        |
| Second Mémoire séparé, pour servir de Supplément<br>à l'article de la Russie. . . . .   | 360        |

FIN DE LA TABLE.

